REVUE

DES

DEUX MONDES

XCVIII

XCVIIIe ANNÉE. — SEPTIÈME PÉRIODE

REVUE

DES

DEUX MONDES

XCVIII[e] ANNÉE. — SEPTIÈME PÉRIODE

TOME QUARANTE-HUITIÈME

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE DE L'UNIVERSITÉ, 15

—

1928

SOUS LES PINS AROLLES

PARTIE DE TENNIS

— Ne m'appelez plus miss Helen, mais Helen tout court.

— Je n'osais pas.

— Oui, vous n'osez pas assez, excepté, toutefois, dans vos chères montagnes.

Il rectifia :

— Nos chères montagnes.

— Oh ! je ne les aime pas autant que vous les aimez, et peut-être même je les aime à cause de vous.

N'était-ce pas une déclaration, jetée à la manière d'une balle par-dessus le filet ? Ce dialogue s'échangeait entre deux beaux jeunes gens blancs, sauf les bras et le visage pareillement bronzés et patinés par le soleil, sur le plus beau court de tennis du monde, — ou l'un des plus beaux, sait-on jamais ? Il y en a au bord de la mer, il y en a parmi les jardins. Mais celui de Riffelalp, au-dessus de Zermatt, est comme suspendu sur la vallée, en face du Cervin, le plus décoratif de tous les sommets parce qu'il est isolé entre le col du Théodule et le col d'Hérens et se détache comme un obélisque, dressé d'un jet prodigieux, entre l'assemblée des coupoles (côté du Mont Rose) et celle des aiguilles et des clochers (côté de la Dent Blanche et du Weisshorn).

— Il est excitant, disait de lui miss Helen.

Et c'est le mot exact. Il distribue de la force et de l'énergie. Il secoue la paresse et fait honte au sommeil. Debout et viril comme un héros, il attire et il envoûte. Le regard ne se lasse

pas de le heurter, et le regard est l'avant-coureur du désir. Tantôt il accroche les nuages qui passent et les désagrège, tantôt il s'y perd mystérieusement et, quand il parvient à s'en dégager, sa cime apparaît plus haute encore qu'on ne l'eût cherchée. La lumière, elle aussi, le change. Il reçoit les premières flèches roses de l'aurore, il retient le couchant et le contraint à lutter contre la nuit. A midi, ses pentes rocheuses brillent comme un glacier. Encore, dévêtu cette année de toute glace et de toute neige par l'ardeur brûlante d'un incomparable été, est-il, dans sa nudité, plus athlétique et moins paré. Plus accessible aussi, car il n'y a pas de marches à tailler, ni de glissade à craindre, et dangereux néanmoins à cause des chutes de pierres.

— Oh! oh! s'était écriée, en battant des mains, miss Helen Arden quand elle avait débarqué du funiculaire à Riffelalp, je voudrais poser le pied là-dessus.

Elle parlait en Anglaise conquérante, mais ne connaissait que les Alpes d'hiver, les Alpes de Saint-Moritz, pour la luge, le bob et le ski. Les propos de jeunes filles sont volontiers recueillis par les jeunes gens. Celui-ci avait été entendu par Georges Morgon, le fils de ce Philippe Morgon qui dirige l'une de nos plus grandes compagnies de navigation. Philippe Morgon, un rival de Dal Piaz, l'admirable directeur de la Transatlantique mort récemment, tous deux magnifiques animateurs de notre industrie et de notre commerce marins à qui ils ont ouvert des voies nouvelles, hommes d'affaires et poètes ensemble, renseignés sur le monde entier et désireux d'y élargir la place de la France, sans cesse préoccupés de perfectionnements mécaniques et plus encore de la formation des hommes, pareillement aptes au commandement tantôt par l'exercice de l'autorité et tantôt par celui de la séduction. Mais, comme il arrive dans les familles, séduction et autorité, que Philippe Morgon maniait tour à tour avec tant de maîtrise, avaient échoué sur son fils Georges qui l'admirait et néanmoins se dérobait à son influence, comme s'il redoutait d'être absorbé et dévoré par une personnalité trop accentuée et vigoureuse. Georges ne serait pas un successeur. Sorti de l'École polytechnique comme son père, il avait suivi d'autres voies. La terre l'attirait, et non la mer. La terre, pour ses entrailles généreuses où l'on trouve le charbon et les métaux, pour ses chutes d'eau transformables en énergie électrique, et aussi pour ses solitudes de roc et de glace qui ne

servent à rien qu'à se cultiver soi-même dans l'amour de la nature, l'orgueil et l'humilité mêlés. Ainsi était-il venu à Riffelalp quand son père l'appelait à Deauville pour les vacances. Non qu'il ne se fît scrupule de le laisser seul dans la grande villa, avec sa manie de sortir à la voile par tous les temps, mais il avait besoin de la montagne pour se délasser. Une sorte d'instinct secret, de pressentiment singulier, l'avertissait de se tenir à l'écart de ce père, non point despotique, mais doué de trop d'imagination et de puissance inventive, qui, dès qu'il arrivait, prenait la direction, imposait ses plans, dominait tout le monde sans même qu'il le voulût. Certes, il en était fier, il le mettait au-dessus des autres hommes, il lui vouait une sorte de culte qu'il préférait lointain, mais il le fuyait.

Présenté quelques jours plus tard à miss Helen Arden, il lui avait rappelé son désir de monter au Cervin.

— Ne le voulez-vous plus?

— Si, affirma la jeune fille. Mais il me faudrait trop de préparations.

— Un costume d'homme, un chandail, des souliers à clous, un piolet. Non, pas besoin de piolet cette année.

— Oh! un costume d'homme, c'est parfait. Des souliers à clous, j'aime moins. Et après?

— Après? Eh bien! nous ferons de l'entraînement.

— Longtemps?

— Pas très longtemps. Nous irons au Breithorn que vous voyez, là, cette grande masse, avec une coupole.

— Quelle hauteur?

— Plus de quatre mille. Mais il est facile. On couche au refuge italien du Théodule ou à la Gandegg et de là on y monte en quelques heures par un glacier très gentil, en pente douce, et presque sans crevasses. Une ascension ou deux après celle-ci, du même genre, presque aussi aisées, et vous serez mûre pour le Cervin dont la voie est aujourd'hui tracée et qui réclame surtout de l'endurance.

— Rien qu'avec vous?

— Non pas rien qu'avec moi. Avec un guide et moi. Vous ne risquerez rien.

— Mais je risquerais volontiers quelque chose.

— Oh! dit-il avec un sourire ambigu, il y a toujours du risque. Pour l'un ou pour l'autre, ou pour tous les deux.

— Heureusement.

A Riffelalp, miss Helen était accompagnée de sa mère, Mrs Arden. Son père, gouverneur de la Jamaïque, était décédé l'hiver précédent sur la Côte d'Azur où il cherchait le repos. Mais sa mère ne pouvait supporter seule un long deuil. La vie des Antilles lui avait communiqué une nonchalance dont elle ne sortait que par la grâce des autres. Elle était assistée de deux vieux amis, le colonel Smith qui avait perdu la vue à la guerre et lady Kennedy qui, malgré l'âge, après avoir dirigé des « Croix-Rouge » et même des « Croix-Verte », avait besoin de se dévouer et se consacrait à l'aveugle. Celui-ci n'était pas sans exigences. Au printemps, il fallait le conduire dans les bois de Provence pour y entendre chanter les rossignols dont il goûtait la musique, et l'été il désirait respirer l'air de la montagne, ayant été dans sa jeunesse un disciple des Whymper, des Mummery et des Tindall, ses illustres compatriotes. Mais un disciple acrobatique, plus occupé de battre des records que de subir l'envoûtement des cimes. Naturellement, le projet des jeunes gens l'enthousiasma :

— Je vous envie, chère Helen, pour cette ascension sportive et belle.

Et il se moqua des objections de Mrs Arden et de lady Kennedy, incapables de concevoir que l'on pût marcher à l'heure du déjeuner et à l'heure du thé et se lever à deux heures du matin pour embrasser un rocher et devancer l'aurore. Mais quand il sut par un propos maladroit de Georges Morgon qu'un aveugle, quelques années auparavant, s'était fait hisser par ses guides au sommet du Cervin et avait poussé, tout en haut, un cri de triomphe en aspirant l'air subtil et sain de l'altitude, il voulut faire partie de l'expédition et l'on eut toutes les peines du monde à le calmer et à obtenir qu'il se contentât de promenades dans la forêt de pins arolles qui entoure l'hôtel. Forêt enchantée, à plus de deux mille mètres au-dessus de la mer : où ne poussent plus le sapin ni le mélèze, ces arolles, aux fûts rouges et au feuillage sombre, gloire de l'Engadine et du Valais, agrippent encore leurs racines solides. Des chemins y sont aménagés, presque de plain-pied, qui conduisent d'un côté au glacier de Findelen et de l'autre au glacier de Gorner.

— Mais il n'y a pas d'oiseaux! objectait le malheureux colonel.

— Moins encore au Cervin.

— Au Cervin, il y a la gloire.

— N'en avez-vous pas assez recueilli à la guerre ?

— Elle est déjà oubliée.

Il fit venir un guide de Zermatt pour l'interroger. C'était vrai : un aveugle avait pu monter au Cervin, et tout récemment encore, il y avait à peine quelques jours, un Anglais, M. Geoffroy Winthrop Young, amputé d'une jambe pendant la guerre.

— Je l'ai connu, approuva le colonel Smith : c'était, avant son opération, un alpiniste éprouvé.

Dès qu'il avait pu marcher avec une jambe artificielle, celui-ci avait recommencé un entrainement méthodique, dans les montagnes d'Écosse, puis dans les Dolomites, puis dans les Alpes. Il avait profité du clair de lune pour s'emparer du Cervin, en partant à dix heures du soir du confortable refuge du Belvédère. A sept heures et demie du matin, il atteignit le sommet. Et, en redescendant, il avait déclaré avec humour que l'ascension par la face nord était devenue une banalité. Il fallait dorénavant l'entreprendre avec une seule jambe pour la rendre intéressante.

Mieux renseigné, le colonel Smith renonça à son entreprise, du moment qu'elle était banale et ne pouvait plus lui procurer une renommée spéciale.

— J'attendrai, dit-il, d'être paralytique.

Pendant ces tergiversations et ces conciliabules, miss Helen montait au Breithorn par la cabane de la Gandegg et le glacier du Théodule, puis au Riffelhorn rapproché qui est un excellent exercice d'escalade, puis au Mettelhorn qui est aisé, mais fatigant. Enfin ce fut le Cervin. Adroite et le souffle long, dressée à tous les exercices du corps, elle ne donna pas trop de mal au guide et à Georges Morgon qui l'encadraient. Mais après la descente, un peu épuisée tout de même, elle désira s'arrêter au Lac Noir qui est un joli hôtel, dans un site pittoresque, à la base du géant. On ne redescendrait à Zermatt que le lendemain. Le téléphone permettrait d'avertir Riffelalp inquiet de l'équipée.

Quand elle eut donné des nouvelles à sa mère, celle-ci passa l'appareil au colonel Smith :

— Eh bien ! Helen, questionna celui-ci, vos impressions sur le Cervin en un mot?

— En un mot le Cervin, colonel? Un escalier incommode.

— C'est ce que je pensais, lui fut-il répondu.

Georges Morgon, qui assistait à la moitié de l'entretien, fut scandalisé de la définition.

— N'est-ce que cela, miss Helen? N'est-ce que cela?

-- Sans doute, pour la matérialité. C'est cela pour les pieds.

— Et pour l'esprit, miss Helen?

— L'esprit s'est envolé.

— Et pour le cœur?

— Ah! pour le cœur, c'est autre chose. On respire là-haut un autre air qu'en bas. Le cœur bat plus vite. Le cœur fait la musique des rossignols.

— Oui, c'est bien cela. Et l'on n'en voudrait pas redescendre.

— Oh! si, parce que là-haut, on est mal assis.

Le repos du Lac Noir acheva le lien de l'ascension. Elle but, le soir, un peu plus qu'à l'accoutumée, car la fatigue dessèche les lèvres des novices et leur donne une soif inextinguible, et trouva plus d'éclat aux étoiles qui nimbaient la corne du Cervin, ombre bleue dans la nuit. Le lendemain matin, avant de repartir, ils rendirent visite à Notre-Dame des Neiges. C'est une petite chapelle, avec un atrium porté par deux colonnes, au-dessus du lac rond pareil à un œil sombre. A l'intérieur, une plaque rappelle l'accident d'un jeune Seiler et de son guide. Ne fallait-il pas que la famille Seiler, à qui est due pour une grande part la prospérité de la vallée, payât son tribut au Minotaure?

— On n'a pas l'impression, s'étonna-t-elle, d'avoir échappé à la mort.

— La chute d'une pierre suffit. Il y a eu deux morts cette année.

— Deux morts?

Elle s'arrêta à temps. N'allait-elle pas se réjouir d'apprendre que « sa » montagne, — car maintenant le Cervin lui appartenait, — fît encore des victimes? Georges, déjà, lui posait une autre question :

— Nous voici à la fin de la course. De ces deux jours passés ensemble, miss Helen, garderez-vous un bon souvenir?

— Certes.

— Ils m'ont paru trop courts.

— A moi aussi.

— Vous feriez avec moi un plus long voyage?

— Très volontiers.

— Un beaucoup plus long?

Elle rit, montrant de saines dents blanches et humides, prêtes à mordre dans la vie :

— Mais il n'y aura bientôt plus de montagne assez élevée, ni de mer assez large.

Elle savait bien qu'il y avait autre chose de plus haut et de plus profond, et attendit que le jeune homme le précisât. Georges Morgon n'osa pas aller plus loin. Il venait de songer à la surprise de son père qui goûterait peu un mariage étranger, conclu sentimentalement à la faveur d'une ascension, et cette pensée suffisait à le glacer. « Je lui écrirai de venir, se dit-il; il la verra, il comprendra. »

Et de fait la beauté d'Helen prenait du triomphe un éclat nouveau. Non que la peau brunie ne fût çà et là un peu trop brûlée par le soleil. Mais le visage rayonnant, quoique les yeux fussent un peu blessés et rougis, et le corps durci par la lutte composaient une de ces images de victoire que les Grecs plaçaient à la proue des navires pour conjurer la fortune.

Le soir, on but le champagne à Riffelalp. On en but même un peu trop en l'honneur de la jeune victorieuse qui, par les baies ouvertes, pouvait considérer le vaincu, énorme colonne noire dans la nuit claire. Comme l'orchestre, pour flatter les hôtes anglais, jouait un air populaire d'Écosse, lady Kennedy ne put résister à cet appel :

— Oh! déclara-t-elle, cette chanson est de mon cher vieux pays. Il faut que je la chante. N'est-ce pas, Mrs Arden, je dois chanter?

Mrs Arden et sa fille, la trouvant bien vieille et laide pour s'exhiber, tentèrent de la calmer et ne purent y réussir, tant son enthousiasme était grand :

— Non, non, les repoussa-telle, puisque je dois chanter.

Et l'assistance stupéfaite vit cette femme âgée, maigre et longue, qui se dressait, et l'entendit qui, d'une voix fêlée, accompagnait l'orchestre en fermant les yeux. Autrefois, elle avait eu une belle voix : autrefois, il y avait longtemps. On pouvait rire ou sourire : on battit des mains. Mrs Arden et sa fille, qui ne savaient où se mettre, respirèrent. Sur quoi, le colonel

Smith, s'approchant de Mrs Arden, lui proposa de l'épouser.

— Oh! s'étonna-t-elle, vous êtes prompt.

— Votre deuil n'a-t-il pas assez duré? Chez nous, le deuil ne se porte pas. Il ne faut point que le temps se perde. Le présent nous est si familier! Plus que le passé, Viola, plus que le passé qui est derrière.

— Ce n'est point cela, Edward, dit-elle. Le passé me fut agréable, mais, comme vous dites, il est derrière nous. Cependant vous oubliez que vous ne me voyez pas.

— Je vous devine très bien. A votre voix je vous devine : le corps bien dégagé et l'humeur belle et accommodante. Pour un grand blessé de guerre, vous serez une compagne de choix.

— C'est précisément ce que je ne désire pas, Edward. Je ne suis pas du tout une compagne pour blessé de guerre. Il me faut de la santé. Je m'attriste pour un rien, et je ne veux point m'attrister.

— Ah! soupira-t-il, j'aurais dû monter au Cervin, comme ce Geoffroy Winthrop Young qui est amputé et jouit d'une jambe articulée.

— A quoi bon, colonel? La guerre ne vous a-t-elle pas assez maltraité?

— La guerre, oui, sans doute. Mais une illustration récente eût frappé votre imagination. Il faut frapper l'imagination des femmes.

— Épousez lady Kennedy.

— Oh! non, Viola, sa voix est cassée et sa charité s'étend à toutes les souffrances. Elle est une vieille dame pour collectivité. Ce soir, ce soir, je sentais du bonheur dans l'air. Mais il n'était pas pour moi. Il doit être pour votre fille Helen et ce jeune Français qui l'a accompagnée.

— Helen ne m'a rien dit encore.

— Les jeunes gens, aujourd'hui, ne sont pas pressés de distribuer leur plaisir.

Helen et Georges, sur la terrasse, après le dîner, s'isolant de la joie collective, continuaient d'être hypnotisés par la grande corne d'ombre.

— Il y a du monde ce soir au refuge. Voyez : il est éclairé.

— Comme nous étions bien là-haut!

Ils sourirent, complices. Et Georges Morgon, invinciblement empêché d'aller plus avant, ajouta, comme dernière confidence :

— Je pense que mon père va me rejoindre ici, miss Helen. Je lui ai écrit de venir. J'aimerais que vous le connaissiez.

— Il est vieux?

— Il ne sera jamais vieux.

— Il est bon?

— Sans doute, mais il est terrible.

— Oh! oh! comme le Cervin?

— Bien davantage. Personne n'a de prise sur lui.

— J'aimerais le connaître, acquiesça miss Helen rêveuse.

Le lendemain, à la partie de tennis, elle pria Georges de l'appeler Helen tout court, mais se déroba à tout engagement. Comme s'ils n'étaient pas tous deux engagés sans parole depuis la descente au Lac Noir!...

CONVERSATION SUR LES ACCIDENTS

Quand Philippe Morgon, deux ou trois jours plus tard, descendit, ou plutôt monta à l'hôtel de Riffelalp où son appartement était retenu, ce fut en vain qu'il y réclama son fils.

— M. Georges Morgon, lui fut-il répondu par le portier, n'est pas rentré depuis hier. Il a dû coucher à Zermatt.

— Il est en course? Pourtant, je l'avais prévenu par télégramme de mon arrivée.

— Non, monsieur, il n'est pas en course, mais il est parti hier après-midi avec les guides pour l'accident.

— Quel accident?

— Monsieur ne sait pas? Celui du Lyskamm. Toute une cordée. C'est bien malheureux.

Une jeune fille qui errait dans le hall, inspectant les visages, s'approcha de lui :

— Pardon, monsieur, n'êtes-vous pas le père de Georges Morgon?

Il se redressa, évalua son interlocutrice d'un regard accoutumé à juger les hommes et même les femmes, et lui sourit :

— Oui, mademoiselle, et ne seriez-vous pas sa fiancée étrangère?

L'attaque était si brusquée qu'elle rougit sous son hâle :

— Pas encore, monsieur, pas encore. Il vous l'a dit?

— Non, mais il m'en a dit assez pour me le laisser deviner.

Et il ajouta dans un nouveau sourire qui atténua ses réserves :

— Il faut encore mon consentement.

Elle prit cette parole au sérieux au lieu de s'en divertir et répliqua durement :

— J'espère que Georges s'en passerait au besoin.

— Oh! oh! miss Helen, — car je sais votre nom, — vous êtes donc pour la guerre?

— Non, monsieur Morgon, je suis pour la volonté. Quand on a choisi, il faut aller jusqu'au bout de sa décision.

— Et vous avez choisi. Lui ou vous?

Ils s'affrontaient les yeux dans les yeux, sans présentation, aimablement et en gens du monde, et pourtant violemment sous ces apparences, comme s'ils se disputaient une proie. Ce fut elle qui ne put supporter le regard du grand chef marin :

— Votre fils, avoua-t-elle, m'avait bien avertie.

— De quoi donc?

— Que vous étiez terrible.

Elle rit franchement, tandis qu'il paraissait réfléchir :

— Non, je ne suis pas terrible. Mais je crois qu'il faut savoir commander à ses nerfs, à ses muscles, à son cerveau, à son cœur. Au revoir, miss Helen, je suppose que mon fils va rentrer.

— Il a téléphoné de Zermatt : il prendra le prochain convoi. Nous devons tous nous retrouver au lunch.

Au lunch, les présentations se firent selon le protocole. Mrs Arden, de sa voix nonchalante, accablait le nouveau venu de prévenances. Le colonel Smith, qui n'avait pas renoncé à son projet saugrenu, s'inquiétait d'un rival possible, tandis que lady Kennedy se désespérait de ne surprendre, chez un homme aussi bien portant et sanguin, aucun signe de décrépitude, aucune tare physique ni mentale, qui lui permît d'offrir ses services infatigables d'infirmière. Miss Helen, à l'écart du groupe, dévisageait mieux son futur père.

Comme ils se ressemblaient, le père et le fils, malgré leurs oppositions de caractères et de goûts! Même taille élevée, mais le père, mieux en chair et la poitrine élargie et bombée, avait pris avec l'âge, la cinquantaine à peine dépassée, et l'habitude des hauts postes, plus d'importance et de dignité. Même profil régulier et court, mais le front était allongé par la calvitie

chez le père, le menton plus accentué, la lèvre supérieure recouverte d'une petite moustache en crocs, tandis que le fils, entièrement rasé, portait les cheveux en arrière. C'étaient deux beaux exemplaires humains, l'un en plein développement, l'autre en pleine maturité, une maturité si puissante qu'elle excluait toute idée de diminution. Ils se ressemblaient, et cependant après un instant cela n'apparaissait plus, à cause de l'expression trop différente des yeux : Georges avait des yeux bleus de rêveur, — héritage de sa mère morte toute jeune, et si passionnément regrettée, — tandis que les yeux de son père, petits et enfoncés à l'ombre des sourcils, d'un gris d'acier, prenaient l'empreinte des choses ou pesaient sur les gens presque physiquement et assuraient sa domination. L'un à côté de l'autre, tous les regards se fixaient, après quelque hésitation de courte durée, sur Philippe Morgon, après s'être arrêtés avec plaisir, mais brièvement, sur son fils. Lui-même se tournait vers celui-ci avec une affection un peu condescendante et étonnée, d'une nuance plus tendre qu'on ne l'eût supposée chez ce manieur d'hommes et d'affaires. Cependant, le visage de Georges accusait la fatigue gagnée à la recherche et à la découverte des victimes.

— Qu'est-ce que cet accident? s'informa Philippe Morgon avec intérêt.

— N'en parlons pas, je vous en prie, n'en parlons pas, supplia Mrs Arden qui fuyait les images pénibles et jusqu'à celle de son mari depuis qu'il était mort.

— Tous tués, pas un blessé ! marmonna lady Kennedy, furieuse d'une chute qui ne lui pouvait rapporter aucun client.

Et, certes, la compagnie, réunie autour des deux futurs fiancés, eût volontiers évité ce sujet de conversation, rien que pour respecter l'aimable frivolité de Mrs Arden et la déconvenue amère de lady Kennedy, mais le colonel Smith ne voyait pas leurs expressions de figure, et il se lança aussitôt dans un récit avec une fougue toute militaire :

— Je vais vous expliquer, monsieur. C'étaient trois jeunes Français, de haut mérite. Ils avaient accompli en montagne de grands exploits. Ils ont voulu tenter quelque chose de nouveau : l'ascension du Lyskamm sans passer par le col du Lys, directement par la face nord. Pas tout à fait nouveau cependant : un

de mes compatriotes, — vous savez tout ce que les Alpes doivent aux Anglais, — l'avait essayée. Le Lyskamm, dont vous devez voir par la fenêtre la masse imposante, est une ascension aisée par le côté italien et la cabane Sella, facile encore par le col du Lys. Ces messieurs que j'approuve, — car la découverte est seule palpitante, — ont choisi une autre voie. D'ici même on a pu les suivre de très loin, avec la grosse lunette. Ils ont lutté longtemps contre la pente du glacier en taillant des marches. Presque au sommet, une corniche de neige est tombée sur eux et les a entraînés. Un nuagea caché leur chute. Mais, comme on ne les voyait plus, on a deviné l'accident. Une cohorte de guides dévoués est partie avec votre fils. Les trois malheureux ont été retrouvés assez rapidement. C'est pourquoi Zermatt est en deuil.

L'aveugle ne reçut, après son discours, aucune marque d'approbation ni de désapprobation. Visiblement, les convives désiraient passer à un autre sujet moins tragique. Visiblement, et le colonel ne s'en doutait pas. Agacé du silence, il provoqua la controverse par une profession de foi :

— On dira ce qu'on voudra (et l'on n'avait rien dit), j'approuve cette jeunesse. L'alpinisme est devenu une prodigieuse acrobatie, un sport supérieur, la boxe et l'escrime contre la nature. Il me plaît ainsi...

Georges Morgon fit entendre un « oh ! » de protestation qui ne fit qu'exciter l'orateur déchaîné.

— C'était fatal, reprit le colonel Smith, peu soucieux qu'on lui coupât la parole quand il se sentait en pleine forme. L'alpinisme avait commencé par l'ère glorieuse des conquêtes. Longtemps les montagnes avaient été protégées par une crainte superstitieuse. Ces étendues de neige et de glace que vous avez la chance de voir n'attiraient personne. Elles passaient même pour maudites. La curiosité d'un savant genevois fit entreprendre le siège du Mont Blanc. Et dès lors, la passion s'en mêla. Une véritable bataille, avec des blessés et des morts, fut livrée autour du Cervin que notre Whymper vainquit. Peu à peu, les cimes les plus redoutables subirent l'esclavage de l'homme, surtout des Anglais. L'alpinisme alors s'organisa. Il devint un exercice classique avec ses guides, ses porteurs, ses cabanes, ses itinéraires, ses tarifs. Aujourd'hui, une nouvelle génération ne se contente plus de courses ainsi

préparées, les a même prises en horreur. Elle entend recouvrer son indépendance. Elle rejette les chemins battus, elle cherche elle-même ses passages, elle se sent douée pour l'invention et la conquête. De là ces attaques de sommets connus par des voies inconnues, puisqu'il n'y a plus guère de cimes vierges. Il est hors de doute que cette jeunesse a renouvelé l'alpinisme. Elle a réussi des escalades réputées impossibles. Elle a exécuté de véritables tours de force et reculé les limites acceptées de l'endurance comme de l'adresse athlétique. Grâce à elle, l'alpinisme est aujourd'hui un sport. J'avais commencé moi-même avant la guerre : j'ai été interrompu...

Il ne l'avait pas été dans sa conférence. Décidément, on ne pouvait esquiver la discussion. Georges Morgon donnait des signes d'impatience et néanmoins ne répliquait pas, comme si la réponse lui venait encore trop bouillonnante. Ce fut donc son père qui parla :

— Dans ma première jeunesse, colonel, avant d'être pris par la mer, j'ai pratiqué, moi aussi, l'alpinisme, il y a de cela une trentaine d'années. Une trentaine d'années, miss Helen, mesurez-vous cet abîme ?

— Oh ! c'est aujourd'hui, monsieur Morgon, votre seconde jeunesse.

— Elle ne vaut pas l'autre.

— Pourquoi ?

— Parce qu'elle va se perdre, tenez, comme votre Cervin dans les nuages.

— Il reparaîtra.

— Lui ; pas elle. Nous allions alors à la montagne pour la beauté de ses spectacles, pour la qualité de son air et de ses eaux, pour la solitude qu'elle nous offrait, pour sa flore et sa faune, pour ses êtres aussi, guides, braconniers, chasseurs de chamois, et aussi pour l'effort vaincu, pour la joie d'être en contact direct avec le monde blanc dont la sérénité est bienfaisante. Nous connaissions ses abîmes et ne redoutions pas ses vertiges. Nous savions qu'elle avait ses colères et qu'elle exerçait des vengeances. Nous en acceptions le risque, nous ne recherchions pas spécialement le danger. Tandis que la génération montante, — la tienne, Georges, — aime par-dessus tout ce danger. Elle s'est familiarisée avec lui par le développement de la gymnastique. Elle le retrouve partout, sur les

routes avec l'automobile, dans les airs avec l'avion, aux colonies avec l'exploration. Elle voit maintenant la montagne à travers cet attrait qui lui prête une volupté plus grande, et peut-être est-ce là un changement.

— Non, dit nettement Georges, ce n'est point cela.

On attendit qu'il développât sa pensée, et comme il n'ajouta rien, son père continua :

— L'aviateur ni le marin n'affrontent l'air ou la mer pour le seul danger. Ils vont à un but, mais n'en compliquent pas la difficulté. Si la tempête vient, ils tentent de l'éviter, ils ne vont pas au-devant d'elle. Ils sont dressés à la subir, à la vaincre. Ils ne sont pas dressés à la chercher. Nos alpinistes, aujourd'hui, veulent des combats exceptionnels. Ils se croient toujours les plus forts. Comme la mer, comme l'air, comme l'amour aussi, miss Helen, la montagne est perfide. Le courage ni la force ne suffisent toujours contre les éléments.

— Non, non, répéta Georges Morgon, ce n'est point cela. Ces trois jeunes gens morts au Lyskamm, je les connaissais. Ils étaient la fleur de leur génération, une élite incomparable. Dans la vie intellectuelle ils occupaient le premier rang, et pareillement dans la vie alpine. Ils faisaient partie de ce groupe de la haute montagne qui est une sélection. Et parmi leurs pairs ils étaient réputés pour leur expérience, leur prudence, leur habileté autant que pour leur audace. L'un d'eux avait sauvé la vie à l'un des meilleurs guides de la Bérarde. Qu'avaient-ils besoin d'aide ou de conseil ? Plus que des professionnels, ils possédaient la science de la montagne et de ses dangers. Aucune faute ne peut leur être imputée.

— Mais ils se sont tués, coupa lady Kennedy, qui ne se consolait pas de cet accident sans jambes cassées ni plaies à panser.

— Chacun a son destin. Nous ne sommes pas les maîtres des avalanches, ni des chutes de pierres ou des corniches de neige. Vous ne les comprenez pas. Non, mon colonel, l'alpinisme n'est pas seulement un sport, une acrobatie. Non, père, ils ne cherchaient pas le danger. Ils étaient modestes et non pas orgueilleux. Mais quoi? Ils avaient la passion de la montagne. Allez-vous leur reprocher cette passion, l'une des plus belles, l'une des plus nobles qui nous soient offertes à notre départ dans la vie? Elle fait éclore en nous tous les élans, toutes les

générosités. Elle nous retire de toutes les bassesses. Elle nous mêle à ce grand monde blanc dont vous parliez, père, tout à l'heure, immense et pur, et qui est, me disait un vieux guide, comme l'antichambre de Dieu. Savez-vous que plusieurs de mes camarades s'en vont communier avant leurs ascensions? Les ascensions, ah! quel beau mot, et ne sentez-vous pas tout ce qu'il signifie? Quand vous rencontrez des jeunes gens dans les bars, les dancings, les salles de jeux, vous n'avez pas d'étonnement. Ils se perdent, ils se diminuent, ils se liquident, et vous trouvez cela naturel. Il faut que jeunesse se passe. Et leur jeunesse pourrie tarira en eux les sources d'avenir. Alors, quand d'autres s'en vont aux montagnes, au risque d'y rester, parce que la montagne veut qu'on l'aime, c'est-à-dire qu'on l'atteigne, qu'on la morde, qu'on la possède, vous les déclarez orgueilleux. Je préfère leur orgueil. Et ne leur donnez pas votre pitié. Ils ne veulent pas être plaints. Ils veulent être compris. Et ils doivent être admirés et cités en exemple.

Il avait mis dans sa protestation un accent âpre, autoritaire, véhément, qui semblait viser directement son père et le colonel Smith. Évidemment, il avait pris sur eux l'ascendant, et les yeux de miss Helen, fixés sur lui, le récompensaient de sa défense.

— Oh! oh! fit le colonel Smith, voilà une belle oraison funèbre! On n'en a pas dit tant pour les morts de la guerre.

— Pourquoi ne pas les avoir ramenés blessés? se lamenta lady Kennedy. Ces deux mains les eussent soignés avec joie.

Et elle présentait des paumes suppliantes.

— Si nous parlions d'autre chose! proposa Mrs Arden qui trouvait la conversation bien sévère.

Mais Philippe Morgon, à la stupéfaction générale, reprit le même thème sous une forme inattendue :

— Tu as raison, Georges, il faut comprendre. On ne mène personne, si l'on ne comprend pas. Te rappelles-tu, dans notre salle à manger de Deauville, cette vieille assiette de faïence échappée aux âges et qui doit venir de tes arrière-grands-parents? Elle porte cette devise qui fut longtemps pour moi un rébus : « Les passions sont à l'homme ce que le soleil est aux plantes. » L'homme ne crée rien sans passion : Pascal, dans le *Discours sur les passions de l'amour*, les estime nécessaires, et Michel-Ange les appelait les *passions de feu*. Tes amis et toi-

même, vous avez choisi l'une des plus belles. Soit. Mais si les plus grandes entreprises se sont réalisées par les passions, leurs ravages peuvent être infinis. Je n'accepte pas volontiers de donner à celle-ci l'élite de ta génération, comme toi-même tu l'as désignée.

— Ils ont lutté héroïquement, jusqu'au bout. Ils tenaient la victoire.

— Ils ont lutté pour quoi ?

— Pour mieux vivre.

— Oui, pour mieux vivre. Mais pour mieux vivre, il faut commencer par vivre. J'ai besoin, moi, de cette jeunesse pour continuer l'avenir. Je ne me console pas aisément quand je lis dans les journaux ces morts accidentelles dans la montagne, dans les airs, sur les routes mêmes où le vertige de la vitesse égare. Ces jeunes gens-là, je veux les prendre à l'espace, au vent, à la glace, au roc. Je veux les prendre, parce qu'ils manqueront à mon pays, à l'humanité. Chacun son destin! Ils n'ont pas rempli le leur. Qui les remplacera? Pas cette clientèle des bars à qui tu faisais allusion. Alors, les ayant compris dans leur amour mystique de la montagne, — car il y a là une sorte de mysticisme, — il faut leur parler.

— Il n'y a rien à leur dire.

— Erreur, Georges, erreur. Je tiens du docteur Seiler qui le tient de son père que Whymper, le grand Whymper, quand il redescendit du Cervin où trois de ses compagnons avaient péri, passa toute une nuit dans sa chambre à l'hôtel du Mont-Rose à hurler comme une bête. Après quoi, il se ressaisit. Pas une de ses expéditions dans les Alpes, depuis lors, et les plus hardies, n'a connu de nouvelle victime. De même Guido Rey, le grand Italien qui, à l'une de ses premières courses, perdit un ami au col du Géant et dès lors se révéla chef d'expédition minutieux et sûr. Ce qui vous manque, ce sont des chefs. Trop de camarades de même taille, pas d'autorité. Les guides? Pourquoi les écarter trop souvent? Ils connaissent mieux leur secteur, et les indices du temps. Sur le roc, vous pouvez les battre. Mais sur la glace, c'est autre chose. Le guide est un paysan, accoutumé à porter et à piocher. Ses épaules sont mieux faites aux sacs lourds, et il peut tailler des marches indéfiniment. Non, non, gardez-moi cette jeunesse dont nous avons besoin. Et pour la garder trouvons-lui des chefs. Il doit y en avoir

d'assez autorisés pour la diriger et contenir, et par exemple ces commandants de bataillons de chasseurs, ces généraux de l'armée des Alpes, qui ont formé des générations d'alpins. Il en est de même pour l'aviation : trop d'accidents. Elle se meurt de n'être pas commandée. La génération montante réclame, dans ses ardeurs, dans ses héroïsmes trop souvent inutiles, une orientation.

Georges Morgon aurait désiré répliquer à son père : « Mais ceux qui cherchent des cimes plus redoutables et défient des abîmes plus profonds sont des frères d'armes sans orgueil et prêts à écouter le plus prudent. Le sens de Dieu rapproché les rassemble. Votre enseignement ne vaut pas en présence d'un accident, — la chute d'une corniche de neige,— qui eût pu se rencontrer au cours d'une ascension réputée pour sa facilité... » Cette réponse lui brûlait déjà les lèvres. Pourquoi ne la fit-il pas? Il observait le visage de miss Helen. La jeune fille, qui l'avait approuvé tout à l'heure avec tant de spontanéité, était maintenant conquise par une autre parole et sensible à une autre voix. Il en fut si décontenancé qu'il se tut. Et ce fut elle qui donna la conclusion :

— Oui, dit-elle, il ne faut pas inviter la mort.

— La mort, commenta encore Philippe Morgon, votre génération en a changé l'image, et c'est peut-être par là qu'elle atteste le mieux son courage et son élan. A force de se mesurer avec elle, ne lui a-t-elle pas donné de l'amitié? La mort ne porte plus le masque hideux du squelette. Elle est redevenue, comme aux temps antiques, un bel adolescent caressé par les dieux.

Mais l'attention générale, au restaurant, était déjà détournée vers une grande table fleurie où prenait place une compagnie bruyante autour d'un jeune homme au masque énergique et rasé :

— Il ressemble, remarqua Mrs Arden, heureuse de trouver un dérivatif, au médaillon de Whymper qui est sur la façade de l'hôtel du Mont-Rose à Zermatt.

Le maître d'hôtel, à voix basse, approuva. C'était, en effet, une troupe de cinéma venue à Zermatt pour filmer la conquête du Cervin, et le jeune homme du centre interprétait le rôle principal.

— Ont-ils déjà mimé l'accident? s'informa lady Kennedy.

— Oui, madame, et ils se sont même blessés en tombant.

— Ils se sont blessés et l'on ne m'a pas appelée!

Georges, sur ces nouvelles, fit la moue. La montagne était mise en exploitation. Elle serait exhibée sur tous les théâtres, avec de fausses crevasses, de fausses tragédies, de faux alpinistes. Elle deviendrait un jouet, comme les chevaux de bois, les automobiles de carton et les petits chemins de fer électriques. Le Cervin serait réduit à l'état de toile de fond. Ou bien il remplirait le rôle du traître dans le mélodrame alpestre, le Cervin qui apparaissait là, de l'autre côté de la fenêtre, ruisselant au soleil de midi.

Comme on se levait de table, miss Helen s'approcha de lui :

— Avez-vous, Georges, parlé de votre projet à votre terrible père?

— Pas encore, Helen, pas encore. Je suis revenu tard de Zermatt.

— Oui, vous êtes fatigué. Voulez-vous que je lui parle? Il est sympathique, très sympathique. Il me semble que je saurais mieux que vous.

Georges l'enveloppa toute d'un regard inquiet, si harmonieuse et si belliqueuse ensemble :

— Prenez garde, Helen, il est plus fort que vous.

Elle lança un rire clair qui le déconcerta dans sa gravité :

— Oh! oh! je ne crois pas, Georges. Nous avons déjà causé dans le hall.

— Vous avez déjà causé avec lui?

— Oui, dans le hall. Je l'ai reconnu. Je lui ai expliqué votre retard. Il a été très gentil. Il vous aime beaucoup.

— Je sais, coupa le jeune homme un peu sèchement. Il exerce son autorité de différentes manières. Pour vous, ce seront les paroles dorées, les sourires, les compliments. Il ne vous prendra pas au sérieux et vous résistera en vous couvrant de fleurs.

— Ah! il ne me prendra pas au sérieux? Ah! il me résistera? Eh bien! je serai contente de lutter avec lui. Ce sera un beau match. Ce soir, vous connaîtrez le vainqueur.

Excitée par ce défi, elle rejoignit presque en dansant le groupe des parents qui était allé prendre le café sur la terrasse, en face du Cervin apprivoisé.

LES OMBRES SUR LE CERVIN

— Voulez-vous, monsieur Morgon, faire une promenade avec moi ?

— Pas sur les glaciers, miss Helen. Je n'ai pas de souliers à clous.

— Non, non, une promenade en terrain plat. Voyez ces jolies allées sous les pins. Nous irons jusqu'à Findelen.

— Avec plaisir. Et Georges ? Nous emmenons Georges.

— Non, il nous attendra.

M. Philippe Morgon sourit et sans retard prit l'offensive :

— Il vous a déléguée. Ce n'est pas très brave. Mon fils n'a donc pas confiance en moi.

— C'est moi qui me suis déléguée, comme vous dites.

— Eh bien ! en route.

Ils s'engagèrent sur le sentier où l'on peut marcher à deux aisément. C'était après l'heure du thé. Mais Riffelalp garde le soleil quand Zermatt et le fond de la vallée de la Viège sont dès longtemps dans l'ombre. Entre les feuillages des arolles, moins légers que ceux des mélèzes, mais aussi moins épais que ceux des sapins, ils pouvaient suivre les jeux de la lumière sur le cirque des dômes et des aiguilles qui, de chaque côté, composent un hémicycle autour du Cervin.

Ils marchaient d'un bon pas, sans forcer l'allure, comme si tous deux eussent l'habitude de bien employer le temps. Dans ses expéditions de montagne avec Georges, elle se laissait mener par celui-ci qui était son maître en alpinisme. Elle se laissait mener, et cependant elle avait l'impression que le jeune homme lui obéissait. Tandis que, cette fois, elle conduisait la petite caravane à deux et se sentait néanmoins soumise à son compagnon. Agacée de se découvrir en état d'infériorité, ce qui lui rappela le défi de son fiancé, elle secoua fièrement le diadème bouclé de ses courts cheveux blonds. Mais, devancée pour la seconde fois, elle dut subir l'attaque brusquée au moment où elle-même souhaitait d'engager l'action :

— Alors, vous vous êtes chargée, miss Helen, d'enlever mon consentement.

— Sans doute.

— Consentement dont vous vous passeriez d'ailleurs fort

bien. Vous, mais pas Georges. Et même vous, ce n'est pas sûr.

Elle rit en toute franchise. Georges ne se séparerait pas d'elle devant l'obstacle.

— Évidemment, monsieur Morgon. Mais vous me plaisez beaucoup et j'aimerais votre approbation.

Philippe Morgon ne parut pas sensible à ce témoignage de sympathie :

— En Angleterre, miss Helen, les familles ne sont pas consultées pour le mariage. En France, c'est l'usage encore. Un usage qui se perd tous les jours. Or, les familles voient plus clairement l'avenir que ces jeunes gens poussés par le hasard des rencontres à des projets souvent absurdes ou dangereux. Vous vous imaginez probablement que les parents, quand ils soulèvent des objections, montrent leur égoïsme ou leur intérêt. Or, ils connaissent leurs enfants mieux que ceux-ci ne se connaissent eux-mêmes. Je n'empêcherai pas Georges de vous épouser, mais je lui demanderai un délai afin qu'il réfléchisse.

Elle fut stupéfaite de cette déclaration directe qui indiquait des réserves inattendues, — stupéfaite et froissée :

— Réfléchir à quoi? Nous avons vécu ensemble plusieurs jours de course, dans les refuges et sur la montagne. Nous avons été liés par la même corde. Nous avons causé beaucoup. Maintenant nous avons une grande amitié l'un pour l'autre. Nous avons décidé d'entreprendre un plus long voyage. Vous n'empêcherez pas cela.

— Je n'empêcherai rien, miss Helen. On n'empêche jamais rien. Mais, parfois, il suffit d'une petite hésitation, et la voie est changée. Pour le long voyage dont vous parlez, il faut une autre entente que pour une ascension. Et vous êtes si dissemblables que je redoute pour vous ce long voyage.

— Si dissemblables? Comment le savez-vous?

Ils s'étaient arrêtés d'un commun accord. Elle le considérait avec hostilité, et plus encore avec étonnement. D'où tirait-il cette science des êtres dont il se targuait? Était-il sorcier pour lire à travers les corps? Mais non, il se vantait. Ou bien il avait pour son fils d'autres plans, sans doute plus avantageux pour la fortune ou la carrière. Celui-ci avait raison : c'était un homme terrible, ce Philippe Morgon, habitué à diriger et à peser sur les événements, et il fallait se méfier de lui. L'entretien serait beaucoup plus difficile qu'elle ne l'avait imaginé. Eh bien! elle

se raidirait contre l'obstacle, comme au Cervin quand elle avait dû, par volonté, se cramponner à la muraille alors qu'elle eût désiré se reposer et rester inerte, vaincue par la fatigue.

— Voulez-vous que nous nous asseyions sur ce banc?

— Je veux bien.

Ils s'assirent côte à côte, face à l'obélisque prodigieux que le jour caressait plus doucement, et dont la base allait bientôt noircir.

— Un escalier incommode, miss Helen. N'est-ce pas?

— Qui vous a dit? Votre fils?

— Oh! non, mon fils ne m'a rien dit. Et s'il me parle de vous, ce sera pour louer votre beauté, votre courage, votre énergie, — et j'en tombe d'accord, — mais aussi votre générosité, votre sensibilité, votre élan. Il ne vous voit pas telle que vous êtes.

Elle répéta :

— Telle que je suis? Comment le savez-vous?

— Je le sais. Il n'y a que les aveugles pour voir en dedans. Le colonel Smith, tout à l'heure, en prenant le thé, m'a donné la clé de votre caractère. Votre caractère est à l'opposé de celui de Georges, et vous prétendez vous unir!

— Nous avons les mêmes goûts sportifs, et le même plaisir sur la neige. Nous sentons la même poésie.

— Pas la même, miss Helen, pas la même. Georges, vous l'avez entendu tout à l'heure, est un mystique. Il aime ce qui le dépasse et la solitude des montagnes n'est pour lui que le sentiment transposé du divin. Je le suis dans sa carrière sans qu'il s'en doute, car il est ombrageux. Il s'est détourné de la mienne qui lui était ouverte, à cause des gouffres de spéculation qu'il y a entrevus et qui se dissimulent dans toutes les affaires. Les meilleures terres ne produisent rien sans engrais. Il n'accepte pas les engrais. Il découvre les richesses du sol ou il capte les puissances de l'eau, mais il ne voit pas, il ne verra jamais les résultats pratiques destinés à convertir ces trésors et ces forces en sociétés par actions, en sociétés anonymes. Tandis que vous, miss Helen, ce n'est point pour vous rapprocher de Dieu que vous avez gravi le Cervin, c'est pour poser le pied dessus en signe de domination. Il vous a prise pour son rêve : je vous assure qu'il se trompe.

— Je ne puis donc pas inspirer le rêve de quelqu'un ? Oh ! vous êtes cruel et méchant.

— Si, miss Helen, mais pas le sien. Il a hérité de sa mère, de sa chère mère qui nous a quittés si vite, cet idéalisme pour lequel je l'aime davantage et qui l'a détourné de moi. Il a horreur de l'ambition. Il ne tient pas à conduire les hommes. C'est un isolé, comme ce Cervin qui s'est mis à part de toute la chaîne.

— Et vous ?

— Oh ! moi, je suis un chef. Est-ce un bien ou un mal ? Je ne sais. Mais il me faut une armée.

Ce langage déconcertait la jeune fille qui se laissait flotter sur la vie, comme un bon nageur sur l'eau. Elle avait eu quelquefois l'intuition qu'il y avait entre elle et Georges des divergences : elle le trouvait trop enthousiaste, pas assez pratique. Mais n'est-ce pas convenable à un jeune homme ? Ainsi n'y avait-elle attaché aucune importance. L'amour arrangerait tout cela. Et voici qu'elle se demandait si l'amour pouvait jamais arranger quelque chose. Elle allait plus loin encore et s'interrogeait sur l'amour. Certes, elle avait rencontré bien des jeunes gens et plus d'un ne lui avait pas déplu. C'étaient de bons petits camarades, avec lesquels on danse, on joue au tennis, on fume, on prend même des cocktails. Aucun ne lui avait procuré la moindre émotion du cœur. Tandis que Georges, c'était différent. Il lui avait tenu un autre langage, plus viril, plus exalté. Elle avait retrouvé en lui le lyrisme de ses chers poètes anglais. Il l'avait emmenée si haut. Il lui avait donné confiance en elle-même. En vérité, elle l'aimait. A moins que l'amour fût encore quelque chose de plus extraordinaire. Sait-on jamais ?

— Oui, convint-elle parmi ces réflexions qui l'énervaient, on imagine des troupes derrière vous. Je suis surprise de ne voir personne.

— Il n'y a que vous en effet, miss Helen.

— Oh ! moi, je ne marche pas derrière.

Elle éprouvait le besoin de se défendre, et même de tenir à son compagnon des propos déplaisants. Cet homme, avec sa parole trop nette et précise, la jetait dans une perplexité gênante. Personne ne l'avait secouée ainsi, ébranlée ainsi. Personne ne l'avait contrainte à se mettre en face d'elle-même, et ce n'est pas toujours agréable.

— Enfin, prononça-t-elle durement, vous ne nous empêcherez pas de nous marier, même contre vous.

Il se tourna vers elle et la regarda avec un bon sourire affectueux et résigné :

— Vous avez pourtant besoin de mon consentement.

— Oh! pas du tout : Georges est majeur.

— Voyons, voyons, miss Helen, réfléchissez. Vous êtes habituée à un certain luxe, et n'y renonceriez pas volontiers.

— Certes non.

— Quelle dot vous constituera madame votre mère?

— Je l'ignore. Mais je ne changerai rien à ma vie.

— On change volontiers sa vie si l'on aime. Je dois vous renseigner. La fortune dont vous jouissez vient de votre mère. Celle de votre père a été dépensée aux colonies. Mrs Arden, qui a été gâtée par son mari, ne modifiera jamais son train de maison. Elle prendrait plutôt sur son capital. Ne comptez donc pas sur elle.

— Qui vous a si bien renseigné, et si vite?

— Lady Kennedy, qui est l'amie intime de Mrs Arden. Je dispose de peu de temps, et j'ai précipité mon enquête. Elle m'a été d'ailleurs rendue facile par le colonel aveugle et par l'aimable infirmière en disponibilité. Celle-ci déplore l'égoïsme de votre mère. Elle le déplore et elle l'excuse. « La vie des Antilles, m'a-t-elle expliqué, répand de la douceur et de la mollesse dans le caractère, et l'on ne peut plus que se laisser glisser parmi les oiseaux et les fleurs. » Voilà une jolie définition de la paresse.

— Oui, convint la jeune fille, maman n'a jamais eu à réagir.

— Mais vous-même, n'avez-vous pas subi l'influence déprimante des Antilles ?

— Mes parents m'avaient envoyée en Europe pour mon éducation. J'ai été élevée à Londres, à Paris et à Lausanne.

Curieuse, elle réclama la suite de l'enquête :

— Me voilà donc liquidée, monsieur Morgon. Mais on peut bien m'épouser sans dot.

— Je crois bien. Georges ne s'est même pas occupé de votre situation matérielle. Ne vous ai-je pas dit que c'était un idéaliste? Il vit au-dessus de la terre.

— Il y vit, avec une belle aisance.

— Un traitement convenable d'ingénieur. Encore, si je ne m'en étais pas occupé clandestinement, ce traitement serait-il à peine convenable. Il ne s'occupe pas de ces choses-là. Ses passions lui suffisent.

— Ses passions?

— Oui, la passion de la recherche scientifique. Et la passion de la montagne. A quoi est venue s'ajouter la passion de miss Helen.

Elle hésita avant de formuler une autre question qui lui venait aux lèvres et qui la diminuerait aux yeux de son partenaire. Celui-ci la considérait avec un peu d'ironie, comme s'il devinait ce qu'elle allait dire :

— Mais enfin, monsieur Morgon, votre fils n'a-t-il pas une fortune personnelle?

— Celle de sa mère que je lui ai toute abandonnée. Trois cents livres de rentes. A peine de quoi vous habiller comme vous méritez de l'être, miss Helen. Car je vois que vous aimez la toilette.

— Sans doute, comme toutes les jeunes filles, comme toutes les femmes.

— Oh! elles y mettent des nuances.

— Des nuances?

— Oui : un peu, beaucoup, à la folie. Aucune, pas du tout. Vous, c'est à la folie.

— Non, monsieur Morgon, mais beaucoup.

— Mettons beaucoup : cela se chiffre assez haut.

Elle hésita une fois encore à continuer une conversation aussi délicate, et puis, à toute vitesse, se lança :

— Mais vous-même, monsieur Morgon, vous êtes très riche.

— Je gagne une fortune et ce n'est pas équivalent. Je ne la connais même pas très bien. Mon plaisir, c'est mon œuvre. Et mon œuvre, c'est la direction sur la mer.

De nouveau il regarda la jeune fille avec un mélange d'ironie et d'affection :

— J'aime Georges et ne le laisserai pas dans l'embarras. Vous voyez, miss Helen, que mon consentement est tout de même utile, s'il n'est pas nécessaire.

Miss Helen rougit malgré le hâle. Décidément, dans cette lutte elle était vaincue :

— Oui, mais vous le donnerez.

— La difficulté sera de faire accepter à mon fils une aide. Vous ne le connaissez pas : il est fier et susceptible. C'est un exemplaire unique de chevalerie. Il est de la race des Guynemer et des du Plessis, de ceux qui vont jusqu'au bout. Lui ne me comprend pas. Moi, je le comprends.

— Il acceptera votre aide par amour pour moi.

— Peut-être, mais rappelez-vous cette parole, miss Helen : l'amour d'une femme ne doit jamais diminuer un homme. Tôt ou tard il s'apercevrait de cette diminution, et si c'est un homme noble, il briserait son cœur ou son idole.

— Assurer sa vie, monsieur Morgon, n'est pas une diminution.

— Ah! comme vous êtes anglaise! Votre équilibre est parfait. Le colonel Smith se fait transporter dans les bois au printemps pour écouter le chant des rossignols, et il établit, à une livre près, de mémoire, le compte de ses recettes et de ses dépenses. Lady Kennedy ne dépasse pas d'un shelling son budget de charité et offre à toute plaie et à toute bosse ses mains généreuses, à la condition qu'on ne la dérange pas la nuit. Elle n'a jamais accepté de veiller un malade. Vous aimez mon fils Georges et ne lui sacrifieriez ni une robe ni une semaine de villégiature. Tant pour la poésie et tant pour la prose : la balance est exacte.

— Mais vous-même, monsieur Morgon, ne balancez-vous pas?

— Ma poésie à moi est dans ma prose. Quand j'organise mes flottes, mes équipages, mes escales, d'un bout du monde à l'autre, ce n'est pas seulement du commerce. J'ouvre des voies nouvelles à la navigation, je propage le goût et le sens du voyage, j'établis des rapports internationaux, je fais mieux connaître et aimer mon pays. N'est-ce pas là, miss Helen, une sorte de poésie? Il me semble que les fils de mes téléphones en sont tout secoués et font une autre musique que celle qu'on entend dans les concerts.

— Oh! c'est beau, s'écria miss Helen subjuguée. Oui, je marche derrière vous. Il faut emmener votre fils Georges.

Le grand chef marin eut un geste de découragement :

— Georges vaut plus que moi, miss Helen. Il ne me ressemble pas. Il laisse à d'autres le soin de tirer parti de ses découvertes au cœur de la terre. Il ne consent pas aux besognes mercenaires.

— Il a tort. Je le lui dirai. J'en veux faire un homme comme vous. C'est un homme comme vous que je veux épouser.

Elle rit à pleines dents. Il voulut rire aussi. Mais ils se regardèrent et cet échange de regards leur communiqua une impression de gêne inattendue. Philippe Morgon, sans retard, mit, à son habitude, de la clarté dans ce trouble obscur qui les avait traversés :

— Prenez garde, miss Helen, un homme comme moi, avec vingt ans de moins, — celui que vous pourriez épouser, — est un dur maître. Le commandement ne s'exerce bien qu'avec l'âge, ou du moins avec un certain âge. Les jeunes gens qui sont destinés à l'exercer commencent par être trop impérieux.

— Oui, les jeunes gens sont pleins de défauts.

— C'est aux femmes à les en corriger.

La conversation tomba, comme si chacun d'eux suivait une pensée différente. Et n'était-ce pas la même, proposée à leur méditation par une réflexion maladroite, échappée et non voulue? Ce fut lui qui aéra l'atmosphère alourdie :

— Rentrons, miss Helen, voulez-vous? Je vous ai avertie. Qu'avez-vous décidé?

Elle s'était levée du banc et détourna la tête pour répondre, comme si elle avait honte de sa lâcheté :

— Il aurait tant de chagrin.

— Et vous?

— Moi aussi.

— Vous aussi, mais moins. Désirez-vous que je lui parle?

— Non, moi, ce sera mieux. Et pas ce soir. Demain, ou après-demain. Nous redeviendrons camarades.

— Vous ne l'étiez plus?

— Si. Il me parlait avec tant d'amitié et de respect ensemble! Il n'osait pas m'appeler par mon prénom. Et là-dessous je sentais une tendresse si belle! Oh! comme ce sera douloureux!

Philippe Morgon parut prendre une décision :

— Écoutez, miss Helen. J'ai eu tort de vous alarmer. Je trouverai le moyen de ne pas froisser mon fils, tout en assurant largement votre avenir. La dot de sa mère, je l'aurai fait fructifier. Ce sera comme une dette que j'acquitterai. Portez-lui donc ce soir mon consentement, et soyez heureux.

Ils revinrent à Riffelalp presque sans parler, ou du moins ils n'échangèrent plus que des propos insignifiants. Mais

comme ils allaient se séparer, elle l'arrêta brusquement :

— Non, monsieur Morgon, il est trop tard. Maintenant je ne crois plus pouvoir être la femme de Georges. Il ne me voit pas comme je suis. Et je ne veux pas risquer de le diminuer.

— C'est la vie, miss Helen. Elle est pleine de risques.

— Oui, elle est pleine de risques. Il faut un guide, comme à la montagne.

— Vous l'avez trouvé.

— Et voici que je l'ai perdu. Comme c'est triste !

— Je ne vous comprends plus, miss Helen.

— Et moi, je suis malheureuse parce que j'ai compris trop de choses avec vous. Il ne faudrait jamais rien comprendre pour être heureux.

Sur quoi, elle s'enfuit et disparut dans le hall de l'hôtel sans avoir aperçu Georges qui guettait son retour. Philippe Morgon, au lieu de rentrer, gagna la terrasse. Mécontent de lui-même, il suivit longtemps la montée des ombres à l'assaut des pentes. Lui-même n'était-il pas envahi par d'autres ombres et ne venaient-elles pas subitement, sans qu'il eût pu le prévoir, de s'épaissir autour de lui ?

LE PETIT CHAPEAU ROUGE

Les ombres continuaient de s'épaissir, comme les nuages qui, tournant autour du Cervin, finissaient par s'accrocher à ses flancs et par le cacher. Miss Helen Arden n'avait pas encore parlé à Georges de sa résolution. Elle était la proie d'une agitation incessante où elle entraînait le jeune homme, dansant avec lui sans arrêt après le dîner, et le lendemain l'emmenant au tennis et le provoquant en des *singles* qui les séparaient sur le court. Imperceptiblement elle était revenue à sa première manière, le traitant gentiment en camarade, sans préférence manifeste. Mais, l'attention aiguisée, il ne pouvait s'y méprendre et il se décida à lui poser la question embarrassante qu'elle aurait dû résoudre elle-même :

— N'avez-vous pas causé avec mon père, Helen? Il refuse son consentement, n'est-ce pas ? Je l'ai bien compris à votre silence. Il vous a résisté en vous couvrant de fleurs : ne vous l'avais-je pas prédit? Eh bien ! nous nous passerons de lui, comme il a été convenu.

— Oh! Georges, que vous êtes rapide! Votre père est un homme extraordinaire. Il connaît toute la carte du monde. Alors, vous comprenez, il intimide une jeune fille comme moi. Nous avons parlé de tant de choses intéressantes et passionnantes. Je ne me lassais pas de l'écouter. Mais quand il a fallu réclamer pour nous, je n'ai pas osé. Laissez-moi me lier davantage avec lui. Ce soir, je vous le promets, ce soir ou demain. Il paraît me témoigner de l'affection. Et vous, Georges, il vous aime énormément.

— Comment, vous êtes restée avec lui un après-midi entier, hier encore vous causiez avec lui, tout animée, et vous n'avez rien décidé?

— Mais non, un après-midi avec lui, c'est vite passé et il est difficile de lui imposer une direction.

— Je lui parlerai moi-même, aujourd'hui, tout à l'heure.

— Non, non, attendez encore. Il ne faut rien brusquer.

Elle le suppliait. Comment aurait-il tenu tête à la jeune fille? Il attendrait donc, mais il ne l'avait pas imaginée aussi craintive, aussi pusillanime. Qu'elle fût moins énergique et intrépide qu'il ne supposait, qu'elle fût sujette à des accès de timidité et de doute de soi, il n'en était point fâché en somme. De lui découvrir une féminité un peu inattendue, une certaine faiblesse, il se réjouissait presque. Il aurait tant de joie à la laisser s'appuyer à lui. Mais elle subissait l'ascendant de son père beaucoup plus qu'il ne l'avait prévu. Elle s'extasiait presque sur M. Philippe Morgon qui, à table, ne cessait d'alimenter la conversation et de lui donner un tour favorable. Fallait-il permettre qu'une sorte d'intimité se créât entre eux avant même les fiançailles? Il était jaloux de cette influence qui s'exerçait immédiatement sur tant de personnes, de ce pouvoir de domination qu'il avait toujours senti peser sur lui-même et auquel il s'était dérobé au prix d'une volonté opiniâtre.

Au cours de la journée, il devait être atteint plus profondément encore dans sa susceptibilité et son goût de l'indépendance. Avec ces chaussures de tennis qui permettent de glisser sans bruit, comme les chats, sur les parquets ou sur le sable, on tombe à l'improviste dans les conversations. N'avait-il pas entendu sans le vouloir cette fin de dialogue entre le colonel Smith et Mrs Arden, et sans doute aurait-il dû, en toute loyauté,

révéler plus tôt sa présence, mais il était demeuré figé malgré lui :

— Vous ne savez pas compter, chère amie. Donc il faut m'épouser. Je calcule de tête comme cet individu, vous savez, qui donne des séances.

— Inaudi ?

— Inaudi, c'est cela. Et la jeune fille, que lui assurez-vous pour le mariage ?

— Lui assurerai-je quelque chose ? Vous savez qu'il me faut une grande dépense. Elle épousera le fils de ce Philippe Morgon qui dirige les grandes Compagnies de bateaux. M. Philippe Morgon pourvoira à tout. Ne le pensez-vous pas?

— Je le pense en effet.

Sur ces derniers mots, Georges tourna les talons et s'éloigna sans entrer en scène. N'avait-il pas agi à la manière de Mrs Arden? Lui non plus, ne savait pas compter. Il avait supposé que sa situation, fortifiée par la fortune de sa mère, suffirait à un jeune ménage, même si Helen ne recevait pas de dot. Et voici que la question matérielle prenait une tout autre importance. Elle le soumettrait peut-être à la puissance paternelle. Sa fiancée avait dû s'en rendre compte avant lui. Elle entreprenait le siège de M. Philippe Morgon dans un autre dessein que celui de lui arracher son consentement. Elle songeait à améliorer l'avenir.

Cette seule pensée lui fut insupportable. Helen ne devait pas s'arroger un pareil droit. Mais ne l'accusait-il pas injustement? Elle avait bien pu être troublée par l'autorité qui émanait de son père et n'avoir pas osé aborder le délicat sujet. Lui-même n'éprouvait-il pas un sentiment analogue, une sorte de gêne à quoi il n'avait jamais pu se soustraire ? Qu'avait-il à reprocher à ce père qui l'avait toujours entouré de sollicitude, de trop de sollicitude, ou d'une sollicitude trop informée de tout et trop dominante ? Veuf de bonne heure, Philippe Morgon ne s'était pas remarié. Pourtant, il avait dû en être sollicité bien souvent. Sa personne, les hautes charges occupées, son aisance dans la vie, son art de séduire et de persuader le désignaient à l'attention des femmes. Et s'il savait contracté, hors du mariage, quelque liaison mondaine, il avait su la laisser dans l'ombre, au point que la façade demeurait intacte aux yeux de son fils. Maintenant encore, la cinquantaine atteinte

et même dépassée sans qu'il consentît à en revêtir l'apparence, il était paré d'un prestige qui, en toute occasion et dans toute société, le plaçait au premier rang. Or, il n'en usait point et semblait n'avoir d'autre ambition ni d'autre but que ceux des conquérants : le commandement et la direction.

Georges, parcourant ainsi le passé, aboutit à l'impasse où il se débattait depuis des années, presque depuis son adolescence pourtant choyée : ce père qu'il admirait, il lui était impossible d'être en confiance avec lui; il le redoutait comme si l'ombre trop grande qui tombait de ce trop bel arbre humain le privait de sa part de soleil. Mais il se reprocha son injustice et se promit de lui parler directement sans accepter l'intermédiaire de sa fiancée.

Plus perspicace et clairvoyant, Philippe Morgon observait, avec une inquiétude et même un trouble intérieur dont il s'étonnait sans les approfondir, les manèges de la jeune fille qui tournait autour de lui et s'écartait de Georges. Après le thé, ne lui avait-elle pas proposé de retourner au banc qui est sur le sentier de Findelen?

— Je veux me promener encore avec vous sous les arolles, monsieur Morgon.

Et il avait accepté cette sorte de rendez-vous transposé où il pensait plaider la cause de son fils après l'avoir compromise. De suite, il aborda ce qui devait être le sujet de leur entretien.

— Avez-vous parlé à Georges?

— Pas encore, monsieur Morgon, pas encore. Il aura de la peine. Et moi aussi. Je n'aime pas voir souffrir, et moins encore souffrir moi-même.

— Cela s'appelle-t-il égoïsme ou bonté? demanda-t-il en souriant.

— Avant de vous connaître, j'aurais cru que c'était de la bonté. Maintenant, je sais que c'est de l'égoïsme.

Il s'arrêta brusquement et fixa la jeune fille dans les yeux.

— Miss Helen, il n'y a pas d'objection à votre mariage avec mon fils. La fortune qu'il tient de sa mère, je lui demanderai comme un service de la laisser dans mes affaires, et les revenus que vous en tirerez vous permettront de ne rien changer à votre vie.

— Les revenus que vous imaginerez, monsieur Morgon.

Vous m'avez dit que Georges, pour les choses matérielles, était si ombrageux et susceptible !

— J'ai eu tort d'appeler votre attention sur sa fierté. Mais il ne sait pas calculer. Il n'aura pas à calculer. Et maintenant, laissez-moi ajouter un conseil. Ne vous contentez pas d'être belle et courageuse dans les sports et les fatigues physiques. Le mariage est sur un autre plan que l'amour. Une vraie compagne doit s'associer à la vie de son mari, la connaître, la comprendre, la partager. Il faut une union intellectuelle, une union du cœur et de la pensée.

Elle le regarda, elle aussi, bien en face, avant de lui répondre :

— Je ne serai pas la compagne de votre fils, monsieur Morgon.

— Vous avez donc changé ?

Et, par un revirement subit, donnant à sa voix un accent plus léger afin de ne pas laisser à leur entretien un ton sérieux dont il commençait de ressentir la gêne, il ajouta :

— Ah ! que voilà donc une singulière petite fille ! Elle vient faire le siège d'un vieux monsieur pour favoriser ses amours, et à la moindre résistance, elle se dérobe. Je vous croyais d'une race plus opiniâtre et résolue, miss Helen. Tandis que vous n'êtes que capricieuse.

Ils reprirent leur marche vers le banc de Findelen et ce fut elle qui s'y assit la première, comme si elle était lasse de marcher. Ils retrouvèrent l'exact paysage de la veille, avec le jeu des nuages autour du Cervin, pareil à une ronde de grands oiseaux blancs. Mais ils n'y prêtèrent pas attention. Les décors sont supprimés quand la crise intérieure se noue. Que signifiait ce drame qui se tramait entre eux? Miss Helen Arden était comme écroulée, toute penchée en avant et appuyant ses coudes aux genoux. Philippe Morgon, supposant une bouderie, lui toucha doucement l'épaule :

— La petite fille n'est pas sage. Elle ne veut écouter personne.

Elle se redressa violemment, comme si elle avait reçu un choc électrique :

— Je ne suis pas une petite fille, monsieur Morgon. Je ne sais pas pourquoi vous me traitez avec ce mépris.

Elle avait jeté son chapeau dans l'herbe et agitait comme

une guerrière son casque de courts cheveux blonds. Mais ses yeux étaient pleins de larmes. La guerrière n'était qu'une femme, — une femme qui essayait de donner le change sur sa force de résistance avec un visage hâlé de jeune éphèbe, de beaux bras couleur de terre cuite, un corps bien pris et musclé, mais qui, sur toute cette vigueur apparente, jetait malgré elle, à la manière d'un voile, un charme délicat, une fine grâce trop douce pour un homme. Il l'enveloppa toute d'un regard un peu surpris et qu'il eut peine à retenir sur la pente qui aboutit au désir :

— Pourquoi vous traiterais-je avec mépris, miss Helen? Je ne mettais dans mes paroles qu'un peu de tendresse paternelle. Mon âge ne m'y autorise-t-il pas?

— Je ne veux plus que vous me parliez de votre âge. Vous êtes agaçant à la fin. Les hommes n'ont pas d'âge. Ils plaisent ou ils déplaisent, voilà tout.

— Et les femmes?

— Elles cessent de plaire, et c'est affreux.

— Bien, miss Helen, vous flattez votre futur beau-père.

— Dieu! que vous pouvez être désagréable quand vous le voulez! Vous ne serez jamais mon beau-père, puisque je n'épouserai pas Georges.

Philippe Morgon, contrarié, ne répondit pas tout de suite. Un vieux guide qui venait sur le sentier allait passer devant eux, quand il ordonna presque à la jeune fille :

— Vous qui savez toutes les langues, y compris l'allemand, demandez-lui donc le chemin pour le glacier de Findelen.

— Nous le trouverons bien sans lui.

— Demandez toujours.

Elle se renseigna. On ne pouvait se tromper, et ils le savaient bien. Le sentier conduisait au refuge. De là on passait devant le petit lac, puis l'on atteignait la moraine. C'était aussi le chemin pour l'ascension du Rimpfischhorn. Et le guide, flairant une clientèle, se proposa :

— Voulez-vous y monter avec votre père?

— Non, merci, répliqua-t-elle brusquement, et elle tourna le dos au tentateur sans même répondre à son bonsoir.

— Que vous a-t-il dit? réclama Philippe Morgon avec un sourire, mais un sourire attristé.

— Rien. Il m'a expliqué la route.

— Il vous l'a expliquée longuement. Et vous ne l'avez pas remercié.

— Je déteste ces gens qui s'offrent.

— Miss Helen, je sais assez d'allemand pour reconnaître au passage le mot *Vater*. Vous êtes gentille de ne pas me l'avoir traduit. Je pensais bien que ce mot serait prononcé. Je le pensais, j'en étais sûr, et voyez comme les hommes sont absurdes : je n'en ai pas eu de plaisir.

Il plaisantait et cherchait à obtenir d'elle un sourire. Or l'orage qui grondait en elle éclata subitement : elle se mit à sangloter. Il tenta encore d'écarter de la scène tout tragique et lui tendit un mouchoir, comme elle ne trouvait pas le sien :

— Il est tout neuf : vous pouvez le prendre. Mais c'est donc vrai, miss Helen, que vous n'êtes qu'une petite fille, une toute petite fille. Pourquoi diable pleurez-vous? Qu'est-ce qui vous fait de la peine? Allons, allons, je comprends votre énervement. Vous ne démêlez pas très bien en vous ce qui se passe. Voulez-vous que je vous aide? Hier, vous aviez renoncé à votre amour pour Georges, parce que je vous avais mis trop brutalement en présence des choses pratiques. Je n'ai pas joué un beau rôle, mais hier j'étais votre ennemi. Ce mariage me déplaisait. J'avais en vue pour Georges un autre parti, la fille du directeur de sa Compagnie de forces motrices, une charmante jeune fille de chez nous. Celui-ci m'en avait parlé et désirait faire de lui son successeur. Vous voyez comme je suis franc. Mais vous avez séduit le père, après avoir séduit le fils. Maintenant je vous rends les armes. Maintenant, il faut épouser Georges.

Pendant qu'il la consolait, elle avait résolument arrêté le cours de ses larmes et tranquillement avait ouvert son petit sac pour en tirer sa boîte à poudre et son fard :

— Non, déclara-t-elle d'une voix paisible qui contrastait avec son émoi si récent, je ne veux plus.

— Il faut avoir plus de décision, miss Helen.

— Ah! il faut avoir plus de décision? Ah! vous me reprochez de n'être pas assez décidée? Je vous ai pourtant bien dit, quand ce guide a passé sur le chemin, que je déteste les gens qui s'offrent. Monsieur Morgon, je ne sais plus ce que je dis. Il faut avoir pitié. Et puis, si vite, si vite, je ne supposais pas que ce fût possible.

— Mais quoi donc ?

— Mais ça... Et puis, laissez-moi tranquille. Je ne veux plus voir personne. Je ne veux plus vous voir. Je veux m'en aller...

Elle n'avait pas achevé qu'elle s'enfuit.

— Helen, appela-t-il de toute son autorité, écoutez-moi.

Elle paraissait et disparaissait entre les troncs rouges des pins dans sa course folle que l'appel répété ne suspendit pas. Le soleil et l'ombre se la disputaient. Elle était si légère que ses pieds ne soulevaient aucune poussière, ne semblaient pas effleurer le sol. Un tournant du sentier la cacha. Il ne la revit que très loin, à un autre contour, plus petite et courant toujours. Le souffle ne lui manquait pas. Quelle Diane chasseresse l'égalerait dans les bois?

Philippe Morgon, qui la comparait à une déesse, ne pouvait songer à la rattraper. Courir si vite n'était plus de son âge, de l'âge du père. *Si vite :* elle avait prononcé deux fois ces deux mots. Qu'était-ce donc qui était venu si vite? — *Ça.* Il se refusa tout d'abord à donner à ce mot un sens. Il ne voulait pas le traduire. Mais il avait accoutumé de regarder en face les hommes et les faits. — *Ça,* pourquoi le cacher plus longtemps? ce ne pouvait être que l'amour. Il venait de recevoir en plein visage une déclaration d'amour. Et il la recevait de la fiancée de son fils! Était-ce possible? Si incroyable que ce fût, il fallait bien l'admettre. Ces larmes, quand il lui avait rappelé son âge et avait imaginé de le lui faire rappeler par le paysan, cette colère subite quand il avait exigé une résolution en faveur de Georges, ces paroles incohérentes et à peine énigmatiques, cette fuite éperdue, tous ces symptômes, tous ces gestes, toute la scène en contenaient la preuve. Il connaissait trop les femmes, il les avait trop observées avec sa lucidité impitoyable pour s'y méprendre. Mais l'indice le plus sûr, le signe le plus sensible n'était même pas dans ce faisceau de témoignages évidents. Il était dans son propre émoi. Déjà les deux jours précédents, il s'était senti troublé et il avait perçu nettement que ce trouble, elle-même en était envahie. Là est le pire danger. Quand la réciprocité n'est pas immédiate, il reste des chances pour écarter ou tout au moins limiter le mal. Mais quand les yeux ont révélé le mystérieux accord du cœur et de la chair, la chaîne est déjà tissée.

Philippe Morgon commença d'être atterré de la découverte. N'avait-il pas, inconsciemment, par goût de vaincre, cherché à attirer et dominer la jeune fille? Rechercher cette domination, n'est-ce pas déjà, pour la femme, l'esclavage naissant? Il entreprit loyalement son examen intérieur pour connaître s'il était coupable. Et cet examen ne lui fut pas favorable. Dès la rencontre dans le hall, il avait joué avec elle au jeu dangereux, tour à tour plaisant et grave, ironique et flatteur. Mais il avait joué presque ingénument, tant elle se montrait naturelle, simple et droite. Tout de suite, il avait été ensorcelé par cette fraîche image de jeunesse. A table, il avait pour elle accepté brusquement la mystique de Georges avant de réclamer pour l'avenir les victimes inutiles de la montagne. N'avait-il pas suivi dans les yeux de la jeune fille l'intérêt grandissant, l'intérêt passionné qu'elle attachait à ses paroles et ne s'était-il pas efforcé de surpasser son fils comme dans un tournoi dont elle représentait la dame? N'avait-il pas dès lors tenté de la conquérir? Sous les pins, dans leur longue conversation, n'avait-il pas ressenti quelque plaisir secret à soulever des objections, à multiplier les obstacles devant son mariage? Avait-il cessé dès lors de tirer de lui-même, dès qu'elle était présente, toutes ses ressources d'imagination et d'esprit comme on tire un feu d'artifice? Il n'avait pas cessé de l'attirer. Comme l'épervier, il avait décrit de grandes spirales autour de la tourterelle, tout en évitant de fondre sur sa proie. Sans aucun doute, il était coupable.

Mais non, il ne pouvait s'accuser de la sorte. Nos phrases et nos pensées ne sont pas l'objet de tant de préparations. La vie humaine serait impossible, s'il la fallait soumettre à une attention aussi minutieuse. La plupart du temps, nous nous laissons glisser sur les jours, comme une barque sur l'eau, sans y prendre garde. Les plus volontaires laissent habituellement un peu de champ libre à leur volonté. Il avait accueilli miss Helen Arden gentiment. S'il avait essayé de la détourner de ses fiançailles, c'était de la meilleure foi du monde, par méfiance de l'étrangère, par souci de l'avenir de Georges, et non pour un but personnel qu'il n'avait jamais envisagé et qu'il refusait encore d'envisager. Il n'était pas responsable de la folie passagère d'une jeune fille.

Folie qui ne laissait pas de l'inquiéter et qui remuait en

lui tous ces désirs, toutes ces puissances de rêve, de possession et d'amour si lents à mourir chez les hommes en pleine activité et production, inaccessibles si longtemps à l'âge, comme s'ils étaient les symboles mêmes de la vie et comme si le renoncement était déjà le commencement de la mort. Il ne pouvait se dissimuler que, dès le premier instant, dès la rencontre dans le hall, il avait entendu en lui cet appel de jeunesse auquel une oreille avertie ne se trompe pas. D'autres fois déjà, il l'avait entendu sans conséquence. Mais il n'avait pu supposer qu'on y répondrait avec cette franchise et cette spontanéité au point de lui laisser croire qu'il avait été devancé. Là était le péril auquel il fallait sans retard se dérober.

Et déjà il ne s'y déroberait pas sans amertume et sans regret. Un grand romancier a donné le surnom de *Démon de midi* à la passion qui s'empare d'un homme ou d'une femme dans leur maturité au risque de bouleverser leur existence. En réalité, il n'y a pas de Démon de midi. Les tentations sont de toute la vie et de tous les âges. Nous sommes jusqu'à la fin livrés à des forces contraires, les unes qui nous protègent, les autres acharnées à nous détruire. Celles-ci ne désarment jamais, et même si elles demeurent dans la vieillesse sur le plan supérieur de l'intellectualité, elles ne cessent pas de chercher à nous corrompre et avilir. L'orgueil, la vanité, la méchanceté, l'avarice ne disparaissent pas plus de notre sillage que la sensualité C'est la meute qu'il faut tenir en laisse.

« La vie, écrivait Sainte-Beuve avec désenchantement, est une partie qu'il faut toujours perdre. » C'est, au contraire, la partie qu'il faut gagner. On ne la gagne définitivement que le dernier jour. On ne la gagne qu'avec les passions, par les passions, mais disciplinées et exhaussées. Car « les cœurs demi-morts, à quoi sont-ils bons? » Dante a placé dans les limbes le troupeau des tièdes, des lâches et des inutiles. Les passions tardives sont le signe de la force prolongée. La douleur qui s'en extrait est un ferment plus actif que leur joie. Mais qui donc consent volontiers à une douleur qui, pourtant, est une augmentation de la vie?

Philippe Morgon, après l'avoir honnêtement appelée, la rejeta tout à coup avec horreur. Pourquoi se déroberait-il à cette chance inattendue qu'il n'avait ni recherchée ni provoquée? Si longtemps il était resté fidèle au souvenir d'une

morte qu'il avait mise à part, comme dans une chapelle ouverte à lui seul. Si longtemps il avait circonscrit le domaine de ses rares liaisons, afin de garder cette fidélité du cœur, sinon des sens, et de ne pas donner de seconde mère à Georges trop sensible et défiant. Au sommet de sa carrière, las des honneurs et des succès, n'avait-il pas, avant le déclin, droit au bonheur, lui aussi? Débarrassé des scrupules, il aspira avec avidité, comme un bouquet au parfum trop violent, les minutes qu'il venait de vivre. *Si vite, si vite!...* et c'était *ça!...* Il évoqua toute la scène, les larmes, l'indignation contre le rappel de l'âge, les paroles entrecoupées si claires, trop claires, si belles, trop belles, et la fuite de la robe entre les fûts rouges des arolles. C'était un vertige délicieux qui l'envahissait. Il s'y livra en renonçant à se contracter.

Comme il cherchait une forme à son émotion, son éducation classique, les humanités d'autrefois, qui allaient de pair chez les esprits cultivés avec la culture des sciences, la lui fournirent. Les admirables vers de Corneille lui revinrent à la mémoire. Psyché n'a-t-elle pas osé parler la première?

> Vous soupirez, Seigneur, ainsi que je soupire :
> Vos sens comme les miens paraissent interdits.
> C'est à moi de m'en taire, à vous de me le dire;
> Et cependant c'est moi qui vous le dis.

Mais Psyché s'adresse à l'Amour. Et Philippe Morgon, rappelé à la réalité, sourit tristement à sa jeunesse perdue.

Sa jeunesse perdue... Était-il vrai que les hommes ne vieillissent pas, comme Helen Arden le lui avait affirmé? Prendrait-il à son fils une fiancée qui, subitement, lui donnait la préférence? Le cas n'était pas nouveau, n'était pas unique. Tel grand homme d'État anglais n'avait pas hésité à dépouiller son descendant, et jamais la femme ne l'avait regretté, et le fils avait subi la primauté paternelle. Maître des mers, maître de sa fortune et de son destin, il ne l'était déjà plus de son cœur. Tant de fois il avait tranché des cas difficiles, et toujours en les simplifiant! A quoi bon compliquer les choses? Il n'y avait qu'à laisser les événements suivre leur cours. Helen Arden devait l'attendre à Riffelalp. Ils auraient ensemble une explication. Et cette explication les conduirait peut-être à l'ineffable douceur des fatales amours, même disproportionnées.

Comme il se disposait à regagner l'hôtel dans cet état d'esprit qui le rapprochait de la béatitude, il aperçut, à côté du banc, le chapeau qu'elle avait jeté dans l'herbe. C'était un petit chapeau rouge, un de ces chapeaux de feutre malléable qui se plient à tous les caprices et se mettent ou s'enlèvent à la moindre humeur. Il le ramassa et commença par le poser sur son poing comme font les modistes sur un champignon de bois. Il lui sourit et, pour un peu, lui aurait adressé la parole. Sur quoi, se trouvant ridicule, il le laissa pendre négligemment au bout de son bras. Le verrait-on rentrer à Riffelalp dans cet équipage? Pourvu que la terrasse ne fût pas envahie! Mais non, les petits nuages blancs de tout à l'heure, pareils à des oiseaux, s'étaient agglomérés et maintenant cachaient le Cervin presque dès la base. Le motif principal du décor disparaissait. Il n'y aurait peut-être personne. Et, au contact du petit chapeau rouge, il sentit obscurément qu'il n'était déjà plus un homme libre.

HENRY BORDEAUX.

(La dernière partie au prochain numéro.)

UN CAS DE FOLIE COLLECTIVE

LA CRÉATION D'UN MINISTÈRE DE L'AIR

Cet article, d'une argumentation si pressante, nous a été apporté par une personnalité hautement compétente pour tout ce qui touche à l'organisation de la défense nationale. La question qui y est traitée est trop grave pour que nous ayons pu hésiter à saisir l'opinion du danger qui y est signalé avec tant d'angoissante précision.

Ce n'est pas dans le fait de créer un ministère militaire de l'Air que réside la folie. Il n'y a là qu'une grave erreur d'organisation. D'autres pays l'ont commise avant nous, moins grave cependant qu'elle ne l'est en France, car leurs conditions géographiques, militaires et politiques diffèrent beaucoup des nôtres. Ce qui est fou, c'est la façon dont le ministère de l'Air a été créé, c'est la succession des événements d'où est sortie cette création.

Le ministre du Commerce est tué par la chute de l'avion qui le porte. Cet accident n'est pas dû à un défaut du matériel; il est uniquement dû, semble-t-il, au manque de jugement d'un pilote qui, troublé par la présence d'un aussi grand personnage, méconnaît les principes les plus élémentaires du pilotage, ceux qu'on inculque à un débutant avant son premier « lâché ».

Accident banal, sauf par l'importance d'une des victimes, car les pilotes méprisent souvent, hélas ! les principes élémentaires du pilotage. Cependant on veut y voir la preuve décisive et convaincante de la déchéance de l'aéronautique française. Aussitôt, une campagne, amorcée depuis longtemps par les journaux spéciaux, éclate dans toute la presse, avec une soudaineté qui révèle une savante préparation : « L'aéronautique française est au plus mal, elle agonise; il n'y a qu'un remède, créer un ministère de l'Air. » Cela, présenté au public comme une vérité au-dessus de toute discussion. Et la France étant un des rares pays du monde qui se fasse de l'autorité de l'État une conception vraiment monarchique, la voilà persuadée que, dotée d'un personnage aussi auguste qu'un ministre, l'aéronautique ne faillira plus.

D'ailleurs, impossible d'attendre ! Réuni en hâte après les funérailles des victimes de l'accident, le cabinet décide de créer immédiatement un ministère de l'Air. Il n'examine même pas les objections des ministres intéressés. Autant vaudrait opposer une toile d'araignée à un coup de vent. Ce ministre de l'Air, on ne sait pas encore quelles attributions on lui donnera, ou on feint de l'ignorer. Peu importe. Nommons-le d'abord, on définira ses attributions après.

Le but de la réforme est, prétend-on, d'opérer ce que le jargon moderne appelle un « redressement » de l'aéronautique, sa guérison. — Cela suppose admis que notre aéronautique est malade. Mais l'est-elle en effet ?

Certes, tout n'est pas parfait dans les aéronautiques militaire et maritime. Mais enfin elles fonctionnent honorablement. Six cents avions de l'armée ont manœuvré récemment, pendant trois jours, presque sans un incident. L'été dernier, des manœuvres navales prolongées ont mis en jeu, entre Rochefort et Brest, des escadrilles d'hydravions venues de Tunisie ou de Provence, qui ont ensuite participé à la revue navale du Havre. Certaines n'ont ainsi rejoint leur base qu'après une absence de trois mois. Or, il y a seulement deux ans, traverser la Méditerranée paraissait un exploit. Les progrès sont donc grands. Si le matériel a encore des défauts évitables, si les magasins ne sont pas aussi bien pourvus qu'ils devraient l'être, le personnel, l'entraînement, l'activité laissent peu à désirer, et ce n'est pas de l'organisation militaire que souffre notre aéronautique. Elle

souffre du manque de liaison entre l'utilisateur et le technicien; elle souffre du mauvais fonctionnement des services techniques, de l'insuffisance des laboratoires et des études; elle souffre des méthodes appliquées à la passation, à la surveillance, à la liquidation des marchés; enfin et surtout l'organisation du réseau commercial, national et international, est d'une pauvreté pitoyable.

La sagesse semblait être de réformer ce qui ne marchait pas et de respecter ce qui fonctionnait bien.

Mais la sagesse n'est pas de saison. Nous sommes gouvernés par une mystique. En vain le ministre de la Guerre et le ministre de la Marine, hommes d'expérience qui connaissent le fond du débat, qui l'ont étudié, que la décision prise touchera directement, puisqu'ils sont responsables, l'un de la défense du territoire, l'autre du maintien des communications maritimes, essaient-ils de s'opposer à ce que l'on jette hors de l'armée et de la marine, qui les utilisent, les aéronautiques militaire et maritime. En vain demandent-ils que l'on prenne au moins le temps de réfléchir, que des gens compétents enquêtent, s'informent, que le Conseil supérieur de la défense nationale soit consulté. Rien n'y fait. Des hommes, auxquels vingt ou trente années de participation au gouvernement ont donné l'expérience des grandes affaires, refusent de tenir compte de leurs objurgations. On ne veut pas être informé ; on craint d'être éclairé; on semble avoir peur que l'enquête ne conclue, comme en Amérique, contre la création du ministère de l'Air. Car les États-Unis se sont trouvés dans notre cas. Il y a trois ans leur aéronautique allait mal, les progrès techniques étaient lents, les appareils si arriérés qu'on achetait des moteurs en Europe. La perte du *Shenandoah*, un grand dirigeable qui se rompit, provoqua un violent mouvement d'opinion en faveur de la création d'un ministère de l'Air que prônait un homme ardent, candidat à l'emploi. Le gouvernement américain, un moment ébranlé, sut tenir tête à l'opinion ; il nomma une grande commission devant laquelle comparut tout ce qui touche à l'aéronautique, tout ce qui s'en sert. Les procès-verbaux de cette commission sont pleins d'enseignements. Après avoir écouté et délibéré, la commission mit sur pied l'organisation type, l'organisation rationnelle de l'aéronautique d'un grand pays et, depuis cette époque, l'aéronautique des États-Unis progresse à pas de géants

dans tous les domaines, sans une discussion, sans un tiraillement.

Mais que pèse cette expérience contre l'éloquence d'un ministre qui évoque devant le Conseil, en images vives et violentes, ce que sera la guerre future ? Armées et marine n'y comptent plus pour rien. Il ne voit plus qu'une guerre, la guerre de l'air, et, pour mener cette guerre, il faut une armée de l'air préparée, instruite, commandée par un ministre de l'Air.

Est-il possible que la duperie des mots s'exerce avec une telle aisance et sans que personne essaie même d'en discerner le contenu ?

La guerre de l'air ?... Mais les hommes n'habitent pas l'air et rien de ce qui est nécessaire à la vie, sauf la pluie, ne leur arrive par l'air. Aussi la guerre, quand il y a guerre, n'est-elle pas dans l'air et n'a-t-elle pas l'air comme objet. La guerre est sur la terre où vivent les hommes et sur la mer, puisque c'est par la mer qu'on leur apporte les choses nécessaires à leur vie et à la poursuite de la guerre. Il n'y a donc qu'une division logique de la défense nationale : protection du territoire, protection des communications maritimes ; attaque du territoire de l'ennemi, attaque de ses communications maritimes. La première de ces tâches incombe au ministre de la Guerre, la seconde au ministre de la Marine. Ils en sont responsables et elles ne peuvent, sans désordre, se scinder en parties placées sous des autorités indépendantes de la leur. L'aviation n'est qu'un moyen de plus d'attaquer ou de défendre le territoire et les communications maritimes. C'est un canon à longue portée qu'un avion. Il n'est pas plus logique de faire un ministère militaire de l'Air qu'il ne le serait de faire un ministère du canon, sous prétexte que les « berthas » tirent à cent kilomètres et plus. Et au fait, pourquoi ne pas rattacher l'artillerie au ministère de l'Air ? Les obus volent, eux aussi ; les obus, comme les avions de chasse, s'opposent aux bombardements aériens. Les motifs invoqués pour créer ce ministère militaire de l'Air, justifieraient les pires absurdités. Pourquoi n'érigerait-on pas la direction des haras en ministère de la cavalerie ? Pourquoi ne pas créer un ministère des transports terrestres auquel on donnerait les chemins de fer, les automobiles et les chars de combat ? On pourrait aussi rattacher la marine de guerre au sous-secrétariat d'État de la marine marchande...

Et là nous touchons à un point de psychologie très curieux.

Il y a une vingtaine d'années ce rattachement, que le pays (?) vient de réclamer pour l'aéronautique, existait pour la marine. La marine marchande dépendait du ministère de la Marine. Quels excellents motifs n'a-t-on pas invoqués pour l'en séparer? « Un ministre militaire, disait-on, ne peut avoir l'esprit commercial; absorbé par la marine militaire, le ministre de la Marine délaisse forcément la marine marchande; un ministre militaire est porté à employer vis-à-vis du personnel civil de la marine marchande un ton et des procédés qui enveniment les conflits au lieu de les apaiser, etc... » Tous ces arguments et d'autres, décisifs quand il s'agissait de détacher la marine de commerce de la marine de guerre, n'ont plus aucune valeur quand on les oppose au rattachement de l'aéronautique militaire à l'aéronautique commerciale.

De vagues notions de « taylorisme », mal digérées, nous inclinent fâcheusement à des simplifications inconsidérées. C'est un des effets de la prédominance de plus en plus marquée du primaire sur l'esprit national, conséquence de l'amoindrissement de la culture classique. Car l'unification est par excellence une notion primaire, même une notion enfantine. Quand on distingue mal, on a tendance à tout confondre; l'enfant commence par ranger les objets dans des catégories très générales : il diversifie à mesure que son intelligence prend de la force et que son expérience s'élargit. L'unification peut, dans certains cas, abaisser les prix de revient; elle n'a été inventée que pour cela; encore faut-il qu'elle ne s'applique qu'à des objets de même nature, et pas trop dissemblables. Il faut la considérer seulement comme une commodité. Quand on l'établit en violation de principes qui résultent de la nature des hommes et des choses, on engendre le désordre : il est à remarquer qu'une des rares voix qui se soient fait entendre dans la presse contre la création du ministère militaire de l'aéronautique est précisément celle de l'apôtre le plus convaincu du « taylorisme » et de la « rationalisation », celle de M. Louis Forest. Mais c'est un apôtre qui, connaissant à fond le système qu'il préconise, discerne les cas où son emploi est avantageux de ceux où il crée la confusion.

Serait-ce un progrès, de créer un ministère des constructions navales qui fournirait au ministre de la Marine cuirassés ou torpilleurs tout armés, en conservant pour lui

seul l'autorité sur le personnel embarqué? Or, voilà justement ce qu'on vient de faire pour l'aviation et l'hydraviation militaires, qui sont des moyens de guerre sur terre et sur mer au même titre que l'artillerie, les chars de combat et les sous-marins. Est-ce le ministre de l'Air qui sera responsable de la guerre sur terre ou de la guerre navale? Non, ce seront les ministres de la Guerre et de la Marine. Et cette responsabilité, la plus redoutable qui soit, reviendra à des hommes dénués de toute autorité effective sur le matériel et sur le personnel d'un de leurs principaux moyens d'action! A eux toute la responsabilité des résultats; au ministre de l'Air toute liberté pour le choix des moyens, toute autorité sur le personnel. C'est lui qui donne la croix et les galons; ce sont ses collègues qui envoient les gens se faire tuer. Telle est la conséquence du système adopté. L'absurdité en est si éclatante qu'il faut se bander les yeux pour ne pas en être ébloui.

Eh bien! le Conseil des ministres reste sourd aux raisons si fortes, aux arguments si puissants qu'essaient de lui faire entendre les ministres de la Guerre et de la Marine. Et il décide à une forte majorité de faire passer au ministre de l'Air les aviations des armées de terre et de mer. Comment expliquer une telle décision, sinon par le désir inavoué de restreindre la juridiction des militaires au profit d'un ministère considéré comme civil? C'est de bon travail démocratique. Il existe un état-major de l'armée et un état-major de la marine que l'on soupçonne d'avoir soufflé aux ministres militaires les raisons sur lesquelles ils fondent leur opposition; et on n'est pas fâché de traiter avec dédain les raisons des militaires. *Cedant arma togæ*. L'attribution au ministre de l'Air de toute autorité sur le personnel et sur le matériel des aviations militaires, apparaît comme une victoire de la démocratie sur le militarisme.

Étrange victoire! Que vient-on de faire en effet? On vient de créer une armée de l'air indépendante, soustraite aux traditions de discipline, de modération, de réserve politique de ces deux vieilles armées de terre et de mer. On vient de donner l'indépendance à une armée de métier, à une armée de cadres, à une armée où le goût du risque, de l'aventure est général, à une armée composée d'individualistes qu'il n'est pas toujours facile de soumettre à une stricte discipline. Cette armée, si facilement excitable, est douée d'une extrême mobilité : en six heures, elle

peut se concentrer de tous les coins de la France autour de la capitale. Elle est constituée d'éléments de force importants que deux hommes suffisent à mettre en jeu, avec la quasi certitude de l'impunité, car ils gagneront la frontière sans qu'on puisse s'y opposer. Un fantassin, un cavalier ne disposent que d'armes individuelles : un pilote et un mécanicien qui s'entendent suffisent pour mobiliser l'avion le plus puissant. Cet ensemble de conditions morales et matérielles ne fait-il pas de l'armée de l'air « l'armée de coup d'État par excellence »? Armée d'autant plus redoutable qu'elle ferait bénéficier ses partisans de l'effet de surprise qui peut avoir une si grande part dans le succès d'une révolution.

Diviser une telle armée en groupes le moins liés possible, les tirer de milieux d'esprit différent, les incorporer dans des armées fortement organisées qui contiennent et limitent les passions et les ambitions, voilà ce que commandent le souci du maintien de l'ordre social et la stabilité du régime politique. Toute la campagne qui s'est faite en faveur d'un ministère de l'Air, a comme origine et comme moteur le désir du personnel de l'aéronautique d'avoir son ministre à lui ; en le lui donnant, on satisfait une aspiration corporative semblable à celles qui s'expriment par les formules bien connues : la « mine aux mineurs » ou « les chemins de fer aux cheminots ». Le personnel a bien l'intention de diriger l'aéronautique à son profit par l'intermédiaire du ministre qu'il s'est choisi. Car ce n'est pas le gouvernement qui a choisi le ministre, c'est le personnel mi-civil, mi-militaire, qui s'agite dans les coulisses de l'aéronautique.

La majorité du cabinet, qui s'est montrée si désireuse de diminuer le militarisme en France, s'apercevra bientôt qu'elle n'a fait que l'augmenter. Elle n'aime pas les états-majors généraux, puissances militaires dans l'état civil ; au lieu de deux, elle en aura trois. L'état-major général de l'air est sans doute déjà en gestation. On y joindra sans doute un conseil supérieur de l'air. Et ce n'est pas tout. C'est un commencement.

Reste la question d'argent, qui, dans l'actuel état de nos finances, est moins que jamais négligeable. Le cabinet a le souci d'alléger les budgets, les budgets militaires surtout. Mais quand il s'est agi de créer ce ministère de l'Air, on ne s'est pas arrêté un instant à cette considération : on a voulu croire qu'on

n'engageait aucune dépense nouvelle. De plus audacieux ont même parlé d'économie : la fameuse économie qui procède de la concentration des services. Quelques minutes de réflexion suffisent pourtant à montrer que le ministère de l'Air imposera aux contribuables de nouvelles charges. Je ne parle pas des premières installations, une douzaine de millions : c'est une misère. Mais tous les services centraux de comptabilité, de contrôle, d'administration, d'intendance, qui, organisés pour l'armée de terre et l'armée de mer, s'occupaient en même temps des aéronautiques militaires, vont être à créer complètement au ministère de l'Air. Ce sont quelques centaines de fonctionnaires nouveaux qu'il faudra payer, éclairer, chauffer, retraiter, auxquels il faudra fournir de l'encre, du papier, des gardiens de bureaux et des huissiers. Tout cela grèvera annuellement le budget de quelques dizaines de millions, sans compter les frais qu'occasionneront les organes de liaison indispensables entre les ministères de la Guerre et de la Marine, d'une part, et le ministère de l'Air.

Ainsi, par l'effet d'un envoûtement inexplicable, des hommes sages, expérimentés, ont créé un ministère de l'Air sans savoir quelles en seraient les attributions ; patriotes, ils ont refusé de voir, malgré les représentations des ministres militaires, qu'ils désorganisaient le commandement en plaçant sous deux autorités différentes les armes qui agissent sur le même terrain ; ils ont créé un militarisme de plus, alors qu'ils désiraient affaiblir le militarisme et ils ont augmenté les dépenses de la nation quand leur vœu le plus cher est de les réduire.

Au lieu de cette organisation dangereuse, illogique et coûteuse, ils auraient pu, à moindres frais, en dotant notre pays d'une organisation semblable à celle qu'ont adoptée les États-Unis, garantir à l'aéronautique française un long avenir de prospérité dans l'ordre et dans la concorde. Il eût suffi de prendre le temps de la réflexion et d'ouvrir les yeux. Mais que d'ambitions et d'appétits n'eussent pas été satisfaits!...

* * *

GEORGES CADOUDAL

III [1]

LE DUEL

LES TROUPES DE FOUCHÉ

L'éclatant prodige que Bonaparte vient d'accomplir ne corrige pas les royalistes de leur candeur invétérée; n'admettant pas qu'un homme doué d'une intelligence si exceptionnelle puisse penser autrement qu'eux, ils imaginent encore qu'il prépare le retour de la monarchie légitime. Georges Cadoudal, plus perspicace, semble avoir pénétré le secret de l'ambitieux Consul et prévu que la route sur laquelle Bonaparte s'est lancé d'un tel train n'est pas de celles qui se bifurquent. De son côté, le vainqueur de Marengo a deviné, en ce paysan têtu, un irréductible ennemi. Il sait que, avec des grades, des titres, des donations, voire des trônes, il pourra aisément amadouer les autres; celui-là, jamais. Et, si confiant soit-il en son étoile, il le redoute.

Avant même de partir pour l'Italie, alors que son puissant cerveau roule un monde de projets quasi irréalisables et de combinaisons qui touchent au fantasque, l'un des derniers ordres qu'il a donnés fut celui d'arrêter Georges qui était alors en Angleterre; lorsqu'il en revint, au début de juin, l'ordre est réitéré; car, même aux prises avec l'Autriche, à la veille du grand coup qu'il médite, Bonaparte est encore obsédé, — presque

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 octobre.

superstitieusement, — par le souvenir du terrible Breton : le 4 juin, de Milan, entre une cérémonie à la cathédrale et une représentation au théâtre de la Scala, il écrit : « Prenez mort ou vif ce coquin de Georges; si vous le tenez, faites-le fusiller dans les vingt-quatre heures. » Mais Fouché et Bernadotte temporisent; le téméraire Consul ne va-t-il pas perdre la partie qu'il joue au delà des monts? Ils ne se pressent pas d'obéir; il ne faut pas se brouiller avec le parti royaliste que peut-être on flagornera demain. « Attendez, dit Fouché à ceux qui cherchent le vent; point de légèreté, point d'imprudence, point de propos envenimés ni rien d'hostile... » Marengo change tout : le zèle du même Fouché est subitement acquis au vainqueur que, vaincu, il s'apprêtait à trahir, voire à remplacer.

Bonaparte, qui a tout deviné des félonies et des perfidies qui l'entourent, profite de sa victoire pour parler en maître : il est rentré le 2 juillet; le 4, il commande : « Faites donc arrêter et fusiller dans les vingt-quatre heures ce misérable Georges. » Tout aussitôt une légion de policiers et de mouchards se déverse sur le Morbihan. Fouché en dirige une armée « innombrable », armée « ténébreuse, irrégulière et bigarrée », composée de la façon la plus hétéroclite. Les anciens terroristes, dont il avait été le modèle et l'idole au temps de la Convention, tombés maintenant dans la misère, « viennent chez lui solliciter un secours en échange de quelque secret » ; il leur adjoint les aventuriers, « les dilettantes de la chasse à l'homme », les « passionnés » que quelque haine à assouvir rend ses esclaves, beaucoup de femmes, des besogneux, d'anciens chouans, des nobles, des émigrés réduits à la famine. La police spéculait sur l'indigence des uns, sur l'ambition des autres « pour s'en servir contre les indomptables du parti royaliste ». La véritable police secrète de Paris se composait seulement, en 1800, « de 42 individus régulièrement appointés ». M. Madelin en a retrouvé la liste : on y voit figurer « une dame de Lignières, femme très dangereuse, employée déjà sous Robespierre »; le chevalier Dorival, ancien mouchard de Sartine; Collin, « ami intime de Danton et de Robespierre »; l'ex-conventionnel Fréron, et, d'après certains témoignages, ses collègues Barère et Lavicomterie; le ci-devant oratorien Gaillard; sans compter tous les X que désignait seulement un chiffre ou une initiale.

On le voit, Fouché n'avait qu'à choisir; mais son diabolique

génie l'avertissait sûrement qu'il fallait, pour prendre Georges, bien gardé par ses chouans, d'autres ruses que celles coutumières à ses espions des salons ou des cafés parisiens. Voici la lettre qu'il écrivait, le 23 juillet; le personnage s'y peint sans pudeur : « Georges est dans le Morbihan; poursuivez-le... avec la plus vigilante activité. Le Premier Consul est vainqueur en Italie; il faut qu'il le soit partout. N'épargnez aucun des chefs qui voudront relever la tête; fusillez-les sans pitié. Nos agents commencent à être connus et compromis : j'en mettrai d'autres à votre disposition : ce sont des gentilhommes, des ci-devant, qui, par leur nom et leurs titres, sont estimés de tous les chouans; ils obtiendront facilement leur confiance et nous les livreront à l'heure dite. » C'est donc bien à lui, l'ancien fusilleur de Lyon, que remonte la responsabilité de cette infernale machination. Grâce aux renseignements dont il dispose, il va choisir, parmi les anciens compagnons de Georges, ceux que la détresse asservit; il les paiera bien pour les décider à trahir le chef qu'ils ont aimé. Un tel raffinement de perfidie inspire tant de mépris pour le ministre qui commande qu'on est presque pris de pitié pour les misérables qui lui obéissent.

Ce n'est pas sans peine, d'ailleurs, que Fouché recruta les hommes dont il avait besoin. L'histoire de leurs tentatives demeure mystérieuse sur nombre de points et c'est dans les ténèbres qu'il faut glaner pour en recueillir, à tâtons, quelques incidents. Le premier dont on a mention est un certain César Papin, « ci-devant noble », d'après une note d'archives; il vivait en pension chez l'aubergiste Delisle, à Vannes, avec Julien Berthelot, ancien officier dans la cavalerie des chouans. Dès juillet 1800, ils ont offert leurs services à Bernadotte qui les a munis d'un sauf-conduit; mais leur situation est des plus louches. Hésitent-ils? Sont-ils pris de peur ou cherchent-ils seulement à soutirer de l'argent aux deux partis? Le fait est qu'on se méfie d'eux dans l'un et l'autre camp. L'abbé Guillevic, l'aumônier de Georges, les subventionne; Bernadotte aussi; Mercier-la-Vendée lui-même est dupe. Mais Georges a de la méfiance : il fait signifier à Papin qu'il ait à cesser de parcourir le pays, à rentrer chez lui et à n'en plus sortir; on lui fit même savoir « qu'il y avait ordre de lui *courir sus* s'il mettait le pied dans la campagne et il savait que ces injonctions ne se donnaient jamais en pure perte ». Papin se le tint pour dit : en décembre,

il était toujours chez l'aubergiste Delisle, et les bleus le soupçonnaient fort d'être un espion des chouans. On n'entendit plus parler de lui; sans doute, suspect à tout le monde, se décida-t-il à regagner la Gascogne d'où il était originaire.

Celui-là disparu, d'autres se glissèrent en scène : deux compères, d'abord, dont l'un prenait le nom de Bauveau; l'autre disait s'appeler Bertrand Saint-Hubert. A Vannes, où ils séjournaient, ils s'étaient mis en rapport avec M[lle] Froval, agente de Cadoudal, et connue chez les chouans sous la désignation de *Correspondante n° 1*. Par l'intermédiaire du *Correspondant n° 2* qui n'était autre que Léridant, l'un des officiers de Georges, ils avaient sollicité de celui-ci une audience qui leur fut refusée Ils insistèrent à maintes reprises, ce qui laisserait supposer que la prime à gagner était d'importance, car ils risquaient gros et ne pouvaient ignorer que ceux des émissaires de Fouché qui réussissaient à pénétrer au mystérieux quartier général du chef royaliste n'en revenaient jamais. De Bauveau et de Saint-Hubert il eut pitié; il leur envoya six cents francs pour qu'ils déguerpissent. L'abbé Guillevic, qui cumulait avec le ministère sacré les fonctions d'ordonnateur du quartier général de Georges, s'étonnait de la mansuétude de son ami envers des espions avérés, et lui demandait si, pour les ménager ainsi, il concevait quelque doute sur leurs intentions coupables : — « Ils venaient pour m'assassiner, répondit Georges, j'en ai par devers moi des preuves irréfragables; si je me suis décidé pour le parti de l'indulgence, c'est parce que ces preuves me sont personnelles; je ne pourrais les communiquer à personne sans m'exposer à perdre les amis précieux de qui je les tiens. » Était-ce ses agents de Paris, tels que Saint-Régent, qui le renseignaient si sûrement? Un système de correspondance, parfaitement organisé, lui transmettait de la capitale, en six ou sept jours, les avis importants : ces dépêches lui parvenaient sous le couvert de la veuve Mullard, à Saint-Brieuc, ou de la veuve Champeaux, à Vannes.

Les archives conservent quelques rares pièces qui nous instruisent de la façon dont se racolaient ces émissaires du ministre de la Police. En voici un qui, en décembre 1800, s'offre spontanément. Il semble ne point se douter des dangers que présente la rude aventure : sa lettre est anonyme et rien n'indique quel imprudent fanatique ou quel besogneux aux

abois l'a écrite : il l'adresse directement au ministre, se plaint de n'avoir pas été reçu par lui, et expose que, « lié avec l'un des anciens officiers de Georges, retiré loin du Morbihan depuis la pacification », il se fait fort d'obtenir de ce personnage « une recommandation particulière » qui lui permettra d'approcher le chef des brigands et de le livrer. Une seconde lettre non datée et, comme la première, non signée, est un peu plus explicite : le candidat traître avoue « qu'il a eu de la fortune, qu'il a servi sous l'ancien régime, et a professé des opinions entièrement opposées à la révolution » ; il réunit donc toutes les chances d'inspirer la plus grande confiance à l'homme qu'il veut livrer. Son projet reçut-il un commencement d'exécution ? L'anonyme correspondant fut-il l'un de ces nombreux inconnus qui, ayant réussi à pénétrer jusqu'à Georges, disparurent sans que jamais personne ait pu dire où et comment ils ont fini ? On l'ignore. Certains épisodes qui vont suivre montreront ce qu'il advenait de ces malheureux lorsqu'ils parvenaient à atteindre leur but.

En ces six derniers mois de 1800, Georges était traqué avec un acharnement rageur. Le 13 août de cette année-là, les Consuls avaient bien signé un arrêté d'amnistie pour tous les faits relatifs à la Révolution ; mais les « brigands » morbihannais, leurs chefs surtout, étaient tacitement exclus de cette mesure de clémence. Les fonctionnaires de tous grades s'évertuaient pour satisfaire aux ordres de Fouché. Dès juillet, une grande battue fut dirigée sur la région d'Auray qu'on savait grouiller de chouans. On ne trouva rien. N'importe, Bernadotte se flattait d'être sur la bonne piste : déjà il annonçait au Premier Consul la prise imminente de Georges, et, quelques jours plus tard, après avoir fouillé tout le pays, il confirmait cette heureuse nouvelle, — avec cette restriction « qu'il attendait tout du temps et de la patience ». Las de ses insuccès, il partit en congé, pour six mois, au début d'octobre.

Mais Fouché plaçait à Lorient un homme à lui, Charron, avec le titre de commissaire général de police et la mission de prendre Georges ou de le tuer à tout prix. Au dire de l'abbé Guillevic, vingt mille louis, — cinq cent mille francs environ, — étaient consacrés à l'exécution de ce plan de campagne, et ceci paraît exagéré, car une telle somme eût été mieux employée à solder et à nourrir les soldats de Bernadotte qui, privés de

paye depuis six ou huit mois, « se trouvaient sans chaussures, sans bas, sans habits », et passaient en masse aux chouans pour toucher la prime de deux cents francs assurée par ceux-ci à tout déserteur. La gendarmerie elle-même ne vivait plus que de châtaignes. Le préfet du Morbihan, lui, redouble de zèle : considérant comme irréalisable la capture de Georges « qui ne couche jamais deux nuits de suite dans le même endroit », il adopte l'idée de Fouché et juge qu'un homme seul, possédant le talent de se bien masquer, pourrait approcher ce « scélérat misérable » : « Il faudrait... pour en purger la terre, un émigré aussi adroit que rusé et qui achèterait ainsi grâce de la proscription. » Pour sa part, le commissaire de police, Charron, entré en fonctions le 16 novembre, met en chasse tous ses espions, et, tout de suite, il imagine qu'il va réussir : « Georges est à Grandchamp, écrit-il : il y a là deux petits villages où il se tient : le village de Saint-Laurent où, dans un fond, il y a une petite chapelle, et celui de Guersach, à deux portées de fusil de Saint-Laurent.... » Mais, le même jour, il reçoit un autre avis qui lui permet d'affirmer : « Georges est à Locoal, dans l'*Ile du Bonheur*... Je donnerai vingt écus à qui me fournira la certitude qu'il y séjourne actuellement : j'en donnerai quarante à celui qui m'y conduira : j'en donnerai trois mille pour l'y trouver. J'ai carte blanche. » Quant au général de la gendarmerie, Radet, il suit une autre piste encore ; il vient d'apprendre, de façon certaine, que Georges se tient ordinairement « dans une petite maison couverte en ardoises, voisine d'une ferme assez jolie, située sur une hauteur dominant la route de Locminé à Vannes et distante de cette ville de deux à trois lieues. Il faut, pour y parvenir, traverser une grande lande ».

L'ILE DU BONHEUR

Où donc se terrait Georges pour que deux armées lancées à sa poursuite, — une armée de soldats et une armée d'espions, — trouvassent partout buisson creux ? Il ne se cachait pas et circulait à son habitude. En juillet, il était allé à Londres avec son ami Mercier ; rentré en Bretagne le 21 août, il retournait en Angleterre quinze jours plus tard et y séjournait près de deux mois. Depuis le début de novembre il n'avait pas quitté le Morbihan, fidèle à l'éternelle consigne de « se tenir prêt et

d'attendre », la lutte ne devant recommencer qu'au printemps, « lors de la venue du prince tant espéré ». Si, comme le répétaient les généraux et les fonctionnaires de la République, il ne régnait sur ses paysans que par la terreur, comment ne s'en trouva-t-il pas un seul pour le vendre aux mouchards de Fouché? Il était, au contraire, bien gardé par ses Bretons et, quoiqu'on ait dit qu'il se faisait invisible, sa structure, sa démarche si particulière, sa corpulence anormale le distinguaient tant de ses officiers, que tout travestissement eût été vain. Il n'eût pas consenti, d'ailleurs, à se déguiser : un jour de décembre 1800, deux gendarmes en tournée l'aperçurent, à deux cents pas, sur un beau cheval, et escorté de sept compagnons « tous bien montés, bien armés et bien vêtus ». Ces cavaliers traversaient la grand route de Nantes à Brest et se dirigeaient vers Mendon. Les gendarmes donnèrent l'alarme; une colonne, sortie d'Auray, battit la campagne, mais inutilement.

D'autres le virent également, chassant en compagnie de deux de ses lieutenants; Georges, toujours très informé des mouvements de troupes patrouillant dans le pays, transportait sa résidence suivant les avis reçus journellement de Vannes sur les déplacements éventuels des bleus; des sentinelles bien dissimulées veillaient nuit et jour à sa sécurité; et puis, en cas de péril menaçant, il se réfugiait à cette *Ile du Bonheur* que les espions du commissaire Charron avaient signalée à plusieurs reprises et où il était inattaquable.

L'*Ile du Bonheur* n'est pas une île; on appelait ainsi l'extrémité de la presqu'île de Locoal qui, s'avançant dans une baie formée par la rivière d'Étel, ne tenait, et ne tient encore à la côte que par une étroite jetée. Après un parcours d'une demi-lieue dans cette presqu'île, un isthme, que la marée haute recouvre, conduit à une langue de terre où se trouve le petit hameau de La Forest. L'endroit est facile à défendre, l'ennemi ne pouvant s'en approcher par surprise; on tenait toujours prêtes des barques pour emmener le chef royaliste au loin, grâce au dédale de bras de mer que forme l'estuaire de la rivière. Bien avant la Révolution, des contrebandiers avaient pratiqué dans ce lieu isolé des cachettes voûtées, propres à servir de casemates et de magasins de munitions.

Georges vivait au hameau de La Forest presque seul et n'y

recevait que son entourage intime : son frère Julien, l'abbé Guillevic, Picot, dit *Pierrot*, ancien domestique de Saint-Régent, passé au service du général depuis que son premier maître était à Paris : c'était un petit homme, très laid, très noir, très gravé de petite vérole; il portait habituellement une veste de chasse, un pantalon de couleur verte et un gilet rouge. La tradition cite encore une servante très sûre, nommée Julienne, « connue dans le parti sous le sobriquet de *Madame Jordonne* ». C'est, sans doute, en raison de la sécurité de cet asile rustique, que Georges, vers cette époque, ajoutait à la liste de ses nombreux pseudonymes celui de *Gardé*. Il était, en effet, à l'*Ile du Bonheur*, bien gardé et par la nature et par la discrétion des quelques initiés toujours instruits de ses déplacements. Il s'y sentait en parfaite sécurité, même contre les tentatives les plus sournoises. Ayant reçu communication d'une lettre de Fouché, écrivant au préfet du Morbihan : « N'ayez aucune inquiétude sur le compte de Georges; j'ai pris des mesures telles qu'il est impossible qu'il m'échappe », Georges, se souvenant de son latin du collège Saint-Yves, apostilla cette dépêche d'un *Videbitur infrà*, qui peut se traduire, à peu près, par : *on verra bien!*

Le commissaire Charron ayant déclaré impraticable l'attaque de l'*Ile du Bonheur*, il fallut donc en revenir aux assassins qui, se présentant munis de trompeuses références et sous le masque d'agents royalistes, avaient quelque chance d'être bien accueillis par le reclus de La Forest. Ce qu'ignoraient Fouché et les policiers de son ministère, c'est que, sitôt un passeport délivré à l'un de ces émissaires, Georges connaissait, bien avant même que le personnage se fût mis en route, et son nom ou surnom, et son signalement, ainsi que la date probable de son arrivée en Bretagne, et le but de son voyage. Comment? Par qui ces avis lui étaient-ils transmis? On ne sait pas; mais il n'est pas douteux que la police des chouans était mieux organisée encore que celle de Fouché : l'épisode qu'on va lire est un indice que Georges était bien servi et par des gens très informés. Il a pour triste héros un gentilhomme portant l'un des plus beaux noms de la Bretagne et nul ne s'étonnera qu'on ne veuille désigner ici ce nom que par son initiale

LA LANDE DU BOURDOUX

Antoine de B..., officier au régiment d'Auxerrois, qui fut en garnison à la Martinique, épousa, peu avant la Révolution, une jeune Irlandaise, Marie-Thérèse Macdonogh. Antoine était riche, car il possédait l'hôtel dit de Mirabeau, rue de Seine; il l'habitait avec sa femme, son beau-père et son beau-frère. Dès 1790, Antoine de B... s'était affilié à quelque complot des royalistes bretons, peut-être aux premiers projets du marquis de La Rouërie, car l'une des plus fortes maisons de banque de l'Italie s'offrait à faire passer, par son entremise, toutes les semaines, en Bretagne, des sommes variant entre 100 000 francs et un million en or.

En novembre de cette année-là, le père Macdonogh mourut chez son gendre, à l'hôtel Mirabeau, et l'on procéda au partage de la succession qui paraît avoir été peu importante. L'année suivante, Antoine émigre, disparaît durant trois ans, revient à Paris après la mort de Robespierre, est décrété d'arrestation au coup d'État du 18 fructidor (1797), jugé par une Commission militaire et acquitté. Deux ans plus tard, de nouveau compromis, un arrêté du Directoire le condamne à la déportation; mais, au début du Consulat, il n'a pas encore quitté la prison du Temple : comme il est le cousin de Bourmont, alors très bien en cour auprès de Fouché et du Premier Consul, il est mis en liberté.

Qu'était devenue sa femme, Marie-Thérèse Macdonogh? Décédée? Divorcée ? Réfugiée en Irlande ? On ne peut le dire. La Révolution avait à ce point bouleversé la vie d'Antoine de B..., comme celle de bien d'autres, qu'il ne paraît rien subsister en lui de ce que fut l'ancien officier, noble, fortuné, ayant hôtel, train de maison et relations brillantes. Il semble même impossible d'établir s'il fut un homme aux abois ou un conspirateur : un alphabet cryptographique, découvert chez lui, rue Blanche, en l'an II, donnerait cependant à croire qu'il entretenait des correspondances secrètes.

Le voici, à l'automne de 1800, logé rue de Clichy, avec une citoyenne Clodilde Bodart dont il a un enfant, né le 2 juin précédent et qu'il a reconnu. Il s'occupe de chimie; alors qu'il était détenu au Temple, il a pris goût à cette science et

a obtenu de recevoir, à la prison même, les leçons d'un jeune élève-employé à l'École de pharmacie, Ambroise Laisné, fils d'un apothicaire de la place Maubert : c'est un garçon de vingt ans, laborieux, estimé de ses maîtres et très rangé, car il vit chez ses parents. Depuis près d'un an qu'il est en liberté, Antoine a continué à prendre, mais sans assiduité, les leçons de son jeune professeur auquel il s'est attaché et qu'il se propose d'emmener un jour en Bretagne où, dit-il, il possède des propriétés.

Cette navrante histoire a été contée plusieurs fois et de diverses façons : on voudrait n'utiliser ici que des documents indiscutables émanant, soit de la correspondance officielle, soit de témoins dont la véracité ne peut être suspectée; encore n'assure-t-on pas que l'on a connaissance de toutes les pièces de nature à éclairer ce drame ténébreux. A la fin de novembre, le voyage d'Antoine et de Laisné est décidé; voyage scientifique : ils iront étudier dans le Morbihan « des objets très curieux pour des chimistes »; tel est du moins le prétexte que Laisné donne à ses parents et à ses maîtres, afin de justifier une absence de plusieurs semaines. Le 28, Antoine demande un passeport « pour aller voir l'une de ses parentes en Ille-et-Vilaine ». Laisné en obtient un, le même jour, et fournit comme motif de son déplacement « des affaires de famille qui l'obligent à séjourner quelque temps en Bretagne ». Prétexte assurément : pourquoi le jeune chimiste, né à Paris où habitent tous les siens, ne déclare-t-il pas le véritable mobile de son voyage, s'il croit ne l'entreprendre que pour un but scientifique? Les deux passeports sont délivrés sans retard et sans difficulté; ce qui étonne, car, en raison du passé orageux de l'ancien émigré, il semblerait que la police dût s'informer de ce qui l'attire au pays de la chouannerie. Pourtant, jusqu'ici, rien ne décèle que les deux voyageurs sont chargés d'une mission; nul indice de desseins perfides contre Georges Cadoudal; aucune trace d'une somme versée ou promise. Seulement, « l'œil de la police » va les suivre pendant leur longue route : à peine les passeports délivrés, le ministre avise le préfet de Rennes du prochain passage de Laisné et d'Antoine, lui recommande de les surveiller, de rendre compte de leurs démarches, sans les gêner en rien, et, *quelles que soient leurs liaisons*, de ne prendre contre eux aucune mesure de rigueur.

Ils arrivaient à Rennes le 5 ou le 6 décembre, se présentaient chez le préfet Borie et « conféraient avec lui durant une demi-heure ». Dans la lettre que Borie adressait au ministre, à la suite de cet entretien, il notait seulement que, durant leur séjour à Rennes, les deux compères « avaient fréquenté des hommes de toutes les opinions ». En effet, ils virent Charles d'Hozier et cette démarche serait la première manifestation probante de leur félonie. Ancien page de Louis XVI et fils du dernier juge d'armes et généalogiste de France, d'Hozier, qui avait commandé en Bretagne l'une des légions royalistes, vivait clandestinement à Rennes depuis la pacification, sous le nom de Ménainville, et était l'un des « anneaux » de la correspondance entre Paris et le quartier général de Georges auquel il était tout dévoué. Le préfet d'Ille-et-Vilaine n'ignorait pas, a-t-on dit, la présence à Rennes de cet agent secret des rebelles; bien plus, après avoir questionné Antoine et Laisné et connu d'eux le but criminel de leur expédition, Borie, indigné, aurait averti d'Hozier que la vie de Georges Cadoudal était menacée, agissant ainsi en honnête homme, mais en fonctionnaire bien étourdi ou bien indépendant. D'après une autre version, d'Hozier reçut de Paris l'avis que les deux voyageurs, gagés par la police, cherchaient à joindre Georges pour l'assassiner. Quand ils firent visite à d'Hozier pour connaître de lui les moyens de pénétrer jusqu'à la retraite du grand chouan, ils se donnèrent certainement pour des agents royalistes chargés d'une mission importante et lui présentèrent, — c'est évident, — les plus convaincantes références, puisqu'il fit semblant de les croire et s'engagea à leur procurer un guide qui les conduirait à Georges. En même temps, certain de leur imposture, il expédiait à celui-ci un homme sûr pour l'aviser de l'arrivée prochaine des deux faux-frères. Georges répondit aussitôt : « Envoyez-les moi par le même courrier. »

Doit-on s'attarder à examiner l'hypothèse de la loyauté d'Antoine et de son pharmacien? Le rôle que la tradition et la vraisemblance leur attribuent est si odieux, qu'on se demande s'ils n'étaient pas véritablement chargés de quelque mission secrète par les royalistes de Paris. Pour remplir cette mission sans malencombre, ils auraient imaginé peut-être, — bien imprudemment, — de jouer la police en simulant de la servir, de se faire par elle défrayer des dépenses de leur voyage et de

s'assurer ainsi sur toute la route une sécurité parfaite et la liberté des démarches les plus compromettantes pour tous autres que de prétendus agents de Fouché. L'histoire policière de ces temps troublés offre bien d'autres imbroglios plus compliqués que celui-là.

Il se pose une autre question dont nul n'a donné la solution : s'il faut bien croire qu'Antoine de B..., ancien officier de l'armée royale réduit aux pires expédients, s'est offert, moyennant paiement, à commettre le crime dont sa mémoire reste chargée, pourquoi s'embarrasse-t-il d'un acolyte auquel, — c'est plus que probable, — il n'a pas confié son affreux projet? Pour parvenir aisément jusqu'à Georges, il spécule sur son noble nom, illustre dans toute la Bretagne ; mais comment justifiera-t-il, auprès de Georges lui-même, la présence à ses côtés de ce jeune pharmacien de vingt ans, qui ignore tout de la chouannerie et ne s'est jamais inquiété de politique? L'ingérence de cet innocent est de nature à éveiller la méfiance du soupçonneux ermite de l'*Ile du Bonheur*. Et, le coup fait, Antoine partagera-t-il avec Laisné le prix du sang? En quoi celui-ci peut-il le servir? — Il a préparé et porte sur lui, dit-on, le poison dont Antoine compte faire usage, s'il est admis, comme il le prévoit, à la table du chef royaliste. C'est se créer une difficulté bien superflue : si Georges, dupe du gentilhomme, le convie à dîner, ce sera pour parler tête à tête des affaires du parti et il est fort improbable qu'il accepte en tiers, dans cet entretien intime, cet étudiant inconnu dont l'incompétence est manifeste en matière de conspiration. On serait donc conduit à penser que Laisné n'a reçu de son compagnon aucune confidence; mais pourquoi celui-ci s'en est-il empêtré? Il reste, dans cette sombre intrigue, des points bien obscurs, et l'on s'excuse de ces longs préliminaires qui les indiquent sans les éclaircir. Maintenant, voici le drame.

Après leur visite à Charles d'Hozier, Antoine et Laisné quittèrent Rennes sans attendre le guide qui devait les conduire à Georges. Ils allèrent passer quelques jours chez une sœur d'Antoine, Mme Lenoir de Tournemine qui habitait avec son mari le manoir de La Marchaunay, en Pipriac, à une dizaine de lieues de Rennes; Antoine présenta Laisné à sa sœur comme étant son professeur de chimie. On séjourna une semaine à La Marchaunay, puis Mme de Tournemine partit avec ses deux hôtes

pour le Morbihan où elle possédait en propre un petit manoir aux environs de Sarzeau. Le 17 décembre, tous trois arrivèrent à Vannes; Antoine et son chimiste firent une visite au préfet qui visa leurs passeports : au cours de cette visite, Laisné se prétendit chargé par le gouvernement d'une inspection des marais salants. Antoine ne cacha pas que son nom avait figuré sur la liste des émigrés, mais qu'il en était rayé. Le lendemain, toujours accompagnés par Mme de Tournemine, ils atteignirent Sarzeau qui est à six lieues de Vannes, et poussèrent à trois quarts de lieue plus loin, jusqu'à Kernavelo : c'était le château patrimonial de Mme de Tournemine, situé à gauche de la route qui, de Sarzeau, se dirige vers Penvins.

Il existe encore, ce petit château et il ne paraît point avoir subi, depuis l'an IX, d'autres modifications que celles qui ont été nécessitées par son entretien; c'est, d'ailleurs, une simple maison, longue et basse, à un seul étage, sans aucun caractère architectural. Mais la nature prodigue de ce coin de Bretagne l'a enfoui sous une si luxuriante végétation, qu'à peine le devine-t-on, de la route, sous les frondaisons séculaires. Une avenue d'arbres magnifiques, déjà vieux certainement en l'an IX, conduit au « portail », simple porte charretière accotée de piliers de maçonnerie, qu'on aperçoit au fond d'un couloir de verdure; une petite porte, réservée aux piétons, s'ouvre à gauche de ce portail qu'une cour, longue de trente ou quarante pas, sépare de la maison.

Antoine et Laisné, dès leur installation à Kernavelo, occupèrent leur temps en longues excursions dans la région qui s'étend de Sucinio à Saint-Gildas, et que l'on a pu comparer au golfe de Naples; les pins d'Italie, les lauriers, les chênes verts y croissent en grand nombre et les grenadiers y fleurissent en pleine terre. Antoine de B... paraissait heureux de cette trêve reposante dans sa vie mouvementée; Laisné admirait le pays en Parisien qui n'est jamais sorti de la capitale; Mme de Tournemine ne surprit, ni dans leur conversation, ni dans leurs allures, un mot, un geste qui pût lui inspirer le soupçon d'un motif caché de leur séjour. S'ils attendaient le guide promis, jamais ils n'y firent allusion; du moins n'en trouve-t-on point mention dans la déclaration écrite par la châtelaine de Kernavelo.

Le 23 décembre, Antoine et Laisné revenaient à la nuit

d'une longue promenade à Saint-Gildas; fatigués, ils ôtèrent leurs bottes et chaussèrent des sabots. On allait souper quand, vers sept heures, de grands coups frappés au portail mettent en émoi toute la maison; les domestiques y courent et, sans ouvrir la porte, demandent : « Qui est là? » Une voix rude réclame M. de B... La porte, néanmoins, reste close. Antoine sort du manoir, sa sœur également et tous deux essaient de parlementer: « D'où êtes-vous? — De Grandchamp. — De la part de qui venez-vous? — De la part du général. — Quel général? » Mais ils n'obtiennent plus que des menaces : « Ouvrez, ou il vous arrivera malheur. »

On se consulte. Les verrous sont enfin tirés : sept ou huit hommes, porteurs de fusils garnis de baïonnettes, bousculent les domestiques, pénètrent brusquement dans la cour et saisissent Antoine au collet, en disant : « N'est-ce pas là de B...? » Il répond affirmativement. « Et Monsieur Laisné? — Il n'est pas à la maison, il est à Sarzeau », réplique Antoine, indice qu'il se sait en danger et qu'il essaie de sauver son compagnon. Il est tête nue, demande qu'on lui laisse le temps de prendre son chapeau : « Tu n'en a pas besoin. » Les hommes l'entraînent dans l'avenue, mais quatre ou cinq d'entre eux reparaissent aussitôt : « Monsieur Laisné est ici, il faut qu'il vienne avec nous. » Laisné est là, en effet; attiré par le bruit, il a traversé la cour en sabots, s'est approché du portail; il est happé, poussé dehors. « Nous les menons parler à quelqu'un ici près. Bonsoir! » La châtelaine, prise de peur, rentre au manoir et s'y enferme.

Quatre jours plus tard, avant de retourner à Pipriac, elle adressait au préfet du Morbihan un récit de l'événement; aux détails qu'on vient de lire elle ajoutait cette remarque : aucun des hommes n'était costumé à la mode du canton de Sarzeau; ils portaient tous des carmagnoles bleues, preuve qu'ils venaient de loin. Ils parlaient « très bon français ». — Une enquête fut ordonnée; mollement conduite, elle n'aboutit à rien. Beaucoup plus tard seulement, on connut quelques circonstances du drame. On sut que, le 23 décembre, les brigands s'étaient embusqués, avant la nuit, dans un petit bois voisin de la ferme de Kerblaye; Antoine et Laisné, revenant de leur promenade, en compagnie d'un paysan, Jean Mahé, passèrent à quelques pas d'eux. Mahé, entendant du bruit sous les arbres, cria : *Qui vive?* Mais les brigands s'enfoncèrent sous les fourrés où ils

attendirent pour frapper à la porte du manoir que les deux promeneurs fussent rentrés à Kernavelo. Lorsqu'ils furent en possession de leurs captifs, ils rencontrèrent, devant la ferme du Paty, un homme qui revenait des champs, Jules Houssay, et lui ordonnèrent de leur servir de guide jusqu'à la lande du Bourdoux. Comme il y a plus d'une lieue de Kernavelo au Bourdoux, Jules Houssay, étant en sabots, pria qu'on le laissât changer de chaussures, ce qui lui fut accordé. Il eut ensuite quelque peine à rejoindre les brigands qui, pendant qu'il mettait ses souliers, avaient pris l'avance et allaient vite. Il marcha quelque temps auprès d'eux, et reconnut dans la bande deux chouans fort redoutés, Duchemin et Fardel. Il y avait aussi un militaire « qui paraissait être étranger au pays ».

En approchant du Bourdoux, Houssay vit surgir de l'ombre un homme muni d'une pioche, et c'est alors qu'il apprit de Duchemin « qu'on allait fusiller ces messieurs ». Sur quoi, il protesta : « Il n'était pas content d'être mêlé à cette affaire, lui qui travaillait d'habitude à Kernavelo. » Duchemin grommela « qu'il était aussi fâché d'en être; mais que, s'il avait refusé, il aurait été fusillé lui-même ». Pourtant, il permit à Houssay de s'en retourner, et celui-ci reprit à grands pas le chemin de sa maison.

Sur ce qui suivit on n'a qu'un témoignage de seconde main : celui de Charles d'Hozier. Il n'était pas là ; mais il a pu tenir de Georges lui-même le récit de la terrible scène. On était parvenu à la lande du Bourdoux ; Antoine et Laisné, toujours encadrés par leurs conducteurs, se trouvèrent tout à coup en face de Georges. De fait, le passage de celui-ci avait été constaté, dès la veille, « aux environs de Landevant et d'Auray, puis dans un château de Penhouët, près de Grandchamp, et enfin à Kerboulard, au nord de Theix » ; il serait donc, à cette date, sorti de l'*Ile du Bonheur* pour se diriger, en tournant Vannes, vers la presqu'île de Sarzeau. En présence de leur juge, les deux émissaires de Fouché auraient « débité leur fable arrangée d'avance : ils étaient, dirent-ils, envoyés par les royalistes de Paris. Georges les écouta sans mot dire : quand ils eurent fini de parler : « Très bien, messieurs, très bien, fit-il ;... vous venez pour m'empoisonner! » Tous deux « se récrièrent, comme révoltés d'une telle accusation » ; il les laissa dire. « Convenez du fait », reprit-il, en s'adressant

à Antoine. Celui-ci persista à nier. « Avouez donc ! » répéta Georges d'un ton autoritaire et conseillant au gentilhomme « de profiter du dernier répit qui lui était offert ». Mais Antoine s'obtinait à protester contre une si odieuse inculpation.

Enfin Georges commande à ses hommes : « Qu'on découse le collet de monsieur. » Il est aussitôt obéi, et, dans le col déchiré, on découvre un petit sachet. C'est le poison. Les deux coupables se seraient alors jetés aux pieds du justicier, implorant sa pitié. « Il est trop tard », fit-il froidement ; il leur accorda un quart d'heure pour recevoir les secours d'un prêtre qui l'accompagnait, — l'abbé Guillevic, sans doute, — et, les livrant à ses hommes, il leur tourna le dos et disparut.

Si quelque détail de cette relation peut être controuvé, il est certain que des habitants du Bourdoux furent réveillés, cette nuit-là, par « de grands cris » poussés dans la lande, et Jules Houssay, se hâtant vers sa maison, était déjà loin quand il entendit crépiter les coups de fusil. Jamais on ne connut l'endroit où les cadavres furent enfouis. Jamais non plus la police ne se trahit en révélant la part qu'elle avait prise à cette tragédie.

Durant des années, la famille d'Antoine de B... et celle du jeune pharmacien, Laisné, intercédèrent pour obtenir une certitude sur le sort des deux disparus : le dossier de l'affaire contient nombre de leurs requêtes et l'on y trouve aussi en « minutes » les réponses des acolytes de Fouché ; pas un mot permettant de soupçonner que le ministère connaisse la raison du tragique voyage ; il apporte le plus grand empressement à découvrir les causes et les circonstances de la disparition du gentilhomme et de son compagnon de route. La comédie fut si bien jouée que, quatorze ans plus tard, les parents du jeune Laisné suppliaient Louis XVIII, remonté sur le trône, de faire rechercher si leur fils, « arrêté par erreur au temps lointain du Consulat de Bonaparte », n'était pas oublié dans quelque bastille d'État.

L'infortunée Clotilde Bodard, la maîtresse d'Antoine de B..., restée dans la misère avec deux enfants, — le second naquit six mois après la disparition du père, — implora longtemps un secours qu'elle ne paraît pas avoir obtenu. Quoique n'étant pas légalement l'épouse d'Antoine, elle signait *Veuve B...* et la noble famille de son amant la repoussait. La

pauvre femme, ayant épuisé toutes ses ressources, conjurait, en 1806, l'Empereur de lui accorder une pension, et l'une de ses suppliques dévoile tout le secret du drame. Elle savait, elle, et elle écrivait : « Sire, vous voyez à vos pieds la veuve d'un de vos sujets mort pour le service de votre Majesté. *Chargé d'une mission contre Georges, mon mari a été poignardé par ce rebelle...* » Et, en marge de cet aveu, Desmarets, ou quelque autre, transmettant la requête au ministre, précisait confidentiellement : « M. B... a été effectivement assassiné par ordre de Georges *en remplissant dans l'Ouest une mission que le gouvernement lui avait confiée.* » C'est le dernier mot du tragique épisode; si quelque doute subsiste sur la complicité agissante de Laisné, on n'en peut conserver aucun sur l'infamie de B... Il était bien de ces traîtres dépêchés par Fouché à Georges. Le sommaire verdict du terrible Breton n'a point frappé à faux.

La police consulaire en avait engagé bien d'autres. Par quelles contraintes morales, quels sévices, quelles menaces, quelles trompeuses promesses, les tortionnaires stylés par Fouché parvenaient-ils à asservir d'anciens royalistes, naufragés de la vie et poussés à la dérive par le désastre de leur parti? On le sait par ceux qui résistèrent au satanique tentateur; ceux qu'il parvint à enrôler parmi ses assassins n'eurent pas d'histoire : à peine un nom, un pseudonyme, apparaissent-ils dans les dossiers.

Ainsi, à peu près à la même date qu'Antoine de B..., partait de Paris, avec une mission semblable, un certain Duchâtellier, naguère chargé de la remonte à l'armée de Georges où ses deux frères servaient encore. Il ne lui restait rien d'une assez belle fortune; soit besoin, soit ambition, il se vendit à la police et devint l'ami de Desmarets, chef du service politique secret. Comme il voyait assez souvent ses anciens camarades de guerre, Limoëlan et Saint-Régent, depuis que ceux-ci, sur l'ordre de Georges, séjournaient à Paris, il les moucharda; ce dont le dit Saint-Régent, aussitôt avisé par ses mystérieux affidés du ministère, avertit Georges sans tarder. Quand Duchâtellier passa par Rennes, où habitaient sa femme et sa petite fille, ordre était déjà donné de fusiller ce renégat s'il avait l'audace de se présenter, en faux ami, au quartier général. Il n'y manqua point, — et l'on n'entendit plus parler de lui. On croit qu'il fut exécuté dans le bois d'Elven par

Joseph Gambert, surnommé *Jupiter*, l'un des lieutenants de Georges.

Pour Duchâtellier, non plus que pour Antoine de B..., aucune hésitation n'est permise. Mme Duchâtellier, dans l'espoir d'obtenir de l'argent, s'était elle-même fait gloire de la félonie de son époux : « C'est lui, écrit-elle au ministre, qui vous avait instruit de l'arrivée à Paris de Limoëlan et de Saint-Régent. Il était allé rejoindre Georges dans l'intention de fournir les moyens de le saisir... » Et elle réclame 12 000 francs de *récompense*. Est-ce Duchâtellier ou un autre dont il est question dans cette lettre adressée à Fouché par le général Simon, qui commande, en 1801, la division d'Ille-et-Vilaine? « Le bruit s'était répandu, depuis quelques jours, que Georges, instruit que plusieurs personnes étaient envoyées de Paris pour le faire prendre ou le tuer, avait fait assassiner deux ou trois de ces personnes... ; » de ce nombre « on m'a nommé *le jeune homme que vous m'avez adressé*; son silence, depuis un mois, me fait craindre que ce ne soit une vérité. » Le général ajoutait : « Georges a dit que si le gouvernement sacrifiait 20 ou 30 000 francs pour le prendre, il disposait d'un million pour se sauver; qu'il était parfaitement instruit de toutes les dispositions prises par rapport à lui et qu'il connaîtrait tous les agents que le gouvernement pourrait envoyer de Paris ; que, au surplus, puisqu'on employait ces moyens vis-à-vis de lui, il ne ferait grâce à personne de ceux qui tomberaient entre ses mains. »

Oui, ses espions du ministère le renseignaient bien : « 20 ou 30 000 francs », telle était en effet la somme promise à celui qui apporterait la tête de l'imprenable Breton. On le sait, par un billet très confidentiel de Fouché lui-même, adressant, le 7 janvier 1801, une lettre de crédit de 24 000 francs au préfet de Rennes, avec ordre d'en remettre le montant « à ceux qui parviendront à se saisir de Georges et qui le présenteront mort ou vif... » Quelques jours plus tard, il précisait ces recommandations. La prime resta à la disposition du préfet durant trois mois, au bout desquels, — « son emploi étant sans objet », — Fouché la fit rentrer dans sa caisse.

« Sans objet », en effet. De tous ceux qui s'étaient présentés pour gagner la somme, aucun n'avait reparu. Au cours des deux derniers mois de 1800, vingt-trois individus se portèrent

candidats à cette récompense. Seize s'étaient découragés avant d'agir; les sept autres avaient été fusillés par ordre de Georges. Rivoire l'apprit de Georges lui-même l'avant-dernier jour de l'année 1800. Rivoire était cet enseigne de vaisseau qui, depuis plusieurs mois, s'employait, avec d'autres, à livrer le port de Brest aux chouans. En décembre, il passait donc à Vannes et descendait sous le nom de Morel à l'hôtel du *Lion d'or*; « une femme vint l'y prendre et le conduisit, par des sentiers détournés, jusqu'aux environs de Grandchamp, à un hameau situé derrière un bois ». Georges Cadoudal l'attendait là, « entouré de ses soldats d'élite »; Rivoire reconnut Mercier-la-Vendée et l'abbé Guillevic. On parla des intérêts et de l'avenir du parti, et c'est alors que Georges fit la confidence des précautions qu'il lui fallait prendre pour échapper aux assassins stipendiés par Fouché. — Il recevait, dit-il, « les avis nécessaires par les bureaux du ministre et même par la garde consulaire, et il était au courant de tout ». Trois de ces misérables devaient être fusillés le soir même. En effet, « derrière la chaumière où Georges lui offrait l'hospitalité », Rivoire vit passer par les armes trois hommes dont les noms ne sont pas connus. L'enseigne de vaisseau dit encore que, tandis qu'il s'entretenait avec Georges, « celui-ci reçut une nouvelle des plus graves et manifesta ses impressions ».

DÉSESPOIRS

Cette nouvelle, arrivant aux environs de Grandchamp, le 30 décembre, ne pouvait être que celle de l'attentat de la machine infernale, perpétré et manqué par Saint-Régent dans la soirée du 24. Ce fait tragique a été conté bien des fois : les historiens hostiles à la chouannerie ont tenté d'imputer à Georges cette malencontreuse riposte du sanglant duel qui se poursuivait entre lui et la police du Consul. Le vrai, c'est qu'il n'en eut connaissance qu'après l'événement.

Quand, au mois de juillet précédent, il sentit l'indispensable nécessité d'avoir un représentant auprès des royalistes de Paris, il choisit pour ce poste important son fidèle Mercier-la-Vendée, dont il estimait grandement le tact, la prudence diplomatique et la précoce maturité d'esprit. Mercier ne put partir et fut remplacé par Saint-Régent, soldat héroïque mais tête folle et que

Paris acheva de déséquilibrer. L'objet de sa mission consistait à tâter l'opinion, à grouper les partisans actifs de la royauté, et à préparer « le grand coup » à tenter quand le Prince qu'on espérait toujours se déciderait à débarquer en France.

Saint-Régent fut réjoint à Paris par Limoëlan, l'un des chefs des légions bretonnes, puis par d'autres jeunes royalistes, pacifiés ou amnistiés. Ils vivaient pour la plupart dans la dissipation et Saint-Régent lui-même, bien muni d'argent, oubliait dans les plaisirs faciles la tâche qu'il avait assumée. Comme il n'arrivait à rien, harcelé par les remontrances de Georges qui, au fond de la Bretagne, trépignait de ses lenteurs, il résolut de regagner le temps perdu en brusquant le dénouement : l'idée d'un tonneau de poudre éclatant sur le passage du Premier Consul, était, comme on dit, « dans l'air » : on venait de découvrir un engin de ce genre chez un chimiste nommé Chevalier. Saint-Régent ne chercha pas plus loin, et, bien que Limoëlan, à qui ce procédé faisait horreur, s'efforçât de l'en détourner, il prépara en quelques jours sa machine meurtrière. On sait le reste.

En apprenant l'affreux événement, Georges fut pris d'une violente colère : « Ce b... de Saint-Régent dérangeait tous ses plans. » L'attentat, dont tant de passants inoffensifs étaient les seules victimes, discréditait le parti royaliste. Fouché saisit l'occasion d'en rapporter l'idée première à Cadoudal et fit grand éclat d'un billet signé *Gédéon*, trouvé dans la chambre de Saint-Régent ; mais ses bureaux ne manquaient pas de calligraphes expérimentés et dociles à toutes les besognes; d'ailleurs ces quelques lignes eussent-elles été tracées par Georges, marquaient seulement l'ardente impatience du chef breton, exaspéré du silence de son agent et de son inaction. Fouché dut reconnaître, dans un rapport officiel, que la résolution d'assassiner Bonaparte « fut prise seulement le 11 frimaire, — 2 décembre, — vingt jours avant l'attentat; à cette date, Saint-Régent avait quitté Georges depuis quatre mois et ce n'est certainement point par correspondance qu'il lui eût soumis son affreux et stupide projet. Cadoudal ne pouvait donc pas être l'initiateur de ce crime odieux qui, improuvé autant en Angleterre qu'en France, l'obligeait à enrayer.

Pour la première fois, au début de 1801, il parut être déconcerté; il réunit ses officiers, leur recommanda la modération,

leur conseilla même de se soumettre. Pour lui, il ne renonçait pas; mais il ne voulait pas entraîner, dans le désastre personnel dont le menaçait la folie de Saint-Régent, les braves qui l'avaient suivi durant tant de rudes campagnes. Pressentait-il que l'heure était venue des défections et des deuils ?

Le 16 janvier, il adressait à Londres un très long rapport, destiné au Comte d'Artois ; il y exposait, sans réticence, la situation lamentable des Bretons; il réclamait du Prince des décisions « promptes et positives ». — « Nous sommes ici, à chaque minute, exposés au poignard des assassins; notre devoir, les instructions reçues et l'espérance de voir encore se renouer quelque chose, nous y retiennent. Pas un de nous ne bougera avant d'avoir reçu des ordres; vous jugez avec quelle impatience nous les attendons. » Dans la crainte qu'une confession si complète, où rien n'était déguisé des misères du parti royaliste, ne tombât entre les mains des bleus, Georges la confia à Mercier-la-Vendée, son autre lui-même, le seul peut-être qui connût toute sa pensée. Mercier quitta le Morbihan sans tarder et se dirigea vers les Côtes-du-Nord où il savait trouver, vers Portrieux, une occasion de s'embarquer. C'était la voie que prenaient ordinairement, pour gagner l'Angleterre, les courriers de Georges. Accompagné de deux de ses officiers d'ordonnance, de son domestique, de Louis Picot, le serviteur grêlé de Georges, et de plusieurs cavaliers, anciens hussards de Choiseul, enrôlés naguère par lui-même, le général Mercier atteignit le 18 janvier au matin la baie de Saint-Brieuc.

Il y avait, à trois lieues de la ville, une maison de correspondance occupée par une veuve connue de tous les chouans sous le sobriquet de *la Reine*. Chez cette femme, très dévouée au parti, les royalistes partant pour les Iles anglaises, ou en revenant, trouvaient tous les renseignements de nature à faciliter leur voyage, et Mercier apprit que le lougre sur lequel il comptait pour gagner Jersey, n'avait point paru depuis quelques jours. Connaissant l'importante urgence de sa mission, il ne s'attarda point à la recherche hasardeuse d'un bateau et décida de regagner au plus vite le Morbihan où les occasions de passer le détroit ne lui manqueraient pas.

Après un jour de sécurité complète et de repos chez *la Reine*, Mercier et ses compagnons se remirent donc en route : le 20 janvier, au soir, ils arrivaient au hameau de la Fontaine-des-

Anges, touchant à la lisière de la forêt de Loudéac. Ce refuge était moins sûr que celui de *la Reine*; l'entrée de ces cavaliers, bien montés, bien vêtus, munis de bonnes armes, y fit événement. Quelqu'un jugea que ces voyageurs devaient être « de grands chefs ». Georges peut-être était de la bande... A onze heures de la nuit, douze gendarmes appelés de Loudéac, qui est à une lieue de là, cernent la maison où dorment les chouans : ceux-ci se jettent sur leurs armes et durant une heure soutiennent un siège, dirigeant sur les assaillants un feu si nourri qu'ils les tiennent à distance. Mercier, profitant d'un répit, se lance hors de la maison : la nuit est sombre, la forêt proche; une haie à franchir et il est hors d'atteinte. Par malheur, il n'a pas eu le temps de se vêtir : la blancheur de sa chemise le signale à l'un des gendarmes qui le tire à dix pas. Mercier, tombe, frappé d'une balle au cœur.

Tous ses compagnons réussirent à s'échapper; mais la mort de leur chef était pour la chouannerie une perte d'autant plus irréparable qu'on découvrit sur son cadavre la lettre de Georges au Comte d'Artois, où était dévoilée sans détour la situation désastreuse des insurgés.

Le corps de celui qu'on a surnommé *le Patrocle de l'Achille breton* fut mis sur une charrette, transporté à Loudéac, promené triomphalement par les rues et jeté sur les marches de l'église où il resta durant trois jours. Puis on l'enfouit dans un coin du cimetière. Certains remarquèrent que Mercier était mort, à vingt-six ans, le 21 janvier, — date fatidique. Une tradition assure qu'il aimait et était aimé. Un prêtre réfractaire avait béni son union avec une jeune fille de Laval, « intelligente, ardente et dévouée ». Un enfant était né de ce mariage clandestin.

Écrasé de douleur par la mort de son ami, du plus cher de ses frères d'armes, Georges commanda d'incendier le hameau de la Fontaine-des-Anges, théâtre de la catastrophe; mais cet ordre fut bientôt révoqué et la violente fureur de « l'inconsolable » se mua en un sombre chagrin. A quelques jours de là, un nouveau coup le frappait, aussi cruel. Son jeune frère, Julien Cadoudal, après avoir combattu aux côtés de son aîné, s'était retiré chez leur père, à Kerléano. Le dimanche, 2 février 1801, il y reçut le mari de sa marraine, le père Lemoing, qui habitait la maison voisine de celle des Cadoudal et que

Julien appelait familièrement « son vieux parrain ». Ils burent le cidre ensemble et Julien parla sans méfiance. C'était un beau garçon de vingt-trois ans, très apprécié des filles, joyeux compagnon, instruit, délicat poète à ses heures. En le quittant, le soir, Lemoing poussa jusqu'à Auray, se présenta chez le commandant de la place, et lui dénonça la présence de Julien à Kerléano; ce service rendu à la République lui fut payé trente sous. Le lendemain, des gendarmes arrêtèrent le jeune homme; on trouva sur lui des papiers compromettants, une bague portant trois fleurs de lys, une croix avec cette inscription : *Aimons Dieu, défendons l'autel et le trône*. Interrogé par le juge de paix, il proteste que, depuis la pacification, il n'a jamais repris les armes; à la faveur d'un sauf-conduit signé par le général Brune, il exploite le petit domaine agricole de son vieux père et il ne s'est mêlé à aucun rassemblement.

Il est mis au secret et, dans la crainte que les chouans ne viennent le délivrer, on décide de le conduire à Lorient. Ces ordres de transfèrement équivalaient à un verdict de mort : c'était un moyen fort employé pour se débarrasser d'un suspect que tout tribunal eût acquitté. On prétextait une tentative d'enlèvement, on abattait l'homme : c'était un brigand de moins et un crime de plus qu'on portait à l'actif des royalistes. Ne pouvant prendre Georges, on allait l'atteindre en la personne de son frère.

Le pauvre Julien ne s'illusionnait pas : dans son cachot, il chantait une complainte en langue bretonne, improvisée pour adresser un poétique adieu à la vie, aux vertes campagnes de Kerléano, à son père, à ses frères, à ses amis, à ses chevaux, à ses chiens.

Où est allé mon frère Joseph,
Puisque je ne l'entends plus chanter?
Où est allée ma sœur Marie,
Puisque je ne la vois plus dans la maison?
Les chevaux de mon père que je menais paître
A la prairie, où sont-ils allés?
J'ai perdu mon bonheur.
Je le cherche partout et ne le trouve pas.

Le 8 février, — un dimanche, — il est extrait de la prison; quarante fantassins et quatorze gendarmes vont lui faire

escorte ; on prend la route de Lorient. A une demi-lieue d'Auray, au lieu dit Corohan, une fusillade éclate. Qu'est-ce ? Les chouans ? — Non, aucun brigand n'est en vue : c'est une fausse alerte... Mais Julien est tombé, frappé de quatre balles. Il est mort. Huit soldats gardèrent son cadavre pendant quelques heures, puis l'abandonnèrent sur le bord du chemin où les jeunes filles d'Auray vinrent le recueillir afin de le transporter au hameau de Léaulet, qui est à gauche de la route de Lorient. Le corps attira là, durant deux jours, une foule de pèlerins avides de le contempler ; la mort n'avait pas défiguré le pauvre Julien « et la beauté de ses traits apparaissait encore sur son visage ». Le souvenir de son assassinat est resté bien longtemps vivace dans la région et peut-être n'y est-il pas tout à fait aboli. Pendant plus d'un demi-siècle, on répéta aux veillées le lied que le captif composa la veille de sa mort et que le geôlier l'entendit chanter « aux derniers rayons du soleil couchant » :

Que sont devenues les rues d'Auray
Où je me promenais autrefois ?
J'avais honneur et plaisir
Et maintenant je n'en ai plus.

Le père Lemoing, le « vieux parrain » qui avait vendu son filleul pour trente sous, croyait bien que nul ne soupçonnait son infamie; en quoi il se trompait : le châtiment fut tardif mais implacable. Un matin de l'été suivant, comme il dormait encore, plusieurs chouans envahirent sa chambre, le jetèrent hors de son lit, l'entraînèrent au dehors, malgré ses cris, ses larmes et ses supplications, malgré même les instances de son voisin, le père de Julien, implorant grâce pour l'assassin de son fils... Il fallut aux vengeurs trois décharges pour abattre le vieux traître dont le cadavre demeura longtemps exposé à quelques pas de la maison natale de sa victime. Et malgré cette macabre publicité, cette représaille paraissait à tous si justifiée que nul ne chercha à en connaître ni à en poursuivre les auteurs.

Le lendemain du jour où périssait Julien Cadoudal, l'Autriche signait à Lunéville la paix avec la République; les provinces rhénanes et la Belgique étaient annexées à la France; la Révolution triomphait de l'Europe enfin soumise et ce traité

faisait prévoir que l'Angleterre et le Saint-Siège ne tarderaient pas à reconnaître le gouvernement de Bonaparte et à engager des pourparlers avec lui. C'était pour Cadoudal la défaite irrémédiable, la fin de son duel sans merci contre son tout-puissant adversaire. Le parti royaliste semblait frappé à mort ; les paysans eux-mêmes se désintéressaient de la lutte depuis le retour de leurs bons prêtres et ceux-ci, maintenant, prêchaient loyalement à leurs ouailles retrouvées la soumission au pouvoir restaurateur qui mettait fin à la persécution. Que faire pour parer au désastre? Georges assembla une dernière fois ses Morbihannais; on se résigna à « laisser passer l'orage »; — Bonaparte ne durera pas toujours; — à obtenir des Princes un peu d'argent et à continuer de « chouanner » énergiquement. Pourtant le parti s'émiettait et ces premières semaines de 1801 furent atroces pour Georges, assistant à la désagrégation de son œuvre; l'ordre venait régulièrement de « l'exterminer coûte que coûte »; mais sa retraite était impénétrable.

« J'ai mis après lui des espions de toutes les classes et de tous les sexes, hommes, femmes, riches, pauvres, chaudronniers, marchands de tabac, etc., écrivait à Bernadotte le général Tilly; il n'existe pas dans le Morbihan et les départements contigus un seul point qui n'ait été visité et qui ne le soit encore chaque jour; il change si souvent de repaire qu'il est impossible de le surprendre. » Cependant on avait bien cherché : sur l'indication d'un espion on découvrit « au bas d'un champ nouvellement semé d'avoine, clos par de hauts talus bien garnis d'arbres et de buissons, dans le fond d'une ancienne carrière abandonnée, une sorte de caverne; l'entrée en était masquée... Elle contenait un approvisionnement de souliers et de guêtres, des habits de drap rouge à revers bleus et à boutons marqués d'une couronne, des gibernes, un sabre à la hussarde, un chapeau à trois cornes... » Un peu plus loin, dans une cabane « construite en planches et en terre », au centre d'une lande bien boisée, étaient deux vieux pantalons, un gilet d'étoffe verte, trois paires d'éperons, « deux volumes de *Théorie pour les évolutions de l'infanterie française* », du papier, des plumes, une bouteille d'encre... Sûrement c'était là l'une des tanières où séjournait le proscrit; mais il restait invisible.

Il ne quittait pas le pays cependant; il y errait, désolé, lamentable et silencieux. La perte de Mercier-la-Vendée l'acca-

blait. N'apercevant qu'un apaisement possible à son désespoir, il voulait voir Lucrèce, la sœur de son ami, avec laquelle il s'était fiancé sept ans auparavant et dont la présence pourrait seule apporter un soulagement à sa douleur; c'est alors qu'il adressa aux parents de la jeune fille cette lettre qu'il faut citer presque intégralement, car il s'y découvre sous un aspect nouveau : toujours autoritaire, certes, mais tendre, torturé moralement, éperdu et criant à l'aide...

« Je vous écris l'âme oppressée... Jonathas (*c'était l'un des surnoms de Mercier*), le seul ami que j'avais sur la terre, n'est plus. Il est mort en servant sa religion, son roi et son pays, plein de gloire et de vertu; c'est toute la consolation qui me reste... Hélas! Maintenant il est au ciel et nous restons sur cette terre, malheureux, chargés de sauver tous nos amis.

« J'ai le plus grand besoin de parler à Lucrèce. Elle me connaît; qu'elle amène avec elle la petite fille de Jean-Marie... Que Lucrèce arrive; encore une fois elle me connaît et le voyage ne peut l'inquiéter. Si, à son arrivée, je suis encore de ce monde, le porteur (de cette lettre) la fera conduire au lieu où j'habite. Quoique la conduite ordinaire puisse trouver quelque chose d'étrange à l'arrivée de Lucrèce ici, qu'elle vienne! Elle me connaît; peut-être est-ce la dernière volonté d'un frère qui mérite tant d'être obéi. Encore une fois, malheureuse famille, n'attendez pas de moi la consolation; je perds le seul ami que j'avais sur la terre; j'attends Lucrèce... immédiatement. Hâtez son voyage. Vous m'auriez mal jugé si vous croyiez qu'elle ne doit pas le faire. Elle seule peut venir. Salut et respect.

« L'INCONSOLABLE. »

Lucrèce ne vint pas. Aussi confiants en l'honneur de leur futur gendre qu'en la pureté de leur fille, ses parents redoutaient pour elle les périls du long voyage depuis Château-Gontier où ils tenaient auberge, jusqu'à l'abri inconnu où se terrait son fiancé, à travers un pays bouleversé par la guerre civile, parcouru par les troupes républicaines et infesté de bandes de chauffeurs. Georges ne revit donc pas celle qu'il aimait; son chagrin s'accrut de cette déception : son ardeur

paraissait éteinte et les compagnons qui ne le quittaient pas ne reconnaissaient plus leur chef.

Ils s'étaient donné le mot pour ne jamais parler de Mercier, « afin de ne pas davantage assombrir ce front déjà si chargé de soucis et de douleur ». Un soir, comme on campait dans une masure isolée, trois de ses officiers, espérant l'arracher à sa lugubre obsession, lui proposèrent une partie de cartes. Il consentit par complaisance. D'autres, groupés autour de la rustique cheminée, s'entretenaient à voix basse : parmi eux, le capitaine Martin, tout en grillant des châtaignes, observait son général. L'un des causeurs, par inadvertance, prononça à mi-voix le nom de Mercier-la-Vendée, et aussitôt Martin vit les traits de Georges se contracter convulsivement ; le tremblement de ses lèvres annonçait son effort pour réprimer une émotion trop brusque et trop vive ; bientôt de grosses larmes, qu'il ne pouvait retenir, tombèrent sur ses cartes. Enfin il jeta son jeu, et, le front dans les mains, il éclata en sanglots bruyants « qui durèrent bien avant dans la nuit ».

Ces chouans, endurcis depuis si longtemps par tant de privations, de souffrances et de tueries, tremblaient d'émotion, sur leurs couches de foin, au voisinage de cet homme dont ils connaissaient la farouche abnégation, l'impassibilité devant le danger, l'inflexible opiniâtreté, et qu'ils entendaient maintenant, dans l'ombre opaque de cette hutte misérable, pleurer comme un enfant sensible, le cœur ravagé, au souvenir de l'ami perdu.

G. Lenotre.

(A suivre.)

BALKANS NOUVEAUX

II[1]

LA BULGARIE AU TRAVAIL

Passer de Grèce en Bulgarie, aller de Salonique à Sofia devrait être l'affaire de quelques heures. Il y faut une nuit et un jour. Ajoutez l'ennui d'entrer en Yougoslavie et d'en sortir. On peut, il est vrai, tourner par Dédéagatch et Andrinople et ne franchir ainsi qu'une frontière; mais c'est encore un peu plus long. Reste la ressource de faire le voyage en voiture; seulement la route n'est praticable qu'à la belle saison. Quant aux grands trains internationaux, on dirait que les horaires en ont été soigneusement calculés de manière à décourager les voyageurs. Prévu ou non, le but est fort bien atteint : quand, dans les Balkans, on passe du *Simplon-Express* dans l'*Express-Orient*, on s'aperçoit que ces deux trains de luxe, lorsqu'ils traversent les Balkans, se composent essentiellement d'un vieux wagon-lit, d'ailleurs à peu près vide, fort mal attelé à un convoi de marchandises.

Nous recommandons sur tous les tons aux peuples des Balkans l'union économique, et nous commençons par les isoler les uns des autres, bien plus complètement qu'ils ne l'étaient avant la guerre. Il paraît que l'idée maîtresse de cette étrange réforme consistait à détourner de Vienne et de Budapest le trafic international. Quel enfantillage ! Empêcherez-vous que Vienne et Budapest soient situés sur le Danube, et que la

(1) Voyez la *Revue* du 15 octobre.

vallée du Danube reste la grande voie de communication entre l'Europe centrale et l'Orient? Il y avait pourtant à Versailles, à Saint-Germain et à Trianon, des experts géographes de première force. Plus je voyage à travers l'Europe d'après guerre, et plus j'admire l'efficacité et la rigueur des consignes, qui, dans ces divers congrès, devaient interdire toute communication entre des experts, qui savaient tout, mais ne pouvaient rien, et des plénipotentiaires qui, ne sachant rien, décidaient de tout...

Frontières hérissées, polices soupçonneuses, douanes tracassières, le tout administré par des fonctionnaires zélés et maladroits, voilà de quoi tarir promptement les réserves d'indulgence dont tout Européen qui voyage dans les Balkans prend soin de se munir. La Perse est plus accueillante, l'Asie centrale moins inhumaine. Je tiens pourtant de bonne source que, pour passer la frontière, les *comitadjis* ne se servent pas volontiers des trains internationaux.

Bien que nous soyons au milieu de mars, Sofia est ensevelie sous la neige. C'est sous ce même linceul qu'elle m'était apparue il y a quinze ans, pendant la première guerre balkanique. Sur la place du marché, enfouis dans leurs larges manteaux, immobiles et silencieux, les paysans serrent dans leurs mains gantées de grosse laine des agneaux, des cochons de lait ou des glanes de paprika. Les femmes ne se distinguent des hommes que par les couleurs plus vives des vêtements qui les enveloppent. Les plats et les bols de faïence peints étalent sur le tapis blanc leur bariolage rustique et traditionnel. Des ustensiles de bois très primitifs s'alignent sur le trottoir. De place en place, un samovar fume. Au bout de la rue attendent pêle-mêle les charrettes et les bœufs dételés. La capitale bulgare serait-elle encore aujourd'hui le grand village que j'ai connu jadis?

Mais non! Il n'est, pour mesurer le changement, que de remonter vers le Palais Royal et de parcourir les quartiers qui l'environnent. De larges avenues, des rues soigneusement pavées se coupent à angle droit. Les boutiques qui les bordent étalent toutes les marchandises que consomme une grande ville civilisée. Du Palais Royal au Sobranié, le boulevard du Tsar Libérateur s'ouvre entre deux rangées d'immeubles modernes et de villas luxueuses, une allée de beaux arbres le prolonge

jusqu'au parc du Prince Boris. Malheureusement, quand on s'éloigne du centre, le spectacle est moins attrayant. Comme toutes les villes des Balkans, Sofia a grandi trop vite. Au lendemain de la grande guerre, un lotissement assez mal conçu a divisé en étroites parcelles les terrains qui appartenaient à la ville et qui auraient pu lui faire une magnifique ceinture de jardins. De pauvres maisons se serrent les unes contre les autres, le long de ruelles à peine tracées, impraticables. La création de ces tristes faubourgs est l'un des méfaits de la démagogie agrarienne; elle ne fait pas honneur au goût de M. Stamboulisky.

Au sortir des bureaux et des écoles, l'animation, dans les grandes rues sillonnées de tramways et d'autos, est celle d'une capitale moderne. La note pittoresque est fournie par les paysans en costume national et par les étudiantes, bizarrement coiffées de casquettes rouges ou vertes, selon qu'elles sont inscrites à l'Université de l'État ou à l'Université libre. Cependant, la nuit tombée, Sofia ne tarde guère à s'endormir. Vous ne trouverez ici ni le mouvement d'Athènes ou de Salonique, ni la gaîté bruyante de Bucarest. Les lieux de plaisir sont rares et peu fréquentés; Sofia n'est pas la ville où l'on s'amuse. Quelques marchands ambulants poussent encore leurs charrettes sur le boulevard Marie-Louise; de rares ombres circulent entre la vieille mosquée de Banja Baschy, dont l'unique minaret coupe le ciel d'une ligne blanche, et l'énorme Bain Public, aux vitraux illuminés. Trompées par l'éclat des lampadaires électriques, des corneilles troublent la nuit de leur impudent ramage. Une vague impression d'Orient.

AFFAIRES INTÉRIEURES

Je retrouve ici, sous des formes un peu différentes, les mêmes problèmes que j'ai rencontrés en Grèce, que je rencontrerai demain en Roumanie et en Yougoslavie. Les guerres et les révolutions ont interrompu l'activité normale d'un peuple laborieux, patient, qui tendait aux progrès de tous ses efforts. Il faut rétablir l'ordre et l'équilibre, réparer les désastres, créer de nouvelles richesses, avec des moyens fort diminués. Les Allemands sont des alliés terribles : l'occupation allemande a vidé la Bulgarie, la défaite allemande l'a ruinée. Graves pertes

en hommes, en argent, en territoires; réfugiés à établir, emprunts à solliciter. Observons tout de suite que le peuple bulgare a fait face à toutes ces obligations avec honnêteté et avec courage.

Le temps n'est pas encore loin où des deux partis entre lesquels la Bulgarie était divisée, l'un, le parti libéral, subissait l'influence de l'Autriche, l'autre, le parti démocrate, celle de la Russie. Le roi Ferdinand de Cobourg n'avait guère gouverné qu'avec les libéraux. En fait, aucun contrôle : partout l'arbitraire et la corruption. C'est pour combattre les abus d'un tel régime que s'organise, vers 1900, le parti agrarien. A ses débuts, il fait une politique raisonnable, soutenant les droits du parlement, réclamant une administration régulière et le respect des lois. Mais il ne tarde guère à dévier. Pour grouper les paysans autour du parti dont il est devenu le chef, Stamboulisky déclare la guerre aux bourgeois des villes, aux commerçants, aux fonctionnaires. Ceux-ci ont tous les profits, les paysans toutes les charges de la communauté. Il faut réduire les traitements des fonctionnaires, faire peser sur les villes les plus lourdes charges de l'impôt, exonérer les campagnes, qui seules assurent, par leur travail, la vie de toute la nation. Éternelle fable des membres et de l'estomac. Le programme des agrariens était une folie; leur arrivée au pouvoir, en 1920, fut une catastrophe. Toutes les audaces, sans aucune réalisation. Le trésor au pillage, les prisons remplies de suspects, les biens des adversaires du gouvernement réquisitionnés au profit de ses amis. Gabegie et désordre.

Je n'ai approché Stamboulisky qu'une fois, à la Conférence de Gênes, en 1922. J'avais eu alors l'impression d'un anormal et d'un déséquilibré. Encore ses propos m'étaient-ils traduits par la toute prudente Mlle Stanciof. J'ai parlé de lui à Sofia avec ses amis, avec l'un de ses parents. Ils m'ont fait valoir avec raison l'attitude résolue prise par le chef du parti agrarien, en 1913 contre la deuxième guerre balkanique, en 1915 contre l'intervention de la Bulgarie dans la grande guerre aux côtés des Empires centraux. Je veux bien que ce fou ait eu parfois des lueurs de bon sens; mais on ne peut guère nier sans parti pris que sa politique violente et désordonnée menait la Bulgarie à sa perte.

On sait comment le coup d'État du 9 juin 1923 mit fin à la

dictature de Stamboulisky. Un secret gardé jusqu'au bout par trente personnes, cela ne se voit que dans les Balkans. Il fallait vraiment que le pays en eût assez. Cette réaction coûta la vie à sept ministres et à une vingtaine de députés; elle rendit la liberté aux adversaires du régime déchu, dont les prisons étaient pleines. Mais M. Tsankoff, principal organisateur du complot, se vit ou se crut obligé de maintenir par la terreur un pouvoir que la violence avait établi. On dit qu'il fit ou laissa couler beaucoup de sang. Après avoir causé avec lui, j'ai quelque peine à le croire. Mais je dois, en toute franchise, avouer à mes lecteurs qu'un séjour aux Balkans rend l'observateur un peu plus indulgent à l'égard des crimes politiques. Il ne les excuse point, il les déplore, mais il les comprend. Pour voir clair dans ses propres sentiments, il en est réduit à penser qu'il vit à une autre époque et, pour vaincre ses scrupules, il évoque, par exemple, l'Italie de la Renaissance. Mais, Dieu me pardonne! par combien d'assassins, de voleurs, de concussionnaires et de traîtres aurais-je été reçu, fort bien d'ailleurs, s'il me fallait croire tout ce qu'on m'en a dit.

Cependant la « terreur blanche » organisée par M. Tsankof et le général Volkof allait au delà des limites tolérables. La solidité du « Bloc national », formé par les partis d'ordre contre le « Front unique » des agrariens, des socialistes et des communistes, permettait désormais de revenir à des méthodes de gouvernement moins exceptionnelles. Le jeune roi Boris, libéral par hérédité et par caractère, appela au pouvoir M. Liaptchef, qui gouverne encore aujourd'hui. Le nouveau président du Conseil joignait à une fermeté nécessaire beaucoup de souplesse et un esprit de conciliation très opportun. Les enragés, les « fascistes », lui reprochent sa douceur et même sa faiblesse. Il ne m'a pas donné l'impression de mériter ces critiques.

— Une politique de répression violente, m'expliquait M. Liaptchef, ne ferait qu'encourager la formation et l'activité d'organisations révolutionnaires nouvelles, aussi dangereuses que celles qu'on me reproche de ne pas combattre avec assez d'énergie. Ce n'est pas le moyen de consolider la paix intérieure. Vous savez qu'après les excès de 1925, — excès dont témoignent notre vieille cathédrale éventrée par les bombes des terroristes, et les tombes de deux cents victimes innocentes, — le parti communiste a été dissous. Il s'est reconstitué

depuis sous un autre nom : parti ouvrier ou travailliste. Ses chefs m'ont demandé l'autorisation de rouvrir leurs clubs et de faire paraître leurs journaux. J'ai dit : « Oui ! Mais si vous tombez sous le coup de la loi, on vous appliquera la loi, et elle est sévère »...

« Nos social-démocrates, marxistes à l'origine et formés sur le modèle du grand parti allemand, se montrent assez raisonnables. Ils manquent d'ailleurs de surface et de moyens d'action, dans un pays comme le nôtre, où l'agriculture l'emporte de beaucoup sur l'industrie. Quant aux agrariens, ils ont certainement subi l'influence de Moscou au temps où Stamboulisky les dirigeait. Ils la subissent même encore un peu. Cela s'explique par diverses raisons. D'abord les multiples affinités de notre peuple avec le peuple russe : parenté de race et de langue, communauté de religion. Le gouvernement des Soviets ne s'est pas fait faute d'exploiter des circonstances aussi favorables. Un tract moscovite, distribué en 1920 parmi nos étudiants, nos fonctionnaires, nos paysans, déclarait en substance : « Vous rappelez-vous par quel chemin vos frères russes sont venus jadis vous délivrer du joug turc et vous donner l'indépendance politique ? Par le même chemin, ils reviendront bientôt pour vous délivrer du joug capitaliste et vous donner la liberté sociale. »

« D'autre part, un certain nombre de Bulgares occupent en Russie des fonctions très importantes. Kolanof est secrétaire de la Troisième Internationale ; Rakowsky était hier ambassadeur à Paris ; Lucanof, Spiridinof, d'autres encore comptent à Moscou parmi les dirigeants les plus actifs et les plus écoutés. Comment de tels hommes n'exerceraient-ils pas une influence efficace sur leurs compatriotes ? Comment leur fortune politique ne ferait-elle pas tourner à Sofia quelques têtes exaltées ou ambitieuses ?

« Ce qui fait la faiblesse de nos agrariens, c'est qu'ils n'ont pas de programme politique. Car enfin il est déraisonnable, et il devient heureusement de plus en plus impossible, de fonder une politique, en Bulgarie, sur l'opposition entre le bourgeois et le paysan, entre la ville et le village. N'est-ce point une seule et même chose ? Les électeurs le comprennent : aujourd'hui, quand ils votent, ce n'est plus sur des idées générales, sur des mots d'ordre de partis, mais sur des questions d'intérêt local, réel et immédiat. Déjà ce changement de

méthode s'est fait sentir dans la composition des corps municipaux ; j'espère qu'il réagira bientôt sur celle du Parlement.

« Quant à nous, de l' « Entente libérale », notre programme est fort simple : maintien de la monarchie constitutionnelle, dans un cadre bien défini. D'ailleurs, nous avons dans le roi Boris le plus démocratique et le plus scrupuleux des souverains. Développement de la fonction parlementaire, avec réduction du nombre des députés. Rétablissement progressif de l'ordre social et de l'équilibre à l'intérieur de la nation. Enfin, assainissement des finances et stabilisation de la monnaie. Dans notre pays, comme dans tous les pays des Balkans, on fait trop de politique ; les personnes et les mots ont trop d'importance. Ce n'est pas avec des idées et des systèmes, c'est en fonction des réalités et des intérêts que nous essayons de gouverner et d'administrer la Bulgarie.

AU SOBRANIÉ

Le programme du président Liaptchef et de l'Entente libérale était en effet très clair. Mais il n'en était pas moins difficile à appliquer : ce fut assez, pour m'en convaincre, que d'assister à quelques séances du Sobranié. Les 15 et 16 mars, M. Molof, ministre des Finances, rendait compte à l'Assemblée des négociations qu'il venait de poursuivre à Genève en vue d'obtenir un emprunt de consolidation.

Pour arriver jusqu'aux portes du Palais législatif, je dus me frayer passage à travers tout un peuple massé sur la place. La Salle Blanche, où siègent les députés, est archicomble. Au fond, le trône royal, que surmonte un grand portrait de Boris III, flanqué de deux autres plus petits, ceux de la reine Marie-Louise, mère du Roi, et de la reine Éléonore, seconde femme de Ferdinand. Plus loin, à droite, c'est Alexandre II, le tsar libérateur; à gauche, c'est Alexandre de Battenberg, premier prince élu de la nouvelle Bulgarie. Sur un panneau latéral brillent les icones : une image du Sauveur, entre saint Cyrille et saint Méthode, les deux apôtres du pays slave.

Dans les tribunes, une majorité de tout jeunes gens, étudiants des deux sexes, artisans, ouvriers. Dans l'hémicycle, tous les députés sont à leurs bancs : l' « Entente démocratique », qui représente à peu près ici ce qu'était chez nous le Bloc

national, groupe en rangs serrés ses 168 membres, presque les deux tiers du Parlement; elle siège à la droite du président et se prolonge jusqu'au centre de la salle; puis viennent les diverses fractions libérales et démocrates; à gauche, un peu mêlés, les agrariens, les radicaux, les socialistes et les ouvriers, anciens communistes. Un député musulman arbore ce fez rouge, qu'Angora a jeté aux orties. J'observe l'attitude hiératique d'un vieillard, le buste large et très droit dans sa houppelande de peau blanche, qui laisse passer les manches de la chemise. Les mains égrènent sans relâche un chapelet d'ambre; jamais elles n'applaudiront. Les yeux sont obstinément fixés sur M. Molof, qui est en train d'expliquer les conditions de l'emprunt. Qu'en pense ce vieux paysan? Peut-être calcule-t-il déjà que, grâce aux quelques millions de livres obtenues à Genève, il trouvera meilleur accueil et conditions moins dures à la Banque Agricole, le jour où il aura besoin d'acheter une paire de bœufs...

Le ministre des Finances parle d'une voix nette et calme; le ton monte et s'anime lorsqu'il faut faire face aux interruptions de la gauche et dominer le vacarme; mais c'est plutôt rare. Une seule fois, le président a dû menacer d'expulsion temporaire un agrarien trop passionné. Au fond, tous les gens raisonnables reconnaissent que l'État bulgare ne saurait, par ses propres moyens, rétablir l'économie nationale, assainir les finances publiques et stabiliser la monnaie. Seuls, les agrariens, qui, par une résolution prise dans leur dernier congrès, se sont déclarés hostiles à tout emprunt extérieur, livrent au gouvernement une bataille de principe. Mais les autres partis d'opposition critiquent les modalités de l'opération et protestent contre les exigences du Comité de Genève, qu'ils qualifient d'humiliantes. Et puis on reproche à M. Liaptchef et à ses collègues d'avoir manqué de respect au Parlement, en prenant sans son consentement préalable des engagements qui pèseront sur la nation tout entière. « Aucun engagement ne peut être pris sans votre aveu, s'écrie M. Molof. Mais la discussion technique qui a eu lieu à Genève ne pouvait pas se dérouler en présence de 273 députés. Pas plus qu'une bonne diplomatie, de bonnes finances ne sauraient être faites sur la place publique. » Controverse banale, dont les parlements balkaniques n'ont point le monopole.

Mais que représentait en Bulgarie le Parlement? J'avais souvent cette question au bout des lèvres, et n'osais guère la formuler. Les diplomates étrangers avec qui je m'étais entretenu m'avaient parlé, non sans mystère, des « forces occultes » qui dominaient le gouvernement et le pays. Leurs propos m'inspiraient curiosité et défiance. La première personne qui voulut bien mettre les points sur les i fut le chef du parti social-démocrate, M. Yanko Sakazof, au cours d'un entretien trop intéressant pour que je n'en rapporte pas ici l'essentiel. M. Sakazof n'est pas encore un vieillard; cependant, plus encore que sa barbiche et ses cheveux blancs, la gravité sereine de sa voix, la douceur apaisée de son clair regard inspirent cette confiance mêlée de respect qui, dans le monde politique de tous les pays, passe pour un privilège de l'âge.

— Vous essayez, me dit-il, de comprendre où nous en sommes. Je vous apprendrai volontiers ce que j'en puis savoir. D'abord notre parti. La scission, chez nous, date d'environ vingt-cinq ans. Je suis resté le chef des réformistes, qui se rattachent à la IIe Internationale. Les extrémistes de 1903 sont devenus les communistes, affiliés à l'organisation de Moscou. Au lendemain de la grande guerre, l'alliance conclue avec les agrariens leur avait procuré un nombre de sièges supérieur à leur importance. Aujourd'hui, de trente ils sont tombés à cinq. Nous sommes dix. Cependant l'influence communiste reste considérable dans les milieux ouvriers et même paysans. Nous avons pour nous les petits fonctionnaires, les artisans et les ouvriers raisonnables; nos maîtres d'école sont mieux organisés que les vôtres. Nous sommes un parti d'ordre, un parti constitutionnel, et, en beaucoup de questions, nous allons d'accord avec les partis bourgeois. De toutes nos forces, nous luttons contre le communisme. Malheureusement la crise économique qui a suivi la guerre a fait chez nous beaucoup de mécontents. Ils vont grossir les rangs des partis extrêmes, soit communiste, soit fasciste. D'autres encore s'y enrôlent parce qu'ils ont peur, surtout dans les petites villes et dans les villages. Enfin tous les résultats que nous avions péniblement acquis en trente ans de travail sont remis en question par la folie des Macédoniens.

« La Macédoine, voilà la plaie de notre pays, et des Balkans! Ce sont les Macédoniens qui, en 1913, nous ont entraînés dans

la deuxième guerre balkanique. Ce sont eux qui, par l'influence exercée sur l'entourage du tsar Ferdinand, nous ont amenés à intervenir dans la guerre mondiale aux côtés des Empires centraux. Aujourd'hui encore, les Macédoniens sont partout : dans l'administration, dans l'armée, au gouvernement; partout ils imposent leur volonté, compromettant le peuple bulgare dans leurs louches aventures.

« Leur influence sociale est aussi néfaste que leur action politique. Les « émigrés » macédoniens, dans nos villes et dans nos campagnes, sont venus alourdir le marché du travail, rendant la vie plus difficile aux ouvriers comme aux paysans. Tantôt communistes, tantôt fascistes, toujours partisans des solutions extrêmes et des moyens violents. Moins instruits, moins évolués politiquement que les Bulgares indigènes, ils ont brutalement interrompu l'effort que nous faisions pour laisser à nos enfants un État plus moderne et mieux organisé. J'entends encore nos paysans de Thrace répondre, dans une réunion publique, aux agents de l'Organisation : « Vous nous parlez toujours de la Macédoine : des cailloux ! Parlez-nous donc un peu de la plaine d'Andrinople, qui était pour nous la Terre Promise. » Mais que peut le bon sens contre la passion, contre la violence sincère ou calculée ? Votre Jaurès était bon prophète : si l'on veut que la Bulgarie vive, il faut résoudre la question de Macédoine.

LA QUESTION DE MACÉDOINE

Je me garderai bien d'émettre une opinion personnelle sur ce terrible problème. J'ai même refusé d'en faire l'objet d'une enquête particulière, quand on me l'a proposé à Sofia, puis à Belgrade. A quoi bon ? Les ethnographes et les linguistes y ont perdu leur peine. Le sentiment des plus objectifs, c'est qu'il existe en effet un peuple macédonien, où se mêlent des hérédités slaves, grecques et albanaises ; un dialecte macédonien, qui n'est ni tout à fait du serbe, ni tout à fait du bulgare et qui d'ailleurs varie sensiblement selon les régions. La conclusion qui ne se dégageait pas nettement des investigations scientifiques, les diplomates ont été incapables de la fournir. La guerre en a imposé une, qui n'est pas du goût de tout le monde. Vaincue en 1913 et en 1918, la Bulgarie a subi les

conséquences de sa défaite. Qu'elle les ait plutôt subies qu'acceptées, il n'y a rien là qui puisse surprendre. Mais, d'une part, les vieilles rivalités nationales, de l'autre, certaines influences étrangères, ont compliqué le problème et l'ont rendu plus aigu. Qui a tort, qui a raison? Ce n'est pas à moi d'en décider. Je voudrais seulement faire saisir, à l'aide de quelques témoignages, le caractère et l'importance d'une question qui m'a paru peser lourdement, non seulement sur la politique bulgare, mais sur toute la politique balkanique.

Voici d'abord celui de M. G. Koulitchef, directeur du journal *Makedonia* et député de Pétritch, la seule région macédonienne qui soit restée à la Bulgarie.

— Dans ce pays, m'a-t-il dit, nous sommes 500 000; 70 000 rien qu'à Sofia. Les nôtres sont partout, même au gouvernement : M. Liaptchef est macédonien. Nous avons nos journaux, nos moyens de propagande, nos associations légales, que l'État reconnaît. Nous ne constituons pas une force d'appoint pour tel ou tel groupement politique; nous restons en dehors des partis et de leurs querelles; nous ne sommes ni pour le gouvernement, ni pour l'opposition : nous sommes Macédoniens. Avec les agitateurs d'au delà des frontières, seul un lien moral nous unit : nous ne prenons aucune part à leur action violente, mais nous l'approuvons, comme un mal nécessaire. Pétitions adressées aux grandes Puissances, à la Société des nations, nous avons tout essayé, inutilement. Personne n'y a pris garde. Tandis que les attentats...

— Mais enfin, demandai-je, qu'est-ce que vous voulez? On me dit que vos aspirations ne sont pas territoriales, mais seulement culturelles.

— C'est vrai. Nous n'allons pas jusqu'à exiger des modifications de frontières, un remaniement de la carte des Balkans. Mais nous voulons qu'on reconnaisse aux Macédoniens les garanties et les privilèges généralement établis en faveur des minorités. Que le gouvernement de Belgrade traite nos frères comme il traite, par exemple, les Slovènes. Qu'il laisse aux Macédoniens ce que les Turcs eux-mêmes ne leur avaient pas enlevé : leurs églises, leurs écoles, leurs associations, leurs journaux. En un mot, qu'il ne les mette pas hors la loi.

« Nous userons de tous les moyens pour obliger l'opinion européenne à s'émouvoir, et la Société des nations à intervenir.

Résoudre équitablement la question macédonienne, c'est le seul moyen de préparer l'entente nécessaire entre Serbes et Bulgares, et c'est aussi le seul moyen de couper court à certaines interventions étrangères, qui s'exercent dans un sens contraire à la paix.

Après cela, j'ai demandé à un Macédonien : « Votre organisation reçoit-elle des subsides étrangers? — Je n'en sais rien, me fut-il répondu. Mais si j'étais révolutionnaire, j'accepterais de de l'argent de n'importe qui, pour la cause. » Alors j'ai voulu causer avec un révolutionnaire : c'est moins difficile qu'on ne pourrait croire. On me dispensera cependant de dire ici comment j'y suis parvenu.

— Je suis, m'a déclaré mon interlocuteur, membre de l'Organisation macédonienne révolutionnaire, et m'occupe particulièrement de la propagande à l'étranger. Il ne faut pas confondre les associations de bienfaisance, légalement reconnues, qui existent en Bulgarie, comme en Suisse, aux États-Unis et ailleurs, avec l'Organisation révolutionnaire, dont le centre, successivement fixé à Constantinople, à Rome, etc..., est aujourd'hui à Vienne. Celle-ci obéit à un comité de trois membres; l'action directe et violente est son privilège. Aussi nous traite-t-on de terroristes. Mais cette terreur n'est pour nous qu'un moyen de nous rapprocher du but.

« Pendant quarante ans, nos pères ont lutté contre la domination ottomane, et avec succès. Ils eurent leurs écoles, leurs églises, des livres imprimés dans leur langue. Ils voulurent aller plus loin et demandèrent pour la Macédoine l'autonomie politique. Dans le programme de Mürzsteg, on prit cette demande en considération. Mais alors les Turcs eurent peur. Après la révolution de 1908, ils nous dirent : « Nous vous offrons beaucoup mieux que les réformes du programme : une constitution, à l'abri de laquelle vous pourrez vous organiser librement. » Nous acceptâmes de collaborer avec les Turcs sur ce terrain, et il y eut un club bulgare à l'Assemblée de Constantinople. Si demain les Serbes nous proposent de collaborer avec eux, sans renoncer à notre nationalité, nous dirons : « Oui ! » de grand cœur. Mais aujourd'hui, pour vivre en Serbie, pour y devenir professeur, député, fonctionnaire, il faut que je me dise Serbe. Or cela n'est pas vrai, et je n'accepte pas cette condition.

« Comprenez-nous bien. Nous ne poursuivons pas le rattachement de la Macédoine à la Bulgarie. D'abord ce serait contraire à nos principes : de quel droit obligerions-nous à se dire Bulgares nos frères grecs ou albanais? Et puis jamais les grandes puissances n'admettront cette extension territoriale : elles en sont restées à 1878 et au traité de Berlin. Nous consentons à vivre en Serbie, mais à condition que notre nationalité soit reconnue et garantie par un pacte formel. Ce résultat obtenu à Belgrade, nous n'aurons pas grand peine à l'obtenir aussi à Athènes. Et peut-être un jour parviendrons-nous à réunir, au moins dans les cadres de l'unité nationale et culturelle, les membres épars de notre corps déchiré.

Il me restait à savoir quel était, sur la question macédonienne, le point de vue du gouvernement bulgare. Voici comment un membre du cabinet Liaptchef voulut bien me l'expliquer.

— Je vais, me dit-il, exiger de vous un effort : cessez, pour un instant, d'être occidental et tâchez de nous comprendre. Depuis des siècles, on exalte et on vénère chez nous tous les héros qui, sous les dominations étrangères, ont lutté pour l'indépendance, pour l'idée nationale, quels que fussent les moyens employés. A nos yeux, les comitadjis sont les successeurs de ces héros, ils continuent leur œuvre. S'ils tuent, ce n'est pas pour satisfaire quelque intérêt personnel, c'est en sacrifiant leur vie à une idée, et cette idée, c'est l'idée nationale. Et l'on veut que nos tribunaux jugent et condamnent les comitadjis macédoniens! Quel serait le procès? A la requête des accusés, qui connaissent beaucoup de gens par le monde, des savants viendraient soutenir les revendications macédoniennes par des arguments tirés de l'ethnographie et de la linguistique; d'anciens diplomates viendraient mettre en lumière quelques points d'histoire dont le rappel semblerait peut-être inopportun. Les prévenus seraient probablement acquittés, et la situation deviendrait pire.

« Nous ne demandons aux Serbes qu'une chose : c'est qu'ils renoncent à soumettre les Macédoniens à un régime d'exception ; qu'ils cessent d'entretenir la haine dans notre pays en les persécutant ; qu'ils nous mettent en mesure, nous, gouvernement, d'affirmer que nous n'avons plus d'inquiétude sur leur sort ; qu'ils nous fournissent enfin, par quelques mesures équitables et loyalement exécutées, le minimum d'arguments

nécessaires pour rassurer et pour calmer notre opinion. Une bonne alliance avec la Bulgarie est pour les Serbes la garantie la meilleure. Nous sommes prêts. Que les grandes puissances prennent acte de notre bonne volonté, et qu'elles nous aident à atteindre le but.

De tout ce que j'ai entendu, j'essaie de dégager quelques conclusions : il existe une question macédonienne, que certains s'efforcent de résoudre, que d'autres ne se font pas faute d'envenimer. Ou ne peut pas soupçonner l'actuel gouvernement bulgare d'encourager les excès des Macédoniens; peut-on le contraindre à les réprimer? Lorsqu'il laisse entendre que certaines répressions dépasseraient ses forces et mettraient en péril, avec sa propre existence, l'ordre intérieur et la paix, doit-on l'en croire? Il est bien difficile de répondre. Cependant, des deux côtés de la frontière, les actes de violence, périodiquement, se reproduisent. Après Todor Alexandrof, après Tchaulof, Protoguerof meurt assassiné, en plein jour, dans une rue de Sofia. Nous voudrions fermer les yeux à l'inquiétante réalité, que les terroristes macédoniens nous forceraient bientôt à les rouvrir.

LE PEUPLE BULGARE ET LES CARACTÈRES DE SON ACTIVITÉ

Parmi tant d'incertitudes, un fait me semble certain et rassurant : c'est que le peuple bulgare vaut beaucoup mieux que sa classe dirigeante. Violence et corruption passent encore aujourd'hui, comme au temps de la domination turque, pour les moyens nécessaires de l'action politique. Mais violence et corruption sont le fait d'un tout petit nombre : le grand nombre subit, et réprouve. Une opinion publique commence à se former, qui reflète, avec les qualités morales de la race, la volonté de créer une atmosphère plus saine et d'imposer à la politique nationale des mœurs plus honnêtes.

Voici une nation qui, par la faute de ses gouvernants, a vu son progrès interrompu, le résultat de ses efforts anéanti, sa population et son territoire notablement diminués. Tant d'épreuves n'ont pas diminué son courage : la Bulgarie paye ses dettes d'avant-guerre et ses dettes de guerre, fait face régulièrement aux charges des réparations, équilibre son budget, et, en dépit de plusieurs mauvaises récoltes, parvient à rétablir

sa balance commerciale. Depuis la guerre, sa population n'a pas cessé de croître, et ce résultat est dû principalement à une très faible mortalité. De tous les pays d'Europe, c'est en Bulgarie qu'on enregistre la plus petite proportion de naissances illégitimes. Le paysan bulgare est honnête, laborieux, économe, attaché à sa terre et à sa famille. Le commerçant s'est fait, par son exactitude et sa probité, une réputation excellente sur les marchés étrangers.

L'intelligence très vive de ce peuple, — due sans doute au mélange des deux sangs mongol et slave, — peut se mesurer au fait que, malgré l'introduction assez récente de l'enseignement primaire obligatoire, il ne compte pas aujourd'hui plus de 8 pour 100 d'illettrés. A une compréhension rapide se joint un extraordinaire désir de savoir. « Tous nos employés subalternes suivent les cours du soir », me disait à Sofia un directeur de banque. Nombreux sont les fils de paysans qui viennent étudier aux universités ou aux écoles techniques supérieures, pour retourner ensuite à leur charrue. Ce qui déconcerte un peu notre jugement, c'est une disproportion singulière entre le degré de culture de certains Bulgares et leurs habitudes sociales, ou, si l'on veut, leur manière de vivre. J'ai rencontré, à Sofia et ailleurs, des hommes fort instruits, ayant tout lu en français, en allemand et en russe : ils étaient pauvrement vêtus, plus pauvrement logés, et se nourrissaient de fromage et d'olives. On ne sacrifie rien aux apparences, presque rien au bien-être ; mais, s'il s'agit de s'instruire, on ne recule devant aucun effort.

Le fils d'un général ou d'un ministre ne se donne pas la moindre peine pour se distinguer de ses camarades, fils de boutiquiers ou de paysans : c'est à peine s'il s'en distingue par les manières. Ses goûts intellectuels peuvent être différents; ses besoins matériels restent les mêmes. Un sentiment profond de la dignité humaine, un sens naturel de l'égalité. J'entre un samedi soir à Saint-Alexandre Newski, pour assister à la cérémonie qui termine et consacre chaque semaine par une prière solennelle. Construite et décorée par le tsar Ferdinand dans le style russe le plus magnifique, la grande église est pleine de fidèles. Aux voix qui montent invisibles de derrière l'iconostase, le chœur répond, grave, émouvant, religieux et populaire. Les popes, vêtus d'argent et d'or, descendent en proces-

sion jusqu'au milieu du parvis et disposent sur un pupitre l'Évangéliaire à reliure de métal. L'un après l'autre, les assistants s'approchent, pour baiser l'image sainte. Trois personnes viennent prendre la file : c'est le roi Boris, sa sœur, la princesse Eudoxie et un aide de camp. Pas un mouvement dans cette foule, qui les a reconnus. A son tour, très simplement, le souverain accomplit le rite pieux, puis disparaît dans le flot qui s'écoule vers les portes.

Au moment où tant de dynasties croulaient en Europe, on pouvait s'attendre à ce que l'abdication du tsar Ferdinand marquât en Bulgarie, sinon la fin du régime, du moins celle de sa maison. Les belles qualités de Boris III justifient l'attitude loyale du peuple bulgare. J'entends dire parfois de ce prince que son caractère, ses goûts et ses aptitudes l'inclinent à gouverner plutôt qu'à régner. Sans doute veut-on marquer ainsi que Boris III unit à un esprit vraiment démocratique et à l'horreur de l'étiquette un sentiment très profond de sa responsabilité et de ses devoirs. Il semble aussi soucieux d'exercer sur la conduite des affaires une action discrète mais efficace, que de maintenir avec son peuple un contact direct et constant. L'estime respectueuse où le tiennent les hommes de gouvernement et les chefs de parti n'est pas moins remarquable que la popularité dont il jouit parmi les paysans et parmi les soldats. S'il m'est permis de rapporter une impression personnelle, je dirai que ce qui m'a le plus frappé dans le jeune roi des Bulgares, au cours de l'entretien qu'il a bien voulu m'accorder, c'est, d'une part, la maturité singulière de son jugement politique, de l'autre son affectueuse et calme confiance dans l'avenir du peuple qu'il a charge de conduire.

Les conditions dans lesquelles il trouvait la Bulgarie en montant sur le trône, le 3 octobre 1918, étaient, sinon désespérées, du moins fort critiques. Le pays n'était pas seulement ruiné par la guerre et amoindri par la défaite : il était encore travaillé par une intense propagande bolchévique. Les agents de Moscou exploitaient avec un art consommé le mécontentement et le déséquilibre d'où ils espéraient faire naître aisément une révolution. Les réfugiés bulgares affluaient d'un peu partout; à trois reprises, des émigrés russes vinrent s'y ajouter, et des arméniens. On ne refusa personne; mais à chaque afflux nouveau, le malaise augmentait. Répartis au hasard entre trois

climats différents, émigrés et réfugiés s'adaptaient difficilement et ne parvenaient pas à vivre de leur travail. Des conflits éclatèrent, la maladie fit des ravages.

Dans un pays où la propriété a toujours été très divisée, aucune mesure agraire, si radicale fût-elle, ne pouvait mettre à la disposition des nouveaux venus une étendue suffisante de terre cultivable. On tira le meilleur parti possible des biens abandonnés lors de l'échange des populations. La loi agraire de 1921 créa quelques nouvelles ressources, en expropriant les domaines ecclésiastiques, d'ailleurs peu considérables, et en distribuant les forêts domaniales non aménagées, mauvaises broussailles rongées par les troupeaux. C'étaient environ 160 000 hectares que l'État cédait aux réfugiés, du moins sur le papier; et ceux-ci étaient près de 600 000, venus de Dobroudja et de Serbie, de Grèce, de Thrace, et même de Turquie d'Asie!

L'installation prit une forme plus méthodique, lorsque la Société des nations voulut bien s'y intéresser. Le commissaire chargé par elle de faire une enquête préparatoire, un Français habile et courageux, arriva en Bulgarie au mois de juin 1926. A la fin de la même année, l'emprunt dit des réfugiés était approuvé à Genève; en janvier 1927, il était émis à Londres. Chaque famille reçoit une parcelle de 3 à 4 hectares, une maisonnette, des semences, un peu de matériel et quelques têtes de bétail. Pendant les deux premières années, le réfugié est exempt d'impôt et de redevance; après quoi, il commence à rembourser les avances faites par la Commission; on calcule qu'il peut se libérer en soixante ans. Il convient d'observer que, pour la plupart, les réfugiés bulgares ne sont pas arrivés dans un état de dénûment aussi complet que celui des réfugiés grecs.

Pour apprécier à sa valeur l'œuvre admirable qu'ont accomplie en si peu de temps M. Charron et ses collaborateurs, il faut se représenter un pays sans cadastre, sans rôle foncier, et où la propriété ne se justifie le plus souvent que par une possession plus ou moins longue; une administration paperassière et désordonnée; un pays dont les habitants, appauvris par la guerre, étaient peu disposés à se restreindre encore davantage pour faire place aux nouveaux venus. A force d'ingéniosité et de patience, la Commission a surmonté tous ces obstacles, créant pour chaque besoin un organe approprié, apaisant les conflits, aidant aux travaux du cadastre, remplissant tantôt

l'office d'une banque, tantôt celui d'une compagnie d'assurances... A mesure que l'installation progressait, devenait définitive, on voyait le pays revenir au calme et à l'équilibre, la production augmenter, le marché du travail s'organiser dans des cadres plus réguliers. Dans le même temps, la pression bolchévique avait insensiblement diminué et, après tant d'à-coups violents, le gouvernement s'était stabilisé et raffermi.

On était sorti tant bien que mal du désarroi politique. Mais il fallait encore remédier au malaise économique. La Bulgarie, pays surtout agricole, exportait ses produits vers l'Est et vers le Sud. Céréales et légumes secs, œufs et fromages, bétail, bois, tabac et essence de rose étaient embarqués à Dédéagatch pour Smyrne et pour l'Égypte, à Varna pour la Russie méridionale. La guerre devait bouleverser complètement ces courants commerciaux. La place de Varna fut doublement atteinte par la perte d'une partie de la Dobroudja et par la suspension des échanges avec la Russie. Coupée de la mer Égée, par conséquent des voies d'accès direct vers Smyrne, les îles et l'Égypte, la Bulgarie doit chercher de nouveaux débouchés. Elle regarde aujourd'hui vers l'ouest, du côté de Gênes et de Marseille.

L'effort des agriculteurs a été fort activement secondé par le gouvernement de M. Liaptchef. Partisan convaincu de la coopération, le président du Conseil a entrepris de remédier, grâce aux multiples applications de ce système, aux inconvénients de la petite propriété. L'introduction des machines et des engrais chimiques, le renouvellement des semences, la diversification des cultures, autant de bons résultats obtenus par les coopératives agricoles d'achat. Les coopératives de vente ont eu moins de succès : j'ai entendu attribuer à l'incompétence de leurs dirigeants la crise des céréales et celle des tabacs qui, atteignant avec les producteurs de nombreux commanditaires, a pris les proportions d'une catastrophe. De même la Banque Agricole et les Banques populaires ont rendu le grand service d'arracher le paysan bulgare à la griffe des usuriers; mais elles auraient été encore plus utiles si, entre les mains des fonctionnaires, elles n'étaient devenues trop souvent des organes politiques, voire des instruments de démagogie.

Dans le domaine de l'économie nationale, l'État bulgare, comme tous les États balkaniques, use et abuse de l'intervention. On dirait que, pour ces pays, la réalisation du socialisme

d'État, à l'ancienne mode allemande, est considérée comme un idéal qu'il faut atteindre à tout prix. Il y a vraiment quelque chose de paradoxal dans l'application d'un système, qui suppose un ordre social et une éducation technique très avancés, à des peuples naturellement individualistes, peu disciplinés, et dont l'éducation est encore imparfaite. Comme j'en faisais la remarque à un homme politique bulgare, il m'a répondu :

— Ce qui précisément, à notre point de vue, rend l'intervention de l'État nécessaire, indispensable, c'est cette éducation imparfaite de notre peuple. Nous ne pouvons pas encore compter sur les initiatives privées. Ou, du moins, nous craignons le caractère trop personnel, le but trop étroit et égoïste de telles initiatives, au cas où elles ne seraient pas sévèrement contrôlées. L'intervention de l'État est un mal nécessaire, pour le moment : elle prévient ou atténue de plus grands maux.

Cet argument ne m'avait guère touché. Il m'a paru plus faible encore lorsque, en visitant l'intérieur du pays, j'ai observé le nouveau développement de certaines industries. Voici Roustchouk, ville frontière, port fluvial sur le Danube et naguère importante place de commerce. La perte de la Dobroudja, qui formait son *hinterland*, a privé Roustchouk d'une grande partie de son trafic. Mais l'activité de la ville bulgare n'a pas diminué, elle a changé de nature : de commerciale, elle est devenue industrielle. On ne compte pas aujourd'hui à Roustchouk moins de quarante grandes entreprises, outillées de la façon la plus moderne. La sucrerie belge installée aux portes de la ville est très florissante. Une clouterie, une fabrique de machines agricoles, plusieurs huileries, des tanneries nombreuses occupent quelques milliers d'ouvriers. En dépit de l'encombrement causé par les réfugiés, il y a peu de chômage. Les banques, qui naguère travaillaient surtout avec les commerçants, collaborent désormais avec les industriels et, quoique trop nombreuses, font à peu près leurs affaires.

Même phénomène à Varna, et provenant des mêmes causes. Ce beau port est aujourd'hui trop voisin de la frontière roumaine pour conserver l'activité marchande d'autrefois. A ce point de vue, Bourgas me semble avoir gagné ce qu'avait perdu Varna. Mais Varna s'est tournée d'un autre côté; grâce à son cadre pittoresque et aux efforts d'une municipalité très avisée, elle est en train de devenir une magnifique station balnéaire.

On a construit des hôtels et des villas, on a aménagé des jardins, et déjà, chaque été, la clientèle afflue, venant même de fort loin.

Plusieurs grandes usines donnent du travail à la population ouvrière qui vivait autrefois du port. Je dirai un mot de l'une d'elles, qui m'a frappé moins encore par le caractère très moderne de ses installations, que par les intentions morales et sociales dont s'est inspiré son propriétaire. M. Assen Nicolof est un réfugié, venu de la frontière turque à Varna ; il avait étudié à Gand. Au lendemain de la guerre, il installe un tissage; puis au tissage il adjoint une filature. *Textil*, c'est le nom de l'entreprise, occupe aujourd'hui 1 100 ouvrières ; toutes d'origine paysanne, et toutes pensionnaires. A l'âge de quatorze ou quinze ans, leurs parents les confient à la direction pour une période de deux années, renouvelable une fois. Aux heures de liberté, des maîtresses leur enseignent la coupe et la couture. Lorsqu'elles sortent de l'usine, leur salaire accumulé forme une petite dot; elles reçoivent en outre une machine à coudre ; enfin et surtout elles rapportent dans leurs villages des habitudes d'hygiène physique et morale, des principes d'éducation dont elles feront profiter leur entourage.

C'est encore à Varna que s'est ouverte, en 1921, une *Académie de commerce*, qui fournit chaque année d'excellentes recrues, non seulement aux administrations de l'État et aux services municipaux, mais encore aux banques et aux entreprises privées.

— Voici un bon signe, me disait le directeur de l'Académie : jadis tous les jeunes Bulgares instruits voulaient être fonctionnaires. L'État paye-t-il trop mal ses serviteurs, ou notre jeunesse est-elle devenue plus entreprenante ? Toujours est-il qu'aujourd'hui nos élèves, et même ceux qui ont étudié à l'étranger cherchent plus volontiers une situation dans le commerce ou dans l'industrie. C'est ainsi qu'ils reprennent peu à peu la direction des affaires qui étaient autrefois concentrées dans des mains étrangères et qu'ils contribuent très activement au progrès économique du pays.

Cette tendance nationaliste, au meilleur sens du mot, se manifeste aussi dans la banque, bien qu'avec plus de lenteur. C'est que les capitaux indigènes sont rares. Le paysan, quand il épargne, enfouit son argent ou achète de la terre. La

classe riche, d'ailleurs peu nombreuse, semble retenue par un curieux sentiment, où il entre de la crainte et de l'envie; on dissimule sa richesse, plutôt que de la révéler en l'exploitant. De fait, les banques privées, en Bulgarie, sont ou bien des maisons étrangères, comme la *Banca Commerciale*, la *Deutsche Bank*, la *Banque Belge*, etc... ; ou bien des entreprises indigènes avec une forte proportion de capitaux étrangers, comme la *Banque générale* ou la *Banque Bulgare de Commerce*. Les établissements étrangers, uniquement préoccupés de leurs petites affaires, se désintéressent complètement de l'économie du pays où ils travaillent, ou ne la favorisent que d'une manière très indirecte. Ils prêtent des livres et des dollars à la *Banque Nationale*, parfois aux entreprises, fixent des taux d'intérêt et des dates de remboursement. Les banques bulgares prennent une part beaucoup plus active au développement de l'agriculture, du commerce et de l'industrie; mais elles se heurtent à la concurrence, au contrôle et à la défiance de l'État.

Au lendemain de la guerre, le contrôle de l'État était une nécessité. Sur ce point, le cabinet Liaptchef a continué la politique adoptée par le cabinet Tsankof, et il ne pouvait mieux faire. Des charges énormes pesaient sur la Bulgarie, dont les ressources étaient très diminuées. C'est grâce à une surveillance étroite du commerce extérieur et du marché des changes, que le gouvernement est parvenu, sans inflation et malgré une dépréciation sensible de la monnaie nationale, à faire face en même temps à ses obligations et aux nécessités de la vie économique.

Pendant cette période difficile, la circulation monétaire fut maintenue à un niveau inférieur à celui d'avant-guerre; elle s'y maintient encore aujourd'hui. Le coût de la vie resta fort au-dessous de ce qu'il était dans les autres pays balkaniques. Le *leva* put acquérir, dès les premiers mois de 1926, une stabilité de fait, par rapport au dollar, qui depuis lors ne s'est point démentie.

La stabilité de droit apparut donc à tous comme une nécessité; mais elle ne pouvait être réalisée sans un emprunt extérieur. La Bulgarie fit appel une seconde fois au Comité de Genève. Repoussée en septembre 1927, sa demande trouva meilleur accueil au mois de mars 1928. Toutefois, l'organe financier de la Société des nations mettait à son appui certaines

conditions : réduction du nombre des fonctionnaires, transformation de la *Banque Nationale* en société par actions, contrôle exercé sur les finances bulgares par un commissaire de la Société des nations. J'ai été témoin des efforts déployés par M. Bourof au Sobranié, pour faire accepter des exigences qui heurtaient, non seulement l'amour-propre national, mais aussi, en ce qui concerne la Banque, certaines traditions très respectables. Cependant le Comité ne rendait-il pas un grand service au gouvernement, en imposant au pays, pour ainsi dire malgré ses ministres, une série de mesures tendant à assainir la situation financière et à rendre l'économie nationale plus indépendante de l'État ?

Le succès de M. Bourof, qui semblait assuré au moment où je me trouvais en Bulgarie, devait être remis en question par l'obstruction de l'Allemagne, qui revendiquait, en faveur de la *Diskonto Gesellschaft*, le privilège d'une créance de 98 millions de marks-papier. C'est en vain que les négociateurs bulgares prétendirent faire état des 850 millions de marks déposés en Allemagne par la *Banque Nationale* et bloqués sur l'ordre du gouvernement de Berlin. L'opposition au nouvel emprunt fut maintenue, et la question dut être présentée encore une fois au Comité de Genève et à la Société des nations. Enfin, aux derniers jours d'août 1928, la banque allemande renonça à son privilège et, ce dernier obstacle levé, l'emprunt put être conclu. La nécessité en est depuis longtemps reconnue ; tandis qu'une partie des ressources qu'il doit procurer rendra possible la stabilisation monétaire, une autre partie doit être affectée à des entreprises productives, telles que l'exploitation des chemins de fer et des ports.

La crise économique que traverse la Bulgarie, et que j'ai constatée un peu partout, n'est pas une crise financière : grâce à la politique d'économie et de restriction pratiquée par les deux derniers gouvernements, celle-ci a pu être évitée. C'est bien plutôt une crise commerciale, due, pour une part, aux changements imposés par la guerre à l'économie européenne, pour l'autre, à une consommation intérieure notablement diminuée. Que la confiance renaisse, et, grâce aux qualités de labeur, d'économie et de probité du peuple bulgare, cette crise sera bientôt conjurée.

UN PAYS DÉVASTÉ. LA MALARIA

Au moment de conduire mes lecteurs de Sofia jusqu'aux rives de la mer Noire, en passant par Plovdiv (Philippopoli), Tchirpan, Stara-Zagora, Tirnovo, comment n'évoquerais-je pas le souvenir de l'affreux désastre qui, peu de temps après mon passage, a semé dans ces belles régions le deuil et la ruine ? Du 14 au 18 avril, les tremblements de terre se sont succédé dans la Bulgarie du Sud avec une violence inouïe ; ils ont été suivis d'inondations effroyables. Plusieurs grandes villes bouleversées, de nombreux villages anéantis, 10 000 maisons complètement détruites, 15000 rendues inhabitables ; 158 tués, 700 blessés ; 200 000 personnes sans abri : tel est le bilan sommaire d'un cataclysme qui a ému l'Europe entière. En apprenant la triste nouvelle, je me suis demandé avec angoisse si quelques-uns de ceux qui m'avaient si aimablement guidé dans mes promenades ou aidé dans mon enquête n'étaient point parmi les victimes... Que les survivants veuillent bien trouver ici l'expression de ma sympathie sincère et profondément attristée.

Plovdiv était encore, à la fin de mars dernier, une ville florissante, étendant depuis les collines jusqu'aux rives de la Maritza ses quartiers neufs ou nouvellement reconstruits. De la vieille cité ottomane il ne restait pas grand chose : deux ou trois mosquées, la riche Sainte-Marine, consacrée au culte orthodoxe, et la curieuse Sainte-Marie, principale église des Arméniens. A quelques pas de cette dernière, on voit la maison turque qu'habita Lamartine et où des mains pieuses ont scellé, en souvenir de l'hôte illustre, une dalle de marbre blanc (1). L'activité de la vie moderne s'y révélait par d'immenses bâtisses régulièrement alignées : manufactures et entrepôts de tabac, maisons de commerce, banques, écoles. Le Collège français de Saint-Augustin, dirigé par les Assomptionnistes, comptait plus de 600 élèves. J'en ai trouvé 450 au pensionnat des Sœurs de Saint-Joseph. Là aussi, on déplorait la crise commerciale, qui, en réduisant les ressources des familles,

(1) L'inscription est ainsi conçue : « Dans cette maison, — le poète Lamartine a reçu l'hospitalité, — au cours de son voyage en Orient. 1833. — Posée par l'Alliance Française de Plovdiv, 1923. »

avait légèrement diminué, en nombre et en qualité, la clientèle de nos établissements. Cependant on envisageait l'avenir avec confiance et, de la haute terrasse qui couronnait les bâtiments du collège, le Père supérieur m'avait montré avec joie, presque avec orgueil, l'extraordinaire développement d'une ville que ses prédécesseurs immédiats avaient connue médiocre et sordide.

De Plovdid à Bourgas, en passant par Stara-Zagora et Yambol, la voie ferrée court entre deux montagnes : le Balkan au nord et au sud les Rhodopes. Le port de Bourgas, construit par la *Société française des Batignoles*, doit sa fortune à la décadence de Varna et à la distance plus courte qui la sépare de la capitale ; le trafic augmenté a rendu nécessaire de nouveaux aménagements. Au cours de l'année 1927, les importations par Bourgas ont atteint environ 63 000 tonnes, et les exportations 117 000. C'est ici que se concentrent les maïs et les blés bulgares, en particulier ces blés très durs que toute l'Europe recherche. Plusieurs entreprises de minoterie, entre autres la Société des *Grands moulins de Bulgarie* qui a son siège à Bourgas, transforment les céréales en farine. Mais le transport est assuré presque entièrement par des compagnies étrangères, le pavillon bulgare n'étant représenté que par une seule entreprise, d'importance médiocre, et travaillant malheureusement sous le contrôle de l'État.

La colonie grecque, naguère très nombreuse à Bourgas, tend, depuis la paix, à repasser la frontière. Les émigrés russes sont, pour la plupart, aussi misérables que les Arméniens. En revanche, la communauté juive, adonnée au commerce, est florissante. Bourgas et sa province se ressentent d'avoir absorbé un grand nombre de réfugiés bulgares, qu'on a établis, tant bien que mal, entre la mer Noire et les marais dont la Commission poursuit l'assèchement. Région insalubre, s'il en fut. L'énorme bâtisse neuve qui domine la ville est un Institut antimalarique, créé par les soins de M. Rockefeller pour les besoins de la région. A quelle triste nécessité répond cette création, il n'est, pour s'en convaincre, que de faire une promenade à Mesembria.

C'est à quelque vingt kilomètres au nord de Bourgas. Au sortir de la ville, une mauvaise piste serpente entre le marécage et la lagune. Un pays désolé, où la *malaria* règne en

maitresse. A chaque instant, l'auto s'enlise, tantôt dans la boue, tantôt dans le sable. « Il y a longtemps, observe le commerçant qui m'accompagne, il y a très longtemps qu'un député de Bourgas n'a été ministre. » Bientôt on voit luire à travers le brouillard les collines de sel d'Anhiolo. Puis le paysage change brusquement, pour devenir presque hollandais. De hautes dunes emprisonnent la mer. Elles s'abaissent. La piste s'engage sur une digue naturelle si étroite, que deux voitures n'y passeraient pas de front. Cette digue est le seul lien entre la terre ferme et une petite ville entourée de remparts : Mesembria. Un trou dans le mur byzantin : on pénètre dans le bazar. Les poissons pêchés dans la nuit sont suspendus tout autour d'un vieil arbre, pour être vendus à la criée. Pauvres maisons pavoisées, grande animation dans les rues étroites et sordides. C'est dimanche, et la population, composée surtout de réfugiés venus de Thrace, fête l'anniversaire de la prise d'Andrinople (25 mars 1913).

Combien d'empereurs byzantins ont franchi la digue étroite pour entrer dans cette cité-sanctuaire, qui fut si riche et n'est plus aujourd'hui qu'un ramassis de masures délabrées autour d'églises en ruine ! Sa position de citadelle avancée, autant que la richesse de ses temples, la destinait aux pires aventures. Mesembria fut prise et reprise, incendiée et pillée, détruite et rebâtie. Ce n'est guère qu'à partir du IXe siècle que ses pierres peuvent enfin rester à peu près les unes sur les autres. Les plus anciennes églises qu'on peut y voir aujourd'hui datent de cette époque.

Or à Mesembria les églises se touchent. La tradition n'en énumère pas moins de quarante, groupées dans un espace moins grand que la place de la Concorde. J'en ai, pour ma part, reconnu formellement une douzaine. Du IXe au XIVe siècle, on peut suivre ici toute l'histoire de l'architecture byzantine, toutes les transformations qu'a subies l'église chrétienne. Voici les ruines de l'ancien évêché, véritable basilique à trois nefs, que ferme une abside : ce monument est à peu près contemporain des fils de Charlemagne. Les fondations qu'on trouve un peu plus loin, mises au jour en 1900 par M. Witemore, appartiennent à un édifice du Xe siècle : le plan en est fort analogue à celui de l'église du roi Samuel, à Prespa de Macédoine.

Avec Saint-Jean de la Mer et le nouvel évêché, on voit se marquer nettement les quatre branches égales de la croix grecque, que surmonte une coupole cylindrique. Des frontons symétriques couronnent les quatre façades. Ces églises semi-basilicales datent du XIe siècle. Le XIVe est représenté par Saint-Archange, qui a deux coupoles, par l'église du *Pantocrator*, aux trois absides richement décorées, et par cette curieuse ruine de *Saint-Jean non consacré*, dont la porte principale s'ouvre largement sur la mer. Les plus belles icones qui ornaient l'intérieur de ces églises ont été transportées à Sofia; il en reste quelques-unes, et aussi quelques fresques intéressantes. Mais ce qui demeure intact, c'est la décoration extérieure, dont les effets sont obtenus par un mélange de pierres et de briques, varié et ingénieux. Dessin de mosaïque, ou mieux encore de tapis oriental, que rehaussent tantôt des cabochons incrustés de faïence rouge, jaune et verte, tantôt des cylindres de grès, dont l'extrémité fait sur la muraille lisse une saillie légère. Sur le fond bleu pâle de la mer, quelques façades se détachent avec une pureté de ligne et un éclat de couleur incomparables.

Mais voici que Mesembria, après tant d'avatars, s'apprête pour un nouveau destin. La mer qui l'environne de toutes parts, qui la protégeait autrefois contre l'invasion ennemie, peut aujourd'hui la mettre à l'abri de la fièvre. On va faire de la petite ville aux quarante églises une station climatique, avec un *sanatorium* pour les enfants chétifs et quelques maisons de repos pour les malades. Toutes ces baraques de bois et de torchis seront rasées, on ne respectera que les ruines. Souhaitons qu'elles soient vraiment respectées. Quant aux réfugiés qui avaient trouvé ici un asile provisoire, et d'ailleurs mal approprié à leurs besoins, ils seront transportés à quelques kilomètres plus loin, dans un village bâti exprès pour eux, à proximité des terres arables nouvellement conquises sur les marais. La première génération, hélas! est sacrifiée; les suivantes auront un meilleur sort.

Après la visite des églises, nous entrons dans un dispensaire, où quelques dizaines d'enfants viennent se présenter à l'examen hebdomadaire; chacun tient à la main une fiche de carton où figure, en belles colonnes, la série des observations. Devant le médecin qui passe, ils relèvent leur chemise et montrent leur ventre gonflé. On prend la température, on dis-

tribue les doses de quinine. Les bambins saluent et retournent, à travers la plaine marécageuse, à leurs taudis insalubres. On m'assure cependant qu'un certain nombre guérissent.

En sortant de Mesembria, je croise un cortège officiel. Un groupe de fonctionnaires respectueux et de paysans familiers entoure un homme de haute taille, coiffé d'une toque d'astrakan moins noire que sa forte moustache. C'est M. Vassilief, ministre des Travaux publics, qui vient faire une inspection. En 1923, il était colonel et, avec quelques hommes de police, capturait Stamboulisky. Puisse l'ordre enfin rétabli en Bulgarie y régner assez longtemps pour permettre à quelques hommes courageux et dévoués de mener à bien l'œuvre entreprise dans cette triste région de Bourgas : assèchement des marais, lutte contre la *malaria*, établissement convenable des réfugiés! C'est le vœu que je forme en repassant par la brèche du mur byzantin et en invoquant tous les saints à qui les vieux architectes de Mesembria ont dédié jadis leurs quarante églises.

RUSSES ET BULGARES

De Bourgas, pour atteindre Tirnovo, l'ancienne capitale, il faut revenir sur ses pas et reprendre la route de Plovdiv jusqu'à Stara-Zagora. Cette ville paysanne que, matin et soir, traversent les troupeaux, m'a rappelé les grands bourgs de Sicile, où l'on s'endort, où l'on s'éveille au bêlement des moutons et des chèvres, concert moins incommode, à tout prendre, que celui des moteurs et des claxons. Les citadins cultivent le vignoble et les vergers qui font à Stara-Zagora une verte ceinture; les paysans d'alentour vivent de l'élevage et des céréales : *Zagor* désigne en bulgare une espèce de blé très réputé. Je monte en voiture pour aller à la foire de Kasanlik. Mais la foire est bientôt vue; le spectacle des paysans en costume, des Turcs enturbannés et des femmes musulmanes voilées de blanc et de noir n'a plus pour moi l'attrait du nouveau; la fabrique d'essence de rose est fermée en cette saison; et, pour occuper la journée, nous poussons jusqu'au monastère de Chipka.

Une bonne route de montagne, bordée tantôt de bois et de pâturages, tantôt de vergers et de champs bien cultivés. Au coin d'un bois, notre voiture s'arrête brusquement sur l'ordre d'une troupe de paysans armés de fusils et de bâtons. Il paraît

qu'un brigand redoutable s'est échappé cette nuit de la prison de Stara-Zagora. Le temps de constater que nous ne l'avons pas dans nos bagages, et l'on repart. Le plateau, maintenant, est dénudé, semé de monticules qui ressemblent à des *tumuli*. Il a servi de champ de bataille aux Russes et aux Turcs, à la fin de la guerre de 1877-1878. Quelques croix votives surmontent les ossuaires. Cinq coupoles d'or brillent au flanc d'une colline, et bientôt nous franchissons l'enceinte du monastère fameux.

J'avais déjà trouvé sur ma route maintes preuves du sentiment profond de reconnaissance et d'amour que les Bulgares ont voué et conservent aux Russes. A Sofia, c'était, en face du Sobranié, l'imposant monument dédié à Alexandre II, le tsar libérateur; dans les villes de province, les stèles et les colonnes funéraires élevées à la mémoire de ces médecins russes ou de ces volontaires qui vinrent, en 1912-1913, prendre du service dans l'armée bulgare. Enfin, sur les champs de bataille de 1877, ces ossuaires où se confondent les cendres des combattants bulgares et russes, et que les paysans de 1928 fleurissent avec autant de piété que leurs aïeux. Le gouvernement de Sofia prend des mesures rigoureuses contre la propagande de Moscou; mais on sent qu'il ne désespère pas de voir la Russie rentrer dans le concert des nations et rétablir son influence sur la politique européenne en général, sur la politique balkanique en particulier. « En France, me disait un homme politique bulgare, vous avez renoué les relations diplomatiques avec Moscou; mais, quand vous en avez eu assez de Rakowsky, vous l'avez flanqué à la porte. Nous savons fort bien que, si nous avions l'imprudence d'accueillir un agent des Soviets, nous n'aurions pas, le cas échéant, la force de nous en débarrasser. » Mais il ajoutait : « La rupture des relations diplomatiques n'implique ni l'ingratitude ni l'oubli. »

Nulle part cependant, l'amour fraternel qui unit les Bulgares aux Russes ne m'est apparu aussi vivement qu'à Chipka. On se rappelle le rôle décisif joué dans la campagne russo-turque par la position qui domine ce petit village, et les terribles combats qui s'y déroulèrent depuis le mois de juillet 1877 jusqu'aux premiers jours de janvier 1878. Au pied du célèbre « Nid d'Aigle », à flanc de coteau, les Russes ont bâti un monastère et une église. On voit briller de loin, au sommet de la

coupole majeure, la triple croix orthodoxe plantée triomphalement sur le croissant humilié.

Un guide m'offre ses services : un Russe, d'allure militaire, qui parle admirablement le français. Avant de me conduire jusqu'à l'église, il me montre la maison où cent vingt de ses camarades, émigrés comme lui, ont trouvé l'hospitalité; officiers et soldats vivent ici côte à côte et mangent à la même table; mais tous s'écartent avec respect devant le vieux général en blouse grise qui me souhaite la bienvenue. A côté de ces « invalides », voici l'orphelinat où sont élevés ensemble des garçons bulgares et des garçons russes, fils de soldats tombés pendant la Grande Guerre, des deux côtés de la tranchée...

Et nous montons à l'église. Le long du portique qui l'entoure, de larges plaques de marbre portent gravés les noms des officiers et le nombre des soldats russes et bulgares de chaque régiment, tués au combat de Chipka. La liste funèbre se prolonge à l'intérieur du temple. En quelques mots très simples, mon guide évoque les principaux épisodes de la lutte acharnée qui se déroula ici : près de deux cent mille morts. Puis il va chercher derrière l'iconostase les images précieuses, les orfèvreries, les *ex-votos* envoyés de toutes les contrées de la Russie au sanctuaire commémoratif. Cette plaque d'or où un artiste de Moscou a gravé, d'un côté la Nativité de Notre Seigneur, de l'autre l'image d'Alexandre II couché sur son lit de mort, fut donnée par le colonel d'un des régiments russes qui s'illustrèrent à Chipka; cette étrange icone, où le Christ est représenté sous les traits d'un paysan mongol, est un don de la secte des « Vieux Croyants ». Et voici les douze cloches de bronze et d'argent offertes à l'église par Nicolas II. Du haut du campanile, nous apercevons, éparpillés dans la plaine, les monuments aux morts. Mon guide contemple en silence le paysage chargé d'histoire; puis il me dit : « Parmi tous les émigrés russes dispersés à travers le monde, c'est nous, ceux de Chipka, qui sommes encore les moins exilés. »

La traversée des Balkans par le chemin de fer qui grimpe en lacets jusqu'à 1 300 mètres pour redescendre sur Trevna et Drenovo doit offrir en plein hiver, ou au cœur de l'été, des spectacles magnifiques. Mais nous sommes aux derniers jours de mars; d'épais nuages enveloppent les sommets; les torrents, grossis par la fonte des neiges, roulent des eaux boueuses parmi

les grandes futaies dépouillées. Le soleil ne daigne briller que vers la fin du jour, pour éclairer le val de la Yantra et les trois collines déchiquetées sur lesquelles Tirnovo étale ses ruines glorieuses et sa récente misère.

La capitale du second royaume bulgare, la « Cité des rois glorifiés », n'est plus aujourd'hui qu'une petite ville de 12000 habitants, malpropre et misérable. Il lui reste le prestige d'un site incomparable et de monuments insignes. Dans cette tour qui flanque la vieille citadelle et tombe à pic sur la rivière, le tsar Kaloyan laissa mourir de faim l'empereur latin Baudouin Ier, son prisonnier. C'est sur le parvis de la petite église Saint-Démètre, dont on ne voit plus guère que l'abside, que furent proclamées, à la fin du XIIe siècle, l'insurrection contre Byzance et l'indépendance du royaume bulgare. Les trois colonnes qui portent le plafond des Quarante-Martyrs rappellent, par des inscriptions grecques ou bulgares, les victoires remportées par les tsars sur les empereurs de Constantinople. Les dix-sept églises funéraires qui peuplent la colline de Trapesitza évoquent, dans leurs fresques, toute la vie d'une cour guerrière et pourtant raffinée. A Saint-Georges, à Saint-Pierre-et-Paul, Rome et Byzance ont mêlé leurs styles et leurs âmes. Et par-dessus tout cela, s'inscrit ou se devine la fureur du Turc, rasant les quartiers, défigurant les monuments et faisant de la belle Sainte-Paraskiéva une mosquée fortifiée.

J'ai voulu voir Arbanassi, l'Arnaut Keui des Turcs (village des Albanais), qui domine Tirnovo et fut, en des temps meilleurs, la résidence d'été de ses riches habitants. La décoration de quelques églises illustre curieusement la rencontre, en cette région, de l'art grec du Mont Athos avec les inventions plus réalistes des écoles roumaine et bulgare. Les hautes maisons fortifiées, à la mode albanaise, passent pour avoir été, sinon bâties, du moins aménagées et décorées par les grandes familles phanariotes, à qui elles servaient de relais et d'auberges, sur la route longue et peu sûre qui menait de Constantinople en Roumanie.

Avant de regagner Tirnovo, nous faisons halte au monastère Préobrajensky, qui abrite sous un haut rocher son cloître de bois et ses deux églises. L'higoumène, tout en nous offrant une collation de confiture et de café, nous parle avec une émotion sincère des malheurs de la Bulgarie. Cependant, pour

rentrer de Jérusalem, où il avait fait un pèlerinage, il a voulu traverser la Russie, puis les pays de l'Europe centrale, enfin la France et l'Italie. De tout ce qui fait l'orgueil des nations civilisées, le vieux moine n'a rien retenu, et il résume ainsi son long voyage d'après-guerre :

— Je n'ai rencontré partout que des malheureux.

L'INFLUENCE FRANÇAISE EN BULGARIE

S'il me fallait résumer en quelques mots les impressions recueillies au cours d'un voyage de quatre semaines, je dirais simplement que, par son travail, son endurance et son honnêteté, le peuple bulgare m'a paru non seulement digne d'un sort meilleur que celui qu'il dut à l'imprudence de ses dirigeants, mais encore très attentif à se le préparer. Les progrès accomplis en Bulgarie depuis cinquante ans sont considérables; combien ils eussent été plus rapides, si ce pays avait pu se développer tranquillement, à l'abri des influences et des intrigues étrangères! En entraînant la Bulgarie dans ce qu'ils appelaient « la grande politique », les hommes d'État russes et austro-hongrois ont bien failli la mener à sa perte. On peut soutenir sans paradoxe que, depuis l'indépendance, les vicissitudes par lesquelles a passé le royaume bulgare ont dépendu beaucoup moins de sa propre politique que de celle de ses voisins.

Le châtiment fut sévère; mais peut-être aura-t-il préparé la guérison et le salut. Libérée des deux influences néfastes qui pesèrent alternativement sur son destin, la Bulgarie semble aujourd'hui moins disposée à en subir de nouvelles. Si d'autres puissances aspiraient à reprendre le rôle que l'Autriche et la Russie jouaient naguère dans les Balkans, elles rencontreraient sans doute à Sofia une résistance plus forte et des complicités moins empressées. L'aide économique, les concours financiers dont elle a besoin, la Bulgarie les a sollicités par l'entremise de la Société des nations; et l'on devine, à quelques symptômes, qu'il lui déplairait fort de les obtenir au prix d'un vasselage politique plus ou moins déguisé. Elle se défie, et pour cause, de certains empressements gros d'arrière-pensées : elle ne s'en défiera jamais trop.

Ajouterai-je que, pour des raisons contraires, le peuple bulgare et ses gouvernants m'ont semblé enclins à regarder de

notre côté avec sympathie et confiance? Quoi qu'en puissent penser quelques diplomates plus nourris de roman que d'histoire, c'est une grande force pour un pays que de n'avoir pas de mauvais desseins. Ce lui en serait une plus grande que d'en avoir de bons et de les poursuivre avec continuité et méthode. Mais enfin la France, dans les Balkans, tire un premier bénéfice de sa politique parfaitement désintéressée ; et, sur ce point, ses anciens adversaires lui rendent justice, aussi bien que ses alliés. Les Bulgares sont les premiers à reconnaître que, durant la grande guerre, entre eux et les Français, la lutte ne cessa jamais d'être loyale. N'est-ce pas le roi Boris qui observait « que la réconciliation entre nos peuples fut, en premier lieu, l'œuvre des soldats » ?

Plus tard, à défaut d'une aide financière, que nos propres nécessités nous mettaient hors d'état de fournir, nous n'avons pas laissé d'offrir à la Bulgarie quelques concours précieux. J'ai entendu louer partout l'œuvre féconde accomplie sans fracas par M. Charrier, qui préside à l'établissement des réfugiés. C'est encore un Français qu'on a choisi pour gouverner la nouvelle Banque hypothécaire. Dans les pourparlers de Genève, la Bulgarie nous a toujours trouvés prêts à appuyer ses justes demandes. Et les hommes politiques de tous les partis m'ont avoué, à Sofia, que si la réconciliation devenait possible entre Serbes et Bulgares, Paris, d'accord avec Londres, en serait l'artisan le meilleur et le plus sûr.

Enfin j'ai pu constater, sinon toujours le progrès, du moins la permanence de l'action qu'exercent sur ce pays notre langue, notre culture et nos idées. Est-il besoin de rappeler qu'en Bulgarie, comme dans les autres pays d'Orient, les meilleurs ouvriers de l'influence française sont nos missionnaires et nos religieuses? Quel réconfort on éprouve à voir travailler ces Français et ces Françaises, à les entendre raconter gaiement leurs déconvenues, exposer avec entrain leurs projets et leurs espoirs, jamais découragés, toujours animés de la même confiance tranquille et robuste, dont l'objet n'est pas de ce monde, mais dont les effets se traduisent en action pratique et efficace! La guerre les avait chassés de ce pays, la paix les y ramène. Ils trouvent leurs œuvres ruinées, leurs maisons saccagées, leur matériel scolaire, leurs pauvres bibliothèques, formées au prix de tant d'efforts, dispersés ou détruits. Et ils se remettent

aussitôt à l'ouvrage. Tout en réparant la maison, on rouvre l'asile ou le collège; d'abord quelques classes, puis le cours complet. Peu à peu la clientèle se reconstitue et la jeunesse bulgare des deux sexes reprend le chemin des écoles françaises. Ce rétablissement à peine accompli, une nouvelle épreuve attendait nos religieux en Bulgarie : fort heureusement, le tremblement de terre ne leur a causé que des dégâts matériels qui, bien qu'importants, ne tarderont pas à être réparés.

Le gouvernement de Sofia, qui a conscience des services rendus par les instituts étrangers d'enseignement et d'éducation, se montre en général fort bienveillant à leur égard. On constate néanmoins, ici comme ailleurs, une certaine recrudescence de nationalisme, de plus grandes exigences en ce qui concerne la conformité aux programmes officiels, le nombre d'heures consacrées à l'étude de la langue et de la littérature nationales. La souplesse de nos religieux sait venir à bout de ces susceptibilités, et même s'accommoder de quelques tracasseries, dues le plus souvent à des agents subalternes. Somme toute, entre nos établissements et l'autorité bulgare, les rapports sont satisfaisants.

J'ai trouvé les Frères des Écoles chrétiennes à Sofia, où ils dirigent un collège et une école de commerce; je les ai vus à Roustchouk, installés depuis peu dans le bâtiment de l'ancienne école allemande, et faisant déjà une sérieuse concurrence à l'école allemande nouvelle. Les Augustins de l'Assomption réunissent dans leur grand collège de Plovdiv des enfants venus de toutes les parties du royaume. Leur musée scolaire (collections d'histoire naturelle), qui est célèbre en Bulgarie et que le tremblement de terre a épargné, s'enrichit chaque année de quelque série nouvelle, due le plus souvent à la générosité des Bulgares. Les mêmes religieux dirigent à Varna le collège Saint-Michel, dont les cours ne sont pas encore complets: provisoirement les élèves de Varna vont achever leurs études à Plovdiv. C'est que la difficulté du recrutement en France se fait terriblement sentir : à Plovdiv, à côté des religieux français, j'ai trouvé deux Belges, un Suisse, quatre maristes étrangers et quelques Pères bulgares, sans compter un certain nombre de Bulgares laïques, dont la collaboration est d'ailleurs très appréciée.

Les Sœurs de Saint-Joseph ont à Sofia un pensionnat de

mille élèves ; elles en ont un autre à Bourgas, qui réunit plus de deux cents jeunes filles de toutes nationalités et de toutes religions. La supérieure, qui a passé trente ans de sa vie au Pirée, me dit : « Nous avons un peu souffert, tout de suite après la guerre, des petites querelles entre Grecs et Bulgares. Aujourd'hui, l'élément bulgare l'emporte nettement. C'est un fait accompli : tout va le mieux du monde. » Voilà leur politique. A Varna, le collège des Dames de Sion compte quatre cents élèves. Les mêmes religieuses ont à Roustchouk un externat et un pensionnat très réputés. La première de ces maisons, dirigée par des religieuses en majorité autrichiennes, fait une large place à la langue allemande ; dans la seconde, de beaucoup la plus importante, instruction et éducation sont purement françaises.

Voilà pour l'enseignement primaire, secondaire et commercial. L'enseignement supérieur est représenté à Sofia par l'Institut français, que dirige avec activité et avec succès M. Georges Hateau, agrégé de l'Université. L'Institut comporte des cours fermés, réservés aux étudiants, des conférences publiques et des cours de vacances, tous également suivis. La plus grande salle est prêtée chaque dimanche à l'association qu'ont formée entre eux les anciens élèves de nos écoles. On y entend de jeunes orateurs des deux sexes discuter, en français, ces problèmes d'économie politique, de sociologie et de morale pour lesquels se passionne aujourd'hui la jeunesse bulgare. Derrière la tribune, sur le mur, je lis cette inscription : « Ici, on ne parle que le français. »

On sait les services rendus à notre influence en Orient par les écoles de l'Alliance israélite universelle. Malheureusement, les écoles juives de Bulgarie se sont détachées de cette organisation et ne ressortissent plus aujourd'hui qu'à leurs communautés. Nos collèges congréganistes y ont peut-être gagné quelques élèves ; mais, d'une manière générale, cette mesure a eu pour résultat de réduire sensiblement la diffusion de notre langue dans les milieux israélites de Bulgarie.

J'ai plaisir à noter que j'ai trouvé partout florissantes les sections de l'Alliance française. Il n'en existe pas seulement à Sofia et à Plovdiv, mais encore dans les villes de moindre importance, comme Bourgas et Varna. Le local comporte ordinairement une petite bibliothèque et une salle de réunion.

Dans la semaine, des professeurs bénévoles organisent des « cours du soir »; le dimanche, on se réunit pour danser, et pour parler français.

A Tirnovo, j'avais eu pour guide dans ma visite à la citadelle et aux vieilles églises, un homme modeste et courtois, qui s'était présenté comme « conservateur de la bibliothèque ». Chemin faisant, il m'apprit qu'il avait traduit en bulgare quelques-uns des romans les plus célèbres d'Alphonse Daudet et de Maupassant. L'espoir longtemps caressé d'un voyage en France et d'un séjour à Paris lui semblait désormais irréalisable, à cause de la dureté des temps nouveaux; mais il se consolait en lisant nos livres. Au moment de prendre congé, je lui demandai comment je pourrais reconnaître l'aide obligeante qu'il m'avait donnée. Il hésita un instant, puis il dit, presque timidement : « Si vous parlez dans un article de notre vieille ville, de ses monuments et de sa beauté, voulez-vous envoyer le numéro de la *Revue* à cette adresse : Alliance française, Tirnovo ? »

MAURICE PERNOT.

(A suivre.)

LE PORTEFEUILLE DE LAMENNAIS

La précieuse collection d'autographes qu'avait rassemblée le regretté M. Maurice Bucquet contenait plusieurs liasses de lettres adressées à Lamennais par les correspondants les plus divers.

De ces liasses diligemment classées, et mises à notre disposition par la très gracieuse obligeance de Mlle Bucquet, nous avons extrait un certain nombre de lettres que leur objet et l'éclat des signataires rendent dignes d'être publiées.

Durant la période de 1818 à 1827, nous assistons à l'ascension de l'influence de Lamennais. Le premier volume de l'*Essai*, publié en 1817, a été un triomphe : l'auteur n'est prêtre que depuis quelques mois, et déjà une partie de l'opinion publique s'incline devant lui comme devant le tribun de l'Église. Il parle haut aux feuilles gallicanes : Chateaubriand l'y encourage, et, de Berlin, lui témoigne l'admiration qu'éprouvent pour l'*Essai* les protestants eux-mêmes. Joseph de Maistre compare l'*Essai* aux écrits du grand siècle, et s'honore et se réjouit de ses points de contact avec Lamennais.

Le second volume de l'*Essai*, puis le troisième, provoquent à Rome des réserves : Joseph de Maistre agit en faveur de l'ouvrage; le nonce Macchi, à Paris, écrit à Lamennais une lettre bienveillante.

Voici le romantisme, dans la personne d'Hugo, qui rend hommage à l'auteur de l'*Essai ;* entre eux, c'est une amitié

qui s'ébauche; nous la connaissions déjà par le livre : *Victor Hugo raconté par un témoin de sa vie*, et par le volume de M. Christian Maréchal : *Lamennais et Victor Hugo;* mais les lettres que nous apportons aujourd'hui nous font pénétrer plus avant dans l'intimité des deux hommes. Une d'entre elles donne lieu de croire qu'au printemps de 1822, Hugo se préparait à faire ses Pâques : le détail a son prix pour l'histoire des idées religieuses du grand poète, auxquelles M. Pierre Dubois consacrait, en 1913, sa thèse de doctorat. L'amitié de Lamennais pour Hugo s'étend au livre des *Odes et Ballades* avec une « sollicitude » dont le jeune poète dit merci.

En 1824, où Lamennais a fait une apparition en Italie, ses correspondants s'appellent Charles-Albert, futur roi de Sardaigne, et Rodolphe de Maistre.

Sept ans plus tard surviennent des lettres d'un jeune homme qui semble s'offrir pour être dirigé, se disposer à être un pénitent; il parle de ses luttes intérieures, de ses faiblesses... C'est un document de tout premier ordre pour la psychologie du signataire; il a nom Sainte-Beuve. Sainte-Beuve, plus tard, écrivant à Hortense Allart, prétendait qu'il avait fait en son jeune temps, « un peu de mythologie chrétienne » : c'était là pour lui, ajoutait-il, « un moyen d'arriver aux belles ». Sainte-Beuve, — cela lui arrive quelquefois, — s'est calomnié ce jour-là. Il était, quoiqu'il en ait voulu dire, parfaitement sincère, et la meilleure preuve de sa sincérité se trouve dans ses lettres à Lamennais.

L'Avenir resplendit, puis s'éteint : les espoirs que Lamennais fondait sur le voyage de Rome expirent en déceptions, l'encyclique *Mirari vos* est publiée. Malgré cette catastrophe, voici, dans le courrier qui arrive à La Chesnaie, une lettre de Louis de Carné, le futur académicien, qui se présente en disciple; une lettre de Dœllinger, le célèbre théologien bavarois, qui encourage les projets scientifiques de Lamennais. Et tandis que Sainte-Beuve, continuant de se confesser, entretient celui-ci de son prochain roman, *Volupté*, des avertissements se rencontrent sous la plume de Vitrolles, qui met Lamennais en garde contre l'esprit de système, sous la plume du théatin Ventura, défenseur depuis dix ans des doctrines de l'*Essai*, et qui écrit à Lamennais: « Maintenant, plus que jamais, je crois à l'infaillibilité du Saint-Siège... » Lamennais, lui, a cessé d'y croire :

les lettres ultérieures de ses correspondants prendront acte du douloureux changement.

D'autres noms, — des noms tout nouveaux, — apparaissent, en 1834, parmi ceux des correspondants de Lamennais. Il est désormais, pour la France et l'univers, l'auteur des *Paroles d'un croyant* : une longue lettre de Béranger apporte à l' « aumônier de la grande armée des peuples » l'enthousiaste adhésion du « modeste fifre d'un régiment d'enfants perdus ». Liszt lui crie : « Tout l'avenir religieux et politique de l'humanité est en vous. » Buloz l'appelle comme collaborateur et prie Sainte-Beuve d'insister. Lerminier lui consacre un article dans la *Revue;* Quinet le félicite d'avoir « délié la langue de son époque ».

Mais Rome condamne les *Paroles*. Béranger, alors, qui aimait à se faire, suivant le mot de Saint-Marc-Girardin, « l'infirmier des grands orgueils brisés, le consolateur des grandes popularités détruites » (1), s'offre à être le Samaritain qui prendra dans ses bras Lamennais blessé ; Lerminier l'investit de « la papauté du génie » ; Liszt lui dit qu'il « ranimera tous les ossements desséchés ». Une lettre intervient qui crie : Soumission ! Elle est de l'abbé Combalot.

A travers tous ces orages, Lamennais s'occupe de Sainte-Beuve avec affection : celui-ci accueille avec une reconnaissante émotion le jugement du maître sur *Volupté*, et lui fait confidence du projet du *Port-Royal*.

Entre Lamennais et l'Église, la rupture est consommée.

1836 ramène Lamennais à Paris : cette installation marque dans son existence une nouvelle étape. La Chesnaie a perdu son solitaire ; il vient dans la capitale gagner sa vie comme publiciste. Une lettre presque filiale lui demande quand il arrivera : ce correspondant veut l'attendre, être là... Il s'appelle Liszt.

Et désormais le courrier rural qui dessert La Chesnaie n'apportera plus aucune lettre pour M. Félicité de Lamennais.

GEORGES GOYAU.

(1) Saint-Marc Girardin, *Souvenirs et réflexions politiques d'un journaliste*, p. 243.

LETTRES A LAMENNAIS

I. — AVANT LA CONDAMNATION DE « L'AVENIR »

De Chateaubriand

Le 6 novembre 1818.

J'ai pensé, monsieur l'abbé, que votre réclamation était inutile : ces gens-là ne valent pas la peine que vous vous occupiez d'eux; on ne verra plus votre nom dans le *Spectateur*, et ce journal est si inconnu que cela ne peut tirer à conséquence (1). Agréez, monsieur l'abbé, je vous prie, mon tribut d'admiration comme Français, et d'amitié comme Breton et qui plus est *Malouin*.

CHATEAUBRIAND.

De Joseph de Maistre

Turin, le 28 février 1820.

Monsieur l'abbé,

J'ai reçu avec beaucoup de plaisir et de reconnaissance la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser (2), au sujet d'un livre qui ne vous avait point encore été remis (3). Combien j'aurais désiré, monsieur l'abbé, avoir votre sentiment détaillé sur cet ouvrage ! Il me revient que certaines personnes de votre ordre se croient blessées par mes opinions, jamais on ne s'est trompé d'une manière plus déplorable. Il ne faut que des yeux et de la bonne foi, pour s'apercevoir, en lisant mon ouvrage, que l'Église de France n'a pas de plus sincère et de plus chaud partisan que moi ; mais je me plains d'elle-même à elle-même, et je lui montre à l'évidence comment en se cantonnant elle *s'inutilise* (comme on dit aujourd'hui) et

(1) Lamennais, ce même jour (6 novembre 1818), annonçait dans le *Journal des Débats* qu'il cessait sa collaboration au *Spectateur*, coupable, à ses yeux, d'avoir imprimé malgré sa défense expresse un vieil article qu'il avait consacré aux *Vies des Justes* de l'abbé Carron, et de n'avoir fait suivre d'aucune rectification un article de l'abbé Fayet, qui subordonnait le Pape aux évêques. (Voir Maréchal, *Lamennais, la dispute de l'Essai sur l'indifférence*, p. 119-122.)

(2) Lettre publiée aux *Œuvres complètes de Joseph de Maistre*, XIV, p. 365 (Vitte).

(3) Il s'agit du livre du *Pape*.

nuit à la cause universelle qui se nomme en grec *catholique*. C'est ce que j'aurais prouvé bien plus clairement si j'avais publié un cinquième livre, le plus intéressant peut-être, mais le plus dangereux; il est demeuré dans mon portefeuille en attendant que je voie si le déluge dure toujours, et si l'on peut lâcher la colombe. Je vous le répète, monsieur l'abbé (car j'espère que mon livre vous l'aura dit au moment où vous lirez ceci) : *Nous ne pouvons rien faire sans vous ;* mais cela s'entend *si vous voulez*, et, pour *vouloir*, il faut que vous permettiez qu'on vous dise certaines vérités.

Voilà encore un crime épouvantable, un forfait parisien qui retombe sur la nation (1). Infortunée nation, quand donc voudra-t-elle comprendre d'où vient le mal et d'où seulement peut venir le remède? Jamais, jamais la Révolution ne *sera tuée* que par le principe opposé à celui qui l'a produite. Maintenant, monsieur l'abbé, on ne sait plus ce qu'on doit craindre, ou plutôt ce qu'on ne doit pas craindre, — tout est possible. Cependant, monsieur l'abbé, ne perdez point courage : *Macte animo*. Poursuivez vos nobles travaux; en vérité, vous commettriez *un péché contre le Saint-Esprit*, si vous laissiez dormir d'aussi grands talents. Vos ouvrages, et pour le fond des idées et pour le style, appartiennent entièrement au grand siècle; il n'y a rien au-dessus de votre attaque formidable sur *l'indifférence religieuse*, mais je suis tout à fait de l'avis de ceux qui vous défiaient de faire un second volume, le premier est un ouvrage complet. Donnez-nous un démenti, ou bien entreprenez quelque nouvelle œuvre : le bon parti vous aura toujours une obligation égale, pourvu que vous ne jetiez pas la plume. Je ne connaissais rien de vous, monsieur l'abbé, avant la *contre-indifférence* ; quand on débute de cette manière on donne sa parole d'honneur pour de nouveaux chefs-d'œuvre, et dans ce siècle félon les honnêtes gens doivent tenir parole, plus que jamais. Je me ferai toujours une gloire d'appartenir à ce bataillon où vous servez avec tant de gloire. Agréez l'assurance de l'estime sans bornes et de la haute considération avec laquelle je suis, monsieur l'abbé,

Votre très humble et très obéissant serviteur,

Le comte DE MAISTRE.

(1) L'assassinat du duc de Berry (14 février 1820).

Du même

Turin, le 16 août 1820.

Monsieur l'abbé,

Comment pourrai-je vous témoigner assez ma reconnaissance pour le compte honorable que vous avez bien voulu rendre de mon ouvrage en différents numéros du *Défenseur*? Je ne puis attendre le dernier article avant de vous remercier. Vous êtes fait pour déterminer l'opinion, et ma vanité ne saurait oublier tout ce qu'elle doit à votre brillante plume. Quel plaisir pour moi, monsieur l'abbé, et quel honneur de me trouver avec vous en parfaite harmonie sur des points aussi essentiels! Ma grande ambition maintenant est de savoir ce que vous aurez pensé de certaines discussions *latérales* dont j'ai flanqué çà et là mon sujet principal. Qu'avez-vous dit, par exemple, de la servitude et de la vie moyenne des princes, d'abord en elle-même, et ensuite dans son rapport avec la religion (1)? J'ai grande envie que votre excellente tête accorde quelques instants à ces considérations qui ne sont pas tout à fait triviales.

J'ai reçu de Rome des observations importantes dont j'ai profité à la hâte. Les vôtres, monsieur l'abbé, arriveront trop tard, car la deuxième édition est commencée. Cependant, dites toujours! La revision me permettra probablement quelques corrections; je passe volontiers condamnation sur les expressions un peu trop *crues*; mais il faut considérer d'un autre côté que, lorsqu'il est question d'arracher les esprits d'une route battue pour les jeter dans une autre, il faut frapper de grands coups. On critique telle ou telle expression; mais l'on s'en souvient, et c'est de quoi il s'agit; enfin, monsieur l'abbé, j'ai fait et je ferai l'impossible pour faire disparaître les taches que je pourrai enlever *sans faire un trou* : excusez ce vulgarisme.

Je vous remercie de ce que vous m'apprenez au sujet de mes deux lettres imprimées dans le *Défenseur* et que je mettais sur son compte. Le petit brigandage de Rome me donne de forts soupçons sur le Brigand qui est fort aimable : *aimable*

(1) *Le Pape*, livre III, chap. 6 (J. de Maistre, *Œuvres*, II, p. 418-425).

ayant les deux genres et Brigand n'en ayant qu'un, la phrase demeure louche ; vous l'entendrez comme il vous plaira (1).

Vos Français, monsieur l'abbé, sont terribles lorsqu'ils copient. Ailleurs, quand on ne sait pas lire, ou qu'un manuscrit est mutilé, on le dit ou l'on place des points. Les Français font mieux ; ils suppléent et vont en avant sans avertir. Dans un petit opuscule intitulé, *Essai sur le Principe générateur des institutions humaines*, etc., chap. LXIV, j'avais écrit : « *deux hommes surtout*, etc. ; » on me transcrit ce morceau en France et l'on ajoute entre parenthèses (Voltaire et Diderot) sans varier le caractère. Quel lecteur ne croirait pas que la parenthèse m'appartient? Cependant rien n'est plus faux, mais voici qui est plus comique. Dans la lettre à une dame russe, j'avais écrit : *L'archevêque d'Épire envoyé par l'empereur de Russie*, etc. Le transcripteur ne sait pas lire ; au lieu de placer des points, il écrit : *l'Archevêque d'Empire*, ce qui fait, comme vous voyez, un fort joli sens (*Défenseur*, mars 1820, p. 77) (2).

Au reste, monsieur l'abbé, nous avons sur les bras des affaires un peu plus importantes que des fautes de typographie. Il faut nous réunir plus que jamais, il faut former la Tortue antique, et ne rien oublier pour escalader les murs de Poneropolis dont les habitants nous ont déclaré une guerre véritablement enragée. Il faut bien se garder de leur céder, d'autant moins qu'en vérité (mais pour l'amour de Dieu ne le dites pas) ils n'ont pas autant d'esprit que nous. Je voudrais bien voir qu'un de ces polissons m'apportât 300 pages in-8°, comparables (pour le talent, bien entendu) à votre *Indifférence*. Je l'embrasserais pour la beauté du fait seulement. *Mais cet heureux Phénix est encore à paraître*, et jamais nous ne le verrons.

Je suis mortellement impatient, monsieur l'abbé, de lire votre second volume ; incessamment j'aurai ce plaisir, mais nous avons été précédé par un amateur plus leste qui me fait battre du pied depuis sept ou huit jours mortels. Comment les libraires ne l'ont-ils pas? n'avez-vous point pensé à l'Italie? J'espère que dans ce second volume vous aurez été l'égal de

(1) Le *Défenseur* avait publié les deux lettres de J. de Maistre à une dame russe, lettres destinées à rester secrètes ; la direction du *Défenseur* les avait trouvées dans un petit recueil imprimé par un « ecclésiastique estimable » (*Œuvres de Joseph de Maistre*, XIV, p. 368).

(2) Joseph de Maistre, *Œuvres*, VIII, p. 154.

vous-même, et quand vous n'auriez pu, comme les malins vous le prophétisaient, atteindre à votre premier volume, le second pourrait encore être un excellent livre.

Macte animo! et c'est avec vous surtout qu'il faut ajouter : *Oculos ad sidera tolle!* c'est pour vous l'étoile polaire, le but de tous vos ouvrages, et c'est dans cette haute région que sont écrits tous les titres de votre gloire. Je tâcherai de vous suivre de loin : pourvu que je combatte avec vous, je me sentirai à l'aise.

Du même

Turin, 18 octobre 1820.

Monsieur l'abbé,

Votre démarche a parfaitement réussi à Rome, comme je l'avais bien prévu (1). Je vous transcris les mots d'un grand personnage :

Siccome la commissione, della quale V. E. mi onora colla pregiata sua del 15 settembre, esigerà qualche tempo per essere disimpegnata, penso che le sarà grato almeno che glielo accusi subito e l'assicuro che il bramato esame sarà fatto con tutta la possibile sollicitudine; a suo tempo ne avrà il sfogo. Qualunque sia per essere il risultato dell'esame, i sentimenti che esterna M. l'abbé de La Mennais non possono essere più lodevoli (Roma, 4 octobre) (2).

Vous voyez, monsieur l'abbé, que les dispositions à votre égard ne sauraient être meilleures; cependant, attendez-vous à quelques petits chagrins. Je crois incontestable que dans votre second volume vous êtes sorti de votre sujet ; il y a sur ce point un tel accord de sentiments parmi les meilleurs esprits de différentes langues, qu'il ne vous est guère permis d'en douter

(1) A la date du 6 septembre, Maistre avait écrit à Lamennais : « J'ai à Rome des amis importants, ou, pour mieux dire, *amis d'amis*, mais c'est égal, je vais écrire sur-le-champ, et je ne doute pas que votre soumission ne soit fort agréée. » (*Œuvres de Joseph de Maistre*, XIV, p. 236.)

(2) Comme la commission dont m'honore Votre Excellence par sa lettre du 15 septembre exigera quelque temps pour être remplie, je pense qu'il vous sera du moins agréable que je vous réponde aussitôt, et je vous assure que l'examen désiré sera fait avec tout le soin possible ; en son temps vous aurez le résultat. Quel qu'il doive être, les sentiments qu'exprime M. l'abbé de Lamennais ne peuvent être plus louables.

L'impulsion vous a mené trop loin, comme la balle partant d'une arme excellente continue sa route après avoir opéré son effet. Je serais mené trop loin si je voulais insister sur les objections élevées contre votre second volume, je n'ai qu'une chose à vous dire : « *Laissez dire* ». Vous vous êtes mis en règle Veillez à votre second volume, mettez-le en harmonie parfaite avec le premier ; puis dormez sur les deux oreilles et laissez dire. Il m'a passé une idée dans la tête, faut-il vous la confesser ? Pourquoi pas ? Si vous êtes conduit à défendre votre second volume, vous courrez le plus grand risque, parce que vous vous trouverez compromis avec les bases mêmes de toute vérité. Vous verrez combien il vous sera difficile d'embarrasser les autres sans vous embarrasser vous-même.

J'ai été enchanté, monsieur l'abbé, de m'être rencontré avec vous sur les questions les plus importantes. Sur les races royales, je vous prie d'y revenir, car il ne s'agit pas ici d'une thèse, mais d'un calcul. Prenez la plume, je vous en prie, et divisez les siècles par les règnes. Si le quotient vous donne un nombre excédant la vie commune, où serait le doute ? Voilà pourquoi je voudrais que les bons esprits remaniassent cette question. Celle des règnes protestants n'est pas moins importante. (1) Pensez-y un peu, je vous prie. Si mon grand ouvrage paraît, vous serez surpris des points de contact qui se trouvent entre nous.

Ce que vous me dites du prédicateur de Versailles est impayable ; si cet apôtre vient à lire mon écrit sur les fameuses libertés, il viendra peut-être me tuer à Turin ; je demanderai une garde.

De Chateaubriand

Berlin, le 13 mars 1821.

Ma femme me dit, illustre abbé, que vous êtes à Paris et que vous avez eu la bonté d'aller la voir : je vous en remercie pour elle et pour moi. Elle me dit encore que vous avez parlé ensemble de retraite : c'est le rêve de toute ma vie. Si je pouvais passer le peu qui me reste à vivre dans la société d'un homme

(1) Ces lignes font allusion à un passage du livre du *Pape* (livre III, chapitre 5. *Œuvres* de J. de Maistre, II, p. 424).

tel que vous, je regarderais ce bonheur comme la récompense de quelques combats en faveur d'une cause qui pour son triomphe a passé désormais de mes mains dans les vôtres. J'ai vu et connu le monde; j'en ai assez : je n'aspire plus qu'à mettre un terme à tant de courses et de fausses espérances. Cherchez-nous une solitude à l'abri des sots et des méchants, où je n'entende plus parler de ce misérable siècle, et je m'y enferme avec vous pour jamais.

Vous avez ici, comme partout, un grand nombre d'admirateurs ; même les protestants, que vous avez combattus, rendent hommage à votre supériorité. Jouissez bien de cette belle renommée que les hommes vous accordent, et dont la religion profite : personne ne la veut pour vous mieux que moi. Quand j'entends faire votre éloge, tout mon vieux sang breton bouillonne ; je ne manque pas de dire que je suis né sous le même ciel que vous, dans la même ville et à votre porte; comme s'il me revenait quelque chose de votre gloire en qualité de voisin.

Je vous embrasse, mon cher compatriote, et vous prie de m'écrire.

CHATEAUBRIAND.

Du même

16 juin 1821.

C'est moi, illustre abbé, qui me désole de n'avoir pu aller vous chercher : j'ai été aussi assez malade; l'air de Paris me fait autant de mal qu'à vous, et je voudrais aussi, comme vous, être à la campagne; enfin je voudrais vous ressembler en tout point. Je vais écrire au Père Gerbaud; mais il me semble que votre voix serait bien plus puissante que la mienne.

Admiration et amitié.

De Victor Hugo

Paris, 22 mars 1822.

Monsieur l'abbé,

Vous écrire serait pour moi une joie bien vive, si je pouvais espérer qu'en recevant cette lettre vous ne m'aurez pas oublié et qu'en la lisant vous m'aimerez encore; car vous

m'avez laissé cette douce présomption d'être peut-être un peu aimé de vous, et je n'y renoncerais pas aisément. L'amitié d'un homme tel que vous donne en même temps l'estime de soi-même.

Dans cette confiance que votre cœur ne peut changer à mon égard, je ne vous troublerais pas au fond de votre retraite et de vos travaux, si je n'étais tourmenté du désir d'avoir de vos nouvelles; je ne suis pas aussi tranquille sur votre santé que sur vos sentiments.

Après votre départ, je me suis présenté deux fois inutilement chez M. l'abbé Letourneur. Ayant appris de M. le duc de Rohan, dans la dernière apparition qu'il a faite à Paris tout récemment, que M. Letourneur était fort occupé à cause de ses fonctions près du Roi, j'hésitais à commettre une indiscrétion en me présentant à lui; cependant la douceur de parler de vous avec lui m'y aurait peut-être déterminé, si je ne me trouvais toup à coup forcé de m'absenter pour affaires pendant un temps indéfini, ce qui me forcera sans doute à réclamer le soin de quelque charitable et obscur prêtre campagnard pour la grande solennité qui s'approche (1). J'ai appris de M. de Rohan que M. Letourneur avait été assez bon pour se souvenir de moi et m'offrir encore le sacrifice du peu d'instants dont il peut disposer; c'est à vous que je dois tant de bienveillance de sa part, c'est vous, monsieur l'abbé, que j'en remercie, afin que vous l'en remerciiez; car c'est bien certainement pour vous seul qu'il fait tout cela.

Oh! quand serez-vous de retour? Quand nous rapporterez-vous à tous le fruit de vos longues et illustres méditations, et à moi, les entretiens si chers, si aimables et si profonds où

(1) La fête de Pâques. — Sur les rapports de Lamennais avec Hugo à cette date, voir Christian Maréchal, *Lamennais et Victor Hugo*, p. 27 et suiv. (Paris, Savaète), et Pierre Dubois, *Victor Hugo, ses idées religieuses de 1802 à 1825*, p. 340-365 (Paris, Champion, 1913.) Dès le mois d'octobre 1821, Lamennais avait écrit à un correspondant inconnu : « J'ai reçu la visite d'un jeune écrivain qui a déjà le fruit et qui aura la gloire. Mais ce n'est pas ce qui m'a doucement ému. M. Victor Hugo (c'est lui que je viens de connaitre) a l'âme la plus pure et la plus calme que j'aie rencontrée dans le cloaque de Paris. Il est confiant et simple, il m'a rencontré pour la première fois dans la maison même où il a vécu près d'une mère aimée. Cette circonstance a facilité nos premières paroles... Il donnera des ailes à la pensée catholique, que nos écrivains pieux trainent souvent sur les pavés et même dans les ruisseaux de la rue. » (Jean de Bonnefon. *L'Éclair*, 18 février 1902. — Feugère, *Lamennais avant l'Essai*, p. 290. Paris, Bloud, 1906).

vous m'introduisiez dans tous les secrets de votre âme et de votre génie! Pardonnez-moi de désirer la fin de cet éloignement qui pourtant sera sans doute si utile à ce qui périclite en France, la Religion et les Lettres. Je vous aime d'un attachement égoïste, je trouve encore plus de douceur à vous aimer qu'à vous admirer, parce qu'en vous admirant je fais comme tout le monde, tandis qu'il me semble que c'est mon privilège de vous aimer comme je vous aime, parce que c'est mon privilège de vous connaître comme je vous connais. J'avoue donc que je voudrais avoir encore maintenant pour moi quelques-unes de ces heures que vous consacrez à l'enseignement de votre siècle et de la postérité. J'aime encore mieux jouir de vous par vous que par un livre. C'est votre faute; pourquoi vous, qui êtes si au-dessus des autres par votre grand talent et vos grandes vertus, êtes-vous bon comme les autres et plus que les autres?

Adieu, monsieur et respectable ami, ajoutez à toutes les preuves de bonté que vous m'avez données celle de m'accorder quatre lignes sur votre santé et vos travaux, et veuillez croire à mon dévouement bien profond, à ma bien tendre vénération.

VICTOR-M. HUGO.

Ignorant encore quelle sera mon adresse de province, voici mon adresse de Paris : *A Paris, rue du Dragon, n° 30, faubourg Saint-Germain*. On m'enverra d'ici toutes mes lettres; d'ailleurs mon absence sera courte, j'espère (1).

Du même

Paris, 29 juin 1822.

Vos deux lettres (2), mon cher et illustre ami, m'ont pénétré de reconnaissance et de joie. Rien ne pouvait m'être plus sensible que les éloges indulgents dont vous voulez bien

(1) La réponse de Lamennais à cette lettre, datée du 26 mars 1822, et où Lamennais dit qu'il a toujours « envié le bonheur d'un curé de village dans les pays où le peuple est encore bon et simple », a été publiée dans *l'Amateur d'autographes* (juin-juillet 1879, p. 99. Voir Feugère, *op. cit.*, p. 292).

(2) Lettres du 26 mars 1822 (reproduite dans *l'Amateur d'autographes*, juin-juillet 1876, p. 99) et du 9 juin (reproduite dans *Victor Hugo raconté par un témoin de sa vie*, II, p. 58). Cf. Maréchal, *Lamennais avant l'Essai*, p. 292-293.

accueillir mon livre(1), si ce n'est la bienveillante sollicitude avec laquelle vous veillez sur lui. Quelle que soit la destinée de ce faible ouvrage, je serai heureux de l'avoir mis au jour, puisque je lui aurai dû de nouvelles et touchantes preuves de votre amitié, bien plus précieuse pour moi que toutes les adulations de la foule.

Je suis allé, comme vous paraissiez le désirer, chez M. de Saint-Victor, et je vous remercie vivement de me l'avoir fait connaître. Il vous aime, vous admire et vous honore : nous nous entendrons facilement. Il a été extrêmement aimable pour moi, je vous ai reconnu là, mon excellent ami, et j'ai bien senti que mes odes n'étaient pas ma seule recommandation près de lui. Il m'a du reste affirmé que votre demande aurait près du *Drapeau blanc* l'attention qu'elle méritait (2). A la vérité, je n'ai pas eu jusqu'ici à me louer des journaux royalistes. Sur sept feuilles qui m'ont annoncé, il y en a *quatre* libérales. Cela m'a semblé curieux. Qu'importe du reste ? Ne pensez-vous pas comme moi, cher ami ? Si un ouvrage est mauvais, à quoi bon lui mendier un faux succès de gazette ? S'il est bon, ne prendra-t-il pas tôt ou tard sa place par son propre poids, sans ou malgré les journaux ? En attendant, il est vrai, *esurit auctor;* mais qu'importe encore ? Ne vaut-il pas mieux souffrir dix ans que s'avilir une heure ? Qui sait mieux tout cela que vous, mon noble ami ?

A propos des *persécutions* littéraires que vous avez si courageusement subies, j'ai lu avec une vive joie dans plusieurs journaux que Rome avait approuvé tout ce que des aveugles ou des envieux condamnaient dans votre admirable livre. Il me semble que vous auriez dû depuis longtemps recevoir cette sanction du Suprême Pontife, qui ne fait que précéder celle de l'opinion. Mais les hommes se mêlent à tout sur la terre.

Ce que vous m'avez écrit touchant la troisième partie de l'*Essai* m'a paru excellent; mais pourquoi ce plan vous éloigne-t-il si longtemps de Paris ? Je souffre de votre absence; et je suis trop égoïste pour que votre gloire même m'en console. Si

(1) Les *Odes et Ballades*.

(2) Voir, sur Saint-Victor, les pages de M. Louis Barthou en tête de la publication de Lettres de Lamennais à Saint-Victor dans la *Revue* des 1er et 15 novembre 1923. On y trouvera, au 18 juin 1822, une lettre où Lamennais demande à Saint-Victor que le *Drapeau blanc* parle des *Odes*.

elle se prolongeait, vous me verriez quelque jour apparaître dans votre solitude et vous demander avec la voix et le regard si vous aimez toujours celui dont vous vous êtes fait tant aimer.

Adieu, bien cher et respectable ami, le tendre intérêt que vous prenez à moi me fait un devoir de vous dire que j'espère voir mes affaires à la maison du Roi incessamment terminées. Adieu, quand donc reviendrez-vous? Si jamais j'étais heureux, pour que mon bonheur fût complet, il faudrait que vous en fussiez témoin.

Du même

26 juillet 1822.

Que vos lettres m'apportent de bonheur, mon cher et vénérable ami ! Elles versent dans mon âme quelque chose de votre paix, je n'ose dire de votre vertu; elles modèrent mes joies, comme elles consolent mes afflictions, et, ce qui est plus encore, elles me rassurent dans le découragement. Vous êtes parmi nous comme une tradition vivante de ces premiers apôtres, de ces premiers évêques qui, à la naissance du christianisme, témoignaient de Dieu devant les nations. Vous leur ressemblez : car vos paroles sont des bienfaits comme vos actions.

Je me représente quelquefois la félicité de votre retraite et je suis tenté de l'envier, quoique, je l'avoue, la félicité dont je me plais à parer mon avenir ne soit pas de cette sublime sphère. Je vous vois au milieu de ces anciens Pères de l'Église que vous méditez et que vous surpassez, travaillant en silence parmi les siècles passés au salut du siècle contemporain et à l'édification des âges à venir, puis l'écrivain profond et immortel redevient pour moi ce que je l'ai vu, l'homme doux, bon, indulgent, assez grand pour oublier son génie au sein de l'amitié. Alors je me demande s'il est bien vrai que je doive être encore dix-huit mois séparé de vous, et je confie aux événements le soin de m'amener vers vous ou de vous rapprocher, je n'ose dire de moi, mais du lieu où je suis.

Il me serait bien doux, cher ami, d'aller auprès de vous retremper mes forces pour tout ce qui me reste encore à sup-

porter de la vie. Vous m'armeriez de toutes mes armes et de toutes les vôtres, vous me donneriez des conseils pour cette partie mondaine de l'existence dans laquelle me manqueraient vos exemples, et vous auriez avec moi de ces tendres épanchements où l'on pourrait puiser de hautes inspirations; car des âmes comme la vôtre sont grandes, même quand elles descendent en apparence au niveau des autres.

Ce voyage qui me rendrait si heureux et dont je reviendrais si fort, je n'ose me le promettre. Vous savez comme les événements se jouent de nos prévoyances les plus sûres et de nos espérances les plus chères.

Adieu, mon illustre et excellent ami, écrivez-moi aussi souvent que vous voudrez me donner une joie pure et vraie, comme tout ce qui vient de vous. Je vous embrasse bien tendrement.

Du même

Paris, le 19 novembre 1822.

Il faut être encore plus indulgent pour le bonheur que pour le malheur, mon illustre ami ; depuis bien longtemps je me reproche chaque jour de n'avoir pas encore répondu à votre belle et touchante lettre (1), mais je pense que vous me pardonnerez. Je suis heureux d'un bonheur si pur, si vrai, si profond, et en même temps livré à des occupations matérielles si multipliées et si diverses, que je ne sais comment mes jours m'échappent. Et puis je songe à vous, si souvent et si doucement qu'il me semble que quelque chose doit vous en avertir dans votre retraite. Je me figure qu'il en est d'une pensée adressée à vous comme d'une prière adressée à Dieu; elle monte au ciel toute seule.

J'essaierais en vain, cher et respectable ami, de vous dire avec quel charme et quel attendrissement nous avons reçu, ma femme et moi, les vœux que vous faites pour notre bonheur. Je le lisais à la fois dans ses yeux et sur votre lettre. Un jour vous connaîtrez cet ange, que j'ose à peine nommer ma

(1) Lettre du 6 octobre 1822, où Lamennais parlait à Hugo de son prochain mariage (*Victor Hugo raconté par un témoin de sa vie*, II, p. 61).

femme, et vous concevrez si je dois remercier le ciel d'avoir obtenu une telle félicité avant la mort.

Permettez-moi de vous féliciter à mon tour de la nomination de monsieur votre frère à l'emploi de vicaire-général de la grande-aumônerie (1). Le beau nom qu'il porte est d'excellent augure pour le bien qu'il fera sans doute. Un jour, puissiez-vous vous-même être placé, pour l'avantage de tous, aussi haut dans la puissance que vous l'êtes dans la gloire, que vous l'êtes, mon illustre et vénérable ami, dans l'amitié et dans l'admiration de votre bien profondément dévoué,

VICTOR.

Mon Adèle me charge de vous exprimer toute sa reconnaissance pour votre douce et charmante lettre. Son cœur est pour vous comme le mien.

Avez-vous reçu le *Trappiste*, poème qui a fait ici sensation (2)? L'auteur, qui est un de mes amis (M. le comte Alfred de Vigny) et qui a beaucoup de talent, m'a dit vous avoir envoyé cet hommage de son admiration et de son respect.

De Charles-Albert

Racconigi, ce 7 juin 1824.

J'ai fort regretté, monsieur l'abbé, de vous voir partir si vite d'auprès de nous (3); car je me faisais une vraie fête de vous posséder dans notre solitaire séjour; vous m'avez à peine donné le temps de revenir du premier moment de joie, que m'avait procuré votre aimable visite; j'eus le loisir d'admirer votre caractère angélique, mais non celui de vous le dire, ni de vous exprimer mon admiration pour tout ce que vous faites continuellement pour la défense et le soutien de la religion; vos admirables ouvrages font le charme de ma solitude, et je ne me console de votre prompt départ, que par l'espoir que vous m'accorderez, à votre retour, une visite beaucoup plus

(1) L'abbé Jean-Marie de Lamennais, aujourd'hui béatifié. Voir Laveille, *Jean-Marie de Lamennais*, I, p. 393-394 (Paris, Poussielgue, 1903).

(2) Le poème se trouve dans les *Poésies* d'Alfred de Vigny, éd. Lemerre, p. 142-151.

(3) Un voyage de Lamennais, en mars-septembre 1824, le mena à Genève, Turin, Gênes, Rome et Naples (Feugère, *op. cit.*, p. 298-299).

longue. J'ose vous prier, à votre passage à Alexandrie, de remettre la lettre ci-jointe au comte de Maistre pour lequel j'ai une particulière affection ; je vous envoie aussi deux lettres pour Florence, dans le cas que vous désiriez connaître les deux personnes à qui je les ai adressé (*sic*) ; le comte Baldelli est, je crois, en Italie la personne la plus distinguée par son mérite que je connaisse, réunissant plusieurs grandes qualités et vertus : il s'occupe maintenant d'un ouvrage très important pour le bien de la Religion (1). Le comte Opizzone est aussi une personne d'un très grand mérite, qui possède un zèle peu commun. J'espère, monsieur l'abbé, que vous voudrez bien avoir un peu d'amitié pour moi, et me considérer toujours comme votre affectionné ami

ALBERT DE SAVOIE.

P.-S. — Mes compliments, je vous prie, à l'abbé Vuarin. Je me recommande particulièrement à vos prières.

De Rodolphe de Maistre

11 novembre 1824.

Je vous remercie, monsieur l'abbé, de vous être souvenu de moi, et de m'avoir donné des nouvelles de votre arrivée à Paris. J'attacherai toujours beaucoup d'intérêt à tout ce qui vous regarde et je serais bien heureux si ma correspondance pouvait vous offrir une portion de l'intérêt que m'offre la vôtre, mais le cercle où je m'agite est trop rétréci. Si cependant cette

(1) A la fin de 1829, le comte Baldelli, gouverneur de Sienne, envoyait à Lamennais le livre qu'annonçait cinq ans plus tôt la lettre de Charles Albert; et Lamennais l'en remerciait par une lettre du 18 mars 1830, que M. Rinaldo Baldelli-Boni a bien voulu nous communiquer : « Je ne vous dirai rien, lui disait Lamennais, de notre malheureuse France toujours de plus en plus agitée. Le germe des mêmes troubles existe partout. Quelque chose tourmente la société jusque dans le fond de ses entrailles. Est-ce la vie, est-ce la mort qui sera le résultat de cette crise terrible ? Nous l'ignorons. Mais je vois se préparer la plus grande épreuve que le christianisme ait encore subie. Ce qui me frappe particulièrement, c'est l'absence presque totale de réaction contre le mal. Nulle part de résistance, nulle part de combat ; aucun centre où se rattacher, aucune voix qui encourage et qui guide. Voilà ce qui m'effraie le plus. La vie semble éteinte là d'où la vie devrait partir. Je conçois que l'homme se sente faible en de telles circonstances et dans une pareille lutte ; mais est-ce donc qu'il ait oublié qu'au-dessus de lui il y a Dieu ! Il fut des temps où l'on calculait moins et où l'on croyait davantage ; s'ils renaissent jamais, le monde sera sauvé. »

Italie que vous avez si vite abandonnée, et surtout ce Piémont que vous avez à peine vu par la portière de votre chaise de poste, pouvait attirer votre attention, je me charge volontiers de vous instruire de tout ce qui peut mériter une prise en considération. Lorsque je reçus votre lettre, j'avais déjà lu celle que vous écriviez à notre grenadier huguenot, et les détails qu'elle renfermait m'avaient étonné et affligé : je n'en ai point tiré bon augure pour l'avenir, et en jugeant des hommes par leurs amis et par leurs procédés, il paraît qu'ils sont toujours emportés dans la même direction. Je serais bien aise, avant de mettre sous presse vos *Mélanges* (1), d'avoir votre avis pour savoir s'il n'y a point quelques articles qui ne nous regardent pas, le mariage, le droit de refuser l'inhumation et quelques autres; j'aurais peur, quelquefois, que ces articles ne fissent naître certaines idées dans des têtes qui ne seraient pas encore gangrenées; d'autres fois, il me semble que nous devons prendre les devants, et mettre la vérité partout, afin qu'il n'y ait plus de place pour l'erreur.

Je voudrais aussi que vous m'indiquassiez quels sont aujourd'hui les journaux qui ont une couleur décidée, qui sont tout de bon coquins ou honnêtes gens. Je ne trouve plus nulle part la sève royaliste dans toute sa verdeur. Les blancs se salissent, les noirs grisaillent, l'absence de caractère est leur seul caractère distinctif. M. de Villèle est devenu aujourd'hui comme le plat de langue d'Ésope, on ne sert que cela en en disant du bien et du mal, et ses louanges m'ennuient autant que sa critique. Pour moi, je l'ai jugé depuis plusieurs années, et aucun journal n'a ébranlé la persuasion où je suis qu'il est un habile banquier et rien de plus. La nomination des Évêques vous a-t-elle donné quelques espérances? Je l'ai lue avec attention et n'y ai trouvé aucun nom de ma connaissance, ce qui ne veut pourtant rien dire, sinon que je ne puis avoir une opinion sur cet objet.

Adieu, monsieur l'abbé, souvenez-vous qu'il y a toujours

(1) Il s'agit des *Mélanges religieux et philosophiques* publiés à la suite des *Réflexions sur l'état de l'Église en France*. Une édition en fut donnée à Turin, en 1825, en trois volumes, qui comprenaient également une étude de Louis Fr. Robiano de Barsbeek : *La violation des cimetières* : c'est cette édition que vise ici Rodolphe de Maistre. Voir le savant travail de M. Guido Zadei, *L'abate Lamennais e gli Italiani del suo tempo*, p. 269 (Turin, Gobetti, 1925).

une cellule pour vous dans mon couvent de Turin et que vous nous ferez toujours honneur et plaisir lorsque vous voudrez vous y reposer le plus longtemps possible. M[me] et M[lles] de Maistre vous adressent leurs compliments empressés, et moi, monsieur l'abbé, je vous renouvelle l'assurance des sentiments affectueux de haute considération qu'une parfaite harmonie d'opinions m'a inspirés pour vous pendant le peu d'instants que vous nous avez accordés, et que je désire de tout mon cœur de cultiver chaque jour davantage.

J'ai l'honneur d'être, monsieur l'abbé,

Votre très humble et très obéissant serviteur.

Le comte DE MAISTRE.

P.-S. — Vous m'aviez dit deux mots, en passant, sur les nouvelles bases à donner à la science et par conséquent à l'enseignement du droit ; s'il paraissait quelque écrit sur cet objet, ou si vous vous donniez la peine un jour de développer cette idée, je vous serais bien reconnaissant de me mettre à même d'en recueillir le fruit. Vous avez aussi eu la bonté de me parler d'une nouvelle institution pour l'éducation de l'enfance, aussi bonne et moins dispendieuse que les Frères et par cela même plus adaptée pour les campagnes (1); pourriez-vous me fournir quelques détails là-dessus? Il n'est pas impossible que je me trouve à même de profiter de ce que vous voudrez bien m'apprendre à ce sujet.

Le prince de Carignan m'a chargé de vous témoigner ses regrets de ne pas vous avoir vu à votre passage. *Jubeo iterum valere plurimum.*

R. M. (2).

De Victor Hugo

24 décembre 1825.

Il faut, mon vénérable ami, que je vous remercie de votre belle réponse aux Gallicans, et comme ami et comme chrétien.

(1) Il s'agit évidemment des « Petits Frères » qu'avait fondés en Bretagne Jean-Marie de Lamennais (Laveille, *op. cit.*, I, p. 318 et suiv.).

(2) L'auteur de cette lettre est le comte Rodolphe de Maistre, fils de Joseph. Lamennais avait séjourné chez lui, à Turin, et avait été comblé de bontés par M[me] et M[lles] de Maistre. Il n'y a point de « meilleures gens », écrivait-il à son frère (Blaize, *Œuvres inédites de Lamennais*, II, p. 10).

C'est une bien vive joie pour moi que de vous voir ce jour sortir vainqueur de la lutte où vous prenez corps à corps ces colosses qui ne sont plus que des fantômes devant vous. Tous les chefs de partis sont bien peu de chose en présence du prêtre tel que vous le peignez, tel que vous le montrez; car votre tableau est votre portrait; votre logique puissante et serrée fait crouler en peu d'efforts le vain échafaudage de leurs raisonnements; et votre triomphe ne vous est doux que parce qu'il est celui de la Religion (1).

Je n'ai pu, cher ami, résister au plaisir d'être un des premiers à vous féliciter de ce bel ouvrage : excusez la précipitation de cette lettre en faveur de mon empressement et croyez à mon tendre et respectueux attachement, il vous est acquis pour la vie.

VICTOR.

P.-S. — J'avais tout à l'heure chez moi un *gallican* d'une haute portée et de bonne foi; la preuve, c'est que je lui ai lu votre brochure et qu'il s'est avoué vaincu (2).

Ma femme, qui ne parle jamais de vous sans attendrissement, se recommande, elle et sa Léopoldine, à votre souvenir.

Du même

7 septembre 1830.

Je ne veux pas, mon cher et vénérable ami, que M. l'abbé Gerbet aille vers vous sans un mot de moi. Il y a bien longtemps que j'ai cessé de vous écrire, et je m'en veux beaucoup; ce qui me réconcilie un peu avec moi-même, c'est que je n'ai jamais cessé de vous aimer. Il me semble même qu'en se taisant et en s'abstenant ainsi, cette amitié déjà vieille qui me lie à vous, est devenue plus vive, plus profonde, et s'est accrue en se concentrant. Personne, vous le savez, ne contemple avec plus de joie et de bonheur que moi la beauté de votre âme et

(1) Il s'agit de la publication du livre : *De la religion considérée dans ses rapports avec l'ordre politique et civil.* Cette lettre dut croiser une lettre de Lamennais à Hugo, écrite de La Chesnaie le 22 décembre 1825, et publiée dans Maréchal, *Lamennais et Victor Hugo*, p. 82-83.

(2) Il s'agit de la brochure de Lamennais sur le Procès du *Constitutionnel* et du *Courrier*.

de votre génie. Voici votre mission qui s'agrandit. Je vous bats des mains. Votre voie se rétrécissait de jour en jour, étouffée qu'elle était entre le misérable gallicanisme des vieilles sacristies et les folles vanités d'un clergé de cour et de places. Notre belle révolution d'ordre et de liberté a jeté bas tout ce qui obstruait votre chemin. Maintenant allez! il y a place et large place, il y a route et large route pour vous, pour votre libre catholicisme, pour vos saines réformes, pour votre alliance de l'Église et de la liberté dans l'avenir. Toute la jeune nation vous aime, vous admire, et sympathise avec vous. Mettez-vous à la tête d'un catholicisme libéral, et tous vous suivront... Tout ce qui se fait maintenant est beau, parce que c'est le triomphe de l'intelligence sur la force. Cette révolution de Juillet, c'est la victoire du pouvoir spirituel sur le pouvoir temporel. Or, ce pouvoir spirituel dont la direction appartient à l'Église, elle l'avait follement lâché pour prendre du pouvoir temporel : de là ses fautes, de là sa chute. Vous, mon ami, vous êtes resté grand, vous êtes resté prêtre. Vous n'avez rien voulu de la puissance politique, vous avez gardé, pure et sans alliage, la puissance de votre génie. Aujourd'hui vous allez user, comme prêtre, de cette belle part de pouvoir, de pouvoir spirituel, que vous avez conquise comme écrivain. Vous pouvez tout. Au temps où nous vivons, le génie est une papauté.

Adieu et aimez-moi toujours un peu.

V. H.

Vous allez nous arriver bientôt, n'est-ce pas (1)? Ma femme qui vient d'accoucher de son quatrième enfant se rappelle à votre bon souvenir et se recommande à vos prières.

De Sainte-Beuve (2)

Paris, mardi 24 mai 1831.

Mon cher monsieur de Lamennais, je ne puis tarder plus longtemps à vous remercier du bonheur que j'ai ressenti dans

(1) Sur l'entrevue entre Lamennais et Hugo, qui eut probablement lieu le 27 septembre 1830 et dont il est question dans *Victor Hugo raconté par un témoin de sa vie*, voir Maréchal, *Lamennais et Victor Hugo*, p. 134 et suiv.

(2) Sur les rapports de Sainte-Beuve et de Lamennais, on consultera utilement d'excellentes pages de M. Gustave Michaut, *Sainte-Beuve avant les Lundis*, p. 245-252.

mon trop court séjour à Juilly, et à vous témoigner combien ce que j'y ai vu et entendu de votre bouche a laissé en moi une profonde impression. J'attendais pour vous écrire plus au long que je fusse là-bas à Liége, mais mon affaire tardant toujours et la lettre de départ ne m'arrivant pas, je veux dès aujourd'hui me recommander à votre souvenir et à celui de M. Gerbet. Mon Dieu! comme on vit bien chez vous et auprès de vous! Quel calme propice à l'étude et à la méditation des hautes vérités! Comme les distractions frivoles et les fumées du jour sont loin et laissent au pur esprit ses libres facultés!

Allez! ce que vous m'avez lu et ce que j'ai senti en vous pratiquant a bien réveillé en moi tout ce que le christianisme avait pu autrefois m'inspirer de sentiments tendres et de respects soumis. C'est bien là la vraie et l'unique religion : il resterait seulement, et c'est là l'important et aussi le difficile, il resterait à en faire la règle de sa vie, l'arbitre souverain de ses habitudes et de ses penchants; mais dans les distractions, dans les séductions journalières de la vie même la plus simple qu'on puisse mener à Paris, la lutte entre une foi naissante et des penchants fougueux, des habitudes enracinées, n'est pas égale; il arrive alors qu'après quelques bonnes résolutions, quelques tentatives de sacrifice, on s'étourdit et que, rentré dans le tourbillon des plaisirs ou de la curiosité, on se croit presque heureux parce qu'on s'échappe à soi-même. Ainsi jusqu'à ce que la jeunesse nous manque! Ainsi jusqu'à ce qu'on ait tué en soi la foi et l'amour. Alors il ne reste que l'intelligence sans chaleur, un vide immense et un ennui croissant.

J'espère que je n'en viendrai pas là; mais j'aurais bien besoin de conseils et de secours presque continus; nul être n'est plus faible, plus mobile, plus livré que moi à l'intelligence curieuse et à la diversité des sensations. J'aspire à poser ma vie; et le moment où je pourrai y pourvoir au moins matériellement, — pour régulariser ensuite le reste, si je peux, — ce moment semble reculer toujours; c'est peut-être qu'il faudrait commencer avant tout par le moral. — Enfin, j'attends

(1) Lamennais répondait à Sainte-Beuve de Juilly, dès le 27 mai, en lui conseillant l'isolement du « tumulte étourdissant du monde » : la lettre a été publiée par Forgues, *Revue contemporaine*, 25 août 1885, p. 500. (Voir Feugère, *Lamennais avant l'Essai*, p. 331.)

toujours ce départ pour la Belgique ; s'il manque, que ferai-je? Je vous demanderai conseil alors !

Adieu, mon cher monsieur de Lamennais, aimez-moi, car je vous aime bien tendrement ; pensez à moi dans vos prières. Adieu, mille amitiés à M. Gerbet, à ces autres messieurs de Juilly.

SAINTE-BEUVE.

Victor va bien, mais sa pauvre femme est assez malade et d'une santé bien profondément altérée.

Du même

Paris, ce 2 août 1831.

Mon cher monsieur de Lamennais.

Il y a bien longtemps que je ne vous ai écrit et demandé de vos nouvelles; mais je vous assure, depuis cette dernière et si bonne lettre que vous m'avez écrite et que j'ai relue bien souvent, j'ai plus que jamais pensé à vous et à toutes vos paroles, à tous vos conseils. Dans l'état où était la Belgique jusqu'à l'élection de Léopold, j'ai cru qu'il fallait attendre, et depuis qu'il est nommé, j'attends encore ; je vis dans ma rue Notre-Dame des Champs, fort solitaire, ne voyant que très peu d'amis et passant une bonne partie de mes jours, seul, à travailler quelquefois, à rêver et penser beaucoup. Je suis tout à fait revenu au calme de l'intelligence, à la lucidité et à l'apaisement des idées. S'il y a encore une portion de moi-même en proie à des émotions peu harmonieuses, c'est qu'il y a dans ma vie des précédents accomplis dont les conséquences se poursuivent; c'est à mes yeux un devoir de les accepter; oserai-je vous dire que c'est parfois encore une douceur? L'essentiel, c'est que dorénavant la pensée religieuse ne s'éloigne plus de moi, et que même à cet état vague et flottant sous lequel elle m'environne, elle me pénètre de plus en plus.

Ce qui s'use le plus vite en nous, c'est la volonté, me disiez-vous : je sens bien profondément cette trois fois vraie vérité. Je n'ai jamais su vouloir que sous l'influence aiguë d'une passion, d'une colère, d'un désir, et non pas vouloir d'une volonté calme et fervente, résignée et obstinée. Pourtant le

calme extérieur, la solitude, certaine manière habituelle de voir et de juger les choses, tout un ensemble bien ménagé de précautions dans la conduite est capable de développer en moi une volonté d'abstinence et négative en quelque sorte, qui est déjà un grand pas dans le bien. C'est ce que je remarque depuis ces trois derniers mois de demi-solitude; c'est ce que j'avais déjà senti en des temps antérieurs. L'idée de vous revoir, mon cher monsieur de Lamennais, m'est bien naturelle en ces dispositions, et j'y ai déjà pensé; on est si bien chez vous, et c'est un monde si à part, et si avant dans les choses spirituelles par l'atmosphère seule qu'on y respire et le silence recueilli qui y règne. Une circonstance particulière a réveillé ce désir. L'éditeur de la *Revue des Deux Mondes* m'a demandé de lui donner un article approfondi sur vous, sur vos doctrines (1); j'ai pensé tout de suite au bonheur que j'aurais à l'écrire près de vous. Il se passera pourtant un mois peut-être avant que je n'exécute ce dessein. J'ai voulu toujours vous en parler, et me rappeler à vous, à vos prières, à l'amitié de l'abbé Gerbet, dont le talent et l'âme sont si admirablement d'accord et dont la conversation m'était si douce. Adieu, dites, s'il vous plaît, mes compliments aux messieurs de Juilly.

S. B.

(1) Il s'agit de l'article : *L'abbé de Lamennais*, publié dans *la Revue* du 1er février 1832, et recueilli au tome Ier des *Portraits contemporains*.

(*A suivre.*)

LE PRINCE MAX DE BADE

DERNIER CHANCELIER DE GUILLAUME II

Dans quelques jours, nous allons célébrer le dixième anniversaire de ce 9 novembre 1918 qui marqua la fin d'une bataille sanglante de quatre ans et quatre mois, et qui signala l'écroulement de l'édifice imposant construit par l'architecte politique Othon de Bismarck.

En Allemagne, cinq semaines avant ce 9 novembre, au milieu du désarroi causé par une série ininterrompue de défaites, par la constatation chez les troupes d'un état d'esprit morbide, par la menace de la défection d'alliés précieux, un homme s'était dévoué qui avait pris le pouvoir pour sauver ce qu'on pouvait encore sauver. Il vécut des heures atroces, chaque jour lui apportant la preuve de l'irrémédiable débâcle. Descendant d'une Beauharnais, apparenté aux Hohenzollern, cousin du Grand-duc régnant de Bade, le prince Max de Bade était connu pour ses idées libérales; il aimait à les développer en dilettante et à fréquenter les diplomates et les hommes politiques et il connaissait bien l'étranger. Durant neuf ans, il a gardé un silence complet. Il a dû sans doute plus d'une fois éprouver la tentation de répudier toute responsabilité dans le désastre. Il se décide enfin à parler, mais après d'autres acteurs du drame, les Payer, les Scheidemann, les Erzberger; et il vient de donner, sous ce titre modeste : *Souvenirs et documents*, un livre très important sur la plus redoutable des querelles qui aient surgi entre les enfants des hommes.

Il n'avait jamais été un pacifiste, mais simplement un

homme réfléchi, dont le tempérament restait étranger aux violentes passions de la guerre et qui, dans sa situation, ne pouvait négliger le problème de la paix. Les espérances du début dissipées, il acquit la conviction que le salut de l'État exigeait aussi bien le maintien de la supériorité de l'armée sur le champ de bataille qu'une offensive morale et politique.

Les récits des prisonniers aussi bien que la lecture des journaux étrangers, prouvaient à quel point les nations de l'Entente étaient convaincues que l'Allemagne avait délibérément provoqué la lutte et qu'avec une implacable sauvagerie, elle combattait pour imposer son joug à un monde asservi. C'était cette idée que, selon lui, il fallait combattre. La violation de la Belgique avait soulevé l'opinion universelle contre l'Allemagne et avait armé des milliers d'hommes qui ne savaient rien des origines de la guerre. Sur ce point, il y avait vraiment unanimité chez les Anglais. « Si l'Angleterre veut conserver un peu d'honneur, disait, en 1916, M. Ramsay Mac Donald en plein parlement, elle ne saurait consentir à une paix qui comporterait la perte d'une parcelle de la souveraineté belge. » Le prince Max était pénétré du sentiment qui avait dicté la déclaration de Bethmann-Hollweg en août 1914 : « Nous avons mal agi, nous devons faire bien. » Il considérait comme nécessaire une formelle déclaration du Gouvernement allemand qui impliquerait le rétablissement complet de la Belgique.

Ses efforts et ceux du groupe de partisans avec lesquels il travaillait à obtenir cette déclaration furent aussi vains que ceux qui avaient été tentés au début de 1917 pour éviter la reprise d'une guerre sous-marine sans restriction. Le chancelier Bethmann était bien d'accord avec l'auteur des *Souvenirs* sur presque toutes les questions ; mais il était trop faible et trop timide pour imposer sa volonté. Il continuait à remplir les devoirs de sa charge avec un prestige chaque jour diminué. « Je dois avouer, écrit le Prince, que les événements de janvier 1917 détruisirent chez moi toute estime pour les directeurs de notre destinée... J'étais frappé de la disproportion entre les considérations qui devaient mener les hommes d'État et les impérieuses nécessités que les militaires faisaient prévaloir. »

Ce qui accrut ce sentiment, ce fut la nomination de Michaelis qui, comme contrôleur des vivres, avait rendu de réels services, mais dont l'élévation ne fut qu'un expédient temporaire.

On sut bientôt à quoi s'en tenir sur sa médiocrité. Bien plus, il se déclarait annexionniste au moment même où le Reichstag votait la résolution d'une paix sans annexions. Et il s'opposait à toutes les mesures susceptibles de rendre plus démocratique la constitution impérialiste, ce que les uns réclamaient pour des motifs d'ordre intérieur, les autres pour des raisons de politique extérieure. Alors les regards commencèrent à se tourner vers Max de Bade. « De tout côté, dit-il, le désappointement et la tristesse se faisaient jour. Rien n'était plus caractéristique de cet état d'esprit que la recherche à laquelle chacun se livrait du successeur de Michaelis. J'étais surpris et peiné à la fois de m'entendre à chaque instant poser cette question : « Accepterez-vous la Chancellerie ? » Je répondais par un sourire, mais je dois avouer que ces questions provoquaient chez moi un émoi dont j'étais moi-même surpris. » Le Prince quittait Berlin afin d'éviter jusqu'à l'apparence d'une intrigue, et le Grand-duc de Bade exprimait le vœu qu'en aucun cas son héritier ne fût amené à accepter des fonctions publiques.

L'opinion en Allemagne était de plus en plus déroutée. Une occasion unique fut perdue, lorsqu'en août 1917, le Pape insista pour obtenir une claire déclaration concernant la Belgique. Le ministre Kuhlmann ne voulut pas s'y prêter, la Belgique étant le meilleur atout de son jeu, et pourtant Ludendorff y consentait. Peu après, lorsque les différents partis émirent l'opinion que le chancelier devait céder la place, le Kaiser fut sollicité de prendre le prince Max, mais il répliqua qu'il ne pouvait choisir pour principal conseiller un cadet de famille princière. Le vieil Hertling fut installé à la Chancellerie et lutta en vain contre le flot tumultueux des événements. Il laissa sans réponse la lettre où lord Lansdowne réclamait une revision des buts de guerre des Alliés. Le prince Max, lui, y répliqua à la première Chambre de Bade, d'une manière détournée. Après avoir protesté contre la manière dont les Puissances de l'Entente faisaient l'histoire des débuts de la guerre, il s'efforça de convertir l'Allemagne à l'impartialité ; il l'engageait à opposer aux mensonges de l'étranger le culte du droit pur. Dans sa pensée, il l'invitait à fixer, devant le monde entier, la situation de la Belgique.

L'OBSTINATION DU GOUVERNEMENT ALLEMAND

La préparation de la grande offensive du printemps de 1918, loin de rendre superflu, dans l'esprit du prince Max, l'effort de la diplomatie, augmentait la nécessité pour l'Allemagne de faire connaître à nouveau ses buts de guerre, de manière à fortifier le front intérieur et à affaiblir la résolution de l'ennemi. « La force seule peut sauvegarder notre position dans le monde, mais le sabre est incapable à lui seul d'annuler l'opposition morale devant laquelle nous nous trouvons. Si le monde doit se réconcilier avec notre force, il faut qu'il sente que, derrière elle, il y a une conscience nationale. » On trouve ces lignes dans un long mémorandum intitulé *Éthique impérialiste*, rédigé au moment de l'offensive, présenté au Chancelier et à l'Empereur, et reproduit dans le livre du prince Max. Alors que tous ses compatriotes vivaient dans l'attente de la décision finale, il y exposait qu'une victoire complète était impossible; que les alliés de l'Allemagne défaillaient; que l'Angleterre ne transigerait pas sur la Belgique; qu'il y avait un moyen terme entre la victoire et la défaite; qu'une déclaration nette au sujet de la Belgique pourrait amener un ministère Lansdowne à des négociations de paix; que, si l'occasion actuelle était négligée, elle ne se représenterait jamais; qu'une offensive diplomatique devait se combiner avec l'offensive militaire; enfin qu'à la France on pourrait rendre Metz, moyennant une compensation coloniale.

Une démarche du prince Max auprès du comte Hertling resta sans résultat. Le Chancelier émit l'avis que toute concession sur la Belgique serait accueillie du côté des Alliés par des railleries; il professait au surplus à l'égard des deux chefs de l'armée une confiance sans limite, certain de voir leurs combinaisons aboutir à une situation d'où l'Allemagne tirerait tous les avantages. « D'ailleurs, disait-il, en manière de conclusion, nous nous sommes décidés pour l'offensive, et l'on ne saurait convertir les généraux à une déclaration sur la Belgique. » De ses entretiens avec les autres membres influents du gouvernement, le Prince emporta l'impression très nette que l'on ne comprenait pas à Berlin la situation comme lui et il quitta la capitale, mais pour se rendre à Kreuznach auprès de Ludendorff. Reçu

à la gare par le général, il ne tarda pas à constater que le chef d'état-major était plus disposé à discuter que les « civils » de Berlin ; qu'il ne s'inclinait pas aveuglément devant la destinée ; que, dans sa manière de s'exprimer, il se servait plus volontiers de l'expression « je dois » que de celle « je veux » ; qu'à ses yeux enfin une déclaration sur la Belgique précédant les offensives pouvait faciliter la conclusion de la paix. Cependant il déclara qu'entre l'Allemagne et la Belgique, il fallait organiser une étroite union douanière, puis, après un temps, il conclut en disant que Liége devrait être, au moins provisoirement, rattachée à l'Empire allemand.

Le prince Max quitta Kreuznach avec l'impression très nette que tout dépendait du gouvernement de Berlin. Le général Ludendorff, sans formuler un avis absolument négatif sur la question, ne semblait aucunement prêt à assumer une initiative.

Bientôt le Chancelier fut obligé de prendre la parole au Reichstag sur le sujet en question : « A plusieurs reprises, dit-il, il a été déclaré à cette place même que nous ne songions pas à garder la Belgique. Nous voulons, comme nous l'avons indiqué en répondant à la note du Pape d'août 1917, nous prémunir contre le danger de voir un pays avec lequel nous voulons vivre en paix devenir une marche d'attaque au profit de puissances hostiles et si, dans cet ordre d'idées, il nous venait quelque proposition de pourparlers des puissances adverses, par exemple du gouvernement du Havre, nous ne les repousserions pas. » Un pareil langage, déjà entendu, ne pouvait mener à rien : le Havre n'avait d'ailleurs aucune proposition à formuler.

Le discours du comte Hertling ne resta pas sans écho. Il fut commenté à la Chambre des communes et fournit à M. Balfour l'occasion d'une virulente intervention : l'homme d'État britannique rappela dans quelles conditions lamentables la Belgique avait vu violer sa neutralité, de telle sorte que la vague allusion à la Belgique risquée au Reichstag n'eut d'autre résultat que de ranimer l'indignation des Anglais, c'est-à-dire d'entraîner un effet diamétralement opposé à celui qu'avaient escompté le prince Max et ses amis.

A la même époque s'engageaient à La Haye des conversations purement officieuses entre M. Rosen, le ministre d'Allemagne, et un émissaire américain, au cours desquelles prenaient corps les idées du président Wilson sur la paix future ; et une

nouvelle lettre de lord Lansdowne pressait le chancelier allemand de faire connaître ses vues sur l'avenir de la Belgique. Le 18 mars, le comte Hertling prenait de nouveau la parole au Reichstag au sujet de la situation. Il visait les prétentions des Alliés et affirmait une fois de plus la valeur de l'armée allemande et la confiance du gouvernement dans son esprit de sacrifice. De la Belgique, pas un mot.

LA GRANDE DÉCEPTION

Les premiers résultats de l'offensive suspendirent forcément l'action du Prince et de ses amis. Un écrivain connu, officier distingué, revenant du front, se précipitait dans les bureaux du ministère de la Guerre et, se faisant l'écho de tous ses amis : « Soyez-en certains, camarades, la domination du monde nous attend ! » s'écriait-il. Le 2 mars, Hindenburg recevait la Croix de fer avec rayons d'or, distinction qui fut seulement conférée à Blücher après Waterloo. Et la bataille prit officiellement le nom de bataille de l'Empereur, — « bien malgré ce dernier », nota le prince Max. Le 1er avril, le haut-commandement envoyait au Reichstag ce message accueilli avec enthousiasme : « Les Anglais et les Français ne doivent pas croire que les nombreux sacrifices sanglants qu'ils nous ont imposés auront été vains. Avec l'armée, nous savons que le Reichstag comprend le vœu de ces braves, les fils les meilleurs du peuple, et qu'il s'emploiera à une paix allemande qui, seule, nous garantira contre la guerre. »

L'instant favorable était passé ; la voix des concessions fut étouffée par les acclamations que soulevaient les victoires de Ludendorff; mais la paix n'en était pas plus proche. Le prince Max était si peu ébloui de l'avance militaire que, le 19 mai, il s'adressait de nouveau à Ludendorff ; le général promit qu'il aviserait le Gouvernement impérial, avant la dernière offensive, de la nécessité d'envisager une politique de paix. « Arrêtez-vous, disait le Prince, gardez encore un atout dans votre jeu. »

Quelques semaines plus tard, un discours de Kuhlmann devait lui coûter sa situation : n'avait-il pas péché par excès de franchise en laissant entendre que les gouvernants allemands ne songeaient plus à dicter la paix ? Le nouveau secrétaire d'État aux affaires étrangères fut Hintze, un homme de second

plan qui continua, d'accord avec Hertling, à mener le vaisseau droit vers les rapides.

*
* *

Le 8 août 1918 fut marqué par la très grave défaite des Allemands à Albert : ce fut, d'après la propre expression de Ludendorff, un « jour noir » dans les annales de l'armée, et le Major Général fut aussitôt amené à la conviction qu'il fallait songer à la paix.

L'événement provoqua un Conseil de Couronne qui fut tenu le 13 août et auquel participèrent les principaux personnages civils et militaires de l'État « Le Chef d'État-Major général a défini la situation militaire sous cet aspect que la volonté de guerre de nos ennemis ne saurait être brisée par des actes de force, mais que l'objectif doit être, de notre côté, de briser cette volonté de guerre par une énergique offensive stratégique. » Et cette rédaction sibylline était éclairée par cet aveu du général en chef qu'il n'était ému ni par les pertes de territoire, ni par la supériorité en tanks de l'ennemi, mais bien par la ruine du moral du côté allemand. Par ailleurs, point de conclusion en ce qui concerne la question de la paix.

Le prince Ruprecht de Bavière, qui avait partagé le scepticisme de Max touchant les résultats de la grande offensive, parla alors de paix immédiate avec la restitution de la Belgique et la cession conditionnelle de la Lorraine à la France. De son côté, le prince Max mit en avant la proposition qu'un changement de cabinet ferait plus qu'une offensive de paix. Hertling resta inactif et pendant la deuxième semaine de septembre l'auteur des *Souvenirs* écrivit au Kaiser pour lui proposer ses services. « Personne, dit-il, ne peut supposer que l'ambition me pousse. » Le Kaiser répondit que ses idées et celles de Max de Bade étaient identiques et qu'il agissait dans le sens de la lettre du Prince.

L'échec du 8 août ne tardait pas à produire ses effets : en Autriche, l'impression fut désastreuse sur le moral déjà si déprimé des populations ; en Bulgarie, il déclenchait la capitulation complète ; en Allemagne enfin, il provoqua la démission de Hertling. Celui-ci fut provisoirement remplacé par Payer qui, en se récusant pour la chancellerie, recommandait Max de Bade. Le Prince est bientôt mandé à Berlin : en quittant la

grande-duchesse d'Anhalt, sa sœur, chez qui il se trouvait en villégiature, il exposa son programme, conforme d'ailleurs à ses déclarations antérieures : pas d'offre de paix, claire définition des buts de guerre avec quelques concessions à l'ennemi ; en revanche, déclaration impliquant la volonté absolue du Gouvernement de lutter jusqu'au bout, si on voulait imposer à l'Allemagne des conditions déshonorantes.

MAX DE BADE ENTRE EN FONCTIONS

Le nouveau chancelier entra en fonctions le 1er octobre : il ne devait y rester que jusqu'à la révolution du 9 novembre. Les mémoires de Payer, Erzberger et Scheidemann nous en ont dit beaucoup sur cette période, non moins que les papiers de Conrad Hauptmann, le Livre Blanc sur les Préliminaires et les Souvenirs de Ludendorff. Jusqu'à l'heure actuelle cependant, le voile qui cachait le principal acteur du drame n'avait pas été complètement tiré. A la lumière de ces pages, on sera renseigné jour par jour, heure par heure. C'est l'histoire d'un long cauchemar ; et l'auteur ne peut se dire qu'une chose : c'est qu'il a fait tout ce qui était possible dans une situation où tout échappait au contrôle du chancelier. « Il n'est pas trop besoin, pensait-il sans doute avec le Taciturne, pour se consacrer à de certaines entreprises, d'espérer le succès. »

Le prince prenait le pouvoir comme chef du premier gouvernement parlementaire placé sous le contrôle des partis de la majorité composée de catholiques, de démocrates et de socialistes ; mais le droit lui était refusé de choisir librement ses collègues. Ainsi il réclamait Ebert comme représentant des socialistes, et le parti lui donna Scheidemann. Il eût préféré à Erzberger tout autre représentant des catholiques : on le lui imposa ; il trouva une compensation dans la loyauté affectueuse de deux Wurtembergeois, Payer, qui resta vice-chancelier, et Haussmann ; et Solf qui avait collaboré à la campagne du prince pour l' « impérialisme éthique » devint ministre des Affaires étrangères. Les premiers jours d'orage et les premières nuits sans sommeil furent pour le nouveau chancelier marqués par une forte attaque de grippe : peu d'hommes d'État ont trouvé, dès le début, la coupe du pouvoir aussi amère.

Contrairement à Michaelis ou à von Hertling, le Prince

abordait sa tâche avec un programme sur lequel il avait beaucoup réfléchi : démocratie à l'intérieur, revision des buts de guerre et résolution de combattre à l'extrême les termes déshonorants d'une entente. « La dernière chose sur laquelle vous puissiez compter de ma part, c'est une offre de paix », disait-il en arrivant à Berlin. Ce fut précisément à cette décision qu'il dut se résoudre le 29 septembre ! Remis des craintes qu'il avait éprouvées après le 8 août, Ludendorff avait recouvré une partie de son sang-froid; mais sept semaines plus tard, il fut la proie d'une panique autrement forte. Et ce fut à l'instigation du Commandement suprême qui, la veille, était opposé à une pareille démarche, que le gouvernement se résolut à informer le président Wilson de son adhésion à ses propositions et sollicita une suspension d'armes.

Quelle était donc la situation au moment précis où le prince Max constituait son ministère ? Erzberger, le chef catholique, l'indique dans ses *Souvenirs de guerre*. « Le 1er octobre, on me montra, au ministère des Affaires étrangères, une série de dépêches du Grand Quartier général. Elles se résumaient dans ces télégrammes de Ludendorff : « Faire immédiatement la paix... » « Les troupes tiennent encore, mais nul ne peut prévoir ce qui se passera demain... » « Il est impossible d'attendre pour demander la paix qu'un nouveau gouvernement se soit formé : le front peut être percé d'un moment à l'autre. » Le général déclarait en propres termes : « Les armées ne peuvent plus attendre quarante-huit heures. Il faut absolument que la proposition parvienne au plus tard dans la nuit du mercredi au jeudi matin entre les mains de l'Entente. On ne peut attendre le jour suivant que si le prince Max réussit à former un gouvernement durant la nuit. » Hindenburg transmettait au vice-chancelier von Payer les mêmes informations. Le 2 octobre, un commandant attaché au Grand Quartier général exposait par ordre aux chefs de partis la situation militaire en leur indiquant qu'elle s'était transformée du tout au tout en quelques jours. On était dans la nécessité de « prendre une résolution vraiment pénible, de déclarer qu'il n'était pas possible d'espérer imposer la paix aux ennemis ». Deux faits étaient décisifs à cet égard : le nombre des tanks et, surtout, la question des réserves. Les dernières réserves allemandes étaient usées, et les alliés pouvaient, grâce à l'aide américaine, réparer leurs pertes.

Il n'y avait pas de temps à perdre et chaque jour la situation pouvait empirer.

A Berlin, le nouveau chancelier apprenait la décision inattendue, mais grosse de conséquences, à laquelle sans le consulter, puisqu'on ne savait s'il prendrait le pouvoir, s'était arrêté le gouvernement, et les considérations formulées par le Grand Quartier général auxquelles il fallait bien accorder tout crédit. Son premier mouvement fut un mouvement de retraite. Son programme politique était bouleversé, il déclara se retirer, et ce ne fut qu'après une lutte prolongée, c'est-à-dire après des entretiens téléphoniques avec le Grand Quartier général et une correspondance avec le grand-duc de Bade, qu'il se décida à rester. Il voulait avoir, par écrit, l'opinion de Hindenburg : ce dernier confirma l'avis de Ludendorff. Assailli d'objurgations aussi bien par les militaires que par ses collègues, le prince consentit, le 3 octobre, à signer cet appel inéluctable au président Wilson.

* * *

L'amertume de la démarche fut accrue par l'expérience des jours suivants : le front tenait bon et Ludendorff domptait ses nerfs. Mais, quand la publicité donnée à la demande d'armistice eut révélé à la fois à l'ennemi et au peuple allemand la situation de l'armée impériale, personne n'osa espérer qu'on pourrait repousser les conditions qu'il plairait à l'Entente d'imposer.

« Je crus arriver cinq minutes avant midi, écrivait le prince à son cousin, le grand-duc de Bade, mais il était cinq minutes trop tard. » C'était mal débuter et ce fut le destin lamentable du nouveau chancelier, non seulement de porter la responsabilité d'une démarche qui avait été prise sans son consentement, mais d'être dans l'impossibilité d'expliquer à ses compatriotes que nul plus que l'homme politique qui l'avait signée ne l'avait blâmée. Ses relations avec Ludendorff avaient été amicales, et, dans les premiers chapitres de son livre, le général apparaît moins politiquement intransigeant que dans d'autres publications; mais après le Conseil de guerre de Spa, le prince perdit toute confiance en lui. « Pour moi, il resta, jusqu'au 29 septembre, le grand chef, le grand homme. Ce jour-là, il y eut chez lui une défaillance tragique de ses nerfs, de son bon sens, de sa confiance dans l'armée. » Au

contraire, Hindenburg ressort de ce livre, ainsi d'ailleurs que des autres écrits sur la guerre, comme un patriote et un véritable homme de guerre.

L'auteur note en détail les discussions qui accompagnent l'accueil des différentes notes du président Wilson. Son intention était d'aller jusqu'aux limites extrêmes d'un compromis, mais de provoquer chez le peuple allemand un effort suprême, si les conditions de l'armistice étaient inadmissibles. Le Quartier général et la majorité du cabinet l'approuvaient; mais le courant qui poussait à la paix était si violent que le contrôle de son navire devait bientôt échapper au pilote.

LE DERNIER CONSEIL DE GUERRE

Le Conseil de guerre tenu à Berlin le 17 octobre fut certainement un des grands « moments » de l'histoire du gouvernement du prince Max. L'état d'esprit des hommes au pouvoir se révèle dans le procès-verbal de cette réunion. Le document a été publié *in extenso* : il met en scène, en même temps que le principal acteur du drame, la plupart des comparses.

Tout d'abord, Ludendorff exposa, sur l'invitation du chancelier, la situation militaire, et parla de l'évacuation de l'Ukraine. Quelles ressources militaires pouvait-on tirer de cette région pour les utiliser à l'Ouest? Quels produits le sol mettait-il à la disposition des autorités impériales? Sur le second point, le chancelier demanda tout d'abord si le transfert de forces importantes du front oriental au front occidental aurait pour effet de fortifier celui-ci. Ludendorff répliqua que ce serait le cas dans une certaine mesure, mais qu'il fallait mettre en balance les avantages économiques avec les dangers d'ordre intérieur. Le prince Max ayant demandé si les nouvelles troupes ramenées sur le front avaient une force de choc suffisante pour obliger l'ennemi à des négociations, la réponse du général fut négative : les troupes de Russie avaient perdu l'élan qui distinguait celles de l'Ouest. Le général Hoffmann qui, à Tannenberg, avait été le second de Hindenburg, exposa les ravages qu'au point de vue moral le contact avec l'élément mercantile russe avait exercés sur les troupes. D'après lui, le transport de soldats provenant d'Ukraine était encore matériellement possible; mais il faudrait derrière soi sacrifier vivres

et munitions. Vu l'état des voies ferrées et dans la pénurie du manque de matériel de transport, il serait difficile de tirer des ressources du pays. Pour exporter les récoltes de la région de Minsk, cinq cents trains seraient nécessaires; et ils n'existaient pas. Le général Ludendorff demanda, si on se retirait à la fois de l'est et de l'ouest, c'est-à-dire de la Belgique, de la Pologne, où l'on trouverait des vivres. Pas de réponse. « Tout s'écroule », dit-il simplement.

Le secrétaire d'État aux Affaires étrangères, invité à prendre la parole, indiqua que, d'après son représentant en Ukraine, ce pays était plein de ressources destinées aux armées. La valeur économique de la région était considérable; mais l'état moral en était on ne peut plus inquiétant. Aussitôt l'armée allemande évacuée, le bolchévisme ferait fureur et tous les possédants seraient exécutés.

La discussion sur l'Ukraine fut close par une déclaration du général Ludendorff portant que, si une rupture du front occidental était à la rigueur possible, il ne la croyait ni prochaine, ni probable. Le général ayant, au courant de la discussion, fait allusion à la nécessité de tirer les ressources en hommes de l'Allemagne même, le chancelier demanda au ministre de la Guerre Scheuch de formuler son opinion à ce sujet. Le ministre expliqua comment il pourrait composer une armée de 600 000 hommes, par fractions, successivement et en empruntant à diverses catégories de mobilisables au nombre desquels les ouvriers militaires.

On aborda la question, capitale à tous égards, du moral tant à l'armée qu'à l'arrière. D'après Ludendorff, l'annonce de négociations de paix avait produit un effet déprimant sur les troupes. En Belgique, on se demandait à quoi bon envisager la perspective de luttes nouvelles dans un pays qu'il faudrait bientôt évacuer. Devant Verdun, on dit que les sacrifices dont cette place a été témoin deviennent inutiles, puisque les Français réclament encore l'Alsace-Lorraine. Et à la maison, fit remarquer le sous-secrétaire d'État à l'intérieur, le moral est, depuis le début de l'été, devenu franchement mauvais. La faute en est aux permissionnaires qui racontent des scènes d'horreur, les unes fausses, les autres malheureusement vraies. Le mauvais esprit des hommes est venu longtemps de leur jalousie en voyant le régime alimentaire dont bénéficiaient les officiers. Le

ministre de la Guerre annonça que, si l'on tirait du pays des ressources en hommes, ces ressources n'amélioreraient point le moral de l'armée, tout au contraire. La longue durée de la guerre avait fatigué le peuple; l'échec de la guerre sous-marine l'avait déçu; la supériorité technique de l'ennemi, la défaillance des alliés de l'Allemagne et leur complète banqueroute, tout concourait à la dépression générale. Les travailleurs allaient répétant : « Plutôt une fin avec terreur qu'une terreur sans fin. » La viande était introuvable; s'il existait des pommes de terre, il n'y avait pas de wagons pour les transporter.

Le vice-chancelier Payer, tout en ayant l'intention de donner une note plus réconfortante, le fit en termes dubitatifs : « Quand arriva la première note Wilson, on se demanda : que se passe-t-il? » Et l'opinion commença à vaciller. Ce fut pis encore à la troisième. Mais on vit qu'il s'agissait de notre existence, et il y eut un sursaut à la pensée que, comme nation, nous pourrions, économiquement parlant, nous effondrer. On réfléchit. A la pensée que, si on ne tenait pas quelques semaines, on serait soumis à des indemnités écrasantes, on se ressaisit. Qu'on envisage la lutte : personne ne jettera son fusil dans les blés; et tout ne sera pas perdu. »

D'après le vice-président du ministère prussien, il importait d'agir vite. On avait organisé une réunion des présidents de province, une autre des pasteurs de Berlin, une autre enfin des chefs des différents partis : nul d'entre eux ne savait pourquoi il était venu; tous se prenaient la tête : comment était-il possible qu'on fût tout à coup devant une catastrophe? Et l'on était invité à remonter les esprits...

Le chancelier, parlant alors des négociations de paix, fit remarquer que l'Entente s'efforçait de traîner les choses en longueur, ce qui devait inciter l'autre partie à les hâter. Ludendorff s'empressa de faire remarquer que tout renforcement du front fortifiait la situation du chancelier.

La question des stocks de pétrole ayant été soulevée, les deux ministres de la Guerre et de la Marine furent d'accord pour déclarer mettre en commun leurs ressources; mais ils constatèrent aussi que, si la Roumanie faisait défaut, la situation deviendrait vite difficile. De sérieuses économies sur l'éclairage étaient nécessaires. Et, à propos de la Roumanie, l'on dut constater que, le jour où l'Entente pourrait soutenir de ses contin-

gents les troupes roumaines incapables actuellement d'agir seules, ce jour-là, il n'y aurait plus rien à tirer du pays.

On en vint au problème plus général du nombre de divisions allemandes à opposer aux divisions ennemies; mais on ne put qu'en supputer le nombre et formuler des hypothèses sur leur force : « Les unités allemandes sont squelettiques, celles de l'armée française comptent un peu plus d'hommes, mais moins cependant que les unités anglaises. Quant aux Américains, ils ont sur le front 1 200 000 hommes et au printemps 1919 ils en auront en Europe 2 300 000 : dans les estimations qu'ils formulent sur eux-mêmes, ils sont toujours véridiques. » L'hypothèse fut envisagée d'un retrait de l'armée allemande en deçà de ses positions du moment. Tous furent d'avis qu'une pareille mesure aurait des conséquences funestes sur son moral et sur celui des populations.

On ne se dissimula pas que la perte des ports flamands et la retraite imminente de l'Autriche pourraient rendre la guerre sous-marine particulièrement difficile. Les marins présents protestèrent et affirmèrent que ces événements seraient sans influence sur les opérations maritimes. Un ministre civil observa non sans malice que, si les chefs de la marine s'étaient félicités en voyant l'Amérique entrer en lice et avaient prédit la destruction de tous ses bateaux de transport, leurs espérances ne s'étaient guère réalisées.

Devant le langage quelque peu flottant du général Ludendorff, le chancelier, appuyé par le secrétaire d'État aux Affaires étrangères, réclama des précisions. « Si, dit-il, nous avions la certitude de ne plus repousser l'ennemi, celui-ci ne pourrait-il pénétrer dans le territoire allemand? C'est le haut-commandement qui a obligé le gouvernement à demander une suspension d'armes. » Le chancelier avait adressé une note dans ce sens au président Wilson, contraint et forcé de le faire; mais cependant il avait engagé sa propre responsabilité. « Les conditions du président sont connues : aussitôt la situation se trouve améliorée et l'on vient dire que l'on peut tenir quatre semaines, que tout va mieux. » Et M. Solf, le secrétaire d'État aux Affaires étrangères, ajouta : « Je me trouve devant une énigme : ce qui était hier impossible, devient possible aujourd'hui ».

Ludendorff, d'accord avec le ministre de la Guerre, ouvrit

une parenthèse pour défendre l'armée allemande contre ce qu'ils nommaient la calomnie. Les soldats ne se sont pas conduits brutalement : il faut le dire au président Wilson. « Trop souvent, les populations indigènes après le départ de nos troupes ont pillé, et leurs méfaits ont été attribués à nos troupes. Des papiers, des valeurs ont été restitués à leurs propriétaires, tous les objets d'art ont été centralisés à Valenciennes. Les objets religieux ont été placés sous la sauvegarde de l'évêque de Cologne. Quant aux meubles réquisitionnés, ils l'ont été pour l'usage des soldats qui étaient logés dans des baraques cimentées qu'il fallait bien rendre habitables. »

De toute la discussion qui se poursuivit et qui, ainsi qu'il est aisé de le constater, manqua singulièrement de précision, surtout lorsque Ludendorff entrait en scène, le chancelier dans son livre tire des conclusions de tous points défavorables au général : il rapproche son cri de détresse à la fin de septembre de ses affirmations présentes, plutôt optimistes, et il s'exprime sévèrement sur le personnage. Ce dernier au surplus ne devait pas tarder à disparaître : le 27 octobre, il était remplacé par le général Gröner, spécialiste des questions de chemins de fer et par suite appelé à rendre des services, dès que la retraite des armées serait décidée. Le Kaiser avait pris l'initiative d'une mesure à laquelle le chancelier ne put qu'applaudir.

* * *

Cependant un nouvel élément de trouble s'ajoutait pour le chancelier à toutes les complications dont le compte rendu du Conseil de guerre donne l'idée. Le président Wilson, dans ses notes, indiquait presque brutalement qu'il ne pouvait traiter avec le pouvoir de Guillaume II. Ses agents, ceux de Suisse spécialement, traduisaient cette pensée : « L'Empereur, disaient-ils, doit abdiquer. » Personne en Allemagne n'admettait qu'on achetât la paix au prix de conditions déshonorantes. Les membres du gouvernement comme les militaires pensaient, s'il fallait continuer la guerre, à une lutte éperdue pour la défense du sol national. Peu à peu, une troisième manière d'envisager la situation se dessina devant le désir formulé par le président Wilson de voir disparaître le pouvoir impérial. D'aucuns, et tout d'abord les socialistes, parlèrent de la disparition éventuelle de l'Empereur. L'autocratie avait été abolie par la

nouvelle constitution : que maintenant l'autocrate disparût, tout serait facilité.

Bientôt les socialistes ne furent plus les seuls à réclamer l'abdication. La bourgeoisie, par l'organe de la *Gazette de Francfort*, se ralliait à cette idée. D'abord, personne ne faisait allusion à la République. L'unique préoccupation était d'écarter le formidable obstacle à la paix que l'armée et le peuple allemand croyaient voir se dresser devant eux.

Il n'y a guère de pages plus dramatiques dans l'histoire que celles où le prince Max décrit les efforts tentés pour amener Guillaume II à l'abdication. Aux yeux du chancelier, l'idéal constitutionnel consistait en un compromis entre la quasi-autocratie à la Bismarck et l'effacement du roi anglais. Le Kaiser avait abandonné la plupart de ses prérogatives, mais il se refusait à devenir un roi fainéant. Dans les limites du régime constitutionnel qui furent envisagées par le Reichstag pendant le mois d'octobre, — et ce qui surprend dans les récits des historiens de cette période, c'est la place que, à la veille d'une catastrophe prévue par tous, les préoccupations de politique intérieure tenaient dans la vie de chaque jour, — le monarque avait encore la faculté de faire sentir sa personnalité. Max de Bade était monarchiste de naissance comme de conviction. Au moment où se produisait un mouvement irrésistible en faveur de l'abdication, il essaya de sauver le monarque et le trône : il comptait sans son hôte.

L'ABDICATION DE GUILLAUME II

Quand le Kaiser eut connaissance de ce qui se disait, de ce qui s'imprimait, et surtout du sens qu'il fallait donner aux notes du président Wilson, son parti fut vite pris : il songea à se rendre au Quartier Général.

Le 28 octobre, le prince chancelier s'était décidé à le saisir de la question de l'abdication : il pria d'abord le pasteur Dryander d'en parler au Kaiser. Le pasteur refusa. Puis le général Celius, arrivé de Bruxelles, notifia au prince Max, de la part du gouverneur général allemand, le baron de Lanken, qu'il était de toute urgence, pour le succès des négociations de paix, que l'abdication se produisît au plus tôt. Alors le chancelier eut l'idée d'adresser le général, en vue d'une audience

impériale, au ministre de la maison du roi de Prusse, le comte Eulenbourg. Le prétexte était trouvé : il s'agissait de la communication au souverain d'une lettre importante adressée au prince de Bade. L'intermédiaire se déroba. Ce même jour, Guillaume II répondit à une lettre du chancelier qui lui communiquait les lois votées récemment par le Reichstag pour modifier la Constitution : Guillaume approuvait tout, mais avec des considérations ampoulées où se lisait un clair refus d'abdiquer et qui signifiaient simplement : « Je veux rester à mon poste et collaborer loyalement avec le gouvernement. »

Ces pénibles pourparlers décidèrent-ils Guillaume II à s'éloigner de Berlin, à se mettre à l'abri de nouvelles tentatives et à vivre dans un milieu absolument acquis à ses idées de résistance ? On n'en saurait douter. Toujours est-il que, le lendemain à cinq heures, il partait pour Spa, à la vive surprise du chancelier qui apprenait la nouvelle par une voie indirecte et tenta vainement de prévenir une décision qu'il estimait malencontreuse. Il lui fut répondu que l'État-major général réclamait impérieusement la présence du souverain en vue d'organiser le grand mouvement en arrière qui allait être exécuté, et on lui assura que Guillaume II reviendrait dans trois jours.

Le prince Max, impuissant, se borna à formuler cette déclaration prophétique : « Si l'Empereur quitte Berlin, il n'y reviendra plus. » D'ailleurs, les amis de Guillaume II faisaient faussement dire au ministre de la Guerre qu'il ne pouvait répondre à Berlin de la sécurité du souverain.

La vérité est que, contrairement aux termes d'une lettre que le même jour l'Empereur adressait au chancelier en quittant Berlin, le Grand Quartier général n'avait jamais songé à inviter Guillaume II à venir lui donner ses conseils et que celui-ci avait personnellement, et sans consulter personne, pris une décision dont on faisait retomber la responsabilité : à Spa, sur le ministre de la Guerre ; à Berlin, sur le Quartier général.

Ces constatations devaient péniblement émouvoir l'esprit du chancelier : aussi, le 30 octobre, prit-il le parti d'écrire à son souverain une lettre, où, en faisant ressortir tous les inconvénients de son absence, il déclarait avoir l'intention de poursuivre seul les négociations de paix. Par le chef de son cabinet civil, l'Empereur répondit au chancelier. Sans la moindre allusion aux pourparlers en cours, il lui reprocha

vivement de ne pas avoir publié les réformes qui intéressaient la politique intérieure, et lui annonça qu'il recevrait sur ce point une prochaine communication.

L'intermédiaire choisi et le ton désobligeant de la lettre signifiaient la rupture entre le souverain et son chancelier. Celui-ci, profondément affecté, n'en poursuivit pas avec moins de courage sa lutte pour sauver la monarchie, sinon ses représentants trop compromis.

En se réfugiant au milieu de ses féaux, Guillaume II se rendait-il compte des sentiments dont il était l'objet de la part de son peuple? Chez les socialistes, on rappelait sa malheureuse apostrophe aux recrues de Potsdam : « Vous m'obéirez sans mot dire, même si je vous ordonne de tuer vos père et mère. » Un peu partout, on plaisantait sur la défection de l'allié Dieu dont le Kaiser invoquait la collaboration aux temps heureux et qui avait, depuis, imité l'exemple de certains alliés. Et que dire de ces *junkers* qui depuis des siècles avaient lié partie avec les Hohenzollern et créé la Prusse avec Frédéric II, l'Empire avec Bismarck? Leur silence était significatif. La Révolution au surplus ne devait trouver aucun d'eux en travers de sa marche. Le Seigneur de la guerre, le chevalier à l'armure étincelante ne trouve autour de lui que l'antipathie proclamée des uns, l'ironie des autres, l'indifférence du plus grand nombre.

Guillaume II considérait maintenant Max de Bade comme un adversaire. Le chancelier en eût souffert dans son autorité, si le départ du Kaiser avait produit quelque impression sur l'opinion publique; mais on en était arrivé à ce point que la seule question à l'ordre du jour était le renoncement du souverain à la couronne; et, comme le voyage à Spa laissait supposer qu'il y avait hésitation de sa part, l'agitation pour l'abdication se fit plus ouvertement que jamais.

Tout dépendait maintenant des socialistes. S'ils réclamaient officiellement l'abdication, et si leur demande était repoussée, ils se retiraient de la coalition et le gouvernement tombait. Or il n'y avait pas de majorité pour un gouvernement de droite; d'ailleurs le prince Max se refusait à gouverner sans le Travail organisé dont le concours lui était absolument indispensable. Il pria Scheidemann et Ebert, — qui exerçaient leur influence sur les social-démocrates, les indépendants, on dirait aujour-

d'hui les extrémistes, — d'éviter la demande d'abdication, et, si cela leur était impossible, d'ajourner une démarche formelle. Les leaders socialistes acquiescèrent à sa requête, et le temps ainsi gagné fut employé à chercher à persuader l'Empereur de sauver la monarchie en abdiquant.

On n'obtint rien. Les deux hommes qui auraient pu agir efficacement étaient paralysés : le prince Léopold, beau-frère du monarque, se récusa au moment même de monter dans le train qui chauffait pour Spa ; quant à Hindenburg, il refusa toute démarche de ce genre, dont le succès amènerait la dissolution de l'armée. Le chancelier, comme parent et ami, ne voulait ni conseiller au souverain l'abdication, ni trancher le nœud gordien par un acte qui eût ressemblé à un coup d'État. Sa conscience lui défendait de recourir à un autre moyen que la persuasion, et la persuasion devenait difficile surtout depuis que Guillaume II était à Spa. Jamais n'eut lieu cette entrevue sur laquelle comptait le chancelier pour gagner le Kaiser à la grande renonciation. Il fallut en venir à des arguments plus forts.

Dès le début de novembre, le général Gröner informait le Chancelier de la situation ; elle était désespérée : il était nécessaire de conclure un armistice dans les trois jours. La mutinerie de Kiel était le commencement de la fin ; les marins ne voulaient point entendre parler de la grande bataille navale à laquelle l'amiral Scheer les conviait. La rébellion soufflait sur tout le pays. Les chefs socialistes à Berlin se sentaient incapables de retenir leurs troupes. La révolution était inévitable, à moins que le Kaiser n'abdiquât. Le Kaiser, sous l'influence de son entourage, affirmait qu'il ne céderait qu'à la force ; et même quand, le 8 novembre, le chancelier lui eut téléphoné que son abdication seule épargnerait au pays une guerre civile, Guillaume ne répondit pas. Le 9 novembre, à 9 h. 15, on téléphone de Spa : une lutte s'engage avec les généraux qui font savoir à l'Empereur que l'armée ne le soutiendrait pas dans une guerre civile. A 11 heures, la nouvelle arrive que le Kaiser va abdiquer et que la formule sera connue à Berlin dans une demi-heure. Le délai annoncé passe : le secrétaire d'État socialiste Scheidemann donne sa démission ; les troupes jusqu'alors fidèles pactisent avec les socialistes ; un immense cortège d'ouvriers marche du nord de Berlin sur le centre de la

capitale; le chancelier cherche vainement à atteindre le monarque par tous les moyens : il fait une dernière tentative pour sauver la monarchie. Il annonce la renonciation du prince héritier et l'organisation d'une régence; il proposera au Régent la nomination d'Ebert comme chancelier et l'élection d'une Constituante au suffrage universel. Trop tard. Une députation conduite par Ebert demanda le transfert du pouvoir aux socialistes, et le prince ne put que transmettre à Ebert ses propres pouvoirs de chancelier. « A présent, dit-il, il nous faut nous occuper de la régence. — Trop tard », répliqua Ebert.

Le successeur socialiste de Bismarck lançait aussitôt deux proclamations. Aux citoyens allemands il annonçait : « Le chancelier Max de Bade, avec l'assentiment de tous ses ministres, m'a remis la gestion des affaires comme chancelier de l'Empire. » A tous les fonctionnaires et employés, il annonçait qu'un nouveau gouvernement avait pris la gestion des affaires pour préserver le peuple allemand de la guerre civile et de la famine. « Je sais, ajoutait Ebert, qu'à beaucoup il sera difficile de travailler avec les hommes nouveaux, mais je fais appel à leur amour du peuple. Un refus de collaboration dans ces heures difficiles livrerait la patrie à l'anarchie et à la misère. »

A deux heures, Scheidemann proclamait la République sur la rampe d'accès du Reichstag. Exactement à la même heure, arrivait l'avis de l'abdication du Kaiser comme Empereur; mais, en même temps, il réservait tous ses droits comme roi de Prusse. Maladresse sans portée. Les destins étaient accomplis.

Dans l'après-midi, le prince Max de Bade alla prendre congé d'Ebert, qui le reçut en lui disant : « Je vous demande instamment de rester comme administrateur de l'Empire. »

Le prince refusa.

« Près de la porte, écrit le prince, je me retournai et je lui dis :

— Monsieur Ebert, je confie l'Empire à votre cœur.

— Pour cet Empire, répliqua Ebert, j'ai perdu deux fils. »

A. Soulange-Bodin.

HISTOIRE D'UN HISTORIEN

AMÉDÉE THIERRY

1797-1873

II (1)

DE L' « HISTOIRE DES GAULOIS » A « LA VIE D'ATTILA »

PREMIER RAYON DE GLOIRE

Lorsque les trois volumes de la première édition de l'*Histoire des Gaulois* quittèrent les presses de Sautelet, Chateaubriand assemblait ses matériaux pour les *Études historiques*. Au faîte de la gloire, arbitre des réputations littéraires, il n'était pas, — l'ignore-t-on? — prodigue de ses louanges. Jaloux de son crédit, fier de sa renommée, il pesait l'encens à la balance de sa grande personnalité.

« J'avais commencé, dit-il, des recherches assez considérables sur les Gaulois; l'ouvrage de M. Amédée Thierry a paru et j'ai abandonné mon travail. Il était dans la destinée des deux frères de m'instruire et de me décourager (2). »

Ce témoignage de l'illustre écrivain consacrait un éclatant succès. Ce qu'il a dit et pensé, quand parut la *Conquête*, le public lettré le répète à présent des *Gaulois*. Jamais les origines de nos ancêtres, leurs mœurs, leurs institutions n'ont encore été fouillées d'un regard plus aigu; le rôle qu'ils ont rempli dans le monde, leur influence, leurs grandeurs, péné-

(1) Voyez la *Revue* du 15 octobre.
(2) *Études historiques*: préface, p. 119. Edit. in-12, 1831.

trés d'une plus sûre analyse. Parce qu'il avait au cœur l'ardent amour de son pays, l'auteur s'est montré vraiment un grand historien national. Journaux et revues savantes lui décernèrent l'éloge. A l'étranger l'*Edinburgh Review*, la *Gazette de Halle* font chorus. Du jour au lendemain, Amédée Thierry devient célèbre. Le nom des deux frères, si divers et si éminents, est dans toutes les bouches.

L'œuvre a vieilli, c'est incontestable. On y a relevé des erreurs. Comment en serait-il autrement? A l'époque où travaille Amédée Thierry, la numismatique et l'anthropologie gauloises n'existent pas. Les fouilles d'Alésia n'ont pas commencé. La Table de Peutinger, les inscriptions de la Gaule Narbonaise sont ignorées. Il n'aura qu'en 1840 à sa disposition la *Celtica* de Diefenbach; en 1846 les travaux de La Saussaye sur les *Monnaies des Éduens*. La science moderne n'a donc pas accepté certaines de ses inductions. Elle a refusé d'admettre, au sein de la race celtique, la dualité des Gaëls et des Kimris. Et les Cimbres sont des Germains. Le doute est la condition de l'histoire. On lui a reproché une critique insuffisante et d'accueillir trop facilement les assertions des écrivains antiques. Tels, Guillaume de Normandie, dans la *Conquête*, ses héros, Ambiorix ou Dumnorix, parlent souvent comme les Romains de Tite-Live ou l'Agricola de Tacite. Il s'est encore mépris en prenant pour un titre de fonction, le nom de Vercingétorix. C'est entendu.

Au demeurant, sont-ce là péchés véniels. Nul des grands travaux qui lui ont succédé : ceux des Alexandre Bertrand, des d'Arbois de Jubainville, des Luchaire, des Camille Jullian, pour ne citer que la science française, n'est venu ruiner la théorie maîtresse sur laquelle est fondée l'œuvre d'Amédée Thierry. Sa division des peuples de la Gaule n'a pas été touchée, ni sa conception hardie des migrations celtiques. Et comment ne pas rappeler qu'il établit, le premier, la distinction entre les branches détachées du tronc arien, du rameau germanique et du rameau gallique? Cette thèse, applaudie en Angleterre, enseignée à Oxford, un moment adoptée par Niebuhr, lui vaudra plus tard les attaques haineuses des docteurs d'outre-Rhin.

L'ouvrage était dédié « A mon frère Augustin Thierry ». Hommage rendu au modèle, à l'inspirateur.

Plus tard, son champ d'exploration s'élargissant, la manière

d'Amédée Thierry se transformera. Il ne lui suffira plus de retrouver les faits par la critique, de les enchaîner par le raisonnement. Il voudra remonter jusqu'à l'âme de ses héros, c'est-à-dire à la cause première des actes.

Mais, à ses débuts, le système historique qu'il adopte est celui d'Augustin, procède des mêmes origines, trahit les mêmes influences. Comme son frère, il appartient à l'école dont les principes fondamentaux sont l'étude des documents contemporains; la recherche de tous les traits empruntés à l'état social d'une époque, qui peuvent servir à reconstituer sa physionomie réelle et sa vivante image.

Toujours comme dans la *Conquête*, la théorie des races tient donc une place éminente dans l'*Histoire des Gaulois* (1). De même, y a-t-il une analogie frappante dans la conduite des deux ouvrages; leurs procédés de narration continue entremêlée de discours et de récits légendaires. Chez Amédée, le style moins souple, moins éclatant, moins coloré, en un mot moins « artiste » que chez Augustin, vaut surtout par la précision et la clarté. Jusqu'à sa mort, l'historien se préoccupera d'améliorer cette œuvre préférée, la corrigeant sans cesse, pour la tenir au courant de toutes les recherches, de toutes les découvertes.

UNE IDÉE DE JOUFFROY

Un grand malheur avait assombri la joie de ce triomphe. La catastrophe, si longtemps menaçante, s'était abattue sur Augustin Thierry. Aveugle, à demi paralysé, les médecins exigent son départ. Amédée, qui n'avait pas quitté le chevet du malade, n'hésita pas à l'accompagner en Provence.

Pourtant, de graves intérêts s'agitent en ce moment pour lui.

(1) Cette conception n'est point d'ailleurs particulière à Augustin Thierry. Elle est propre à tous les historiens romantiques. Même pour Guizot, l'Histoire de France s'explique tout entière par la lutte des races germaniques contre la race gallo-romaine. Michelet admet la race jusqu'aux Capétiens, où la nation commence. Fustel de Coulanges, le premier, a réagi contre ces théories. De nos jours, M. Jacques Flach admet encore l'existence d'un « groupe ethnique » qui peut être formé de plusieurs races unies par la « communauté de langues, de mœurs, de croyances, de sentiments et d'institutions traditionnelles ». Quant à M. Camille Jullian, il estime non seulement que les Gaulois formaient déjà une nation, mais qu'à l'âge du bronze, il n'y avait que des nations, les races n'existant plus dès cette époque.

Depuis leur rencontre au *Globe*, une étroite amitié, cimentée par des affinités naturelles, l'unit à Théodore Jouffroy. Du même âge à peu près (1), tous deux, sur des chemins différents, s'attachent pareillement à la « science de l'homme ». Ce que l'un applique à l'étude du passé, sert à l'autre pour analyser les éléments de son âme, les variations de sa pensée.

Demeuré très attaché à sa patrie franc-comtoise, Jouffroy est alors hanté d'un grand dessein. Il rêve d'établir à Besançon une université sur le modèle des universités allemandes, « où l'on rompît délibérément avec les vieilles méthodes qui consistent à fausser le sens et la couleur des événements anciens, pour justifier quand même la conduite du présent ». Tant qu'a duré le ministère Villèle, suspect au pouvoir, destitué par Frayssinous, il n'est pas arrivé à se faire entendre. Mais, à l'avènement du cabinet Martignac, la « sirène » dont on espère tant (2), Vatimesnil a remplacé l'évêque d'Hermopolis. L'ancien procureur du Roi a réputation d'esprit libéral, ouvert aux idées neuves. Comme dédommagement, il s'empresse d'octroyer à Jouffroy la chaire de philosophie ancienne à la Faculté des lettres de Paris. Celui-ci entreprend aussitôt le ministre. Son consentement obtenu, assuré de pouvoir faire « place nette », il écrit à Charles Weiss, « Franc-Comtois renforcé », choisi pour confident :

« Vous le savez, sans doute, mais gardez-en le secret : le ministre a promis de changer les professeurs actuels et de prendre nos hommes. Il n'y a pas de raison pour qu'il se dédise, car il est de tous celui qui a le plus d'ardeur pour les nouveautés. J'ai trouvé notre professeur d'histoire. Le succès a passé toutes mes espérances. C'est le frère de Thierry, Amédée Thierry, qui vient de publier le résultat de sept années de recherches : L'*Histoire des Gaules avant la conquête des Francs*... Amédée Thierry est sans contredit une des plus belles espérances de la jeune école historique. Il prend rang par son ouvrage à côté de son frère, à côté de Mignet et de Thiers. M. Guizot, qui m'a aidé à le décider, le regarde comme l'homme le plus fort que nous ayons sur les origines de l'histoire moderne... Il faut donner bonne compagnie à nos nouveaux professeurs, ils se soutien-

(1) Jouffroy est né aux Portels (Doubs), le 19 messidor, an IV.

(2) On sait l'apostrophe fameuse de Dupont de l'Eure au président du Conseil : « Tais-toi, Sirène ! »

dront l'un par l'autre. J'ai sous la main un garçon distingué, Sainte-Beuve, mon élève, celui de Dubois, un rédacteur du *Globe*, un poète, un garçon qui a le feu sacré et qui va publier une *Histoire de la Poésie française* au XVe et au XVIe siècle. Voilà le professeur qu'il faut mettre dans la chaire de littérature de la Faculté de Besançon (1). »

Sainte-Beuve ne se laissa pas convaincre. Pour Amédée Thierry, un obstacle en apparence insurmontable se présentait. Un professeur de Faculté doit être docteur ès lettres et l'historien des Gaulois, ses études interrompues en 1814, n'est pas même bachelier. « N'importe, déclara-t-il à Jouffroy, avant six mois, j'aurai obtenu mes grades. » Ce n'était pas une fanfaronnade. En dix jours, il enlève ses diplômes de baccalauréat, puis de licence ès lettres (2) et se met incontinent à ses thèses de doctorat (3). Il soutint l'une et l'autre (4) avec succès devant l'Académie de Besançon. Le 1er septembre 1829, Guillaume-Isidore, baron de Montbel, successeur de Vatimesnil, lui adressait le parchemin officiel.

A l'instant qu'il argumentait devant ses juges, Amédée Thierry se trouvait déjà leur collègue. Il avait d'abord occupé, en avril, une chaire municipale, s'était vu, deux mois plus tard, transféré à la Faculté. Un public nombreux se pressait à ses cours. « La salle, conte un témoin, était trop petite pour contenir tous ceux qui voulaient l'entendre. »

Quel cadre pour ce professeur de trente ans! Il enseigne dans l'ancien *oppidum* des Séquanes, près d'une voie romaine, d'un aqueduc, d'un Champ de Mars, d'un capitole! Il parle des études qui lui sont chères : de la campagne de César ouverte à Vesontio, de l'Empire, de la Gaule avant la conquête, de la Gaule encore après la soumission. Admirable sujet pour pas-

(1) 16 juillet 1828.
(2) 13 et 23 octobre 1828.
(3) Guizot le presse autant que Jouffroy : « Mon cher ami, je n'ai le temps de vous écrire que quatre lignes, envoyez vos thèses le plus tôt que vous pourrez; je prierai le Doyen de les lire tout de suite et vous aurez encore le temps d'être reçu avant la fin du mois. J'aurais dû vous écrire cela il y a huit jours; je ne l'ai pas fait. Mais rien n'en souffrira, si ce n'est vous qui vous serez impatienté. Adieu, ma femme va bien et sera bien près d'accoucher quand vous nous viendrez.

« Mille et mille amitiés. »

(4) Thèse latine : *De certitudine morali*. — Thèse française : ***D'Ausone et de la Littérature latine en Gaule au IVe siècle.***

sionner les esprits dans une ville à la fois celtique et romaine. Aussi, les « chers souvenirs de Franche-Comté » tiendront-ils toujours en son cœur une place d'élection.

SUR LA SELLETTE

Cependant M. de Vatimesnil n'avait pas fait « place nette ». Bon nombre d'anciens professeurs conservaient leur chaire à l'académie bisontine. Les principes de leur nouveau collègue les scandalisaient. Ne prétendait-il pas qu'on enseignât une histoire sincère, dégagée de tout parti pris, où le metteur en scène n'intervînt, comme dit Montaigne, que pour « serrer la maille du filet ». Montaigne, un incroyant! En outre, sacrilège inconvenance, il prononçait à l'occasion l'éloge des vertus païennes. Les dénonciations commencèrent.

Vatimesnil avait présentement d'autres soucis en tête. L'horizon politique s'assombrit autour du cabinet Martignac. L'ordonnance sur les petits séminaires vient de lui aliéner le clergé. Révolutionnaire aux yeux de l'extrême droite, il n'est déjà plus assez libéral pour la gauche.

Jouffroy, qui sent venir l'orage, prévient Amédée Thierry :

« Qui sait, mon cher ami, où nous en serons, politiquement parlant, quand nous nous promènerons sur les montagnes au mois d'août ?

« L'horizon est bien chargé. J'appréhende un ministère du coin droit ou un demi-tour à droite du ministère actuel. Tout ceci donne quelques chances à la loi historique de Mignet qui veut que toute dynastie restaurée tombe, ses préjugés ne pouvant s'accommoder avec les principes de la Révolution. Je suis bien las des longueurs de la politique. Cela me fait l'effet d'une pièce en quinze actes : c'est trop pour la mesure de patience que le ciel nous a départie. »

L'admirateur de Thomas Reid est bon prophète. Deux mois plus tard, ses craintes sont réalisées ; le « ministère du coin droit » au pouvoir. C'est le cabinet Polignac.

« Que faire sous M. de Polignac, gémit le désolé philosophe, alors même qu'on aurait de l'esprit? L'honneur d'être gouverné, pour un sixième, par un ministre franc-comtois (1) est

(1) M. de Courvoisier (1775-1835), né à Besançon, ministre de la Justice le 8 août 1829, démissionnaire le 19 mai 1830.

une faible compensation à l'absurdité d'une semblable administration, et si l'on pouvait chanter les roses, le vin et Lydie sous le régime de la Congrégation, le parti le plus sage serait celui d'Horace, quoi qu'en ait dit M. de Lamartine dans sa belle homélie à l'Académie française. Je ne fais cas dans le moment présent que de l'expédition d'Alger et s'il fallait un philosophe pour enseigner Kant aux descendants des Numides, je solliciterais avec ardeur cette mission et j'irais chercher la liberté de pensée chez les Barbaresques, à condition que l'autorité de M. Guernon de Ranville (1) ne s'étendît pas jusque-là et que les *ulémas* resteraient chargés de la partie philosophique et religieuse. Ah ! si vous saviez, mon ami, combien sont belles les vallées de l'Atlas, combien sont sublimes les scènes du désert, combien est touchante l'hospitalité des Bédouins, vous prendriez comme moi l'archevêque de Besançon, le séminaire de ladite ville, son maire, sa *Faculté*, son premier président et son nouveau préfet en dégoût, et comme moi vous voudriez émigrer en Afrique, aller instruire au Maroc ou à Tombouctou les Maures et leurs charmantes houris. Vous laisseriez l'avenir de notre cher pays dans les mains de X..., de X... et de X..., qui en prendront tout le soin possible et vous viendriez travailler à la civilisation de la belle Afrique. Ce parti vaudrait encore mieux que celui d'Horace, car ce n'est pas Horace qui veut, et il n'est pas donné à toutes les âmes de respirer à l'aise sous la feuillée, quand cette feuillée est à deux pas d'une ville absurde. »

A l'instant où Jouffroy écrivait cette lettre, les heures difficiles étaient venues pour Amédée Thierry. Ses collègues n'avaient guère compris son enseignement ; l'autorité ecclésiastique qui ne le comprenait pas du tout résolut de le supprimer. Clergé, magistrature, administration, au nom de la morale outragée, se liguèrent contre le scandaleux professeur. D'accord avec le préfet, vicomte de Beaumont, et le premier président de Chifflet, le cardinal-archevêque, Mgr de Rohan-Chabot, alla le dénoncer à Guernon-Ranville, sous quatre chefs d'accusation. Il avait employé l'expression de *caste sacerdotale* pour désigner les ministres du culte. Il croyait, avec Condorcet, à la perfectibilité de l'espèce humaine. Ses commentaires sur la *Loi*

(1) Ministre de l'Instruction publique depuis le 18 novembre 1829.

salique attentaient à l'ordre de successibilité au trône. Enfin il était criminel d'hérésie; un autre Jean Huss, un nouveau Calvin. Ayant exposé la tentative de saint Augustin pour accorder, au ve siècle, les sciences profanes avec l'idée chrétienne, il semblait, au mépris des Conciles, s'appuyer sur la *Cité de Dieu*, pour demander que notre sainte religion fût mise aujourd'hui en harmonie avec ces dernières.

Guernon-Ranville n'était pas un fanatique, mais c'était une âme timorée, affilié à la « Société des bonnes études », guindé jusqu'à son portefeuille par le tout-puissant appui de la Congrégation. Mgr de Rohan-Chabot ordonnait; sa robe rouge balaya les hésitations du ministre. Il fit mander à Paris celui dont on voulait la tête.

« Après une longue attente, a raconté plus tard Amédée Thierry, je me trouvai en présence d'un assez gros homme à lunettes, solennel et composé. Son accueil fut à peine poli. Sans m'inviter à m'asseoir, il défila contre moi un long chapelet de griefs, — je les connaissais déjà et pus les saluer au passage, — ne me laissant pas l'interrompre, imposant silence à mes protestations. Lorsqu'il me fut enfin permis de prendre la parole, enfoui dans son fauteuil, il mâchonnait une plume d'oie, manifestement ennuyé d'avoir à m'écouter.

« Je m'efforçai de répondre point par point aux accusations dont j'étais l'objet. Pour ce qui est des mots : caste sacerdotale, dont on me reprochait de m'être servi, je répondis que le fait était faux de la plus grande fausseté, parce qu'un historien qui connaît la valeur des termes ne dira pas plus que le clergé catholique forme une caste, qu'il ne dira que les brahmanes de l'Inde forment un ordre. Ordre et caste ne sont point des mots qu'on puisse échanger indifféremment. Et d'ailleurs l'un n'est pas plus injurieux que l'autre aux yeux de l'histoire. Tout au plus est-ce une question de grammaire et je renvoyai mes accusateurs au dictionnaire des synonymes.

« Quant aux opinions que j'avais exprimées sur la loi de progrès qui semble gouverner les hommes, je n'y contredis point. Comment l'aurais-je fait? Cette doctrine me paraît non seulement une idée philosophique consolante, mais un principe fécond de la science historique. C'est un flambeau qui conduit l'historien dans l'obscur labyrinthe des faits humains, de même que le principe des *causes finales*, si admirablement

exposé par M. Cuvier, guide le zoologue ou le botaniste dans l'étude des faits naturels. Comme principe moral, ajoutai-je, la perfectibilité devrait parler à toutes les âmes douces et bienveillantes : comme principe religieux, montrant la Providence toujours présente ici-bas, dans le développement de son ouvrage, elle devrait toucher les âmes pieuses ; comme méthode scientifique, elle devrait être comprise des esprits éclairés.

« Ici le ministre m'interrompit du ton le plus rogue : — Mais Condorcet, monsieur, dont vous avez prononcé l'éloge, l'abominable Condorcet qui a *presque* voté la mort de son roi (1) ! — J'aurais pu répliquer, ce qui était vrai, que j'avais maintes fois réfuté, dans ce qu'il a d'absurde, le système de l'auteur des *Progrès de l'esprit humain*, mais l'attitude blessante de M. de Guernon-Ranville m'avait agacé les nerfs. Je ne pus retenir une innocente malice et je ripostai tout à trac :

— Votre Excellence a, je crois, étudié les mathématiques. Or Condorcet était un grand mathématicien ; vous partagez donc son opinion sur la division ; vous procédez comme lui dans l'addition et la soustraction et il était conventionnel ! Le respect m'empêche de tirer l'effroyable conséquence...

Restait mon crime de lèse-majesté contre la loi salique, car le chef d'hérésie ne méritait rien qu'un haussement d'épaule. M. de Guernon-Ranville était grand-maître de l'Université ; je me bornai donc à le renvoyer au troisième volume de la collection in-folio de dom Bouquet.

« Lorsque j'eus terminé, le ministre tourna vers moi un visage glacé :

— Ceci, monsieur, est un plaidoyer quand j'attendais un engagement, celui de surveiller votre parole à l'avenir. Vous pouvez vous retirer ; je vous ferai connaître ma décision.

« J'étais fixé sur mon sort et n'avais plus de ménagements à garder. Je décochai ma flèche du Parthe. — Votre Excellence n'obtiendra pas la promesse qu'elle exige ; j'agirai contre ma conscience, mon enseignement est exact, sincère et juste. »

(1) On connaît la déclaration de Condorcet au procès de Louis XVI : « Toute différence de peines pour les mêmes crimes est un attentat contre l'égalité. La peine contre les conspirateurs est la mort; mais cette peine est contre mes principes, je ne la voterai jamais. Je vote pour la peine la plus grave dans le Code pénal et qui ne soit pas la mort. »

LA POIGNE DE M. DE PEYRONNET

La sanction ne se fit point attendre. Huit jours plus tard, Amédée Thierry était révoqué. Il avait eu le temps de donner sa dernière leçon. Sa péroraison souleva des tempêtes. J'emprunte, en l'abrégeant, le récit d'un journal contemporain · *l'Impartial de la Franche-Comté*.

« Le professeur, d'une voix altérée, adresse ses remerciements à ses auditeurs habituels, à la société bisontine tout entière et termine par ces mots :

« Le Dante, conduit par Virgile, parcourait les cercles les plus reculés de l'enfer. Dans un recoin obscur, enveloppé d'une atmosphère pestilentielle, il aperçut quelques damnés florentins qui avaient joué un rôle funeste dans les malheurs de la patrie, un rôle coupable dans les malheurs du poète. Il avait peine à les reconnaître, et se tournant vers Virgile : « Maître, dit-il, qui, sont ces hommes? — Que t'importe, lui répondit Virgile : la justice et la pitié les dédaignent également. Ne m'en parle plus, mais regarde et suis ton chemin. »

« Et moi, messieurs, si, dans une petite cause, il m'était permis d'invoquer de si grands noms, je vous dirais : que nous importent ces hommes? qu'importe à la vérité, à ma conscience, au souvenir sans tache que je désire vous laisser, quels hommes m'ont poursuivi et calomnié ? N'en parlons plus et prenons toujours le droit chemin. »

Ce que taisait la feuille libérale, c'était le beau tapage qui avait suivi. Exaspérés par l'allusion, les « sicaires » de la préfecture et de l'archevêché avaient voulu se précipiter sur l'orateur. Ses partisans l'avaient défendu. On s'était gourmé, on avait échangé des horions. Un cortège d'étudiants s'était formé pour reconduire à son domicile la « victime du P. Loriquet ». Durant plusieurs jours, son logis fut envahi de visiteurs. Toute l'opposition s'y donnait rendez-vous.

Les protestations prirent bientôt un tel caractère que M. de Beaumont crut devoir consulter en haut lieu. M. de Peyronnet se flattait d'être un homme à poigne. Il ordonna l'arrestation d'un « factieux ». Elle ne put être opérée. Quand les policiers se présentèrent, Amédée Thierry, averti à temps, avait pu gagner au large, passer la frontière suisse.

Il fut se réfugier à Genève, dans cette famille d'Espine, qui, dix-huit mois auparavant, avait accueilli son frère. Là, tout en partageant la vie de ses hôtes, se liant avec Candolle, correspondant avec Mignet, avec Jouffroy, avec Guizot, il attendit les événements.

Bientôt, ils se précipitaient. Aux premières nouvelles de la Révolution, l'exilé se hâta de sauter dans la diligence. Arrivé à Paris, le 1er août, il ne put joindre Guizot que le surlendemain. Nommé d'abord à l'Instruction publique par la Commission municipale siégeant à l'Hôtel de ville, celui-ci venait d'être transféré à l'Intérieur. Une responsabilité formidable pèse sur ses épaules. Toute l'administration centrale et départementale est à changer, à renouveler de fond en comble. Il a déjà commencé cette besogne d'épuration qui doit entraîner la mise à pied de 76 préfets et 196 sous-préfets, de 53 secrétaires généraux.

Amédée Thierry arrivait un peu tard à cette curée toute chaude. Les meilleurs postes étaient déjà pourvus. A l'offre d'une préfecture que lui adressa Guizot, il répondit en demandant le Doubs. C'eût été une belle revanche. Par malheur, Besançon avait déjà reçu son titulaire. Il dut se contenter de la Haute-Saône. Le 7 août, il recevait son investiture officielle et partait aussitôt pour Vesoul.

UN PRÉFET DE LA RÉSISTANCE

Ce ne fut pas toujours tâche plaisante qu'administrer un département français entre 1830 et 1840.

Les hommes de Juillet, comme ceux de 1789, ont été de grands faiseurs de lois. Croyant, eux aussi, fonder un monde nouveau, ils entendirent le doter d'institutions durables. L'organisation de la France administrative est sortie presque tout entière de leurs mains. Loi municipale de 1831, loi départementale de 1833, loi Guizot sur l'instruction primaire, loi Montalivet sur les chemins vicinaux, lois du 3 mai 1841 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique et du 11 mai 1845 sur les chemins de fer, toutes étudiées avec le plus grand soin, discutées avec science et profondeur, ont survécu au régime qui les avait promulguées. Les grands bourgeois, leurs auteurs, ont ainsi préparé la transformation morale et matérielle du

pays, sans s'apercevoir qu'ils frayaient la route à la démocratie qui les dépossédera.

Par bien des côtés de son esprit, Amédée Thierry s'apparente aux Doctrinaires et ses opinions philosophiques sont encore à cette époque celles des libéraux de la Restauration. Il salua joyeusement le triomphe des idées qu'il avait naguère entendu défendre par ses amis du groupe *Aide-toi, le ciel t'aidera*, s'employa sans retard à le réaliser.

Le développement de l'instruction dans les campagnes, en particulier, éveille tout son intérêt.

Œuvre de Guizot, la loi du 28 juin 1833 est demeurée en France la grande charte de l'enseignement primaire. « Elle contient en germe, a dit Alfred Rambaud, tous les progrès de l'avenir et survit encore à nos révolutions. » Tout était à créer. Une enquête menée en 1832 révélait les faits les plus affligeants : l'ignorance des maîtres dont quelques-uns ne savaient pas lire, l'insalubrité morale et physique de l'école, un taudis presque toujours, souvent même une étable.

Aussitôt le préfet se mit à l'œuvre. Force bulletins insérés au *Recueil des actes administratifs* vinrent prescrire aux maires de faire connaître les besoins de leur commune, les ressources dont ils pouvaient disposer. Il entreprit une tournée de propagande, secouant l'indifférence des uns, réveillant l'apathie des autres. Parfois il trouvait des résistances à combattre. Le clergé montrait une méfiance extrême. Amédée Thierry prenait allègrement ses responsabilités. A la fin de 1834, il pouvait avec orgueil écrire à Guizot : « La Haute-Saône, mon cher ami, a gagné cette année 352 écoles et 11 040 élèves : *victrix causa diis placuit.* »

L'École normale d'instituteurs, entre autres, fut inaugurée à Vesoul, le 1er mai 1834, jour de la Saint-Philippe. « Cette création, constate un historien local, M. Louis Monnier, est le point de départ du développement de l'instruction primaire en Haute-Saône. On s'aperçut bientôt de grands progrès chez la gent écolière. L'année suivante, on entendit avec admiration le jeune Chaudey répondre imperturbablement à toutes les questions qui lui furent posées. »

Ce « jeune Chaudey » avait pour père le concierge de la Préfecture. Amédée Thierry lui fit obtenir une bourse au lycée. Il était, après une vie d'aventures, promis à un destin funèbre.

On sait comme Ange-Gustave Chaudey, proud'honien, proscrit de décembre, adjoint au maire de Paris, devait être fusillé sans jugement à Sainte-Pélagie, le 23 mai 1871, sur l'ordre assassin de Raoul Rigault.

En 1838, il y avait huit ans qu'Amédée Thierry administrait la Haute-Saône. C'était beaucoup, c'était peut-être trop. Il n'est point aisé de garder aussi longtemps la faveur publique. L'historien de la Gaule l'éprouvait depuis quelques mois. Les préfectures de Chartres et de Beauvais se trouvaient vacantes. Il se mit sur les rangs. Sous le régime du suffrage censitaire, les élections étaient le « pont aux ânes » de tout bon préfet. Celles de 1837 avaient tourné favorablement en Haute-Saône. Qui les avait obtenues pouvait se croire autorisé à réclamer cet avancement.

S'il en eut l'illusion, le réveil allait être brutal. Quelques semaines plus tard, en guise de promotion, Amédée Thierry recevait tout sec ce poulet ministériel :

Paris, 20 octobre 1838.

« Monsieur le préfet, par ordonnance rendue sur ma proposition, le Roi vient de disposer de la Préfecture qui vous était confiée.

« Je vous invite à vous rendre à Paris, où je dois conférer avec vous au sujet des nouvelles fonctions que le gouvernement du Roi désire vous confier. Recevez... etc... »

« Le Pair de France, ministre de l'Intérieur,

« MONTALIVET. »

LES RAISONS D'UNE DISGRACE

Quelles étaient les raisons de cette disgrâce ? Elles ne semblent pas douteuses, si l'on considère la situation politique en cet automne 1838.

Nous sommes en pleine coalition. Défendra-t-on la prérogative royale avec Fonfrède ; ou bien au contraire, avec Duvergier de Hauranne, la formule parlementaire : « le Roi règne et ne gouverne pas » ?

L'histoire des deux cabinets Molé est le tournant critique du règne. Durant trente mois, on voit batailler Louis-Philippe,

afin d'organiser un régime, où, soustrait à l'influence des maires de palais, il puisse exercer le pouvoir par personnes interposées. On voit, sous Thiers et sous Guizot, les deux fractions conservatrices de la Chambre s'user l'une et l'autre par l'ambition de leurs chefs, et ne réussir qu'à se partager en deux groupes ennemis. Il faudra encore un an, deux ministères, la quadruple alliance, la menace d'une guerre contre toute l'Europe pour trouver une solution durable, celle des sept dernières années : alors s'établit entre Guizot et le Roi un compromis qui, par leur aveuglement mutuel, amènera la Révolution de février.

Au lendemain des élections indécises de 1837, Louis-Philippe, ce « Louis XI honnête », est décidé à jouer sa partie. Il a renouvelé sa confiance à Molé, de grand nom, de grande intelligence, avisé, sagace, délié, acquis à ses idées, qui a promis de défendre ses chères « lois du cœur » (1). Celui-ci s'est débarrassé de Guizot, éliminant rudement les « épigones », Duchâtel, Persil et Gasparin. C'est la brouille avec les doctrinaires; la rupture avec Thiers et son parti. Dès lors, par l'alliance des deux centres, avec l'appoint de la gauche dynastique, s'organise la *lutte* contre le « ministère de laquais ».

Dans la guerre au couteau qu'il soutient presque seul, le président du conseil a contre lui l'opinion des préfets. Ils ne croient pas à sa durée. Pour la plupart, nommés par Guizot ou par Thiers, leurs patrons de la veille leur apparaissent comme ceux du lendemain. Ils hésitent à s'engager contre eux pour des chefs de passage, se montrent tièdes ou franchement hostiles. Au début d'octobre, méditant peut-être déjà la dissolution qu'il fera prononcer cinq mois plus tard, Molé résolut d'agir.

On ne disposait point alors aussi facilement des préfets qu'aujourd'hui. On les ménageait, on comptait avec eux. Ce fut donc un coup d'éclat, une véritable manifestation politique, lorsque 20 d'entre eux et 37 sous-préfets se virent soudain changés ou déplacés, certains admis à la retraite, plusieurs appelés à d'autres fonctions. Montalivet avait été chargé de dresser la liste noire. Il détestait Guizot, ne lui pardonnant pas de l'avoir, un an plus tôt, écarté du pouvoir. Joyeusement, il choisit ses victimes parmi les amis déclarés de « l'austère

(1) Les lois d'apanage et de dotation par lesquelles Louis-Philippe voulait augmenter la fortune de ses enfants.

intrigant ». Amédée Thierry se trouvait tout désigné et fut aussi l'une des premières.

Cependant, rentré en grande hâte à Paris, le préfet si brutalement remercié avait aussitôt couru au ministère. Montalivet le reçut froidement, éludant toute explication. En quittant la rue de Grenelle, Amédée Thierry était fixé : il ne devait compter que sur soi-même. Heureusement les relations ne lui manquaient pas, il mit sur-le-champ ses amis en campagne.

Contre cette hécatombe administrative, ce « massacre des innocents », les adversaires du cabinet entraient vigoureusement en lice. Leurs journaux, la *Presse*, le *Siècle*, le *Constitutionnel*, tonnaient et fulminaient. Un vent d'interpellation se levait à la Chambre. L'aventure tournait mal. Se résignant à composer, Molé réintégra plusieurs des fonctionnaires sacrifiés. Le préfet de la Haute-Saône figurait parmi eux, mais tout nouvellement fiancé, il ne désirait plus retourner à Vesoul.

L'année précédente, il avait retrouvé à Luxeuil le témoin de ses essais malheureux en médecine. Le petit prosecteur d'anatomie était devenu l'un des maîtres de la science. M. le docteur Breschet, professeur à la Faculté, membre de l'Institut, chirurgien en chef de l'Hôtel-Dieu. Sa fille l'accompagnait. Vingt années révolues avaient transformé en grande et belle personne, la blondinette jadis rencontrée par l'apprenti-carabin, pendue aux jupes maternelles.

L'amitié d'autrefois fut vite renouée. Cette intimité se fit plus étroite encore, lorsqu'après sa mise en disponibilité, Amédée Thierry vint regagner Paris. Dans l'épreuve qu'il subissait, il lui fut doux de trouver accueil et réconfort au foyer du professeur. Mlle Gabrielle lui témoignait une préférence chaque jour plus marquée. Vers la fin de novembre, il risqua sa demande. Sa recherche fut agréée, la future madame Thierry demandait cependant à ne point s'exiler en province.

Le docteur Breschet connaissait Barthe dont il était le médecin. Amédée Thierry, de son côté, l'avait autrefois approché au *Globe*. Or les nominations au Conseil d'État appartenaient au garde des sceaux. C'était la solution expédiente. Molé, ni Montalivet n'ayant point soulevé d'objections, celui qu'ils avaient voulu briser fut, en guise d'étrennes, pourvu, par ordonnance royale, d'un emploi de maître des requêtes, le 3 janvier 1839.

« LE LIVRE QU'AURAIT ÉCRIT MONTESQUIEU »

Héritier diminué de la grande assemblée impériale, le Conseil d'État de Louis-Philippe, présidé par Girod de l'Ain, fut avant tout une compagnie laborieuse. Formés à la rude école des Muraire et des Siméon, de vieux conseillers blanchis sous le harnais : un Maillard, un Bérenger, un Allent, un Taboureau, y gardaient le secret des méthodes et des disciplines. Son œuvre a été grande. On ne saurait marchander le respect aux hommes de savoir et de bonne volonté qui ont préparé les lois sur l'instruction primaire, sur les chemins vicinaux, sur les chemins de fer, les marques de fabrique, les brevets d'invention, la propriété littéraire.

Amédée Thierry, ayant prêté serment le 9 janvier, prit séance le lendemain au Comité de l'Intérieur et de l'Instruction publique. Il doit appartenir vingt et un ans au Conseil, y nouer de fidèles amitiés, y acquérir une science juridique, une connaissance approfondie de l'administration, des qualités d'ordre, d'exactitude, de logique et de clarté dans la discussion, dont on retrouve la marque dans la suite de son œuvre.

Ce labeur difficile et nouveau n'absorbe pas toute son activité. Dans son appartement de la rue Saint-Dominique, entre sa jeune femme et le fils qui lui est né, il s'est remis au travail, a repris joyeusement son œuvre interrompue. A Vesoul, ses études de prédilection n'ont pas été négligées. Pour se reposer des paperasses officielles, il a entrepris de continuer l'*Histoire des Gaulois* jusqu'à la conquête franque, de montrer comment s'est opéré le mélange du génie latin avec l'esprit natif de la race gaélique. Ce problème, alors tout neuf, avait occupé tous les loisirs que lui laissaient ses devoirs de préfet. Comme son frère, Amédée Thierry composait lentement et vivait longtemps avec ses personnages. L'année 1839, une partie de 1840, furent prises par la rédaction de l'ouvrage, dont le premier volume parut chez Perrotin au mois de mai. L'auteur avait donné en janvier, à la *Revue*, un fragment étendu de son Introduction : *De la politique romaine envers les peuples conquis.* C'est le début d'une collaboration continue qui se prolongera durant plus de trente ans.

L'historien a dès lors choisi le terrain qu'il n'abandonnera

plus. Il s'est établi dans les premiers siècles de notre ère, entre le monde ancien qui s'achève et le monde nouveau qui s'ébauche. Époque capitale où l'Empire reçoit des barbares la force qu'il a perdue, leur donne à son tour, pour parler comme Bossuet, « l'esprit qui leur manque », les convertit au christianisme et leur apprend à se gouverner.

Son talent entre ici dans une phase nouvelle. La philosophie vient compléter l'histoire. L'esprit mûri par l'expérience, développé par l'âge et la réflexion se sent entraîné vers des spéculations plus hautes. C'est la période des déductions neuves et hardies, l'heure où l'écrivain se juge assez fort, tout en restant respectueux, pour se mettre en face de Montesquieu, pour opposer à la doctrine des *Considérations* une doctrine nouvelle, celle de la réaction du vaincu sur le vainqueur. Amédée Thierry se montre vraiment novateur, défendant pareilles idées en 1840, dans l'introduction à l'*Histoire de la Gaule sous l'administration romaine*.

Cette *Introduction*, il doit la reprendre et la développer plus tard, en composer le *Tableau de l'Empire romain*. Nous en reparlerons à son heure, voulant examiner maintenant, au regard de la science moderne, après tant d'autres travaux qui l'ont suivi, ce qui reste d'un livre vieux de quatre-vingts ans.

Amédée Thierry était un admirateur convaincu de la « chose romaine », de l'*Imperium*, de cette unité colossale dont le véritable nom est *Romanitas*, en face de cette autre unité diffuse, flottante, extérieure, dont le nom exact est *Barbaria*. Un tel sentiment, à travers Bossuet et l'abbé Dubos, il l'a puisé dans Montesquieu. Ce sera celui de tous les maîtres de sa génération, à commencer par Guizot. Doit-on le juger excessif? Oui, peut-être, mais on ne saurait reprocher à l'historien de l'avoir adopté tout entier, sans restrictions, ni réserves, d'avoir seulement montré dans la Gaule l'élève et l'héritière du génie latin.

Dans ce grand et noble livre, les *Institutions de la France*, Fustel de Coulanges a repris le même sujet. A côté du principe organisateur auquel les Romains soumirent la Gaule, à la subordination des hommes à la loi, à l'autorité publique, à la toute-puissance de l'État, il a mis en lumière la persistance de l'esprit celtique à qui la civilisation romaine n'a point fait perdre son caractère primitif. Sans manquer à cette sereine mémoire,

on peut avancer qu'Amédée Thierry, avec moins de rigueur scientifique, l'avait indiqué avant lui.

De nos jours, avec une conviction toujours grandissante, M. Camille Jullian renchérit sur la thèse de Fustel. Pour l'éminent historien, « le génie latin n'a pas transformé la nature et le tempérament des hommes de la Gaule ». Cependant, avec regret, il est bien obligé de constater son influence essentielle, et ce que les Gaulois ont reçu de Rome et que gardiens de la vertu romaine, ils ont continué son œuvre : « Quand l'empire tombera, ils conserveront ce qu'ils ont reçu de lui »; et que nulle part aussi la patrie romaine ne fut plus longtemps aimée ni plus dignement célébrée qu'en Gaule.

L'*Histoire de la Gaule* est demeurée inachevée. Son troisième et dernier volume s'arrête à la mort de Théodose. On l'a dit, dans la pensée première de l'auteur, deux autres devaient suivre, qui retraceraient la fin de cette histoire jusqu'à l'avènement des Capétiens. Les grandes figures qu'il rencontra sur sa route, Attila, Eutrope, Stilicon, Alaric, le détournèrent de ce projet. A la fin de sa vie, il songeait pourtant à le reprendre. Il existe dans ses papiers un long inventaire de fragments imprimés ou manuscrits se rapportant à cette période. Des notes étendues, quelques développements hâtivement rédigés, un aperçu des vues d'ensemble s'y intercalent. On y peut distinguer que l'historien entrevoit déjà ce que Fustel de Coulanges établira magnifiquement dans la suite : l'affaiblissement progressif de l'autorité politique coïncidant avec l'extension du patronage, de la sujétion individuelle, de l'obéissance volontairement acceptée de l'homme à l'homme et l'accroissement du bénéfice, c'est-à-dire la dépendance de la terre : tout le régime féodal.

Le succès de la nouvelle œuvre répondit à celui qui avait salué l'*Histoire des Gaulois*. Jouffroy portait ce jugement : « C'est le livre qu'aurait écrit Montesquieu, si Montequieu eût vécu de nos jours. »

Avant d'enfermer l'oncle aux Invalides, Louis-Philippe avait mis le neveu en cage à Ham. Louis Bonaparte, se livrant en prison à ses méditations sociales, heureux de rencontrer un défenseur des Césars, envoie ses impressions à sa filleule, Mme Cornu :

Fort de Ham, le 5 octobre 1842.

« Ma chère filleule,

« C'est aujourd'hui un triste anniversaire pour moi et je veux m'en distraire en vous écrivant. Les épanchements du cœur sont les meilleurs remèdes aux maux de l'âme.

« Je viens de lire l'introduction à l'*Histoire de la Gaule* par M. Amédée Thierry et je ne saurais vous exprimer, aussi bien que je le sens, toute mon admiration pour l'auteur de ce bel ouvrage. Voilà ce que j'appelle de l'histoire, c'est-à-dire la représentation vraie, lucide, philosophique, des causes et des effets qui font vivre, grandir et mourir les peuples.

« Qu'importe au philosophe que Tibère, par exemple, ait eu son coin de folie et qu'il ait fait nommer son cheval sénateur, si, malgré ses vices, il a suivi la politique de César dans l'intérêt du monde civilisé. Les eaux stagnantes qui croupissent sur les rives du Tibre, doivent-elles vous empêcher d'apercevoir, de suivre et de décrire le cours majestueux de ce fleuve? Non, l'historien ne doit pas s'arrêter à énumérer les qualités ou les défauts privés des hommes qui ont marqué sur la scène du monde. Ils doivent rechercher, comme l'a fait M. A. Thierry, quels sont les grands intérêts qui les ont mis à la tête de la société; et comment ces intérêts ont été assez forts pour les maintenir au pouvoir malgré leurs vices, ou trop faibles pour les y conserver, malgré leurs vertus. J'ai lu avec la plus vive émotion, car tout ce qui est beau et vrai m'émeut, cette brillante analyse de l'histoire romaine, où l'on voit clairement que l'empire des Césars n'est pas le cloaque immonde où la cité éternelle est venue se perdre, au milieu des luttes de soldats et des débauches d'empereurs; mais au contraire la période mémorable où Rome répand sur le monde les droits et les lumières que la république avait concentrés dans la seule Italie. Voilà, me direz-vous, un bel enthousiasme, mais, ma chère Hortense, mon cœur ne vieillit pas et la *vérité historique* me semble devoir être, après la religion, tout ce qu'il y a de plus sacré au monde. Car l'une et l'autre sont les deux guides principaux de notre existence : la religion en nous montrant l'avenir, l'histoire en nous montrant le passé. Combien, en lisant les ouvrages classiques de la littérature moderne, je regrette de ne pouvoir connaître leurs auteurs! Il y a toujours tant de charme dans la

société des hommes de science! et quand on admire la chose créée, on désire toujours connaître le créateur.

« Adieu, ma chère Hortense, recevez de nouveau l'assurance de ma sincère amitié.

« Napoléon-Louis B. »

L'Institut ne tardait point à consacrer un si beau triomphe. Le 6 janvier 1841 était mort le baron Bignon. L'historien de Napoléon, l'ancien ministre des Cent-Jours, laissait un fauteuil vacant aux Sciences morales et politiques. Sur les conseils de Mignet, appuyé par Jouffroy, Amédée Thierry, déjà correspondant de cette Académie depuis 1833, posa sa candidature. Il avait pour compétiteur le diplomate-voyageur Léon de Laborde, protégé par Chateaubriand, et l'orientaliste Jules Mohl, devenu l'époux de miss Clarke, l'aventure oubliée de sa jeunesse. La lutte s'annonçait vive, le résultat incertain. Augustin Thierry se jeta dans la bataille, menant pour son frère la plus ardente campagne. « Je suis bien heureux, pouvait-il écrire à sa belle-sœur, vers la fin de février, de vous affirmer qu'Amédée est désormais certain d'un assez grand nombre de voix au premier tour, pour se voir assuré du succès aux suivants. »

Il n'en fut pas besoin : le 13 mars, Amédée Thierry recueillait d'emblée l'unanimité des suffrages.

Ainsi le second fils du petit organiste de Blois suivait à peu d'années d'intervalle, son aîné sous la Coupole. L'espoir orgueilleux de ses vingt ans était réalisé. Jeune encore, il prenait rang parmi l'élite qu'il admirait jadis. Mais plus heureux que le guide fraternel, conducteur de ses pas dans la science, il n'avait point chèrement payé sa victoire au prix de ses yeux perdus, de son corps paralysé.

AVE CAESAR !...

La révolution de février ne le surprit guère. Depuis longtemps il sentait venir la foudre.

« Quel chemin, mon cher ami, écrivait-il le 30 décembre 1847, à Marc d'Espine, quel chemin l'Europe est en train de parcourir, depuis vos émeutes de Genève ! J'ai grand peur que le canon qui a résonné chez vous n'ait plus d'un retentissement prochain.

« Je suis effrayé, je l'avoue. La république serait-elle un remède à nos maux ? On le promet, mais peut-on le croire? Quoi qu'en disent Louis Blanc et consorts, le peuple est un méchant maître et je ne saurais prendre mon parti de sa victoire, si la barbarie doit envahir partout la liberté. »

Il ne prit aucune part aux événements, se bornant à regretter dans une lettre intime, ce piteux départ de Louis-Philippe, « pareil à celui d'un banquier qui fait faillite et que ses commis abandonnent ». De même il refusa le mandat législatif que lui offraient ses amis de la Haute-Saône. La révolution l'avait dépossédé de son emploi au Conseil d'État. Dans sa retraite, il assiste, de jour en jour plus inquiet et tremblant pour la France, aux lugubres scènes qui marquent le printemps de 1848.

L'élection du 10 décembre le remplit de joie. Au milieu de l'anarchie où naufrageait le pays, il aperçut en Louis-Napoléon, le restaurateur providentiel de l'ordre social ébranlé. Cinq millions six cent mille Français partageaient alors sa croyance.

Était-ce donc, chez l'ancien préfet de juillet, conversion de circonstance, palinodie délibérée selon Talleyrand son ancien maître, ralliement ambitieux au soleil levant? Non, sa conviction était sincère.

Amédée Thierry, rappelons-le, nous est apparu d'abord comme un juvénile admirateur de l'Empire. Plus tard, ses recherches d'histoire lui ont montré dans le principe d'autorité, le facteur indispensable à la conduite des peuples. Appartenant à cette forte génération libérale, formée dans les luttes de la Restauration, il a cru fonder avec elle, en 1830, un gouvernement définitif, capable d'assurer à la France ce que possède l'Angleterre depuis cent cinquante ans. Ce gouvernement est tombé, mais la France demeure qu'il aperçoit en péril. Il sent l'obligation d'incliner ses principes devant les nécessités publiques. Avec bien d'autres libéraux de 1820, il pense en effet : « la forme du gouvernement est un fait accessoire qui peut varier suivant l'esprit du temps. » Ce qui doit rester intangible, c'est le respect des droits individuels, ce sont les règles qui permettent aux nations d'exister. Or, qu'entrevoit-il? jetant les yeux autour de soi. A gauche, la marée démagogique qui le révolte et l'épouvante; à droite, l'esprit le plus étriqué, subordonnant le fond à la forme; deux grands partis monarchiques divisés entre eux, préférant chacun laisser périr la patrie,

plutôt que la sauver par d'autres voies que la sienne propre.

Il se tourna vers un troisième qui lui sembla l'avenir.

Louis-Napoléon, ce grand méconnu, qui devait, comme Henriette de France, « traverser dans une seule vie toutes les extrémités des choses humaines », avait hérité de sa mère un charme de séduction incomparable. Il possédait les trois grandes vertus du prétendant : courage, reconnaissance et générosité. L'histoire dépouillée des mensonges le montre toujours simple et bon, inébranlablement fidèle à ses amis, indulgent à ses adversaires, bienveillant pour tous.

Il réserva son plus souriant accueil à l'admirateur des Césars, dont il avait, dans sa prison de Ham, si fort apprécié la maîtrise. De son côté, celui-ci avait médité la pensée du grand Empereur : « Lorsque le pouvoir a donné la mesure de son insuffisance, si le sauveur impatiemment attendu donne tout à coup signe d'existence, l'instinct national le désire et l'appelle; les obstacles s'aplanissent devant lui et tout un peuple, volant sur son passage, semble dire : Le voilà. »

Salus patriæ suprema lex : l'idée napoléonienne lui parut, comme à tant d'autres, le moyen héroïque destiné à rétablir la société bouleversée, à concilier l'ordre avec la liberté, le droit populaire et les principes d'autorité.

Le coup d'État ne révolta point sa conscience. Qu'apparaissaient donc aux Républicains le 10 août et le 18 fructidor? En 1852, il s'était vu rappeler au Conseil d'État élargi et reconstitué. Il fut promu conseiller d'État le 14 mars 1853. L'élevant si vite, Napoléon III ne se souvenait pas seulement de l'historien qui s'était assez prononcé sur la nécessité de l'Empire à Rome, pour lui paraître disposé à servir l'Empire en France, il récompensait en même temps l'auteur de cet *Attila* qui, depuis quinze mois, était l'un des plus grands succès de la *Revue*.

LE « FLÉAU DE DIEU »

L'historien est pareil au limier en quête : la moindre brisée le détourne sur une voie nouvelle.

Poursuivant ses travaux, Amédée Thierry avait, au milieu du ve siècle, rencontré sur sa route une énigmatique et formidable figure.

Attila! le génie maléfique, qui en six ans avait subjugué

les Slaves et les Sarmates, entraîné les hordes nomades rôdant de la Chine à l'Oural et précipité l'Asie sur l'Europe épouvantée. La bataille des champs catalauniques!... mêlée gigantesque, dont les proportions, avant la Marne et Verdun, déconcertaient. Attila!... à compulser les textes, le dépouilleur d'annales découvrait ceci. L'écho de ses aventures s'était perpétué dans des chants que les générations répétaient d'âge en âge. Alors même que l'histoire succédait à la légende, le prestige de ces souvenirs persistait encore. L'annaliste Simon Kéza, racontant en 1572 le couronnement de Rodolphe, croyait donner la plus haute idée des magnificences déployées dans cette cérémonie, en terminant son récit par ces mots : « On eût dit une fête du roi Attila. »

A mieux étudier le colosse, l'historien se sentait gagné par l'enthousiasme. Attila n'est pas seul à remplir la scène. Autour du « maillet qui frappait le monde » s'agitent d'autres grandes figures : le pape Léon, le patrice Aetius, saint Aignan, défenseur d'Orléans, saint Loup, sauveur de Troyes.

Quels caractères à tracer, quelle épopée à rendre! Ce n'est pas tout encore. Ce premier Empire hunnique n'a point disparu comme ces pluies d'orage qui s'écoulent sur des ruines. Un second lui succède, celui des Avars. Son *Kha-Khan*, Baian, est un digne émule d'Attila. Il entre en lutte avec l'empire byzantin, fait trembler les *basilei* derrière les murailles de Constantinople. Non sans peine, Héraclius l'avait abattu.

Ceci, s'intéresser à l'histoire oubliée de Byzance, en 1850, était une nouveauté, presque une hardiesse. Depuis du Cange et Lebeau, les études relatives au moyen âge grec ont perdu droit de cité en France. Le silence s'est fait sur Héraclius et Nicéphore-Phocas, sur Jean-Zimiscès et Basile le Bulgarochtone, sur les Comnène et les Paléologue. Le nom de Byzance n'évoque plus qu'une idée vague de décadence raffinée et sanglante, de discussions théologiques, de révolutions et d'assassinats. « Bien peu de personnes, constate justement M. Diehl, soupçonnaient que pendant près de dix siècles, cet empire méconnu avait été l'un des facteurs essentiels de la civilisation, que sa capitale, pendant près de dix siècles, avait été le Paris du moyen âge, que son histoire millénaire n'était pas autre chose que l'histoire d'une moitié de l'Europe, pendant le moyen âge tout entier. » Ce fut l'honneur d'Amédée Thierry de retrouver le filon aban-

donné, de ressaisir la piste que les Louis Leger et les Alfred Rambaud, les Charles Diehl et les Gustave Schlumberger ont frayée depuis avec tant d'éclat.

Il avait sous la main les sources les plus connues : Ammien Marcellin, Priscus, Jornandès, les chroniques d'Idace et de Prosper d'Aquitaine. Les ayant épuisées, il aborda les écrivains byzantins : Théophane et Nicéphore, la collection des Bollandistes. Il consulta les *Eddas*, s'enfonça dans le cycle des poèmes germaniques. Dans sa correspondance, on le voit cherchant à glaner partout des renseignements, interrogeant l'érudit saxon Scaffert, l'historien danois Japhetus Skeenstrop et le baron d'Eckstein sur les *sagas* scandinaves. Le résultat de cette patiente et minutieuse enquête fut l'*Histoire d'Attila et de ses successeurs* saluée par Augustin Thierry avec un transport tout fraternel et publiée par la *Revue* de 1852 à 1856.

L'auteur avait-il vraiment rempli tout son dessein, restitué à l'Attila véritable son exacte physionomie?

Trop orgueilleusement peut-être, il se l'imaginait.

Le savoir humain sera toujours « un perpétuel devenir ». Malgré l'infinie conscience de ses recherches, depuis qu'écrivait Amédée Thierry, les chroniqueurs byzantins, presque ignorés de son temps, ont livré aux fouilleurs du passé bien des richesses nouvelles. S'il les avait connues, sans doute eût-il voulu tracer de cet Héraclius, qui l'attirait, un portrait moins sommaire, montrer, à côté du général victorieux des Perses et des Avars, le théologien imprudent, défenseur du *Monothélisme*, dont la politique religieuse préparait à l'Empire de longues dissensions et de graves conflits.

La partie la moins contestable de l'œuvre demeure donc les chapitres où l'écrivain ressuscite le type légendaire de son héros. C'est en effet dans la légende qu'Attila prend sa véritable existence. Chaque peuple s'empare de cette figure brute et la modèle suivant ses instincts. L'Italie la ravale, l'Allemagne l'idéalise. Impossible de composer un récit plus complet, plus clair et mieux ordonné avec une telle poussière de traditions éparses, disparates et fragmentaires. Amédée Thierry a merveilleusement réussi ce *puzzle* délicat. Les contemporains en jugèrent bien ainsi. *Attila*, pour une œuvre d'histoire, fut un gros succès de librairie. Gustave Merlet, Louis Moland, Paul de Saint-Victor lui décernèrent force louanges.

Mais, par-dessus tout, les Hongrois s'enthousiasmèrent. Rameau probable, comme l'indique leur nom, de la branche hunno-ongrienne, ils admiraient dans Attila leur plus glorieux ancêtre. L'œuvre d'Amédée Thierry fut saluée à Buda-Pesth comme un monument national. Boïdenyi proclama qu'elle démontrait de façon certaine les origines hunniques de la nation magyar. L'historien ayant autorisé M. Charles Szabo à traduire en hongrois cet ouvrage, l'Académie royale l'admettait tout d'une voix parmi ses membres étrangers.

LE CRÉPUSCULE DE ROME

Beaucoup de ses amis n'avaient pas moins regretté qu'il se fût laissé détourner par le roi des Huns de ses travaux sur la Gaule romaine. Mignet, le premier, qui écrivait : « Il faut absolument, mon cher Amédée, que vous repreniez vos études sur l'union qui a existé sous les Romains et jusqu'à Charlemagne, entre des pays que la féodalité a disjoints. Vous n'aurez jamais traité un sujet plus riche et vous n'aurez jamais rien fait de plus utile. » Amédée Thierry, cependant, ne se laisse pas convaincre. Il est tout entier au drame du v[e] siècle et comme envoûté par lui. Sans cesse, il a sous les yeux l'immense écroulement du monde romain. Il examine une à une les parties ruineuses du prodigieux édifice.

Deux grands faits généraux donnent au v[e] siècle une physionomie à part ; le combat de la *Romanité* contre la *Barbarie*, celui de l'Église contre les Césars, de l'orthodoxie contre l'hérésie et le schisme.

Avant d'aborder l'histoire religieuse, Amédée Thierry commencera par l'histoire politique ; le récit des événements qui s'étendent depuis la mort de Théodose jusqu'à la chute de Rome impériale et l'extinction de l'autonomie italienne. Ils forment les actes successifs d'un drame aux sombres péripéties, ils sonnent chacune des heures qui tombent entre l'agonie et la mort du grand empire.

Les causes suprêmes de la catastrophe qui sépare le monde ancien du monde moderne s'inscrivent dans ces dernières années. A peine, cependant, si les historiens ont touché à cette époque grandiose ! Lebeau l'a effleurée dans son *Histoire du Bas-Empire*, mais chez l'écrivain du XVIII[e] siècle, quelle confusion !

malgré ses recherches de beau langage, quelle misère du style! Quant à Lenain de Tillemont, prêtre et janséniste, il abdique par conviction toute liberté.

Il faut sortir de France, aller en Angleterre, pour trouver Gibbon, bien supérieur à Lebeau comme artiste et comme penseur. Mais Gibbon, pour mieux donner à la *Décadence et la chute de l'Empire romain* un tour philosophique, abrège le récit et sélectionne les faits. On peut admirer dans cette œuvre célèbre la grandeur imposante du dessin, on y perçoit trop la sécheresse des détails, — les détails qui sont l'âme de l'histoire

Chroniqueurs, épistolaires, panégyristes, hagiographes ou poètes, les sources contemporaines ne manquent cependant pas à qui veut y puiser. Après Claudien et Rutilius Numatianus, Sidoine Apollinaire, le chancelier de Théodoric, Cassiodore, Jornandès et les Byzantins abondent en indications pittoresques, révèlent bien des faits particuliers, initient à la vie de leur temps, qu'ils permettent d'évoquer. Et telle fut, en effet, l'ambition d'Amédée Thierry : ressusciter le ve siècle.

A l'érudition ou la philosophie des œuvres précédentes, aux vues générales, aux théories et aux systèmes, vont succéder, dans ces récits, de pénétrantes analyses de mœurs et de caractères. La forme acquiert l'ampleur avec le coloris, l'écrivain complète le savant.

Après entente avec François Buloz, les *Récits de l'Histoire romaine au* v^e *siècle* devaient paraître en deux séries. Le 15 juin 1857, la *Revue* publia le premier : *Sidoine Apollinaire à Rome*

Dans la période chaotique et tumultueuse comprise entre la mort de Théodose et le couronnement de Théodoric, c'était commencer par la fin. Le curieux personnage de Sidoine, tout ensemble poète épique, évêque de Clermont, dignitaire et ministre de l'empereur, avait inspiré cette préférence.

Aux yeux les plus difficiles, le rapprochement s'imposait désormais entre les deux frères. « Il y a dans le titre que vous avez choisi un précieux souvenir, écrit Villemain, mais on trouve aussi des traditions communes qui les justifient. C'est le même nom à la première page et celles qui suivent rappellent aussi le même héritage, le même bien de famille, si je puis parler ainsi. »

Buloz harcelait l'auteur, réclamant une suite impatiemment désirée. Le despote exigeant de la rue Saint-Benoît dut

attendre pourtant. Le 18 janvier 1860, Amédée Thierry était élevé à la dignité de sénateur.

L'OCCIDENT A L'ABANDON

Depuis quelque temps, il était question de son entrée au Luxembourg, parmi l'élite aristocratique ou intellectuelle du pays : à côté des Mortemart, des Beauvau, des Caumont la Force, des Bauffremont, des Ségur d'Aguesseau, mais aussi des Leverrier, des Élie de Beaumont, des J. B. Dumas, des Mérimée, des Portalis et des Boulay de la Meurthe.

A beaucoup d'autres, le sénat, ce maréchalat des carrières civiles, eût paru l'*otium cum dignitate*, ce repos dans la grandeur, idéal de la sagesse antique. Il n'en fut pas ainsi d'Amédée Thierry. Son bâton de maréchal ne lui semble pas devoir être nécessairement un bâton de vieillesse. Il se montra sénateur consciencieux, prenant une part active au labeur de la haute assemblée. Mais, en entrant au Luxembourg, il ne cessa point d'être historien, et jamais, au contraire, ne le fut davantage. Ses travaux les plus originaux s'inscrivent dans la courte période décennale qui prend fin en 1870. Les loisirs qu'il put alors trouver, ont été des loisirs occupés. Dès le mois de novembre, il reprend dans la *Revue* ses articles interrompus.

Ces *Nouveaux récits de l'Histoire romaine* retracent des temps lugubres : la première et courageuse agonie de Rome, la lutte contre un destin inéluctable des cœurs les plus droits, des esprits les plus clairvoyants d'un univers à son déclin.

Pour guide, il a pris Claudien : guide passionné s'il en fut, par conséquent suspect, mais combien vivant et pittoresque. Il n'existe, pour aucune époque de l'histoire, de documents plus précieux que ces pamphlets politiques, écrits au jour le jour, sous l'inspiration des haines de l'Italie, récités devant Honorius et le sénat de Rome.

Faut-il, avec Gaston Boissier, regretter qu'Amédée Thierry se soit inspiré « d'un poète trop nourri de rhétorique pour présenter les événements tels qu'ils se passèrent » ; qu'il lui ait parfois accordé une confiance excessive ? En conscience, on n'aperçoit pas qu'un tel reproche soit fondé. Toujours l'historien sait faire le départ entre le témoignage sincère et l'exagération passionnée.

Claudien, au surplus, n'est pas la seule source qu'il ait consultée. Il confronte sans cesse l'ami de Stilicon avec les autres écrivains de son temps. Ce qu'il lui doit, c'est de montrer sous les plus vivantes couleurs le monde officiel en son aspect d'apparat, de nous initier aux convictions patriotiques du conservatisme romain à ses derniers jours. Comme Lucain et Juvénal, le poète de *l'Enlèvement de Proserpine* a le don du développement et de l'image. Amédée Thierry a su faire passer dans sa prose l'éclat chatoyant de ses vers et mériter l'éloge que lui adresse le même Gaston Boissier : « Vous avez su tirer de Claudien autant de pittoresque que votre illustre frère a tiré de Grégoire de Tours; sous le poète brillant, vous avez reconnu le philosophe ; vous avez ressuscité les écrivains qui menaient le deuil des constitutions antiques, les lettrés qui suivaient le convoi des lettres, les artistes qui assistaient à la destruction des chefs-d'œuvre et qui pressentaient la proscription de l'art ».

« L'Occident est à l'abandon ! » s'écriait déjà Bossuet. Théodose a pu retarder la débâcle militaire de l'Empire. Il a précipité sa décomposition sociale. En cinquante ans, la grande ruine est consommée. Les Barbares enrégimentés se sont emparés du monde romain. Au milieu des *clarissimes*, des *nobilissimes*, des *perfectissimes*, on aperçoit, hautains et graves, les fils de ces chefs germains qui avaient apparu naguère, les mains liées, dans le cirque de Trèves.

Les Barbares n'expliquent pas tout. D'autres forces avaient concouru au désastre. L'écrivain fut amené à considérer de plus près qu'on n'avait fait avant lui, la part de responsabilité encourue par l'Église dans la catastrophe. Il le fit sincèrement, avec respect, sans abdiquer toutefois son ministère de juge.

Or, cette Église du v[e] siècle est fort loin de présenter toujours un spectacle édifiant. Mgr Duchesne l'a reconnu luimême : « La masse était chrétienne, comme le pouvait être la masse, de surface et d'étiquette ; l'eau du baptême l'avait touchée, l'esprit de l'Évangile ne l'avait pas pénétrée. » Un critique qu'on ne soupçonnera pas de sectarisme antireligieux, Saint-René Taillandier, portait alors sur elle ce jugement dans la *Revue* (1) : « L'Église du v[e] siècle a été bien des fois

(1) Voyez la *Revue* du 15 novembre 1860.

mesquine et tracassière, passionnée pour les petites choses et insouciante des grandes. Comblée de richesses et d'honneurs, elle attirait bien des lévites que la grâce n'avait pas touchés... »

Ces tares, au nom de la vérité historique, Amédée Thierry ne les pouvait dissimuler. De même est-il bien obligé de montrer dans le Christianisme, à cette époque, une cause de trouble et de dissociation pour l'Empire. Nous avons donné l'opinion de Saint-René Taillandier, nous retiendrons, à présent, celle de Gaston Boissier. « On est bien forcé d'avouer que le christianisme n'a fait qu'introduire un élément nouveau de désordre dans ce malheureux pays déjà si divisé. Au moment où il lui importait le plus de s'unir contre l'ennemi commun, les dissensions religieuses se joignent aux troubles civils pour achever de l'affaiblir. Certes, le paganisme n'aurait pas sauvé l'Empire, mais il est bien sûr que la victoire du christianisme l'a fait mourir plus tôt. » Telles étaient les conclusions d'Amédée Thierry. Elles demeurent celles de la science actuelle. M. Guglielmo Ferrero les a éloquemment défendues à son tour dans *la Ruine de la civilisation antique*.

Seulement, l'auteur des *Récits de l'histoire romaine* les formulait en 1864, l'année de l'encyclique *Quanta cura* et du *Syllabus*, en pleine et fougueuse réaction ultramontaine. Si déférentes et modérées fussent-elles, il ameuta contre lui tous les professionnels de l'injure, les *Déodat* de l'*Univers*, pour qui l'histoire ne doit pas être, suivant le mot de Renan, « essentiellement désintéressée ». Son nom est désormais inscrit sur leurs listes noires. Quelques mois encore et nous verrons, à propos de *Saint Jérôme*, un Léon Aubineau, insulteur déjà de l'aîné des Thierry, lancer contre le cadet les plus outrageantes calomnies.

Cinq années séparent la publication des *Récits de l'Histoire romaine au* v^e^ *siècle*, de celle des *Nouveaux Récits*. L'auteur, dans l'intervalle, avait entrepris un travail important, remaniant et développant son introduction à l'*Histoire de la Gaule sous l'administration romaine*, pour en tirer un ouvrage considérable : le *Tableau de l'Empire romain*.

A. AUGUSTIN-THIERRY.

(*A suivre.*)

DANS
LES PRISONS DE L'U.R.S.S.

1924-1926

III (1)

AU CAMP DE CONCENTRATION

Une pluie fine tombait. Les passants, qui cheminaient tristement dans le crépuscule d'automne, nous jetaient des regards inquiets. Nous avancions avec lenteur, car il y avait parmi nous des vieillards, un militaire et deux prêtres qui avaient peine à marcher. Avant d'atteindre la perspective Nevsky, dans la rue Znamenskaya, il fallut nous arrêter et hisser les trois vieillards sur la charrette.

Nous nous remîmes en route, en pressant le pas. A la gare Nicolas, nous longeâmes la voie pendant un kilomètre jusqu'à un wagon dont toutes les ouvertures étaient solidement grillagées. Nous nous assîmes sur nos bagages, en attendant l'ordre d'embarquement. J'avais de nouveau, à côté de moi, la petite dame maigre qui avait été si effrayée au moment où les soldats avaient chargé leurs fusils. A ma gauche, était un homme de haute taille, aux cheveux grisonnants, vêtu d'une tunique tcherkesse et coiffé du petit bonnet d'astrakhan appelé *koubanka*. Voyant que ma voisine était transie, il défit une *bourka* (2) qu'il portait en bandoulière et lui dit, avec un léger accent oriental :

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 octobre.
(2) Cape cosaque.

— Permettez-moi de vous offrir ce manteau. Vous aurez le temps de geler, avant que ces brutes ne nous installent dans notre sleeping-car.

Il lui jeta son manteau sur les épaules et dit, en se tournant vers les autres femmes du convoi :

— La *bourka* est grande. Qui veut se mettre au chaud?

L'invitation fut acceptée par une très jeune fille, à l'aspect maladif, coiffée d'un fichu noir et vêtue d'un mince manteau noir. Elle s'assit près de la dame maigre, lui passa le bras autour de la taille et se serra tendrement contre elle. Un éclair de colère brilla dans les yeux du Tcherkesse : il toussota, alluma une cigarette et murmura :

— Les misérables !... Envoyer des enfants dans cet enfer !... Ce sont des criminels !... Quel âge avez-vous, mademoiselle?

Ce fut sa voisine qui répondit :

— Katia a l'âme forte. Elle en est à sa cinquième année de prison et compte, en tout, près de soixante-dix-huit jours de grève de la faim.

C'était la fille d'un diacre dans une ville du sud de la Russie. Son frère avait servi comme officier dans l'armée blanche. Quand arriva la débâcle, le père et la fille furent pris par les bolcheviks ; le diacre fut fusillé et la fille écrouée à la Tchéka d'Odessa, puis relâchée. Katia s'établit chez une tante, à Kharkoff. En 1920, la Tchéka saisit une lettre que son frère lui avait adressée de l'étranger. La jeune fille fut de nouveau arrêtée. Transférée à la prison Boutirky de Moscou, elle fut invitée à écrire à son frère qu'elle était retenue comme otage et ne serait mise en liberté que s'il revenait : lui, s'en tirerait avec un châtiment bénin et en s'engageant par écrit à ne plus quitter la Russie. Katia savait trop bien ce que valaient de telles promesses : elle repoussa avec indignation le perfide marchandage. Conséquence : la déportation à Solovky.

Cependant la nuit était venue. Je ne quittais pas des yeux le wagon pénitentiaire, m'attendant à ce que, d'un moment à l'autre, on y accrochât un second wagon. A ma grande surprise, le commandant ordonna à notre convoi tout entier de monter. Nous étions quatre-vingt-onze hommes et femmes.

Un étroit corridor grillagé d'environ un mètre de large était occupé par cinq sentinelles armées, qui se relevaient toutes les deux heures. Le wagon lui-même était divisé en compar-

timents, dans lesquels nous fûmes répartis par groupes de quinze à seize. Chaque compartiment comptait trois étages, formés de banquettes superposées où on s'entassait quatre par quatre. Impossible de bouger : il fallait rester étendu, la tête placée du côté du grillage, car, toutes les demi-heures, les soldats comptaient nos têtes à la lueur d'une bougie. Un passage d'environ un pied et demi entre les banquettes et le grillage, conduisait au lavabo ménagé à l'extrémité du wagon. La porte de ce lavabo n'était pas fermée et une insupportable odeur s'en dégageait dont tout le wagon était infecté.

Quand notre wagon eut été accroché au train qui devait le convoyer, on vit apparaître des officiers supérieurs de la Tchéka : le commandant du convoi se mit au « garde à vous » et fit son rapport. Déjà, la chaleur étouffante, la mauvaise odeur que répandait le cabinet d'aisances, et les émanations humaines me donnaient la nausée. Et nous allions avoir à fournir dans de telles conditions un voyage de trois jours !

J'avais pour voisin deux paysans et un Tchèque ancien communiste. Au moment où le train s'ébranla, un nouveau venu entra en surnombre dans notre compartiment.

La première nuit fut à tel point épouvantable que ma cellule à la section secrète m'apparaissait à présent comme un lieu de félicité. Écrasé par mes compagnons de route, dans un air saturé d'émanations nauséabondes, je ne pouvais fermer l'œil. Un de mes voisins, le vieux paysan, me toussa toute la nuit en plein visage et, au matin, il eut une hémorragie de la gorge. Les poux et les punaises nous envahissaient.

Lorsque l'aube se leva, ma situation devint encore plus pénible. L'obscurité avait, jusqu'à un certain point, dissimulé l'horreur du lieu, mais, aux pâles rayons du matin, un affreux tableau s'offrit à mes yeux : visages pâles et torturés, amas d'effets sales, une mare de sang formée par l'hémorragie de mon voisin, des crachats... Le nouvel arrivé, — dont le nom était Kalouguine, — et moi, réussîmes à grand peine à nous dégager et à nous asseoir sur la banquette. Kalouguine présentait un type caractérisé de dégénéré : visage asymétrique, yeux saillants, grosses lèvres difformes et presque pas de menton. Il portait cousues dans les pans de son veston, d'assez fortes doses de cocaïne, qu'il prisait.

Vers une heure de l'après-midi, nous nous arrêtâmes à une

station et je priai un des soldats de m'acheter du pain blanc, des œufs et du lait. Mon panier de provisions était inondé de sang et tout ce qu'il contenait était gâté. Mes compagnons se montrèrent moins difficiles et mangèrent tout, jusqu'à ma ration de pain noir, crasseuse et imbibée d'eau, qui avait été jetée par terre avec mes effets. Le soldat avait d'abord refusé de se charger de ma commission, mais Kalouguine appela le commandant, échangea quelques paroles avec lui, et je pus me procurer, pour deux roubles, un litre de très mauvais lait que le soldat m'apporta dans ma théière, six œufs durs, un kilo de pain bis et cent grammes de lard. Je remarquai par la suite que Kalouguine et un autre individu, appelé Kostine, étaient autorisés à franchir le grillage et à se rendre au lavabo des convoyeurs. Je connus bientôt la raison de ces privilèges : tous deux étaient des tchékistes, condamnés à la peine de mort, et dont la condamnation avait été commuée en dix ans de déportation. Ils avaient été placés dans notre compartiment parce que le reste du wagon était occupé par des criminels de droit commun, qui connaissaient Kostine et Kalouguine et auraient pu leur faire un mauvais parti.

Si la faim est le meilleur assaisonnement pour la nourriture, la fatigue est le meilleur des somnifères. Retombé dans un lourd sommeil, je ne me réveillai que lorsqu'il fit tout à fait nuit et sous la morsure des poux. Je fus frappé de l'air absent de Kalouguine livide, un sourire stupide aux lèvres, il était entièrement abruti par la cocaïne.

A l'aube, comme on s'arrêtait à une petite station, j'entendis un grand bruit de voix. Les détenus demandaient qu'on emportât le cadavre d'un tuberculeux qui venait de mourir dans un des compartiments. Par le grillage on apercevait un ingénieur américain, du nom de Chevalier, qui se débattait en proie à une crise nerveuse. Il avait passé la nuit côte à côte avec le cadavre. Le commandant du convoi braqua sur lui son revolver et le blessa à l'épaule. Dix heures devaient s'écouler avant que le blessé reçût aucun secours médical, car ce ne fut qu'au soir du deuxième jour de notre voyage qu'à la station de Soroky un infirmier put faire un pansement. Ce fut seulement à cette station qu'on évacua le cadavre.

Le tchékiste Kostine était atteint d'épilepsie. Il fut pris de convulsions, au cours desquelles nous fûmes obligés de le main-

tenir. Kostine ne semblait pas en bons termes avec Kalouguine : profitant de l'état d'abrutissement où se trouvait son collègue, il s'empressa de me « renseigner » à son sujet « en grand secret », que Kalouguine était un tchékiste. Il omit seulement d'ajouter qu'il était lui-même agent de la Tchéka.

Le troisième jour, à une station, pour la première fois durant tout notre voyage, les soldats apportèrent de l'eau bouillante, qu'ils versèrent dans nos gobelets et nos théières. Alors, comme Kalouguine se dirigeait vers le lavabo, une théière pleine tomba d'une banquette supérieure et lui ébouillanta le cou et les oreilles. Kalouguine appela le commandant du convoi, mais on ne put découvrir le coupable. Dix hommes étaient couchés sur les banquettes supérieures : aucun ne semblait avoir bougé.

De nouveau, comme Kalouguine retraversait les compartiments, une autre théière tomba sur lui et le blessa au front Quelqu'un cria :

— Regardez le chien de chasse qui passe !

Kalouguine pénétra dans notre « sarcophage », le visage décomposé par la colère et cria :

— Attendez que nous soyons arrivés !... A Kemi, on ne plaisante pas !... Vous ne perdrez rien pour attendre...

J'étais brisé de fatigue, écœuré, à bout de forces. Que devait-il être de ces malheureux qui venaient du Caucase, de la Crimée, de l'Ukraine ? Lorsque nous arrivâmes à Kemi, ce fut un immense soupir de soulagement.

Hélas ! les vraies souffrances allaient commencer.

AU CAMP DE KEMI

Le 29 août 1925, vers six heures du soir, arrivés au centre d'évacuation de Kemi. Nos bagages chargés sur des charrettes où furent hissés également l'ingénieur Chevalier et les vieillards, nous partîmes en file, par rangs de quatre. Nous arrêtâmes devant un grand terrain entouré de fils de fer barbelés où on accédait par un portail de bois, peint en jaune, orné du marteau et de la faucille et portant l'inscription : « Centre d'évacuation spécial des camps de Solovetzk à destination spéciale. » Par abréviation : *U. S. L. O. N.* Le portail franchi, nous nous trouvâmes dans une large cour couverte de planches, sur les

deux côtés de laquelle six longues baraques de planches à un étage. La pluie continuait à tomber : au loin s'apercevait l'étendue de la mer des rochers et une maigre végétation. Le protopope Avvakoum (1), qui visita ces lieux comme missionnaire, au commencement du XVII[e] siècle, écrivait à sa femme : « Lorsque je jetai un coup d'œil sur ces sombres sites, la tristesse et l'hiver entrèrent dans mon cœur. »

Quelque chose de plus que la tristesse entra dans nos cœurs, lorsque nous aperçûmes une compagnie portant la tenue des troupes « à destination spéciale » (troupes de la Tchéka) et une quarantaine de tchékistes en vestes de cuir et casquettes bordées de rouge. A ce moment, nous comprîmes que tout espoir nous était désormais interdit. Ici, la Tchéka exerçait un pouvoir sans contrôle, dans la personne de ses pires représentants

Le commandant du camp nous adressa une allocution dont voici le sens :

— Vous avez été déportés ici pour des crimes graves et votre réclusion au camp de concentration a pour but de vous amender. Rappelez-vous que le camp est en état de siège : obéissance absolue. Le moindre méfait entraîne le châtiment le plus sévère et peut comporter la peine de mort. Votre chef direct sera le camarade Michelson. Vous subirez à Kemi une *quarantaine morale* et serez ensuite dirigés sur Solovetzk.

Puis un être décharné, portant lunettes et à jambes torses, nous passa en revue. C'était le camarade Michelson de Crimée, célèbre pour avoir, après la retraite de Wrangel, fusillé de ses propres mains, à l'aide d'une mitrailleuse, trois mille prisonniers, hommes, femmes et enfants. Des férocités sans nom à Pskoff et au camp de concentration de Kholmogor, près d'Arkhangel, avaient mis le sceau à sa gloire. Mais cette gloire même le rendait gênant. Redoutant l'influence croissante qu'il exerçait sur Djerzinsky, la Tchéka l'avait relégué au camp de Solovetz.

Après l'appel, on expédia les détenues à la baraque des femmes et nous à la baraque n° 5.

Toute pareille aux onze autres, la baraque n° 5 consistait en un hangar de planches de 45 mètres de long sur 20 mètres de large. Le long des murs crépis à la chaux, étaient disposés des

(1) Martyr, vieux croyant, brûlé vif au XVII[e] siècle.

lits de planches. Deux poêles ronds, placés des deux côtés du hangar, complétaient le mobilier. A peine avions-nous eu le temps de jeter nos effets sur nos lits Michelson reparut, suivi de plusieurs tchékistes; on défit nos bagages, on nous fouilla, nous dûmes nous dévêtir entièrement. Il faisait un froid terrible.

Cependant, Kalouguine s'était approché de Michelson : il lui dit quelques mots à voix basse, en lui désignant du doigt les quatre criminels de droit commun qui avaient voyagé dans notre compartiment. Michelson les toisa froidement du regard et demanda :

— Qui a jeté la théière sur le camarade Kalouguine? Faites des aveux tout de suite; sinon, je fusille tous les quatre.

L'effet fut immédiat : un homme de notre compartiment, deux du compartiment voisin, reconnus coupables, furent emmenés. Une demi-heure s'était à peine écoulée, on vint nous prendre et dans la partie du camp qui longeait la grève, on nous montra trois cadavres, le crâne troué par les balles. Tous trois avaient été fusillés par Kalouguine en personne.

C'est ainsi que nous apprîmes ce que c'était que l'*U. S. L. O.*

Sur l'emplacement même où gisaient les cadavres encore chauds, dans la pluie qui continuait à tomber, devant la triste mer grise, nous fûmes répartis en deux groupes et, sous bonne escorte, menés au port où un grand vaisseau était amarré. Nous étions de corvée pour y charger le charbon. Songez aux trois jours que nous venions de passer et à notre état d'épuisement. Je chargeai quelques sacs, et puis je perdis connaissance. Lorsque je revins à moi, j'aperçus auprès de moi un tchékiste revolver au côté. Quand il vit que j'avais repris mes sens, le tchékiste me dit :

— Eh bien! petit vieux, tu as tourné de l'œil. Va-t'en compter les sacs.

Je fus posté à l'appontement, où je devais compter les débardeurs et leurs sacs. Vers onze heures du soir, l'ex-vice-gouverneur Popoff eut une syncope et mourut sans avoir repris connaissance.

Nous avions quitté Pétersbourg depuis trois jours et nous comptions déjà six morts et un blessé. Cela vous donnait matière à réflexion!

Il était minuit quand nous regagnâmes notre baraque.

Couverts de boue et de poussière de charbon, nous nous jetâmes sur nos lits et nous nous endormîmes en dépit des poux qui faisaient rage et du vent qui soufflait par toutes les fentes. Dès cinq heures du matin, on nous réveilla. Nous eûmes d'abord l'inspection, pendant laquelle les détenus se tiennent immobiles au garde à vous. Je ne crois pas que jamais se soit vue une discipline aussi sévère que celle de l'U. S. L. O., fût-ce dans les célèbres troupes de l'empereur Paul Ier à Gatchina.

Après l'inspection, je fus conduit à l'infirmerie avec un groupe de malades atteints du scorbut, d'invalides et de vieillards. L'infirmerie, — un petit bâtiment en bois, — est destinée à contenir quarante lits. Mais le local est tellement encombré que les malades sont étendus, à même le sol, dans le vestibule. Dans la cour de l'infirmerie, un hangar destiné au matériel contre l'incendie, abrite les cercueils contenant les détenus « libérés pour toujours ».

Il y a à l'infirmerie cinq médecins pris parmi les détenus. Je fus examiné par deux de ces médecins, sous la surveillance d'infirmiers tchékistes. Ma longue barbe grise, tombant sur ma poitrine et mon aspect d'extrême épuisement me rendirent cette fois service et je quittai l'infirmerie muni d'un certificat qui me donnait droit à un travail facile. Ce travail consista à distribuer le bois dans les divers locaux du camp, puis à porter l'eau dans les baraques et à balayer la cour.

L'après-midi, je fus chargé, avec un groupe de camarades faibles ou malades, de jeter du gravier dans un marais pour le combler. C'est un travail odieux par son inutilité même. M'étant enhardi à conseiller au contre-maître de commencer par creuser un fossé autour du marais, je reçus, pour toute réponse, cette phrase brève, mais éloquente :

— Pas de discussion !

Le soir, lecture nous fut donnée de l'arrêt par lequel le collège disciplinaire du centre d'évacuation de Kemi, avait ordonné l'exécution des trois condamnés dont on nous avait, la veille, montré les cadavres. Que le collège eût eu le temps de se réunir, de juger les coupables, de prononcer la peine de mort et de la faire exécuter, c'était de toute impossibilité. Il était évident que l'arrêt avait été rédigé après coup ; car les trois malheureux avaient été fusillés, une demi-heure à peine après la plainte déposée par Kalouguine. Michelson, le président du

collège, était demeuré encore quelque temps dans la baraque après le départ des coupables ; c'est lui qui nous avait montré les cadavres : la rédaction de l'arrêt était son œuvre.

AUX ILES SOLOVETZK

Le lendemain, à l'aube, nous fûmes embarqués sur le bateau en partance pour les îles de Solovetzk. Nous étions cent cinquante ; les tchékistes et leurs femmes dans les cabines; les détenus, hommes et femmes, entassés sur le pont avant. Deux mitrailleuses chargées étaient braquées sur nous.

Kemi est situé à soixante-cinq kilomètres du camp de concentration de Solovetzk. Le bateau, un vieux sabot à peu près hors d'usage, mettait cinq heures pour faire ce trajet par beau temps. Comme je respirais l'air sur le pont, je perçus le murmure d'une voix tout près de moi. Debout, à mes côtés, se tenait une femme de taille moyenne, au profil régulier, aux traits d'une extrême jeunesse, en dépit des mèches grises s'échappant de l'écharpe qui enveloppait sa tête. Tambourinant nerveusement sur le plat-bord et fixant l'horizon, ma voisine me dit à voix basse, en remuant à peine les lèvres :

— Ne me regardez pas... Parlez-vous français?

Je lui répondis par un léger signe de tête affirmatif.

Dans un rapide murmure, M[me] X... me pria, au cas où je serais libéré, — car elle savait que j'étais étranger, — d'avertir son mari, ingénieur à Paris, qu'elle avait passé deux ans à la prison de Boutirky et qu'elle était déportée pour deux autres années à Solovetzk.

Le groupe d'îles de Solovetzk est situé à l'est du port de Kemi. L'île la plus importante, qui donne son nom au groupe, est à 65° de latitude nord et 36° de longitude est, par rapport au méridien de Greenwich. Au nord-est sont les îles Anzor, Mouksalma majeure et Mouksalma mineure, cette dernière reliée à Solovetzk par un isthme artificiel. Au sud-ouest, à une distance d'un kilomètre, se trouvent les îles Zaiatsk et Kond. Le camp de concentration S. L. O. N. s'étend sur tout ce système d'îles : il comprenait alors huit mille cinq cents détenus.

Du nord au sud, l'île de Solovetzk mesure vingt-trois kilo-

mètres et quinze de l'est à l'ouest. Le rivage est peu élevé et rocheux. L'île est accidentée et marécageuse.

Les détenus sont logés dans un ancien monastère qui date du XV[e] siècle. Quoiqu'il porte les traces d'un incendie et malgré des déprédations de toute sorte, ce monastère offre encore un spectacle magnifique, lorsqu'on le découvre du pont d'un navire qui entre dans le port. Entre les branches des sapins, on aperçoit de petites chapelles blanches surmontées de toits coniques verts et les coupoles dorées du kremlin (1). A mesure que nous approchions, le kremlin se dessinait de plus en plus nettement, et on pouvait distinguer les murailles séculaires, couvertes de mousse et surmontées de tours. Seulement les coupoles, sans leurs croix, produisaient une pénible impression. Le bateau ralentit sa marche, entra dans la baie. Sur les quais, des groupes de tchékistes en casquettes et vestes de cuir et une demi-compagnie de soldats nous attendaient.

Plus loin s'apercevait le grouillement d'une foule en haillons : c'étaient les détenus travaillant au port. J'en reconnus plusieurs, pour les avoir vus pendant la promenade à la prison de la Shpalernaya : quelques-uns avaient même été écroués dans ma cellule. Celui-ci était le capitaine en second, Vonliarliarsky, jadis un jeune élégant. Voici la haute et maigre silhouette du prince Galitzine, fils de l'ancien président du conseil fusillé à Pétersbourg. Cet autre, qui descend d'une péniche, plié sous le poids d'une lourde caisse, et pouvant à peine remuer les jambes, est le peintre académicien Braze, ancien vice-président de l'Académie impériale des beaux-arts.

Déguenillés, crasseux, chaussés de sandales d'écorce tressée attachées par des bouts de cordes, ce n'étaient plus des hommes, mais des squelettes tendus de peau.

Les tchékistes nous dévisageaient en ricanant.

— Descendez!... Alignez-vous!... Silence!... Dépêchez-vous!... commanda un tchékiste au type géorgien en brandissant son revolver.

Nous nous alignâmes sur le quai, nos bagages à la main ou chargés sur le dos. Un cliquetis de fusils qu'on arme : les soldats nous entourèrent et nous dirigèrent vers le kremlin, en passant entre les vieilles murailles et un profond fossé.

(1) Ce mot, qui signifie « château », désigne la partie fortifiée des anciens couvents russes.

Les femmes avaient peine à suivre notre colonne; le Géorgien leur cria :

— Dépêchez-vous, petites dames! Ici, on n'a pas son automobile.

Nous passâmes sous le porche principal, et nous trouvâmes



SOROKY, KEMI ET LES ILES SOLOVETZK

sur une place entourée de bâtiments. Là se pressaient des milliers de misérables, hâves et décharnés, le visage couvert de plaies, les yeux larmoyants : c'était l'heure où leurs gardiens les rassemblaient pour les ramener à la corvée. De sinistres oiseaux allaient et venaient en poussant des cris stridents. Ah! le cri de ces mouettes polaires! On s'y habitue comme à tout, mais, les premiers jours, il suffirait à vous rendre fous. Des églises en ruines transformées en casernes, des milliers de malheureux errant comme des spectres, les cris stridents

des mouettes qui se promènent en liberté au milieu de cette humanité suppliciée... un cercle de l'enfer !

La place franchie, nous gravîmes un escalier de pierre d'une cinquantaine de marches, traversâmes une longue galerie, à l'extrémité de laquelle on nous arrêta sur une immense plate-forme, face à la cathédrale Rodjestvensky (1). Puis ce furent d'interminables formalités. Vers cinq heures, quand elles furent enfin terminées, nous pénétrâmes dans la cathédrale transformée en caserne.

Les détenus, écroués dans les cathédrales, forment ce qu'on appelle les « compagnies d'épreuve » : elles portent les numéros 11, 12 et 13. La treizième, la mienne, était commandée par le tchékiste Nogteff, ancien cosaque du Kouban, déporté pour dix ans à Solovky pour ivrognerie et fautes dans le service. Je fus incorporé au troisième peloton, cantonné dans la partie gauche de l'ancien autel dont la haute voûte disparaissait dans la brume formée par les émanations de toute sorte. Ce local était considéré comme un logement de faveur, accordé à notre peloton qui ne comptait pas un seul criminel de droit commun.

A peine avions-nous jeté nos bagages sur nos grabats, nous fûmes informés que nous étions envoyés aux tourbières, à cinq kilomètres du kremlin. Il s'agissait, à l'approche de l'hiver, de retirer les rails posés sur les tourbières, et de les ranger, ainsi que les wagonnets, près de la hutte de garde. Chaque tronçon de rail de ce réseau transportable pesait environ cent soixante kilos, et il y en avait cent soixante-quinze. Les wagonnets pesaient deux cents kilos chacun, et on en comptait vingt-trois. Notre équipe se composait de quarante-cinq hommes, y compris quelques vieillards et malades : beaucoup n'avaient pas mangé depuis vingt-quatre heures. Le marais étant coupé par des fossés, il fallut, avant toute chose, y jeter des ponts, si bien que le transport ne put guère commencer avant huit heures du soir. Le fer glacé des rails faisait saigner les mains. Le transport à trois d'un tronçon de rail de cent soixante kilos provoque des souffrances intolérables. Si l'un des trois porteurs trébuche, les deux autres en font immédiatement autant et laissent tomber le rail. Les mains refusaient d'accomplir leur tâche : le fer glacé coupait les paumes. Vers dix heures,

(1) *De la Nativité.*

trois vieillards étaient à bout de forces. L'un d'eux, un ancien militaire nommé Kolokoltzeff, se coucha à terre en disant :

— Tuez-moi plutôt! je n'en puis plus !

Le tchékiste letton Sartis le remit debout :

— Ne fais pas l'imbécile! Les autres travaillent : fais comme eux. Tu as tout le temps de mourir.

Le transport des wagonnets n'était pas moins dur. L'herbe s'enroulait aux roues, qui s'enfonçaient dans la terre molle. Il était deux heures du matin quand nous eûmes terminé notre tâche. Épuisés, n'ayant plus la force de bouger, nous nous laissâmes tomber sur la terre glacée. Sartis tira sa montre, et dit :

— Vous avez maintenant à transporter ces rails et ces wagonnets à la gare et à les charger sur les wagons. Arrangez-vous pour y être à six heures.

La gare était à un kilomètre. La lune, qui s'était levée, éclaira de sa pâle lumière ces hommes pliés sous le poids d'un travail au-dessus de leurs forces, et pareils à des spectres. Vers quatre heures du matin, Kolokoltzeff mourait d'une crise cardiaque.

Lorsque les wagons furent chargés, Sartis nous y fit monter. L'un de nous demanda :

— Que fait-on du corps de Kolokoltzeff? Est-ce que nous ne le ramenons pas avec nous?

Sartis bondit sur celui qui avait parlé et, approchant son revolver du visage de l'indiscret :

— Connais-tu ça? lui cria-t-il? Tais-toi, ou je t'apprendrai à te mêler de ce qui ne te regarde pas!

Au port, il fallut décharger les rails et les wagonnets, et les disposer en ordre près d'un hangar. C'est seulement à huit heures du matin que nous revînmes dans notre cathédrale. Nous nous affaissâmes sur nos grabats, dans un complet anéantissement. Nous n'avions ni mangé, ni dormi depuis trente-six heures !...

Vers trois heures de l'après-midi, on nous tira de ce sommeil accablé. Nous étions seuls, tout le monde étant parti aux travaux : on nous occupa à « faire le ménage » de la cathédrale. Nous reçûmes à cet effet de maigres balais et des pelles de bois à moitié cassées.

L'intérieur de la cathédrale, avec ses longues rangées de

grabats, sur lesquels s'empilent toute sorte de haillons, produit une impression sinistre. Les dalles sont couvertes d'une couche épaisse de boue et d'amas de décombres en décomposition, de sciure et de restes de nourriture, et toutes ces ordures en état de pourriture dégagent une odeur nauséabonde. Il est impossible de les emporter, car le seul endroit où l'on eût pu les déposer se trouve à un kilomètre et demi de la cathédrale. Pour enlever toutes ces ordures, il aurait fallu plusieurs dizaines d'hommes et le travail de toute une journée; aussi, les autorités du camp se sont-elles contentées d'une mesure hygiénique fort simple; elles ont fait tracer, sur la muraille sud de la cathédrale, une inscription en lettres lumineuses : « SANS INSTRUCTION ET PROPRETÉ, IL N'Y A PAS DE CHEMIN VERS LE SOCIALISME ». Sur la muraille nord, une autre inscription, non moins instructive, vous saute aux yeux : « LE TRAVAIL FORTIFIE L'AME ET LE CORPS DE L'HOMME ». Au-dessus de l'autel, à la place où se trouvait jadis l'image du Christ, le portrait de Lénine s'orne d'une inscription en anciennes lettres slaves : « NOUS MONTRERONS UNE NOUVELLE VOIE A L'UNIVERS. LE TRAVAIL SERA MAITRE DU MONDE ».

La veille de notre arrivée, on avait trouvé, sous les grabats, le cadavre raidi d'un détenu mort d'épuisement...

A six heures du soir, retour des pelotons. Souper. Inspection, passée à la même heure dans toutes les sections du camp. Puis lecture est donnée des condamnés fusillés ce jour. Il y en a tous les jours et certains jours plus de dix.

Notre besogne, ce soir-là, consista à tirer du lac des poutres qui y étaient immergées. Aux heures chaudes du jour, c'est supportable; mais, à la tombée de la nuit, c'est un véritable enfer. Ces poutres épaisses, longues de quinze mètres, flottent dans l'eau. Il faut les haler sur le rivage et les porter à travers rocs et buissons, jusqu'à la scierie. Ni perches, ni cordes, ni outil d'aucun genre : on entre dans l'eau jusqu'au cou (septembre marque à Solovky la fin de l'automne), on pousse les poutres avec ses mains. On a peine à imaginer quelle torture c'est de tirer à deux une de ces poutres humides et glissantes, en trébuchant et en s'accrochant aux buissons. Seule, la mort peut suspendre ce labeur infernal.

LES PETITS MÉTIERS DU BAGNE

Plusieurs jours s'écoulèrent. Un nouveau convoi arriva de Kemi; quant à nous, nous étions déjà confondus dans la masse des détenus. Dès six heures du matin, je partais pour quelque gros ouvrage, différent chaque jour; je ne revenais qu'à midi. J'avalais une soupe de morue ou de sarrasin, et je repartais pour ne rentrer qu'à six heures du soir. Ensuite, c'était le souper, — ou ce qui en tenait lieu, — et l'inspection. A neuf heures, nous tombions de fatigue sur nos grabats.

Comment ai-je pu supporter un tel régime? Mes vêtements, eux, n'avaient pu résister: j'étais en loques. Mes voisins étaient dans un état encore plus piteux. La nuit, c'était le supplice de la vermine dont nous étions dévorés. En outre, le froid augmentait de jour en jour et les deux poêles primitifs en briques, érigés au milieu de la cathédrale, constituaient le plus dérisoire des chauffages.

Un jour, je vis passer une équipe de détenus du mont Sekyr qu'on envoyait travailler dans le cimetière où sont ensevelis les déportés morts du typhus ou du scorbut. Ce cimetière infecte le camp, une nappe d'eau souterraine ayant inondé les fosses. Je dis les « fosses », et non pas les tombes, car les détenus sont enterrés comme des chiens. Sur l'ordre lancé par le chef, nous nous jetâmes de côté et vîmes défiler des fantômes d'hommes que poussaient des soldats. Quelques-uns étaient enveloppés de sacs, qui leurs tenaient lieu de vêtements. Pas un seul n'avait de chaussures.

Or il m'advint une chance inouïe : je fus nommé gardien d'un des potagers que desservaient les deux régiments cantonnés à Solovetzk. Ce métier me plut énormément, et je résolus de conserver, aussi longtemps que possible, une place si tranquille. Je faisais partie de la relève de nuit, et j'avais pour compagnons le vieil archevêque Pierre et l'écrivain Igor Ilyinsky. Le potager voisin du nôtre était gardé par le prince V..., camarade de mes frères au corps des Pages, le professeur de l'académie de théologie Verbitzky et l'ancien vice-gouverneur de Tamboff, Kniazeff.

Dans la seconde moitié de septembre, la surveillance des potagers fut suspendue, et j'attendais avec la plus grande in-

quiétude une nouvelle « nomination ». Un jour, en passant devant le kiosque de la coopérative, où les soldats, les tchékistes, voire les détenus, peuvent se procurer quelques vivres supplémentaires, j'aperçus, derrière le comptoir, le long nez d'un bijoutier juif que j'avais eu naguère pour compagnon de cellule. Il s'appelait Kummelmacher. Je lui demandai, par manière de plaisanterie, s'il n'avait pas besoin d'un gardien pour sa boutique et, contre toute attente, je reçus cette réponse :

— Certes, oui, j'en ai besoin ! Et un homme aussi instruit et délicat que vous, Boris-Léonidovitch, nous conviendrait à merveille !

Ce même jour, j'entrais en fonctions.

Je commençais ma garde à six heures du matin. A midi, j'étais relevé par le gentilhomme de la chambre Elaguine, qui gardait la boutique jusqu'à six heures du soir. Je reprenais mon service de six heures à huit heures, où j'étais relevé par une sentinelle, et regagnais ma compagnie. L'animation régnait toute la journée autour de l'étalage ; c'était une espèce de cercle où l'on discutait les nouvelles. Kummelmacher était passé maître en tant qu'informateur de camp. Un tchékiste s'approchait-il du comptoir, incontinent le bijoutier se mettait à lui tirer les vers du nez, si bien que nous étions toujours au courant des changements de direction, des nouveaux règlements, de l'arrivée des diverses commissions et autres faits qui marquent dans la vie monotone d'un camp de concentration.

Aux derniers jours de septembre, le loquace Kummelmacher fut expédié à la scierie. Celui qui le remplaça, un Polonais, ne m'inspirait aucune confiance. Je crus bon de changer d'emploi. A la 10e compagnie, dont le baraquement s'élevait en face du kiosque de notre coopérative, j'avais retrouvé le colonel R... ancien officier de la garde et camarade de mon oncle fusillé à Kholmogor. Le colonel me rendit le service de me faire désigner comme planton à chancellerie de la compagnie.

LE THÉATRE AU CAMP

Mes nouvelles fonctions consistaient à porter les plis de la chancellerie de la compagnie dans les divers services du camp, à balayer le corridor, à recevoir le courrier des détenus et à

copier les rôles des acteurs du « théâtre du camp ». Car il y a un théâtre, que dis-je ? il y a deux théâtres au camp de Solovetzk. L'un d'eux est desservi par les criminels de droit commun, l'autre par l'*intelligentzia*. Il va sans dire que le répertoire des deux théâtres est d'inspiration exclusivement communiste. Les acteurs jouissent de certains privilèges : par exemple, ils sont exemptés des gros ouvrages. Mais ils ont à fournir leurs costumes et, tout leur temps étant pris par les répétitions, ils ont la charge de nourrir un camarade ou une amie, qui leur prépare leurs aliments. La troupe de l'*intelligentzia* comprend surtout d'anciens spéculateurs, des tchékistes et des demi-mondaines, qui possèdent quelques ressources.

Parmi mes camarades de popote se trouvait un professeur de l'Académie des beaux-arts, le peintre Braze. Il avait pour tâche de peindre des scènes de la vie des détenus. Bien entendu ses compositions étaient contrôlées par la censure, et il devait les retoucher suivant les observations d'un Vasskoff ou d'un Nogteff, car elles étaient destinées à des publications soviétiques, ayant pour objet de présenter sous des couleurs idylliques la vie des prisonniers en U. R. S. S.

Il y avait également au camp un « photographe de la cour ». La façon dont il opère est très particulière. Voici une scène dont j'ai été témoin. J'avais été envoyé porter un pli à l'hôpital, qui occupait une maison de deux étages non loin du kremlin. Comme j'approchais de cet établissement, je remarquai que, dans le maigre jardin qui l'entoure, on avait disposé de petites tables soigneusement couvertes de napperons blancs et garnies de tasses et de bouteilles, autour desquelles étaient étendus des malades portant tous le même costume très soigné. Il faisait un froid de loup ; mais qu'importe le froid aux hommes valides? En effet, il n'y avait là pas un seul malade authentique : c'étaient tous des figurants tchékistes groupés, pour la photographie, et travestis en malades pour les nécessités de la propagande. Sans doute, ma triste silhouette, avec chapeau cabossé, pelisse courte et bottes de feutre, gâtait le tableau enchanteur du repos estival ou printanier de ces heureux malades. Un des régisseurs me cria à plusieurs reprises : « Hé, toi, le barbu! va-t'en au diable. Circule et plus vite que ça! »

Un autre de mes compagnons de popote était l'ingénieur afghan Saïd-Sultan-Kabir-Shah. Il était *mollah*, honoraire et

héréditaire, de l'Afghanistan. Il avait été arrêté dans la nuit par des bolchéviks afghans, à Pamire, où il était venu pour affaires, et livré aux Russes.

Plus on vit au camp, plus on est pénétré du sentiment que Solovetzk est une espèce de gigantesque maison de fous. Au bureau technique de la section de construction du camp, où travaillaient vingt dessinateurs, on élaborait des projets grandioses : électrification de l'île, buanderie mécanique modèle, chantiers, observatoire astronomique, station d'expériences zoologiques avec aquarium, etc.

Cependant, le toit des W.-C. qui se trouvaient sur la place centrale du kremlin, s'était effondré. Les détenus qui vivaient au kremlin (près de cinq mille hommes) faisaient leurs besoins naturels dans tous les recoins de cet édifice et, le soir, il était assez dangereux d'y pénétrer, car plusieurs sièges s'étaient effondrés et une fosse pestilentielle s'ouvrait sous les pieds. Sur la place et dans la galerie de pierre, on voyait souvent s'évanouir des malheureux, épuisés par la faim et les travaux forcés. Le soir, à l'inspection, lecture nous était donnée de la liste des condamnés.

Le prince Maksoutoff, celui-là même qui avait partagé ma cellule à la Shpalernaya, était chargé des fonctions de *kapell-diener* du théâtre du kremlin. Pour ne pas avoir ordonné à temps le « garde à vous », au moment où les grands chefs faisaient leur entrée au théâtre, il fut transféré dans les carrières de l'île Kond.

Les samedis, se donnent au théâtre des séances antireligieuses. Ces « samedis athées » ont lieu à la fin de la journée et chaque compagnie y est menée à tour de rôle après le travail. Un conférencier, recruté parmi les détenus tchékistes, fait sur un sujet antireligieux, une leçon... si l'on ose s'exprimer ainsi.

J'ai assisté à un de ces samedis.

La « leçon » avait pour sujet : « Qu'est-ce que Dieu? (sans majuscule) et à quoi sert la religion? »

Devant un auditoire presque entièrement composé d'hommes ayant reçu l'instruction universitaire, et parmi lesquels il y avait un grand nombre de prêtres, le conférencier répétait les vieilles phrases stéréotypées de la propagande soviétique : « Mystification du peuple..., stupéfiant religieux..., imposture des prêtres, etc... » L'effet de comique fut obtenu, — entre

autres, — par une phrase du conférencier : « Peut-être ignorez-vous, camarades, ce que c'est que la théorie de Darwin : je vous l'exposerai en quelques mots... »

Au cours de cette conférence, il faillit arriver un grand malheur à mon ami Kabir-Shah, qui ne fut sauvé que par une chance extraordinaire. L'Afghan était assis entre le baron B... et moi. Le baron B... lui traduisait les phrases du conférencier. Lorsque celui-ci vint à dire « La conception de Dieu est une pure bêtise... », hors de lui, le visage décomposé par la colère, Kabir-Shah, qui ne savait guère de russe que ce qu'on peut en apprendre en prison dans la fréquentation des criminels, bondit en vociférant les pires injures. Nous eûmes beaucoup de peine à faire rasseoir le mollah irrité ; à ce moment, par bonheur, l'électricité s'éteignit, les détenus se mirent à crier, à siffler, à réclamer de la lumière et les invectives de Kabir-Shah se perdirent dans le tumulte.

A mon retour à notre cantonnement, une surprise désagréable m'attendait sous la forme d'une note de l'état-major du camp me concernant. J'étais de nouveau transféré à la 13e compagnie et affecté aux travaux du port.

LA FIN D'UN CAUCHEMAR DE DEUX ANS

C'était le 4 octobre. Je travaillais à décharger le *Glèbe Boky*, un bateau, prêt à repartir pour Kemi. Il était environ onze heures du matin. Je chargeais sur mes épaules un sac de sarrasin, lorsque j'entendis un tchékiste crier mon nom. J'étais invité à me présenter immédiatement devant le fonctionnaire de garde du kremlin. Ce dernier m'ordonna de rassembler mes effets et de courir au bateau où mon passage était marqué. Le cœur battant, n'osant en croire mes oreilles, je rassemblai mes affaires éparpillées dans tous les coins du kremlin et, escorté d'un gardien tchékiste, je me précipitai sur le quai. On larguait les amarres : je n'eus que le temps de sauter sur le pont. Je restai là, immobile, à emplir mes yeux de l'atroce vision. Jusqu'au dernier jour de ma vie, je reverrai ce quai que nous laissions derrière nous, avec ses troupeaux de détenus en guenilles et ses tchékistes insolents, vêtus de longues capotes de cavalerie. A l'arrière-plan, le long bâtiment,

surmonté d'un immense drapeau rouge et d'un écriteau portant les lettres fatales : U. S. L. O. N.

Adieu, Solovky ! Ile des larmes, des souffrances et du cauchemar rouge, sois maudite à jamais !

Nous arrivâmes à Kemi avant la fin du jour : un détachement en armes nous attendait sur le quai. Tous les passagers, y compris les tchékistes et leurs joyeuses compagnes, furent menés par le chemin qui m'était déjà familier, au centre d'évacuation, où il me fut annoncé que je partirais pour Petrograd avec le prochain convoi et que j'étais à la disposition du commissariat des Affaires étrangères. Le convoi devait se mettre en route le 12 octobre.

En attendant, je fus logé dans une baraque vide, qui me parut le comble du luxe au prix de ce que je laissais à Solovetzk. J'étais l'objet d'égards inusités; même, pendant l'inspection du soir, un tchékiste s'approcha de moi et me dit :

— Citoyen, vous êtes désigné pour un travail facile : vous avez à empiler le bois de chauffage.

Que de prévenances, en vérité !

Donc, pendant trois jours, j'empilai le bois de chauffage; seulement, le quatrième jour, je pris froid et ma température monta à 39°. Je fus transféré à l'hôpital où je restai environ huit jours : chaque jour, on emportait un ou deux morts.

A Petrograd, où j'arrivai dans la journée du 16 octobre, je fus réincarcéré à la prison de la Shpalernaya. Je fus installé dans la cellule dite de la bibliothèque, parce que les détenus qui y sont écroués desservent la bibliothèque située dans le même couloir. Dès le matin, on nous menait à la bibliothèque, et on nous y enfermait pour faire la distribution des livres aux détenus sous la censure des surveillants. Les plus habiles d'entre nous étaient réquisitionnés pour la confection des affiches de propagande.

Octobre passa, puis novembre tout entier, puis les premières semaines de décembre. Dans la nuit du 24 décembre, à dix heures et demie, je fus brusquement convoqué à la chancellerie, où je fus informé que j'étais libre et à la disposition du consulat général de Finlande à Petrograd.

La nuit était calme et glacée, une vraie nuit de Noël. Un vieux fiacre miteux, attelé d'un petit cheval morose, atten-

dait à la porte de la prison. En montant en traîneau, je m'aperçus que le cocher m'examinait attentivement. Je me mis à rire et lui dis :

— N'aie pas peur, je ne suis pas un voleur. Mène-moi à la perspective d'Ekaterinenhof, au consulat de Finlande ; on t'y paiera.

— Qui parle de cela? Que le Seigneur vous bénisse! Est-ce que je ne sais pas quels hommes sont enfermés dans cette prison? Je vous regardais parce que vous avez l'air gai. Cela fait plaisir. Êtes-vous resté longtemps en prison?

— Deux ans : j'arrive de Solovky.

Le cocher se tourna sur son siège, me regarda bien en face et dit, comme seul peut le faire un homme du peuple russe :

— Seigneur Dieu! Que le Christ nous sauve et nous pardonne!

Au consulat, je fus accueilli avec une émotion qui m'alla au cœur. Je vivais comme dans un rêve. Dans la grande salle, un arbre de Noël brillait de ses mille feux. Je m'aperçus dans une glace... et reculai, épouvanté : je compris pourquoi mes amis me regardaient avec des yeux pleins de larmes!

Enfin, les papiers sont en règle. Dans la matinée, accompagné du consul général, du conseiller de notre ministère des Affaires étrangères, d'un courrier diplomatique et d'un employé du consulat, je me rends à la gare du chemin de fer de Finlande... Dans notre compartiment, nous nous taisons. Partout le silence est d'or, mais, dans ce pays, il vaut plus que de l'or!... Vers quatre heures de l'après-midi, nous sommes en territoire finlandais. Nous avons laissé le cauchemar derrière nous. Et j'évoque les paroles du vieux cocher, le dernier citoyen soviétique avec lequel je me suis entretenu :

— Que le Christ nous sauve et nous pardonne!

BORIS CEDERHOLM.

Traduit par Mlle ISWOLSKY.

LES ACCORDS NAVALS

Le différend qui s'est élevé entre les nations intéressées à propos du compromis franco-anglais, dépasse le cadre d'une controverse navale. C'est l'avenir même de la politique mondiale qui est en jeu. Les peuples ont maintenant compris que leurs forces ne résident pas seulement en dedans de leurs frontières, mais qu'elles dépendent aussi de leur faculté d'expansion et de leur intensité de rayonnement. L'Angleterre et la France ont eu cette notion les premières. Au prix d'efforts de plusieurs siècles, au cours desquels elles se sont affrontées sur tous les continents, elles ont réalisé leurs aspirations extra-continentales et acquis un domaine qu'elles entendent conserver en bon voisinage. Les États-Unis et l'Italie se sont présentées trop tard sur l'échiquier du globe pour y poser leurs pions. Ces nations désireraient, sous couleur de limitation des armements, neutraliser les avantages de ceux qui sont venus avant elles occuper les routes du monde. De ce fait, deux camps sont nés. Telle est la philosophie de ce conflit pacifique. Les diplomates qu'il met aux prises usent d'arguments techniques et de raisonnements de stratégie pour exposer leur thèse ou justifier leurs prétentions. C'est aussi bien sur ce terrain que nous nous placerons.

Mais il importe, avant tout, de revenir à cette conférence de Washington qui est pour nous la cause de tout le mal. La France, malgré son passé maritime, malgré l'existence d'un immense domaine colonial, sa configuration géographique, à cheval sur deux mers et les exigences de la mobilisation de son armée d'Afrique, s'est vu assigner, sur le singulier palmarès américain, un rang qui ne correspond nullement à ses

besoins (1). Nous avons accepté une égalité de tonnage avec l'Italie. Ce faisant, nous avons signé, au lendemain de notre victoire, un traité de défaite. Nos négociateurs s'étaient opposés à toute limitation concernant les navires légers et à la suppression des sous-marins. Ils espéraient ainsi sauver les bribes de notre puissance navale. Ils ne se doutaient pas que l'Italie se prévaudrait un jour de cette égalité de traitement pour demander qu'elle fût étendue à toutes les catégories de navires. Nous allons voir que cette prétention met en cause la conservation de notre Empire d'outre-mer et notre sécurité nationale elle-même.

L'équivalence de nos forces avec celles de l'Italie se traduit pour nous par la plus troublante des infériorités. Alors que la Péninsule peut rassembler tous ses navires autour de ses côtes occidentales, en fermant le canal d'Otrante, ou les porter sur un point choisi par elle, la France doit diviser ses escadres. Elle ne peut songer à les concentrer en Méditerranée qu'après avoir laissé dans l'Atlantique une garde suffisante en bâtiments légers et en sous-marins, — avoir prévu les unités de patrouille pour protéger nos convois sur nos routes maritimes, lesquelles s'étendent sur 58 000 kilomètres, — et enfin assuré la défense d'un domaine colonial, qui compte 52 millions d'habitants et 18 000 kilomètres de développement de côtes, contre 7 800 pour celles de l'Italie. Or, par suite de l'insuffisance de notre population et de la dispersion de notre armée, toute notre mobilisation repose sur la sécurité et sur l'urgence du transport de nos forces d'outre-mer vers le théâtre continental des hostilités présumées. Voilà les vérités qui ont été méconnues à Washington. L'Angleterre elle-même, qui pouvait faire valoir en sa faveur les mêmes arguments, ne nous a pas soutenus. Elle vient seulement de comprendre la similitude de sa position avec la nôtre et l'identité des buts que nous poursuivons. C'est l'origine des accords navals franco-anglais. Quels sont-ils ?

* * *

L'Angleterre avait jusqu'ici demandé la suppression des sous-marins, qui portent ombrage à sa flotte cuirassée, et déclaré qu'il fallait limiter le tonnage léger par catégories, car elle comptait se faire octroyer, avec juste raison d'ailleurs, un

(1) Voir notre article dans la *Revue* du 1er novembre 1921.

traitement spécial pour les bâtiments défensifs. Toutes les nations repoussèrent la limitation du tonnage par catégories, en raison des complications qu'elle entraîne. Quant à la suppression des sous-marins, elle était incompatible avec les nécessités de la défense de nos côtes, en présence des armements en *capital-ships* des lauréats du concours de Washington. L'an dernier, la « conférence des Trois », — Anglais, Américains, Japonais, — tenta de résoudre le problème. Elle n'y parvint pas, parce que les Anglais demandaient pour la garde de leurs lignes de communications (113 000 kilomètres contre 32 000 kilomètres), un nombre de petits croiseurs jugé trop considérable par les Américains qui n'ont pas intérêt à en construire. Car la situation des États-Unis vis-à-vis de l'Angleterre est identique à celle de l'Italie vis-à-vis de nous: ils réclament une égalité de tonnage avec la Grande-Bretagne, qui, en fait, se traduirait pour eux par une incontestable supériorité.

Les choses en étaient là quand les états-majors anglais et français eurent l'idée d'un « compromis » qui rapprochât leurs deux thèses. L'Amirauté craignait, si l'on recourait à la limitation globale, que la France construisît en trop grand nombre des sous-marins et des croiseurs de 10 000 tonnes à grand rayon d'action, unités offensives qui eussent pu inquiéter les lignes de communication impériales. « Est-ce là ce que vous redoutez? avons-nous dit à nos amis anglais. Soit! limitons cette catégorie de bâtiments. C'est un sacrifice que nous faisons à la cause que nous avons toujours soutenue : mais nous voulons vous prouver notre bonne volonté et vous fournir la preuve que nous désirons nous cantonner dans la *défensive*. En retour, nous vous demanderons de reconnaître l'importance de nos besoins en petits navires de patrouille: croiseurs légers, torpilleurs, sous-marins de 600 tonnes, en acceptant que leur tonnage ne soit pas limité. » Tel est le compromis naval franco-anglais. Il représentait pour nous l'avantage de nous soustraire à une limitation de tonnage, concernant les unités défensives, qui nous eût enlevé les engins indispensables à la défense rapprochée de nos côtes et à la protection de nos convois. Nos amis anglais, si cet accord était étendu aux autres Puissances, seraient débarrassés de la crainte de ces grands corsaires modernes que sont les croiseurs de 10 000 tonnes et les sous-marins de 1 500 tonnes et plus.

*
* *

Mais l'accord naval, sympathique au Japon, n'a été accepté ni par les États-Unis, ni par l'Italie. Il est facile de comprendre la raison de leur mauvaise humeur.

Et, tout d'abord, cet accord franco-anglais, en mettant un terme à la rivalité, ou plutôt à l'opposition d'idées des deux grandes nations coloniales, consacrait le *statu quo*. Cette affirmation, mise en commun, que l'une et l'autre Puissance entendaient conserver le domaine acquis, et en tirer toutes les ressources possibles, dans la paix comme dans la guerre, n'était pas du goût de ceux qui n'ont, pour déployer la fortune de leurs croisières navales, que le vide des océans. Et justement l'accord en question leur enlevait les armes spéciales par lesquelles elles pouvaient agir sur ces routes de communication mondiales. Elles ne veulent donc point renoncer à ce moyen de pression. Les notes américaine et italienne, la première dans des termes nets et précis, à l'américaine, la seconde à la façon de Machiavel, nous le font clairement entendre.

L'Amérique s'est chargée de donner, pour repousser la limitation du tonnage par catégories, la raison que voici : « Les types de navires demeurant en dehors de toute limitation ont une valeur offensive très grande, spécialement pour une nation qui possède des bases navales convenablement réparties dans différentes parties du monde. » Afin de comprendre cette affirmation, rapprochons les caractéristiques de deux navires : l'un de 10 000 tonnes, le *Pensacola*, chef de file d'une série de huit en construction à l'arsenal de New-York, et le *Memphis* de 7 500 tonnes. Le premier possède un armement de huit pièces de 203 millimètres, douze de 127 millimètres, quatorze de 37 millimètres. Le second, douze de 152 millimètres, quatre de 76 millimètres et deux de 37 millimètres. La supériorité est d'autant plus écrasante en faveur du *Pensacola* que son artillerie tire dans de bien meilleures conditions. En outre, il possède une marge de vitesse de deux nœuds. Nous ne connaissons pas exactement le rayon d'action respectif de ces deux croiseurs ; mais nous pouvons nous en faire une idée en remarquant que le rayon d'action d'un croiseur français de 10 000 tonnes dépasse de 20 pour 100 celui d'un croiseur analogue de 8 000 tonnes.

Ces qualités offensives des unités de gros tonnage sont encore plus marquées quand il s'agit de comparer un sous-marin de 1 560 tonnes et un de 600 tonnes. « Les sous-marins de 600 tonnes, disent les Américains, sont des navires de combat formidables ; ils portent les mêmes torpilles que les sous-marins d'un tonnage supérieur. » C'est exact : mais la valeur d'un sous-marin se reconnaît avant tout à son endurance. Or, un sous-marin français de 1 560 tonnes file dix-huit nœuds en surface. Il peut séjourner à la mer pendant trente jours et accomplir une croisière de 8 000 milles : tandis que celui de 600 tonnes du type *Ondine*, que nous venons de perdre, ne file que quatorze nœuds et ne jouit d'un rayon d'action que de 3 500 milles. Bien que lançant des torpilles du même calibre, ce sont des unités tactiques bien différentes, car le sous-marin de haute mer porte ses torpilles plus loin. L'un est un instrument de destruction du commerce ennemi : l'autre est destiné à la défense rapprochée des côtes.

L'affirmation des Américains n'est donc pas scrupuleusement exacte au point de vue technique. Les qualités individuelles des unités de fort tonnage, limitées par le compromis franco-anglais, sont très supérieures à celles des navires qui restent en dehors de la limitation. En outre, c'est une vérité stratégique bien connue que l'offensive aura toujours le pas sur la défensive et que des unités puissantes domineront toujours la « poussière navale », si dense soit-elle ! Un point toutefois est indiscutable : les Puissances qui ont des bases rapprochées peuvent utiliser des bâtiments à rayon d'action réduit qui seraient inopérants aux mains de nations dépourvues de points d'appui.

C'est le cas de l'Angleterre et de la France, d'une part, des États-Unis et de l'Italie, d'autre part. On s'explique donc que ces derniers États veuillent porter sur des unités offensives, — croiseurs de 10 000 tonnes armés de pièces de 203 millimètres et sous-marins de plus de 600 tonnes, — tout l'effort du tonnage global qu'ils auraient le droit de construire. Les amirautés franco-anglaises ont compris le danger qu'une pareille éventualité ferait courir à leurs lignes de communication. Elles sont obligées en effet de les jalonner par des patrouilles composées de cette poussière navale qui s'évanouirait en fumée devant l'offensive brusquée d'un raid de grands corsaires de surface

ou sous-marins qui auraient le choix du lieu et de l'heure de l'attaque.

Le problème est ainsi parfaitement posé; toutes les autres objections de l'Amérique sont de second ordre. Nous n'avons qu'une réponse à faire. La limitation des armements a pour but de faire régner la paix, que tout le monde souhaite. Or, la guerre a toujours été déterminée par les intentions agressives de ceux qui convoitent le bien des autres. La France et l'Angleterre sont restées dans la logique en limitant les instruments d'offensive et en laissant libre la multiplication des moyens défensifs, proportionnés à l'importance des biens à sauvegarder. La politique navale italo-américaine est en contradiction avec l'esprit même du désarmement. C'est une politique dirigée contre les résultats du traité de Versailles et qui impliquerait un dessein d'hostilité, — qui n'est dans la pensée, ni de l'Amérique, ni de l'Italie.

Cette dernière Puissance, tout en se ralliant à la thèse américaine, a exposé un principe qui nous vise personnellement et qui constitue une méconnaissance de nos positions navales respectives. « L'Italie, dit la note, est disposée à accepter *a priori*, comme limite de ses armements, n'importe quels chiffres, pourvu que ces chiffres ne soient dépassés par aucune autre *puissance continentale.* » Traduisez : la France. Nous avons déjà répondu aux prétentions italiennes, dont la note est la mise en pratique de cette théorie fameuse du *mare nostrum* qui veut ignorer la France en Provence et en Tunisie, et arrêter le cours de l'histoire méditerranéenne à la défaite d'Amilcar. Nous n'accepterons pas le rôle des Curiaces que l'on voudrait nous faire jouer en consentant à une égalité globale du tonnage français qui consacrerait partout notre faiblesse, principalement sur ce point vital qu'est pour nous la route d'Alger à Marseille.

L'Italie appuie sa demande par des raisons qui ne sont guère concluantes. L'une est incompréhensible. Elle parle de nations ayant ou pouvant avoir des débouchés sur la Méditerranée, qui seraient particulièrement favorisées par leur position géographique. Elle met en avant l'existence de deux grandes îles; dont l'une, la Sicile, est en fait stratégiquement reliée à la Péninsule par l'étroit chenal de Messine, et l'autre, la Sardaigne, a une situation analogue à la Corse. La note ita-

lienne fait même un appel imprévu aux îles grecques du Dodécanèse! Elle craint le bombardement des villes ouvertes situées près de ses côtes : ce qui est le cas de toutes les nations maritimes.

Un seul de ses arguments mérite d'être retenu : la nécessité de faire passer le ravitaillement italien par Gibraltar, Suez ou les Dardanelles. Mais l'Italie pourrait aisément bloquer ces trois détroits; leur présence est donc pour elle plutôt une force qu'une faiblesse. En concentrant ses escadres à Gibraltar elle pourrait, ce qui est une simple hypothèse, s'opposer à la jonction des nôtres que ces Fourches Caudines sectionnent en deux tronçons. C'est nous, et non l'Italie, que Gibraltar place dans une situation d'infériorité géographique. La presse romaine met en avant l'importance de la marine marchande italienne comme critérium de limitation des armements. La diplomatie de la Consulta s'est bien gardée de recourir à cet argument qui est exploité dans un sens contraire par la note américaine. Il ne reste en somme rien de solide dans l'argumentation de nos voisins, sauf leur désir d'hégémonie en Méditerranée où ils ne sont pas seuls à respirer.

En résumé, il ne faut se faire aucune illusion sur cette querelle de tonnage. Les raisons techniques ne sont que des prétextes qui dissimulent la plus grande joute politique que l'univers ait jamais connue. Sous l'œil énigmatique du Japon, le Nouveau et l'Ancien Monde cherchent à dominer ce malheureux globe terrestre qui nous apparaît, du haut de nos avions, comme une boule trop petite pour nos convoitises. L'Angleterre se rend compte qu'elle ne jouit plus d'avantages insulaires. Les manœuvres de bombardement aérien de Londres ont démontré que la Manche n'est qu'un mince ruisseau. Il est donc tout naturel que le Royaume-Uni cherche à s'entendre avec la République française qui lui sert de bouclier au même titre que sa *home fleet*; naturel aussi que les deux peuples défendent leur patrimoine colonial par les mêmes moyens. La meilleure façon de résoudre ce conflit, qui paraît insoluble, consiste à répondre aux récentes aspirations américaines par une solidarité européenne dont la Société des nations se fait l'apôtre. Les États-Unis, qui aiment la paix, ne tarderont sans doute pas à se laisser convaincre.

Quant à l'Italie, il importe de lui faire amicalement com-

prendre que la France ne saurait consentir à lui remettre les clefs de la Méditerranée et à placer notre mobilisation sous son contrôle. Nous n'accepterions éventuellement une égalité de tonnage dans cette mer française qu'autant que les forces navales qui nous sont nécessaires en Atlantique et dans nos possessions coloniales auraient été définies au préalable et auraient fait l'objet d'une limitation distincte. Les « accords navals » ont montré à la Péninsule que l'Angleterre, auprès de qui elle a fait maintes avances, partage notre point de vue sur ce sujet L'Entente anglo-française est nécessaire à la reconstruction de l'Europe. L'ère des rivalités entre nos deux nations a été close à la bataille de la Marne. Une autre phase de l'histoire vient de s'ouvrir dans laquelle les marines anglaise et française joueront un rôle d'arbitre de la paix universelle. Voilà pourquoi nous devons, coûte que coûte, rester fidèles au compromis naval. Auprès de l'état d'esprit qu'il révèle, qu'est-ce que 2 000 tonnes de plus ou de moins sur un croiseur?

René La Bruyère.

LE VTE EMMANUEL D'HARCOURT

Vers le milieu du dernier mois de septembre, le vicomte d'Harcourt était ravi par la mort à l'affection de ses parents et de ses amis. Et ces amis étaient nombreux. Ils ne se restreignaient pas à la seule société élégante qu'Emmanuel d'Harcourt avait si longtemps dominée de sa haute silhouette, un peu courbée, mais demeurée mince en dépit des années, dominée de son fin visage, si éminemment distingué. Ces amis s'étendaient aux cercles diplomatiques, au monde des Arts, des Lettres, et encore à une foule plus humble, insoupçonnée du vulgaire, et qui, aux heures difficiles de l'existence, avait trouvé chez ce grand seigneur, chez ce vice-président de la Croix-Rouge, l'aide matérielle, et aussi l'aide morale, plus précieuse encore, du cœur et de l'esprit.

A lire les journaux, les livres, à écouter certains discours insensés et inexacts de réunions publiques, il semble que l'aristocratie soit en France une chose morte ou, ce qui est pire, qu'elle ne soit plus guère qu'une sorte de décor luxueux, égoïste, vaniteux, parasitaire et malfaisant. La réalité, c'est qu'on connaît mal cette aristocratie, qu'on ne la connaît pas dans les figures qui peuvent prétendre à la représenter véritablement. Le vicomte d'Harcourt était de celles-ci.

On peut assurer qu'il incarnait complètement dans sa personne l'aristocratie. Il l'incarnait dans sa grâce, dans sa générosité, et aussi dans cette sorte de délaissement, d'inutilisation, où la relèguent volontiers une époque et une opinion qui feignent de méconnaître qu'il existe encore des gentilshommes.

Louis Emmanuel, vicomte d'Harcourt, était né à Paris le 23 juin 1844. Il était le second fils des sept enfants que Georges, marquis d'Harcourt, chef de nom et d'armes de la maison d'Harcourt, eut de Jeanne-Paule de Sainte-Aulaire. L'une des sœurs d'Emmanuel d'Harcourt fut la comtesse d'Haussonville.

Le marquis d'Harcourt, leur père, était une personnalité bien particulière à laquelle nous nous attarderons un instant pour comprendre une époque, ou plutôt une succession d'époques, et aussi une certaine ligne, une certaine mentalité politiques qui furent, en somme, celles de M. E. d'Harcourt.

Georges Douglas d'Harcourt était né en Angleterre en 1808. Il y vécut jusqu'à l'âge de quatorze ans. Son père y avait émigré, et y avait épousé une cousine éloignée, appartenant à la branche anglaise des d'Harcourt. Son fils fut élevé dans les doctrines du protestantisme anglican et il ne devint catholique que plus tard. Lord Harcourt institua les enfants de Georges d'Harcourt ses héritiers, « à condition qu'ils seraient protestants ». Mais dans la suite, un tribunal anglais cassa, après une longue procédure, cette clause du testament, « comme immorale, contraire au droit de toute créature de choisir librement sa religion ». Double trait, profondément anglais dans ses deux aspects, tout de même contradictoires : respect inaltérable de la liberté individuelle, d'une part ; de l'autre, inexorable attachement à la tradition religieuse nationale, jalousement gardée par une île rebelle à toute influence étrangère, cette influence fût-elle même d'ordre spirituel. Les influences anglaises qui avaient entouré son berceau, marquèrent profondément l'enfance du marquis d'Harcourt. Quand il redevint français, elles l'imprégnèrent encore, et déterminèrent son orientation d'homme. Elles lui communiquèrent leur droiture, leurs habitudes de réflexion, de contrôle de soi-même, et aussi une sorte d'acceptation des réalités politiques du moment, une évaluation positive des gens, des choses, des idées, des événements, mais mise au service du pays à travers les vicissitudes des régimes. Pair de France de Louis-Philippe, il ne s'attarda pas, comme d'autres, à regretter la branche aînée. En 1848 seulement, sa maturité et sa loyauté instinctive l'incitèrent à comprendre que dans cette branche aînée reposait le juste droit. Dès lors il s'employa à la fusion des deux branches de la maison de Bourbon.

Il réprouva l'Empire, et ne reprit le souci et la charge des

affaires publiques qu'après 1871. Successivement on l'envoya comme ambassadeur à Vienne, puis à Londres. Sa femme, Mlle de Sainte-Aulaire, elle-même fille d'ambassadeur, était toute désignée par son éducation, son charme, son intelligence, pour l'assister dans une semblable tâche.

* * *

Ce fut dans ce foyer d'élite que grandit et se développa Emmanuel d'Harcourt. Il eut une enfance heureuse entre des parents qu'il aimait et respectait. Externe à Louis-le-Grand, il se révéla brillant élève, très studieux, épris de latin et de grec. Vint le moment de choisir une carrière, car la famille d'Harcourt avait les plus illustres traditions militaires, et elle était de celles qui mettaient leur point d'honneur à conserver ces traditions.

Premier trait caractéristique de la véritable aristocratie. Jules Lemaître dans une étude sur le temps présent a pu écrire : « La noblesse d'autrefois était essentiellement militaire; elle payait réellement ses privilèges par des services d'exception. Tout gentilhomme *servait*. En 1706, Fénelon écrit à sa belle-sœur qui voulait garder son grand garçon auprès d'elle : « Votre fils est déjà dans sa vingtième année; les autres gens de condition se gardent bien d'attendre un âge aussi avancé pour *servir*. Ils servent dès l'âge de quatorze ou quinze ans. On ne trouvera en France aucun exemple d'un homme d'un nom connu qui n'ait pas déjà fait quelques campagnes dans sa vingtième année. » Malheureusement la santé d'Emmanuel d'Harcourt ne lui permit pas tout d'abord d'entrer à Saint-Cyr. Quelques années plus tard son instinct militaire devait prendre une éclatante revanche sur les champs de bataille.

Tous ses frères furent officiers; lui, il fut diplomate. Il partit en 1864 à Rome avec M. de Sartiges, en qualité de secrétaire d'ambassade. Il possédait à un extrême degré les dons que réclame la diplomatie : intelligence, tact, esprit, finesse, curiosité, goût de la vie mondaine qui n'excluait pas chez lui, mérite plus rare, l'aptitude au travail. Mgr d'Hulst, qui le connut à cette époque, découvrait même chez lui d'étonnantes dispositions pour la théologie. Pour les laïques c'est parfois un péril, à Rome surtout. Emmanuel d'Harcourt en était trop averti pour pousser fort loin cet avantage. On

jouissait alors, dans la Ville éternelle, d'une existence charmante. Les salons étaient nombreux et hospitaliers. Bon cavalier, E. d'Harcourt profitait des chasses à courre dans la campagne romaine. Il dut quitter Rome à regret en 1869, car il venait d'être nommé à Bade. L'heure des plaisirs allait se clore, et celle des dangers allait sonner. Mais celle-ci trouvait Emmanuel d'Harcourt prêt à donner toute la mesure de sa valeur militaire.

En juillet 1870, il franchit, dernier Français, le pont de bateaux entre Kehl et Strasbourg, à l'instant où les Allemands le rompaient déjà. Il eut juste le temps de sauter d'un bord à l'autre. Le voici capitaine de mobiles, attaché à l'état-major du maréchal de Mac-Mahon, son cousin germain. A Reischoffen, c'est lui qui porte aux cuirassiers l'ordre de s'engager dans la charge célèbre et il réclame pour l'aide de camp le privilège traditionnel qui est de charger en tête. Il se distingue de telle manière que, le soir du combat, le maréchal le propose pour la Légion d'honneur, enfreignant pour une fois la règle qu'il s'était tracée de ne jamais demander une récompense pour ses parents.

Après ce brillant éclat, de sombres jours vont désormais s'écouler : la retraite, Sedan, où, littéralement, M. d'Harcourt assiste à la scène tragique de Napoléon III rendant son épée au vainqueur. Puis il partage la captivité du maréchal de Mac-Mahon; manque de peu, en une circonstance, d'être envoyé en « forteresse », en « représailles », comme l'on dirait aujourd'hui. Mais, en ces temps lointains, les Allemands se targuaient encore parfois de courtoisie chevaleresque : E. d'Harcourt demeura à Wiesbaden. Enfin il regagna la France, mais ce fut pour y trouver la Commune. En débarquant à Paris, avec ce tact subtil des événements et des hommes qu'il possédait à un degré si aigu, il en avait eu le pressentiment. Une nuit il courut réveiller le maréchal de Mac-Mahon, qui ne le voulait croire, et il l'emmena presque de force hors de Paris. Cette nuit-là le maréchal dut probablement la vie à son jeune aide de camp. Aussi ne l'oublia-t-il point lorsqu'il fut élevé à la présidence de la République, et appela-t-il auprès de lui Emmanuel d'Harcourt en qualité de secrétaire général. Quelques vieux Parisiens se souviennent encore avec émotion, avec enthousiasme, des années étincelantes où le maréchal de Mac-

Mahon occupa la présidence de la République. Jamais, assurent-ils, Paris ne brilla d'un tel éclat. Hélas! Élégantes réceptions, magnifiques revues, expositions animées, chasses joyeuses, eurent leurs revers. Ce n'est pas le lieu ni l'instant d'en parler ici. E. d'Harcourt, au poste où il était placé, et qui lui valut tant de rancunes tenaces, prit-il des notes? Ces notes, les verrons-nous paraître un jour? Et nous apprendront-elles le secret, tout au moins certains secrets, des événements? Mystère. Il en parlait rarement. Toutefois il est un point sur lequel il s'expliquait nettement. Il protestait contre la légende qui le représentait comme l'inspirateur du 16 mai. Il assurait que le maréchal de Mac-Mahon, seul, et sans consulter quiconque, avait pris l'initiative de renvoyer ses ministres.

Du reste il ne demeura pas auprès du maréchal jusqu'à la fin de sa présidence. Nous le retrouvons secrétaire du marquis de Vogüé à l'ambassade de Vienne, puis, à la chute de Mac-Mahon, il quitte le service diplomatique. Alors, pendant quelques années il voyage, s'occupe d'affaires, se marie en 1887 avec la veuve du duc de Castries. Une nouvelle phase de la vie de M. d'Harcourt commence. Dans son magnifique hôtel, entouré de chefs-d'œuvre, de tapisseries, de tableaux, d'objets d'art, il fait revivre les traditions des seigneurs d'autrefois; il reçoit, il appelle, il conseille les gens du monde et les diplomates, les historiens et les hommes politiques, les gens de lettres dont il est volontiers le parrain à l'*Union*, les artistes qu'il encourage et qu'il guide. Homme de sport éminent, président de la Société d'encouragement pour l'amélioration des races de chevaux en France, il est aussi et surtout peut-être homme d'œuvres, car les pauvres ont leur large part dans ses prodigalités. Aux côtés de sa sœur, la comtesse d'Haussonville, dont nul ne sépare le nom de l'admirable Croix-Rouge, il se multiplie. Un ancien ministre de la République, M. Strauss, sénateur de la Seine, me disait l'hommage spontané, total, que lui arrachait Emmanuel d'Harcourt portant des secours aux sinistrés de la banlieue parisienne lors des inondations de 1910; il me le peignait, cheminant des journées entières avec de l'eau jusqu'au ventre, en dépit de ses soixante-six ans, pour prêter assistance et appui aux malheureux qui perdaient courage. C'est à ce poste charitable de la Croix-Rouge que la Grande Guerre de 1914 le rencontra.

Demeuré soldat au fond du cœur, comme il s'ingéniera alors à soulager marins et soldats! Il parcourt sans cesse les champs de bataille et les hôpitaux. Il est partout où l'on fait appel à son dévouement : en France, aux Dardanelles, en Roumanie, où il prend part, à soixante-dix ans passés, à une terrible retraite, épouvé par la faim, le froid, l'amertume d'un succès bien lent à venir...

Le vicomte d'Harcourt s'est éteint doucement, chez son frère, le comte Louis d'Harcourt, au château de Pont-Chevron, dans le Loiret, au milieu des siens qui l'entouraient. Dans ses derniers jours, il prenait encore plaisir à toutes choses, tant se maintenaient, persistants en lui, le goût, la puissance de la vie. Il jouissait des fleurs qui s'épanouissaient malgré un inflexible été, il aimait qu'on lui amenât les enfants de ses neveux, pour témoigner de l'espoir et de la générosité d'une race toujours féconde en grands, en bons serviteurs de l'État, comme il l'avait été lui-même... Ainsi le chêne antique qu'ont flétri à la longue, vers la cime, les saisons et le vent, sentant craquer sa fibre, reprend-il essor en s'appuyant sur les jeunes pousses toutes gonflées de sève qu'un printemps prochain reverdira...

Et maintenant une question : Pourquoi un pareil homme, comblé de dons multiples, d'une activité jamais lassée, qui ne chercha pas le moins du monde à être un *émigré* au sens où l'entendit Paul Bourget, un homme qui fut accueillant à tous, qui ne repoussa aucune réalité politique, et fut même parfois très indulgent pour beaucoup d'entre elles qui le heurtaient secrètement, pourquoi cet homme vécut-il à peu près inutilisé pendant quarante ans, tandis qu'il aurait pu rendre à son pays tant de services d'ordre général, tant de services éminents, dans un poste d'ambassadeur par exemple?

Une semblable réflexion ne devrait-elle pas être, en vérité, le remords d'une époque et des tendances d'un gouvernement?

AVESNES.

REVUE LITTÉRAIRE

QU'EST-CE QU'UNE ŒUVRE MODERNE ?

Un jeune professeur d'université a écrit sur ce sujet un petit livre très curieux. Contrairement à ce qu'on pourrait attendre, l'auteur n'a aucune sévérité pour les formes les plus nouvelles de la littérature. Bien qu'il les juge absolument différentes de ce qu'il a appris durant toute sa carrière à aimer et à enseigner, il a pour elles plus que de la mansuétude, plus que de la sympathie : il sent à leur égard un goût secret, dont il nous fait part avec bonne foi (1).

C'est assurément une bonne disposition d'esprit chez un historien et chez un critique. M. Émile Bouvier, qui est maître de conférences à l'Université de Montpellier, nous avertit qu'il n'a pas prétendu écrire une histoire du présent. Il a cherché seulement à faciliter aux profanes de bonne volonté l'accès de quelques œuvres dites « modernes ». Beaucoup de lecteurs cultivés sont rebutés par l'incohérence, l'obscurité et la bizarrerie de certains livres. Ils sont tentés de prendre les auteurs pour de mauvais plaisants ou pour des ratés. M. Émile Bouvier a essayé d'étudier les ouvrages réputés étranges avec toute l'impartialité et toute la sérénité qu'on met d'habitude à comprendre les ouvrages appartenant à un passé lointain.

Voilà un point de départ intéressant. Et comme l'auteur a de l'ingéniosité, il a réussi à mettre de l'ordre là où l'on a bien envie de ne voir que du désordre. Il nous révèle même des intentions parfaitement logiques, là où, au premier abord, on ne discerne que singularités inconscientes ou voulues. Par un décret spécial du destin, ce jeune maître formé aux meilleures méthodes, pourvu d'une riche

(1) *Initiation à la Littérature d'aujourd'hui*, par M. Émile Bouvier (Renaissance du Livre).

culture, se sert des instruments intellectuels dont il dispose pour nous initier à des genres qui ne supposent pas toujours beaucoup de culture, et qui semblent surtout étonnants par l'absence de méthode. Bien plus : c'est la connaissance de l'histoire littéraire qui entraîne l'auteur à l'indulgence. L'érudition joue dans cette affaire le rôle du serpent tentateur. M. Émile Bouvier, dans la mémoire duquel chantent tous les poèmes, discerne dans les œuvres les plus récentes la suite de traditions connues. Il explique, il justifie. La culture avait décidément du bon. Elle enseignait, parmi beaucoup d'autres vertus, cette charité de l'intelligence, qui est la tolérance.

L'enthousiasme, comme on sait, peut faire quelque tort à l'analyse critique. On ne s'étonnera pas que le livre de M. Émile Bouvier contienne quelques inexactitudes, des jugements contestables. Un aussi vaste tableau ne va pas sans quelques erreurs de détail. Je les note par acquit de conscience. Mais il faut ajouter tout de suite que le livre vaut par son ensemble, et qu'il représente une tentative hardie pour faire rentrer dans le domaine de notre intelligence et même dans notre familiarité des livres qui avaient bien des chances de paraître étrangers à nos coutumes.



Qu'est-ce qu'une œuvre moderne? se demande M. Émile Bouvier. Il y a dans une même période des auteurs que le public comprend tout de suite, qui continuent, même quand ils la renouvellent, une tradition. Il en est d'autres qui déconcertent. Pour la commodité de sa démonstration, l'auteur dit que les premiers sont les anciens et que les seconds sont les modernes. C'est limiter assez arbitrairement le champ de la littérature contemporaine. Mais la distinction est claire.

Il en résulte que M. Émile Bouvier ne s'intéresse pas dans son étude à un grand nombre d'auteurs qu'il apprécie peut-être beaucoup, mais qui ne sont pas le sujet de ses soucis. Les écrivains compréhensibles n'ont pas de place dans le livre tel qu'il l'a conçu et tel qu'il avait le droit de le concevoir. Ni M. Pierre Benoit, ni M. François Mauriac, ni M. André Maurois, ni M. Jacques Lacretelle ne sollicitent son attention. S'il parle d'eux, c'est pour leur opposer un autre écrivain, qui a exprimé tout autrement qu'eux la même chose qu'eux. Ils ont cependant du succès : ils comptent dans leur génération. Mais, au fond, ils sont à leur manière très classiques. De même M. Paul Morand est cité surtout pour ses premiers essais qui sont

ingénieusement obscurs, et beaucoup moins pour ses derniers livres, qui sont cependant bien supérieurs, mais affligés d'une clarté raisonnable. Le moderne, c'est donc la surprise.

Disons tout de suite à la louange de M. Émile Bouvier qu'il ne s'en tient pas là. Cette remarque est faite pour établir un classement superficiel et provisoire. L'étonnement n'est que le commencement de toute recherche. Le savant et le philosophe, une fois la première étape franchie, se hâtent d'aller plus loin. L'auteur n'y manque pas. D'où vient notre surprise? Comment s'explique-t-elle? Quels sont les éléments qui la provoquent? Dans quelles dispositions d'esprit faut-il nous mettre pour comprendre à la réflexion ce qui nous choque au premier abord? Autant de questions que M. Émile Bouvier se pose et auxquelles il répond.

Les modernes pour surprendre ont choisi un moyen qui est très vieux. Ils se sont dit qu'ils feraient tout le contraire de leurs aînés. A défaut d'autres traditions, ils ont suivi celle qui consiste à contredire et qui est vieille de plusieurs siècles. La principale préoccupation de toute génération littéraire nouvelle a toujours été de s'opposer à celle qui l'avait précédé. Il y a de ce souci dans l'école de Ronsard, dans celle de Malherbe, dans celle de Rousseau, dans celle de Hugo, et dans celle de Mallarmé. C'est tout naturel.

Or, dans la littérature qui régnait en 1914, le caractère dominant était qu'elle accordait une place prépondérante à l'intelligence. Toutes les œuvres se proposaient de démontrer, de décrire, d'expliquer les phénomènes individuels ou collectifs, de décomposer en éléments rationnels le jeu des apparences. Elles étaient claires, elles étaient logiques. Elles avaient un sens, parfois caché, mais qui pouvait être découvert. Le modernisme consiste essentiellement à se passer de l'intelligible : c'est une protestation contre la tyrannie de la raison. « A l'heure actuelle, écrit M. Émile Bouvier, la littérature d'avant-garde est une sorte de révolte, une libération des énergies inférieures domestiquées, une émancipation de la liberté imaginative. Par réaction, elle ignore l'intelligence : aussi essayer de comprendre, au sens scientifique ou pratique, l'art moderne, c'est faire fausse route : comme c'est s'égarer que de chercher à reconnaître dans ses descriptions l'image photographique des paysages ou des modèles vivants. »

Cet aveu rend bien rêveur. J'ai tenu à le citer textuellement. Quand on résume en quelques lignes une thèse soutenue en deux cents pages, on la simplifie nécessairement et on la déforme. Je crois

cependant que l'idée principale du livre de M. Émile Bouvier est bien celle que j'indique. Il donne plusieurs raisons pour expliquer le phénomène. Il nous rappelle la prétention des théories scientifiques qui se vantaient de tout expliquer et qui n'expliquaient rien. Il insiste sur le coup porté par la guerre à de jeunes esprits qui ont eu à subir trop tôt une épreuve trop dure, qui ont perdu toute confiance dans les sociétés, et dans la sagesse des hommes. Il invoque aussi la transformation du monde par la civilisation industrielle qui y apporte autant de folies que de miracles et qui est un dieu barbare.

Quelle sera la mission de la littérature mise en face de cet univers chaotique? Le décrire, c'est inutile, puisqu'il est à la fois trop petit et trop incohérent. L'expliquer, c'est une entreprise vaine, puisque les systèmes scientifiques sont tous provisoires, et se trouvent ruinés périodiquement. L'aimer, c'est impossible, puisque la société telle qu'elle existe ne provoque que déceptions, révoltes ou dégoût. La seule mission qui vaille la peine, c'est de se lancer à la recherche du mystère de la destinée par des voies inconnues. « Un immense besoin de nouveauté, de liberté, de vérité essentielle travaille l'Europe convalescente : la littérature d'avant-garde n'est qu'un appel émouvant jeté vers les forces inconnues, vers le Prométhée libérateur encore enchaîné dans les profondeurs de l'esprit. »

Pour l'historien, c'est ce qu'il y aura de pathétique dans les diverses manifestations qui ont suivi la guerre. M. Émile Bouvier considère ce mal du siècle avec une curiosité impartiale, non sans sympathie humaine. Et quand plus tard on étudiera le mouvement des idées particulières à la période 1918-1928, quand on étudiera l'évolution des mœurs, il est très probable qu'on aura quelque indulgence et quelque pitié pour une époque si fortement ébranlée et si étrangement empêchée de retrouver son équilibre. Mais toute la littérature qui en est sortie apparaîtra sans doute comme l'essai de quelque chose qui n'a pas encore de réalité. Elle est beaucoup plus intéressante pour le moraliste que pour le critique attentif aux formes de l'acte. Elle apprend davantage sur les hommes d'aujourd'hui que sur les œuvres de demain.

* * *

Mais M. Émile Bouvier est avant tout un historien de la littérature, et c'est donc des formes de l'art, des œuvres elles-mêmes, qu'il s'occupe. Il est ainsi amené à donner à certaines manifestations

modernes une grande importance. Il immobilise des mouvements éphémères et les fait entrer dans nos annales littéraires. Pour lui, la domination de l'intelligence est combattue par le rêve depuis qu'il y a des hommes qui écrivent. Il nous montre que d'Homère aux symbolistes, les poètes ont sans cesse tendu à employer des images pour désigner des choses. A la réflexion, dit-il, on constate que l'usage du symbole est courant dans la vie de tous les peuples et de tous les temps. Le langage lui-même est composé d'images. C'est ce qu'on peut discerner dans la Bible, dans les œuvres helléniques, dans les livres du moyen âge, dans Racine, dans Hugo, chez les Parnassiens et chez les symbolistes. Par une série d'exemples adroitement choisis, M. Émile Bouvier nous montre la prose française et le vers français se dégageant progressivement de leur armature intellectuelle, se dépouillant de leur contenu logique; il nous montre la disparition de la signification d'abord en ce qui concerne les récits, puis, en ce qui concerne chaque phrase, enfin chaque terme. Les mots ne valent plus par ce qu'ils désignent, mais par ce qu'ils suggèrent. Dès lors s'évanouissent les réalités, et il ne reste plus que des ombres et des hallucinations « où se mêlent les reflets déformés de la vie terrestre et les prestiges étranges de l'imagination créatrice débridée ».

Et ainsi, après avoir soigneusement noté l'influence de Rimbaud, M. Émile Bouvier en arrive au cubisme, à Guillaume Apollinaire, au dadaïsme et au surréalisme. Il écrit sur ces sujets difficiles des pages sérieuses et documentées. Deux textes qu'il cite résumeront assez bien, en grossissant quelque peu, ce qu'il explique avec beaucoup plus de nuance et de finesse. M. Francis Carco, racontant les origines du cubisme et les conversations éperdues que poursuivaient ses adeptes dans un cabaret, rapporte ce mot de Picasso : « Lorsque tu fais un paysage, confiait le maître à ses auditeurs, il faut d'abord que ça ressemble à une assiette. » Or, ajoute M. Carco, Picasso ne riait pas, ni ses disciples. « Mais les discussions ne finissaient plus sous la lampe de Frédéric et il arrivait bien souvent à l'aube de nous surprendre en train de tâcher de nous mettre d'accord sur les principes les plus extravagants. » Si tu ne peux pas, disait encore Picasso, peindre en entier une personne, « tu mets les jambes à côté sur la toile ». On devine ce que donne l'alliance de ces principes de peinture avec la littérature nouvelle. La poésie fut mise en demeure de suggérer elle-même la totalité de l'objet à dépeindre, au lieu de n'en montrer qu'un côté. « Les plus méthodiques s'exercèrent à décomposer par

l'analyse un paysage ou une scène en éléments essentiels, puis à combiner ces matériaux selon les lois d'une perspective originale... Les plus nonchalants se contentèrent d'aligner leurs impressions au fur et à mesure qu'elles s'imposaient à une réflexion volontairement inconsistante. »

Ce n'était qu'un début. Les cubistes s'unirent à une jeune troupe ardente de littérateurs et de musiciens pour lancer ce dadaïsme, que M. Émile Bouvier nomme avec gentillesse une crise de croissance et qui devait être prolongé et complété par le surréalisme. Cette fois, c'était le problème de l'art tout entier dans ses rapports avec la vie qu'il s'agissait de résoudre. Ce n'était pas un mouvement exclusivement littéraire. « C'est une révolte philosophique et humoristique contre l'absurdité de l'existence moderne et plus spécialement contre les prétentions des gens de lettres. » On lit dans les manifestes de l'école : « Il est inadmissible qu'un homme laisse une trace de son passage sur la terre. Dada ne reconnaissant que l'instinct condamne *a priori* l'explication. Selon lui, nous ne devons garder aucun contrôle sur nous-mêmes. Il ne peut plus être question de ces dogmes, la morale et le goût. » Et on lit encore ceci : « Vous ne comprenez pas, n'est-ce pas, ce que nous faisons! Eh! bien, chers amis, nous le comprenons moins encore. Quel bonheur, hein, vous avez raison! »

Enfin, dernière venue, l'école surréaliste dès 1924 étudia l'activité inconsciente de l'esprit. Elle décrivit des rêves, étudia les phénomènes métapsychiques, collectionna les faits bizarres, les combinaisons inédites, afin de saisir dans quelles conditions s'opère le choc émotif produit dans notre esprit par certaines incohérences. Il n'était pas seulement question de littérature. Il s'agissait de descendre par l'intermédiaire de ces activités profondes « dans le monde des vraies réalités, des surréalités ». Et ces surréalités n'appartiennent pas au monde des idées, comme le voulait Platon, ni au monde des idées claires et distinctes, comme le voulait Descartes. Après avoir nié le réel et l'irréel, l'école nouvelle s'empare d'un moyen terme « qui les concrète et les contient, le surréel », lequel est l'une des déterminations de la poésie. L'invention, dit un texte capital de M. Louis Aragon, se résume « dans l'établissement d'un rapport surréel entre les éléments concrets, et son mécanisme est l'inspiration ». La conclusion est qu'il faut démolir la littérature et la société.

C'est à quoi se sont appliqués des écrivains « modernes » en concevant une littérature indépendante de la vérité historique ou scientifique, indépendante de la vraisemblance, indépendante de

l'intelligence, une littérature s'évadant des lois de l'entendement, du déterminisme des causes et des effets, livrée à la fantaisie de l'inspiration, et à l'inconscient. A la fin d'un de ses chapitres M. Émile Bouvier rassemble ses impressions mitigées et après avoir cité un poème de Guillaume Apollinaire qui se termine par ces mots : « Pitié pour nos erreurs, pitié pour nos péchés », il ajoute : « Oui, pitié pour ceux qui furent hélas! des écrivains d'avant-garde et pitié pour le modeste historien qui a la faiblesse de s'intéresser à eux! »

* * *

N'opposons pas une résistance cruelle à cette requête modeste. Mais cependant adressons à M. Émile Bouvier un certain nombre d'objections. Et d'abord, M. Émile Bouvier fait remonter la responsabilité littéraire de l'anti-intellectualisme contemporain au mouvement symboliste. Est-ce bien juste? Les symbolistes ont réagi aux environs de 1885 contre les formes arrêtées de la poésie parnassienne et plus encore contre les excès du naturalisme. Ils ont pris goût aux idées, ils ont permis aux émotions de retrouver leurs titres de noblesse; ils se sont intéressés à l'existence individuelle, aux lois secrètes de la nature et des êtres, à l'âme; ils ont renouvelé la traduction artistique de la vie intérieure et du monde extérieur, ils ont assoupli les systèmes.

Après la période orageuse, où une école se plait à être obscure et révolutionnaire, ils sont revenus enrichis à la tradition. M. Émile Bouvier rappelle lui-même, qu'après *Tel qu'en Songe*, Henri de Régnier a écrit *la Cité des Eaux*. Il ajoute, et avec raison, que même là où la poésie réclame une attention soutenue pour être comprise, elle ne désire pas être inintelligible. Le symbolisme verbal aboutissait parfois à l'obscurité des métaphores; le symbolisme philosophique conduisait au dédoublement du récit et invitait le lecteur à chercher au delà du sens apparent une signification plus subtile. Mais cette esthétique n'était pas fondée sur la conception de l'intelligence : elle s'appuyait sur une conception de la pensée, qui est un accord subtil entre la raison et la sensibilité.

Mallarmé a dit que le poème est un mystère dont le lecteur doit chercher la clef. C'est qu'il y en a une. Un volume de vers peut n'être pas intelligible du premier coup, avoir besoin d'être médité pour être tout entier compris. On peut n'avoir aucun goût pour cette littérature difficile et garder le culte de la clarté. Il n'en reste pas moins que les poèmes qui réclament un certain effort d'exégèse sont

au fond l'expression de vérités éternelles sur l'univers, le destin et les passions humaines. Ils demeurent, en leur essence, soumis aux lois de l'entendement. La forme en est nouvelle, compliquée parfois : l'inspiration est tout de même conforme aux habitudes de l'esprit.

Il est possible que la littérature « moderne » ait emprunté cette forme. Mais elle a été beaucoup plus loin que le symbolisme. Entre elle et lui, il n'y a pas une différence de degré. C'est la conception même de l'art littéraire qui a changé de nature. Il s'agit pour les nouveaux venus d'échapper aux règles non du langage, mais de la pensée. C'est ce que M. Émile Bouvier démontre fort bien d'ailleurs dans la dernière partie de son ouvrage. « Même, lorsque se produisit vers 1908 le premier retour offensif du symbolisme, on ne s'attacha d'abord qu'aux éléments intellectuels de cette vaste théorie. On affirma que tout poème devait avoir un sens, sens caché, philosophique de préférence, que la réflexion du lecteur devait, au prix de quelques efforts, découvrir derrière les obscurités du verbe. C'est ainsi que force poèmes de René Ghil, de Pierre Reverdy, de Paul Claudel, de Fernand Divoire, s'adressent encore aussi bien à notre raison qu'à notre cœur. »

M. Émile Bouvier croit en outre que la philosophie scientifique et la métaphysique de notre temps sont pour quelque chose dans les incertitudes de la littérature contemporaine. Il écrit que l'affaiblissement des théories déterministes, les nouvelles conceptions de l'atome qui ont ruiné la vieille notion géométrique de la matière, les hypothèses relativistes, les travaux sur le subconscient et le snobisme du freudisme ont jeté le découragement et le doute dans les esprits. Ce n'est pas certain. Il est permis d'être très sceptique quand il s'agit de l'influence de la philosophie sur la littérature. On a beaucoup exagéré l'influence du cartésianisme sur les auteurs du XVIIe siècle. Les poètes rassemblent quelques pensées philosophiques quand elles ont subi l'épreuve du temps, ou même parfois ils les devancent, par un heureux effet de leur magie propre. Mais ils sont beaucoup plus sensibles aux idées reçues dans leur enfance qu'aux théories à la mode quand ils sont adultes. Et en quoi le déterminisme favorise-t-il telle ou telle forme d'art? Il y a plus d'imagination librement créatrice dans Racine, tout imprégné de la terrible doctrine janséniste, que dans Corneille, poète somptueux de la volonté et de la liberté humaine.

D'ailleurs l'influence des travaux critiques et philosophiques a été bien antérieure au mouvement de 1918. On peut dire qu'elle s'est exercée avant 1914. Malgré les différences très grandes qui séparent les

critiques, les essayistes, les romanciers d'avant guerre, la plupart ont collaboré à mettre en lumière une série de conclusions entre lesquelles il y a des relations certaines. Par l'analyse des passions, par le spectacle des événements, par l'étude de l'histoire, par l'examen des livres, ils ont procédé à une sorte de grande enquête sur l'homme. Ils ont dressé un bilan nouveau des vérités qui leur paraissaient les mieux établies. La campagne contre le naturalisme engagée par Brunetière, l'analyse du XVIII[e] siècle et de la politique du XIX[e] poursuivie par Faguet, cette apologétique expérimentale établie par M. Paul Bourget dans *les Essais de psychologie*, puis dans les *Pages de doctrine et de morale*, le procès du romantisme et l'apologie des idées classiques instituée par M. Charles Maurras, sont comme autant de routes diverses qui aboutissent à faire apercevoir sensiblement le même point de vue. Une œuvre aussi peu dogmatique dans la forme que celle de Maurice Barrès implique toute une conception des rapports entre l'intelligence et la sensibilité : qui ne se souvient des réflexions des *Déracinés* sur la pensée si fière d'être indépendante, et si soumise aux conditions nationales qui la fixent ?

Il n'est pas jusqu'à Remy de Gourmont, tout nourri cependant du XVIII[e] siècle, artiste et voluptueux, qui, par son horreur du kantisme et des abstractions, par ses dissociations d'idées et son scepticisme, n'ait contribué à ce mouvement général, et c'est à lui qu'il était réservé d'être le critique même de l'école symboliste. Toutes les conclusions aboutissaient, en 1914, à former une nouvelle sagesse française. Les événements l'ont ébranlée. Mais elle était. Et si les « modernes » ont les caractères définis par M. Bouvier, la cause en est beaucoup plus à une crise morale qu'à une philosophie générale, dont les enseignements étaient, il y a si peu de temps encore, en faveur de disciplines aujourd'hui méconnues.

Ailleurs, M. Émile Bouvier, convaincu non sans raison de l'influence de Marcel Proust, lui fait, m'a-t il semblé, une place à part parmi les responsables du mouvement contemporain. C'est bien contestable. L'œuvre de Marcel Proust est essentiellement une étude de la sensibilité, mais elle est inspirée tout entière par une intelligence aiguë, et soutenue par une force d'analyse exceptionnelle. C'est une étude des passions humaines les plus différentes, depuis la vanité, le snobisme, l'orgueil, jusqu'aux complications du cœur et des sens. On ne peut pas dire que l'œuvre de Marcel Proust soit un effort pour se libérer de la raison. C'est au contraire un effort pour amener la lumière de l'esprit jusque dans

les régions les plus obscures de la sensibilité. En revanche, M. Émile Bouvier néglige une influence qui ne me paraît pas contestable, celle de la littérature russe. Il y a dans la *Salle 6* d'Antoine Tchekov des méditations sur l'absurdité humaine d'une insolence cinglante, qui sont beaucoup plus proches de certaines affirmations « modernes » que les livres de Marcel Proust.

Nous avons voulu montrer, écrit à la fin de son livre M. Émile Bouvier, que tout ce qui se dit moderne n'est pas inférieur, que tout ce qui nous déconcerte n'est pas sans valeur, et que l'incohérence elle-même « en littérature a quelque raison d'être ». Il faudrait ajouter que c'est là une manière indulgente de juger les périodes d'élaboration, mais que ces périodes ne sont intéressantes que si elles conduisent à un résultat valable. Depuis deux ans que nous avons essayé ici de faire connaître les tendances nouvelles de la littérature, nous avons essayé de discerner où elles menaient. Le moment nous semble proche où ces expériences vont se terminer.

Si M. Émile Bouvier a pu écrire un livre qui est une histoire, c'est que les écoles dont il parle ont déjà accompli ce qu'elles avaient à faire. Son étude est une conclusion. A moins que ne surgisse un écrivain doué de génie, toute cette effervescence d'après-guerre tombe déjà. Le public, qui aime alternativement retrouver ce qu'il connaît et s'ébahir devant ce qui lui semble nouveau, commence d'éprouver une certaine lassitude. A force d'entendre parler de l'inconscient, il ne serait pas fâché d'entendre un peu parler du conscient. A force de voir des êtres déchaînés, qui obéissent à des instincts « purs », il finit par se dire qu'il doit exister des créatures pensantes et équilibrées. A force de lire les notations où sont collectionnées les sensations, il finit par avoir une certaine nostalgie des phrases qui ont un sens, et des livres qui ont un commencement et une fin. Il est possible que les écrivains reviennent enrichis de ce voyage au pays étrange où ils se sont complu. Mais c'est un fait qu'ils reviennent. M. Émile Bouvier nous facilite le travail qui consistera à chercher ce que les jeunes rapportent de leurs expéditions, et ce qu'ils retiennent du surréalisme.

ANDRÉ CHAUMEIX.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

C'est le sort de la plupart des États civilisés d'aujourd'hui que, astreints à la périodicité des renouvellements électoraux, ils n'ont pas toute latitude pour résoudre, avec célérité et en toute tranquillité d'esprit, les grandes affaires internationales qui pourtant touchent à leurs intérêts les plus importants. C'est ainsi que la question des réparations et de l'aménagement du plan Dawes est conditionnée et retardée par l'élection du Président des États-Unis et les élections générales en Angleterre. La première est maintenant très prochaine : c'est le 6 novembre que, sur toute l'étendue des quarante-huit États qui couvrent un territoire aussi grand que l'Europe, les électeurs choisiront leurs délégués et que l'on pourra prévoir le gagnant de la course. Mais le nouvel élu n'entrera à la Maison Blanche que le 4 mars 1929 et, d'ici là, se prolongera une sorte d'interrègne durant lequel aucune initiative importante ne sera prise. Ensuite viendront, en juin probablement, les élections générales britanniques ; et l'on peut se demander si les Allemands souhaitent arriver, avant cette époque, à une solution des problèmes qui les intéressent au premier chef ; le récent séjour, à Berlin, de M. Ramsay MacDonald, — ancien et, si la majorité parlementaire était retournée, futur Premier travailliste, — a été pour lui l'occasion de recueillir des applaudissements en critiquant sans ménagement la politique franco-britannique et en abondant, à l'encontre de son propre pays, dans le sens des revendications allemandes.

Déjà, en vue de l'échéance de juin, les partis politiques anglais prennent leurs positions ; conservateurs, libéraux, travaillistes viennent, chacun de son côté, de tenir leur congrès et de définir leur programme. Les libéraux, par l'organe de M. Lloyd George, cherchent à amener le débat sur le terrain libre-échangiste, dans

l'espoir de réveiller, parmi les électeurs, les vieux souvenirs du libéralisme manchestérien qui a fait naguère la fortune de l'Angleterre, mais qui ne suffit plus à la sauvegarder. M. Baldwin, d'ailleurs, se garde de prêter le flanc à cette attaque insidieuse; il a soin d'affirmer son attachement aux principes du libéralisme économique qui, dans son système, n'exclut pas la protection des industries particulièrement exposées à la concurrence et l'aide aux chômeurs dont le nombre ne fait qu'augmenter.

Libéraux et travaillistes se livrent, parallèlement, aux plus vives attaques contre la politique conservatrice, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, mais ils ne confondent ni leurs programmes ni leurs troupes. On croit, en général, que les conservateurs perdront des sièges et des voix, car les partis au pouvoir s'usent toujours, mais qu'ils garderont la majorité. Seule une entente des libéraux et du Labour party pourrait la leur arracher. Les travaillistes, dans leur récent congrès de Birmingham, ont éliminé de la direction du parti les éléments les plus avancés et rompu avec les communistes; se plaçant nettement sur le terrain réformiste, ils se sont, par là, rapprochés des libéraux. Cette évolution vers la modération et la discipline est rassurante pour l'avenir lointain de l'Angleterre, mais elle sera dangereuse, aux prochaines élections, pour les conservateurs aussi bien que pour les libéraux. Mais, en Angleterre, chaque parti a le respect de ses propres idées et ne les compromet pas dans des alliances électorales : il est vrai que l'immoral second tour de scrutin n'exerce pas ses tentations sur les candidats. Les chefs des deux groupes ont déclaré qu'ils auraient, partout où la lutte est possible, chacun leur candidat et défendraient intégralement leurs doctrines. Une élection partielle a eu lieu dernièrement dans une circonscription très disputée du Devonshire, à Tavistock; le candidat conservateur l'a emporté avec 10 745 voix, mais le libéral n'était distancé que de 173 suffrages et le candidat du Labour party recueillait 2 449 voix. Le cas est topique et se produira fréquemment aux élections de 1929. Entre libéraux et travaillistes, il y a toute la distance qui sépare le socialisme du libéralisme et M. Lawson, président du Comité exécutif de la fédération libérale de Manchester, déclarait dernièrement qu'un arrangement entre les deux partis avant le scrutin serait « une offense à la moralité politique ». Les élections, d'ailleurs, sont encore éloignées et il se peut que, d'ici là, les conservateurs désirent, afin de s'en prévaloir devant les électeurs, résoudre les problèmes pendants entre les Alliés et l'Allemagne.

Au contraire, aux États-Unis, l'heure fatidique approche ; c'est le 6 novembre que les électeurs, au milieu de l'agitation traditionnelle, se prononceront. La campagne a été brillante et intéressante ; elle a mis en opposition les deux courants qui divisent la grande démocratie américaine moins sur des idées divergentes que sur des tendances presque impossibles à analyser. M. Hoover est le type du haut fonctionnaire intègre et éclairé ; il représente la forte tradition des républicains des États atlantiques du Nord, la vieille Amérique anglo-saxonne, puritaine, individualiste et « sèche » ; il est l'homme du haut commerce, de la grande indústrie, de la collusion de la politique et des affaires. Le candidat démocrate, le populaire, éloquent, ingénieux Alfred E. Smith, « Al. Smith », gouverneur de l'État de New-York, est, au contraire, un homme nouveau, fils de ses œuvres, porté par son adresse et le suffrage des citoyens aux plus hautes fonctions électives. Pour la première fois, aux États-Unis, s'il était élu, un catholique entrerait à la Maison Blanche aux lieu et place de M. Calvin Coolidge. Des deux côtés, on se défend de mêler la religion à la politique, tant le respect absolu des droits de la conscience est ancré dans les âmes américaines ; mais, sous main, les grandes Églises baptiste et méthodiste, les descendants des puritains, agitent l'opinion. Le Ku-Klux-Klan mène campagne contre le papisme. Le sénateur Heflin, de l'Alabama, déclare que nommer M. Smith président, c'est « faire entrer le Pape à la Maison Blanche et lui confier le gouvernement des États-Unis ». A l'idée que Al. Smith pourrait devenir président, la vieille bourgeoisie de l'Est se voile la face.

Le débat, au fond, porte surtout sur la loi de prohibition. Le gouverneur Smith promet, s'il est élu, d'apporter des tempéraments à la fameuse loi Volstead qui, depuis qu'elle est en vigueur, sans avoir réussi à supprimer l'alcoolisme, trouble profondément la vie politique et sociale aux États-Unis. Mais, derrière l'antagonisme « humides » contre « secs », on voit se dessiner deux conceptions différentes de la morale, de la religion, de l'État et de l'avenir des États-Unis. L'administration intègre d'Al. Smith, qui a réussi à nettoyer la légendaire sentine de Tammany Hall, a été en même temps très secourable au menu peuple, aux immigrants. Il aura pour lui les nouveaux Américains : Irlandais, Allemands, Polonais, Italiens, Juifs et en général les classes les plus pauvres. Il espère que le mécontentement des fermiers du Middle-West lui assurera l'appoint décisif de quelques États du Nord-Ouest, mais il se peut qu'il s'aliène

quelques-uns de ces États du Sud qui, depuis la guerre de Sécession, n'ont jamais manqué de voter pour le candidat démocrate, mais qui sont très attachés aux préjugés traditionnels et aristocratiques des riches planteurs. Le vieux « cléricalisme » puritain s'insurge contre le suppôt de l'Enfer qui rouvrirait la porte au vin et à la bière en même temps qu'aux influences pernicieuses de l'Antechrist de Rome.

Pour mener sa campagne, M. Hoover se contente de montrer la prospérité que l'administration républicaine a apportée aux Américains; il dépeint son adversaire comme disposé à abaisser les droits de douane qui, selon lui, sont l'origine et la condition de la situation florissante des affaires américaines et de l'élévation des salaires. M. Smith s'est défendu, dans son discours de Saint-Louis, d'être moins protectionniste que son concurrent. Il n'est, pas plus que lui, disposé à remettre aux Européens les dettes contractées pendant la guerre. Que les deux candidats aient, sur le seul point qui nous intéresse directement, le même programme, c'est l'indice de l'impopularité que risquerait l'homme d'État qui oserait prendre l'initiative d'une générosité cependant peu onéreuse au Trésor américain. M. Smith, de son côté, cherche à coaliser, par son éloquence enflammée, tous ceux que la ploutocratie maîtresse du gouvernement lèse ou offusque : sa campagne, très active, ardente, spirituelle, soulève les sympathies, les rires, l'enthousiasme; mais entrainera-t-elle les votes? C'est une autre affaire. M. Hoover, ouvertement soutenu par M. Coolidge, est appuyé par les manieurs d'argent, les créateurs d'industrie, les maîtres du haut commerce, bref par toute la puissance du roi-dollar : M. Smith fait appel aux sentiments du peuple américain, M. Hoover à ses intérêts. Il se peut que le scrutin du 6 novembre apporte quelques surprises; il est impossible de supputer combien la popularité de M. Smith peut attirer de suffrages; les plus grandes probabilités sont cependant pour que le « ticket » républicain sorte vainqueur de l'épreuve. Mais c'est déjà un fait sans précédent, annonciateur de temps nouveaux, qu'un homme tel qu'Al. Smith, un Américain nouveau, un catholique romain, se soit imposé, par son talent et son énergie, comme le candidat de l'un des deux partis historiques qui se succèdent à la tête de la plus nombreuse et la plus riche des nations blanches. Pour nous, Français, qui comptons des amis dans les deux camps, nous ne pouvons que regarder de loin une lutte dont nos intérêts ne sont pas l'enjeu, sans oublier cependant que c'est une administration démocrate

qui, avec le président Wilson, a envoyé les beaux gars d'Amérique se battre à côté de nos soldats.

Le complot que M. Hearst, avec ses journaux, a ourdi contre la France et l'Angleterre à propos de l'accord naval, ne serait-il pas dirigé en même temps contre la candidature de M. Smith et sa popularité? On serait tenté de le croire quand on sait que c'est M. Smith qui, en purifiant Tammany Hall, en a chassé les créatures de M. Hearst et a brisé sa carrière politique. Comme ennemi de la France et de l'Angleterre, Hearst, pendant la guerre, a fait ses preuves par la calomnie et le mensonge. N'est-ce pas lui qui imagina de publier, en « manchette » de son journal, le *New-York American*, du 14 mars 1919, l'ignoble accusation : « La France a fait payer à l'Amérique le loyer du terrain sur lequel ses soldats ont combattu »? Et, quelques jours après, c'était l'emplacement des cimetières américains dont la France exigeait le paiement! Qu'un tel personnage ait eu l'impudence de venir à Paris et, par l'intermédiaire d'un correspondant à ses gages, de suborner un journaliste français qui, abusant de la bienveillance imprudente d'un jeune fonctionnaire du quai d'Orsay, réussit à lui procurer un document confidentiel d'ailleurs peu compromettant, il n'y a rien là qui puisse nous étonner. Il est plus étrange et plus significatif qu'une telle « révélation » ait pu provoquer quelque émoi aux États-Unis et soulever par le monde cet étrange concert où les chemises noires ont fait chorus avec les bonnets rouges. Le dossier de la négociation franco-anglaise a été publié en même temps à Paris et à Londres le 23 octobre; il montre toute l'affaire dans sa simplicité et ses bonnes intentions; il révèle l'hypocrisie des malveillances déchaînées contre l'entente franco-britannique. Profitable leçon qui devrait nous éclairer sur les desseins cachés de certains adversaires ou rivaux.

Pourtant, n'étaient les préoccupations électorales qui retardent les solutions, on pourrait espérer que les délicates affaires qui restent en suspens pour que s'achève la liquidation de la guerre, vont bientôt entrer dans leur phase terminale. L'activité de M. Parker Gilbert cherche à trouver une conclusion pratique aux résolutions arrêtées à Genève entre les représentants de l'Angleterre, de l'Allemagne, de la France, de l'Italie, du Japon, de la Belgique, et formulées dans le communiqué du 16 septembre. L'agent général des paiements a poursuivi ses négociations à Berlin d'abord, où il réside habituellement, puis à Londres, de là à Paris où il est arrivé le 18 octobre et où le chancelier de l'Échiquier, M. Winston Churchill, l'a accompagné,

ensuite à Bruxelles. M. Parker Gilbert étudie, avec le louable désir d'arriver à une juste conciliation des intérêts engagés, les moyens de fixer définitivement le total des réparations à payer par l'Allemagne à un chiffre que le gouvernement de Berlin accepterait volontairement et de supprimer ensuite le comité des transferts. Une commission d'experts va être nommée par les six puissances intéressées afin d'étudier ces projets et d'arriver à des conclusions.

Le plan Dawes, par le fait même qu'il fixe l'annuité pleine à payer par l'Allemagne à 2 milliards 500 millions de marks or, implique une revision du montant global de la dette fixé à 132 milliards de marks or par l'état des paiements de mai 1921, puisque 2 milliards et demi ne représentent même pas l'intérêt annuel de 132 milliards et que, par conséquent, même si l'Allemagne payait pendant mille ans la pleine annuité, elle ne diminuerait pas, au contraire, le montant total de sa dette. Mais dans quelle mesure cette réduction et cette fixation doivent-elles être réalisées ? Ce fut l'objet des entretiens préparatoires que M. Parker Gilbert eut à Londres, notamment avec M. Baldwin et M. Churchill. La presse anglaise semble indiquer que les experts britanniques et l'agent général des paiements seraient d'accord pour supprimer la commission des transferts. Il conviendrait d'abord de s'assurer que le gouvernement du Reich est disposé à s'acquitter régulièrement des obligations réduites qui lui seraient imposées et ne cherchera pas à organiser dans son budget un déficit artificiel avec l'espoir de s'y soustraire. L'Allemagne, de son côté, renoncerait à se prévaloir de la clause des tranferts et assurerait, en tout état de cause, le paiement régulier de ses annuités.

Que M. Winston Churchill se soit spontanément déplacé pour avoir, à Paris, un entretien avec M. Poincaré et M. Parker Gilbert, c'est un heureux signe de la volonté d'entente préalable entre Londres et Paris ; c'est aussi un indice que les pourparlers sont plus avancés que ne le disent les communiqués officiels. Les sommes que l'Allemagne peut payer devront être fixées de manière à couvrir les dettes de guerre interalliées et à laisser un excédent suffisant pour l'amortissement des dettes intérieures de réparations, particulièrement pour la France et la Belgique. Le règlement est subordonné d'abord au maintien, par le gouvernement britannique, du principe formulé dans la note Balfour de 1922, à savoir que l'Angleterre ne gardera pour elle, sur les paiements allemands, que les sommes nécessaires à compenser ses propres versements aux États-Unis.

Quel serait alors le montant de la dette allemande destinée à

compenser les réparations exécutées à leurs frais par la France et par la Belgique, y compris les 6 milliards que la Belgique réclame au titre des émissions de billets faites par les Allemands durant l'occupation? D'après des évaluations qui n'ont rien de définitif, la dette allemande pourrait être fixée aux alentours de quarante milliards de marks or. L'Allemagne serait alors dégagée de tout contrôle financier et de toute occupation militaire. Mais il serait nécessaire que, par une combinaison de commercialisation, la régularité des paiements fût assurée dans tous les cas; il faudrait que la formule dont on a jadis leurré les justes revendications françaises après l'invasion et la victoire « l'Allemagne paiera », devînt enfin, sur une échelle déjà trop réduite, une vérité garantie.

Il va sans dire que s'il entrait dans les vues du gouvernement des États-Unis d'alléger encore la dette allemande, il en aurait, et il en aurait seul, la possibilité, dans toute la mesure où lui-même réduirait les dettes que l'Angleterre, la France et les autres puissances alliées ont contractées vis-à-vis de lui pour le commun succès. Qu'ils le veuillent ou non, c'est un fait que les États-Unis sont indirectement les créanciers de l'Allemagne. Il va de soi que l'une des conditions d'un règlement général serait la ratification, par le gouvernement français, de l'accord Mellon-Bérenger qui fixe le montant de la dette française envers l'Amérique. Les inconvénients que pourrait comporter une telle ratification seraient aujourd'hui beaucoup moins graves, grâce au rétablissement opéré par M. Poincaré, et seraient compensés par des avantages essentiels. Rien d'ailleurs n'a été encore décidé, ni dans les entretiens avec M. Churchill et avec M. Parker Gilbert, ni dans les conseils du gouvernement. Nous ne sommes qu'aux préliminaires de négociations qui seront longues et difficiles, mais que la bonne volonté, pourvu qu'elle soit générale, peut mener à une heureuse conclusion.

Les 14 et 21 octobre s'est accompli, dans toute la France, le renouvellement de la moitié des conseillers généraux et de la moitié des conseillers d'arrondissement. Le suffrage cantonal est, de tous, le plus fidèle à ses élus qui sont, en général, quelque personne notoire, particulièrement active à s'occuper des intérêts de l'électeur et à porter ses réclamations au chef-lieu : aussi l'a-t-on nommé le scrutin des médecins, parce que le médecin du canton, qui pénètre chez tous les électeurs, devient aisément, pour peu qu'il sache s'y prendre, membre de l'Assemblée départementale ou d'arrondissement. Il en

a été, cette fois, comme de coutume : rares sont les sortants qui ne rentrent pas. Cette mésaventure est arrivée cependant à quelques membres notoires du parti radical-socialiste, surtout dans le Midi, et c'est par des socialistes qu'ils ont été battus : MM. Pams dans l'Ariège, Honoré Leygue dans la Haute-Garonne, Lamoureux dans l'Allier. La querelle de *la Dépêche de Toulouse* et du *Midi socialiste* serait assez divertissante à observer de loin, si elle n'était pas le triste symbole de la pauvreté des programmes et de l'âpreté des rivalités de clan. Somme toute, la position respective des partis ne s'est pas modifiée. On notera avec regret, en Alsace, le succès de plusieurs candidats autonomistes. Le redressement de l'esprit public, dans les départements recouvrés, ne pourra être que l'œuvre du temps; il sera grandement aidé par une plus complète pénétration réciproque de l'Alsace et du reste de la France et, à ce point de vue, l'inauguration du chemin de fer d'Épinal à Strasbourg, par Saales et Schirmeck, est un heureux événement qui a soulevé, sur le passage du président du Conseil, les plus chaleureuses acclamations; il sera, au contraire, gêné et retardé chaque fois que se manifestera, soit dans les actes gouvernementaux, soit dans les manifestations des partis les plus influents, une recrudescence de cette politique de déchristianisation qui, sous couleur d'anticléricalisme, a déjà, au dehors, fait tant de mal à l'influence française.

C'est pourquoi l'initiative du ministère des Affaires étrangères qui a demandé et obtenu, de M. Poincaré et de M. Albert Sarraut, ministres des Finances et de l'Intérieur, l'insertion dans la loi de finances pour 1929, des deux articles 70 et 71, mérite la gratitude de tous les Français qui font passer l'intérêt national avant leurs préférences politiques. Depuis longtemps, depuis le fameux discours de Waldeck-Rousseau au Sénat, la détresse des instituts missionnaires qui, avec des ressources infimes, font vivre et prospérer, dans les cinq parties du monde, ces écoles qui sont le plus efficace instrument de diffusion de la langue et de l'influence française au dehors, préoccupait les hommes qui ont la responsabilité du pouvoir. Le quai d'Orsay, en particulier, recevait de tous ses agents à l'étranger des rapports où la diminution du nombre des religieux français et leur remplacement par des étrangers sont signalés avec une patriotique angoisse. Insensiblement, malgré les efforts héroïques des congréganistes français, ces florissantes écoles, où se pressent des enfants de toute race et de toute croyance, pourraient-elles donc passer en des mains étrangères? Sans doute, si les sources du recrutement se trou-

vaient taries. Un seul exemple, celui des Frères des Écoles chrétiennes, ces admirables éducateurs : ils étaient, en 1909, 4 823 membres enseignant à l'étranger, dont seulement 313 non français, pour la plupart belges, russes, luxembourgeois; ils n'étaient plus, en 1922, que 2 546; la guerre avait éclairci leurs rangs et il avait fallu ouvrir la porte à 838 étrangers. Dans le conseil directeur siègent 5 étrangers sur 12 membres. Maurice Barrès, dans ces rapports émouvants qui sont comme le testament politique et littéraire de son grand cœur, décrit le désastre que préparent pour l'influence française, les obstacles que la loi de 1901 oppose au recrutement des missionnaires. Cette loi a été interprétée, par le sectarisme de Combes et de ses émules, contrairement à l'esprit du législateur qui entendait placer les congrégations sous le contrôle de l'État mais non leur refuser en bloc l'autorisation qu'on les invitait à demander.

L'opinion publique s'est émue. Il n'est pas un Français ayant voyagé à l'étranger, particulièrement dans le Levant, qui ne se soit senti pénétré de reconnaissance par le spectacle de ces beaux collèges où la langue française devient, pour l'intelligence éveillée des enfants du pays, le véhicule de la civilisation et du sentiment de la dignité humaine; il n'en est pas un qui n'ait été ému en visitant ces humbles écoles de petites villes où un ou deux frères, deux ou trois sœurs, isolés au milieu de populations étrangères, rassemblent un essaim de petits enfants autour d'un alphabet et d'un dispensaire. Une trentaine des professeurs les plus éminents de notre haut enseignement, appartenant à toutes les nuances de la pensée philosophique, parmi lesquels MM. Richet, Janet, Lévy-Brühl, Georges Dumas, Gaston Jèze, au retour d'un voyage en Amérique latine, écrivaient, le 17 décembre 1926, à M. Poincaré : « Les signataires de cette lettre professent les opinions religieuses ou philosophiques les plus diverses ; mais, pour des raisons nationales, dont ils ont été à même de peser toute la gravité, ils sont unanimes à vous demander de sauver les congrégations françaises d'Amérique latine en leur accordant des noviciats. Ils sont tous convaincus, par leur expérience directe, que l'enseignement de ces congrégations est une des conditions préalables du rayonnement intellectuel et moral de la France en Amérique latine. »

A cet appel si explicite et qui fait tant d'honneur aux esprits indépendants qui l'ont rédigé, répond aujourd'hui le projet gouvernemental, adopté par la commission des finances de la Chambre. L'exposé des motifs en explique avec force la nécessité et l'urgence.

L'article 70 autorise la dévolution aux associations diocésaines du reliquat des biens tombés aux mains de l'État par la loi de 1905 et non encore attribués ; l'article 71 accorde aux congrégations ayant pour objet l'enseignement à l'étranger et les missions et qui pourraient être autorisées par décret, le droit de posséder en France, aux ports d'embarquement, leur siège social, leur noviciat et leur procure. Le gouvernement qui subventionne, insuffisamment d'ailleurs, ces écoles à l'étranger, refusait jusqu'ici à ceux qui les dirigent et qui y enseignent, le moyen de se recruter. C'est cette anomalie dont les dispositions introduites dans la loi de finances préparent la disparition.

Les articles 70 et 71 ont été, pour la petite phalange des radicaux-socialistes qui supportent impatiemment la politique d'union nationale et l'autorité de M. Poincaré, une aubaine inespérée : on allait retrouver, pour disloquer le ministère, la vieille machine de guerre anticléricale. Mais le conseil des ministres du 16 octobre et le communiqué officiel ont remis les choses au point ; aucun ministre n'a donné sa démission ; l'extrême-gauche radicale-socialiste s'agite dans le vide. M. Léon Blum, dont les conjurés espéraient le concours, reste sceptique et narquois ; la masse des radicaux-socialistes attend seulement que le ministère, en séance, prenne ses responsabilités, pour se ranger derrière lui. Toute l'agitation créée autour de l'article 71 est factice et soufflée ; elle va s'épanouir au congrès radical-socialiste d'Angers ; mais elle tombera d'elle-même et l'on est en droit d'espérer que les hommes qui ont l'expérience de l'étranger et des colonies, comme M. Albert Sarraut, qui savent avec quelle énergie nos rivaux disputent à l'influence française les positions dominantes qu'elle doit au dévouement héroïque de tous ceux qui enseignent à l'étranger notre langue et notre civilisation, sauront faire triompher le bon sens et l'intérêt français. Il paraît, — c'est M. Pierre du Clain, alias M. François-Albert, qui nous l'apprend, — que toute cette effervescence est l'effet du « réflexe laïque ». Nous préférons le réflexe national ! Un homme raisonnable, d'ailleurs, fût-il homme politique, ne se détermine pas d'après ses réflexes, mais d'après ses réflexions.

RENÉ PINON.

Le Directeur-Gérant : RENÉ DOUMIC.

s de
05 et
ayant
t qui
ance,
leur
d'ail-
rigent
malie
ent la

icaux-
natio-
allait
guerre
e com-
tre n'a
s'agite
cours,
alistes
espon-
autour
ongrès
'on est
ranger
quelle
sitions
ux qui
sauront
— c'est
end, —
». Nous
rs, fût-
s, mais